

● LES NOIRS AMÉRICAINS, DISCRIMINATION RACIALE, DISPARITÉS DE CLASSES – Pages 16 et 17

LE MONDE diplomatique

N° 412 - 35e année — JUILLET 1988

32 pages - 15 F

Algérie : 6 DA; Antilles fr. / Réunion : 19,00 F; Belgique : 95 FB; Canada : 2,25 $ C; C.-d'Iv. : 990 F CFA; Espagne : 270 P; E.-U. : 2,50 $ US; Gr.-Bret. : 1,10 £; Irlande : 1,70 £; Italie : 3 500 lires; Maroc : 14,50 dir.; P.-Bas : 5,00 Fl.; Sénég. : 900 F CFA; Suisse : 3,80 FS; Tunisie : 1 700 m

Abonnements : voir tarif page 21

Publication mensuelle – 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

URSS :
Un « front populaire » pour la perestroïka ?

(Pages 8 et 9.)

ARSENAUX NUCLÉAIRES ET NÉGOCIATIONS EST-OUEST

Le prix des armes

Par CLAUDE JULIEN

LES Etats porteurs d'ambitions démesurées finissent tôt ou tard par se heurter à une question dure comme le roc : peuvent-ils payer le prix de leurs grandioses rêveries de puissance ? Lorsque, pour la première fois, cette idée effleure leur esprit, ils refusent spontanément de douter d'eux-mêmes et persévèrent en de ruineux efforts dont ils attendent une nette supériorité.

C'est ainsi que les Deux Grands ont englouti de fabuleuses richesses dans le développement d'un potentiel militaire qui, privilège insensé, permet à chacun d'eux d'anéantir plusieurs fois l'adversaire. Ils s'épuisent dans une course incessante pour dépasser une « parité » chaque jour portée à un niveau supérieur. Cette onéreuse folie ne perturbe nullement leur sérénité : ils espèrent toujours qu'une percée technologique leur assurera un avantage décisif. Vient pourtant un moment où ils doivent admettre que les moyens dont ils disposent ne leur permettent pas de faire n'importe quoi. De trop lourdes charges économiques sonnent alors l'heure d'une « révision déchirante » *(agonizing reappraisal)*. Du même coup changent le regard porté sur l'autre, le discours qui le décrit, les rapports que l'on entretient avec lui.

Six mois après la signature à Washington du traité portant élimination des armes nucléaires à moyenne portée (FNI), la rencontre Reagan-Gorbatchev à Moscou consacre l'irruption des réalités économiques dans le champ d'abusives prétentions idéologiques. Certes, l'accord prévoyant de réduire de moitié les stocks de missiles stratégiques n'a pu être signé, mais « *il est maintenant à notre portée* », déclare le président des Etats-Unis (1).

Plus important encore, « *nous commençons*, dit-il, *à abattre les barrières érigées après la guerre, nous entrons dans une nouvelle ère de l'histoire, une époque de changements durables en Union soviétique* ». Tranchant sur le scepticisme qui prévalait récemment encore, M. Reagan voit maintenant en M. Gorbatchev « *un homme sérieux, cherchant à effectuer des réformes sérieuses* ». A l'intérieur de l'URSS, mais aussi dans sa politique étrangère : il estime en effet que « *l'expansionnisme recule* ». Non seulement le président souhaite que « *ce courant continue* », mais, bien plus, il s'engage : « *Nous devons faire tout notre possible pour l'aider* » à se développer (2). Au Kremlin, répondant à l'impertinente question d'un journaliste, il se risque même à observer que l'URSS n'est plus l'« *Empire du mal* » (3). Ce qui lui vaut une réplique immédiate de M. Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller du président Carter : « *La guerre froide n'est pas terminée, et l'Empire est toujours celui du mal* (4). » La forme et la substance du dialogue entre Moscou et Washington ont pourtant radicalement changé. Pourquoi ?

UNE personnalité américaine rapporte avoir dit à un officiel soviétique que l'URSS ne tarderait pas à apprendre une leçon que les Etats-Unis ont déjà apprise à leurs dépens : « *L'Empire ne paie pas.* » Son interlocuteur lui répondit en souriant : « *Nous l'apprenons.* » Tout Empire s'étend par de multiples moyens – militaires, commerciaux, financiers, culturels, politiques, etc. – déterminés par les capacités économiques de la puissance impériale. Pour des raisons différentes, dans des conditions que rien ne permet de comparer, chacun des deux Empires a tardivement découvert les limites de ses ressources matérielles.

S'il s'obstine à vitupérer un Empire du mal réputé immuable, M. Zbigniew Brzezinski est pourtant bien contraint de constater l'« *indéniable déclin relatif de la primauté économique* » des Etats-Unis dans le monde (5). Sept prestigieuses personnalités américaines (6) remarquent de leur côté que le ralentissement des gains de productivité, les déficits budgétaires chroniques et le gonflement de la dette extérieure ont miné la puissance du pays au point de l'obliger à restreindre ses engagements de dépenses en divers domaines : « guerre des étoiles », modernisation des systèmes d'armes existants, construction d'avions et de porte-avions à propulsion nucléaire, etc.

Dans un article qu'ils cosignent, MM. Henry Kissinger et Cyrus Vance, tous deux anciens secrétaires d'Etat, portent eux aussi un sobre diagnostic : « *En dépit de notre vaste puissance militaire, notre aptitude à modeler unilatéralement le monde est de plus en plus limitée. Nous n'avons plus les moyens financiers d'agir par nous-mêmes sur la scène internationale comme nous le faisions dans l'immédiat après-guerre* (7). » Un « *nombre croissant d'Américains* » souhaitent d'ailleurs réduire le rôle mondial des Etats-Unis et laisser à d'autres nations le soin d'« *assumer de plus grands risques, responsabilités et charges financières* ». Les Etats-Unis ne sauraient pour autant se retirer complètement de la partie. Fût-ce en vue d'une présence plus modeste, il faut, concluent MM. Kissinger et Vance, « *remettre en ordre notre économie* ».

Par quels moyens ? La réponse des deux anciens secrétaires d'Etat ne comporte aucune ambiguïté : « *Nous devons admettre que notre économie et notre consommation se sont tellement étendues que le remède impliquera des sacrifices et une plus lente amélioration de nos conditions de vie.* » Faute de quoi « *nos enfants paieront le prix de notre inattention* ».

(Lire la suite page 5.)

(1) M. Ronald Reagan, discours de Londres, 3 juin 1988. De larges extraits en sont publiés dans le *Financial Times*, 4-5 juin 1988.

(2) *Idem.*

(3) *Newsweek*, 13 juin 1988.

(4) « Summit Theatrics Didn't End the Cold War », par Zbigniew Brzezinski, *International Herald Tribune*, 7 juin 1988.

(5) Zbigniew Brzezinski, « America's New Geostrategy », *Foreign Affairs*, printemps 1988.

(6) MM. Harold Brown, Melvin R. Laird, James Schlesinger (anciens secrétaires à la défense), W. Michael Blumenthal et William E. Simon (anciens secrétaires au Trésor), Cyrus R. Vance (ancien secrétaire d'Etat) et Paul A. Volcker (ancien président de la Réserve fédérale). Voir *International Herald Tribune*, 4-5 juin 1988.

(7) Henri Kissinger et Cyrus Vance, « An Agenda for 1989 », *Newsweek*, 6 juin 1988.

PRÉCAIRES ESPÉRANCES AU PROCHE-ORIENT

Au huitième mois de la révolte palestinienne dans les territoires occupés, les efforts pour aboutir à un règlement politique du conflit du Proche-Orient se renouvellent. Les Deux Grands ont engagé des conversations visant à définir les conditions dans lesquelles pourrait être convoquée une conférence internationale. Mais subsistent de nombreux obstacles que l'Europe, assumant son rôle historique, pourrait contribuer à lever (voir l'article de Dominique Chevallier, page 12). *Des propositions originales – ainsi celles de Jean-Jacques Servan-Schreiber dans* le Choix des juifs – *veulent rappeler à la raison* (voir page 11). *Et, finalement, le sommet arabe d'Alger a entériné une ligne modérée que confirme un document de l'OLP prônant des pourparlers directs entre Israéliens et Palestiniens* (voir l'article d'Amnon Kapeliouk, page 10).

Témoin privilégié, puisqu'il a participé aux débats des Nations unies qui aboutirent à la création de l'Etat d'Israël il y a quarante ans, M. Abba Eban, député travailliste israélien, président de la commission des affaires étrangères et de la défense de la Knesset, plaide ci-dessous pour un retour à l'esprit du plan de partage voté dès 1947. M. Eban a été écarté par les instances de son parti de la liste nationale qui sera présentée aux élections de novembre prochain.

Pour le partage

Par ABBA EBAN
ancien ministre des affaires étrangères d'Israël

LORSQU'EN novembre 1947 les Nations unies se prononcèrent en faveur du partage de la Palestine, leur décision fut bien plus qu'une réponse de routine aux revendications de deux plaignants sur le même bien, permettant de dire que justice avait été rendue en coupant la poire en deux. Elle avait été précédée de débats approfondis sur la structure des deux Etats et sur les conditions de l'existence nationale. Le diagnostic fut scrupuleusement juste, et aujourd'hui encore il reste incontestable dans son principe, sinon dans ses détails. Il n'existe pas ce minimum d'affinités qui feraient accepter à un million et demi de Palestiniens de vivre sous l'autorité israélienne. Un principe applaudi avec ferveur lorsqu'il s'agissait de l'appliquer à six cent mille Juifs ne peut devenir obsolète quand il concerne le sort d'un million et demi de Palestiniens arabes, à moins de se réfugier, comme le Goush Emounim et le rabbin Kahane, dans une doctrine raciste.

Le soutien providentiel des Etats-Unis et de l'URSS à de telles idées a ouvert la voie à la naissance d'Israël. L'idée absurde que seuls les juifs ont le droit de vivre libres hors de toute domination étrangère n'avait effleuré personne à l'époque. Des nations dotées d'une expérience fédérale supplièrent les Arabes de comprendre que le consentement des deux parties conditionnait la mise en place d'une structure unitaire régissant une population mixte, et que, en l'absence d'un tel accord, il devrait y avoir un partage de souveraineté et de territoire.

Les organisations internationales ne sont jamais à l'abri des pressions des forces antagonistes, et Arabes et juifs ne se privèrent point d'en user durant les discussions de 1947-1949. Malgré cela, les organisations internationales n'ont jamais atteint un tel degré de rationalité objective que durant les débats sur la partition. Quarante ans plus tard, l'idée qu'un Eretz Israël unifié pouvait signifier « *haine, querelle et bain de sang* » et « *système rigoureux de répression* » est devenue une évidence éclatante pour tous ceux qui ont des yeux pour voir. La seule chose nouvelle, c'est que certains des partenaires dans ce dialogue ont changé de place. Autrefois, les Arabes extrémistes (et il n'y avait pas d'autres sortes d'Arabes) disaient que les juifs devraient tenter leur chance et vivre à la merci d'une majorité arabe. Aujourd'hui, remplacez « Arabes » par « juifs », et vous aurez la philosophie de Kahane, du Goush Emounim, de la grotesque école du « transfert », et aussi, avec une simple différence de degré et de formulation, celle du premier ministre Shamir et de tous ceux qui refusent le principe d'un accord territorial.

(Lire la suite page 10.)

DANS CE NUMERO : **Signes de nouveauté**

Pour la première fois, les Deux Grands marquent par un traité leur volonté de freiner la course aux armements. Simple bon sens, issu du tiroir-caisse : « le prix des armes » a englouti de fabuleuses richesses, constate Claude Julien *(pages 1 et 5)* *tout en dressant le bilan de cette « onéreuse folie ».* Il faudra bien davantage de sagesse pour régler les grands problèmes de ce monde déchiré, et pour cela les voix du renouveau devront, elles aussi, se faire entendre.

LE VENT D'EST

En fait, c'est la démocratie qui est à réinventer à l'échelle planétaire. M. Gorbatchev le tente dans son propre pays, s'appuyant sur les courants qui pourraient constituer « *un front populaire pour la « perestroïka »* *(pages 8 et 9)*. Mais le réveil des nationalismes, tel celui des Arméniens *(pages 8 et 9)*, révèle la fragilité de l'expérience. Ecrivain épris de justice, et toujours « *à l'écoute du monde* », Graham Greene *(pages 14 et 15)*, lui souhaite le succès, alors que l'empire américain, dit-il, a besoin de dictatures. Comme au Chili, où les voix des opposants sont étouffées *(page 13)*.

Coïncidant avec la révolte des pierres, la nouvelle diplomatie de M. Gorbatchev contribue à renouveler les efforts de paix au Proche-Orient. Des voix isolées se font entendre pour prôner la raison *(page 11)*, rejoignant la « *modération constructive* » des pays arabes qui soutiennent l'OLP *(page 10)*. Dans ce chœur, une grande voix d'Israël : témoin de l'histoire, M. Abba Eban souhaite un retour à l'esprit du partage *(pages 1 et 10)*.

INÉGALITÉS ET DÉMOCRATIE

L'Europe aurait son mot à dire dans cette région dévastée, écrit Dominique Chevallier *(page 12)*. Mais la « crise » accapare l'attention de ses élites, d'abord soucieuses de gérer « *ces inégalités qui sapent la démocratie* » *(page 3)*. *Le Monde diplomatique* entreprend ce mois-ci d'explorer ce vaste champ d'injustices sociales, dont « *les disparités de revenus* » *(page 4)* sont les plus criantes, surtout quand s'y ajoute le chômage. Mais le chômage n'est pas une fatalité : il faut savoir que « *l'économie marchande peut à nouveau créer des emplois* » *(pages 6 et 7)*.

D'autres disparités minent l'économie mondiale, « *le commerce international est privé de ressorts* » *(pages 18 et 19)*. Principales victimes : les pays pauvres et endettés, pour lesquels il n'existerait d'autre solution que cet « *art subtil d'accommoder la crise* » *(pages 20 et 21)*. Sait-on, par exemple, ce que les petits journaux en langues locales représentent comme viatique pour les paysans africains délaissés *(page 22)* ? Que peut donner, en Chine, la brutale rencontre de l'histoire millénaire et de la modernité *(page 23)* ?

HOMME PRÉSENT

L'équité ? Elle n'existe toujours pas dans un pays aussi libéral que les Etats-Unis. *Les Noirs américains*, par exemple, subissent une double injustice, de race et de classes *(pages 16 et 17)*. L'économisme conduirait-il les démocraties à l'impuissance ? Le calcul à court terme fait oublier l'homme, constate encore Claude Julien. « *Homme présent* », répond alors le poète *(page 32)* : Mario Luzi voit poindre des signes de nouveauté, et, par son acte de foi en l'homme, il rend l'espoir.

Voir le sommaire détaillé page 32.



Le revenu minimum garanti en Belgique

M. Paul Palsterman, du service juridique de la Confédération des syndicats chrétiens de Belgique, apporte des précisions à l'article de Denis Clerc sur les dispositifs d'aide sociale destinés à limiter l'extension de la grande pauvreté (le Monde diplomatique, *juin 1988) :*

[En Belgique], le montant du Minimex n'est (heureusement !) pas de 500 FF par mois, mais (au 1er mai 1988) de 10 448 FB (1 685 FF), pour un cohabitant (1) ; de 15 671 FB (2 527,5 FF), pour un isolé ; de 16 716 FB (2 696 FF), pour un isolé avec enfants à charge et 20 895 FB (3 370 FF), pour un ménage.

(...) Le nombre effectivement assez restreint de bénéficiaires (50 000 est cependant le chiffre le plus souvent cité, et non 39 000) ne s'explique sans doute pas par le montant de l'allocation, mais par les éléments suivants :

— Cette allocation résiduaire est sans objet pour la plupart des chômeurs (l'indemnisation par l'assurance-chômage n'étant, en principe, pas limitée dans le temps et les conditions d'admission étant assez souples), pour les personnes âgées (qui bénéficient d'une pension minimum à charge du régime des salariés) et pour les handicapés (qui bénéficient d'une allocation particulière lorsqu'ils ne sont pas indemnisés par un autre régime — assurances sociales, risque professionnel, etc.) ;

— Les conditions d'octroi sont assez inhibantes (les Centres publics d'aide sociale — CPAS — n'ont pas encore perdu, à quelques exceptions près, l'image de marque de l'« assistance publique ») ;

— Les étrangers n'ont droit au Minimex que dans les limites d'une convention internationale ; de telles conventions n'existent pas, notamment, pour les Maghrébins ; ces personnes sont indemnisées par les CPAS, généralement à un montant équivalant au Minimex, mais au titre de l'aide sociale.

Je signale aussi que la loi prévoit que le bénéficiaire doit être disposé à travailler ou en être incapable, mais non qu'il doit être inscrit comme demandeur d'emploi.

Enfin, puisque l'article assimile (à mon avis à tort) aux régimes de revenu minimum les régimes assez kafkaïens d'aide en nature qui prévalent en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, il convient de signaler que les CPAS belges fournissent, le cas échéant, de telles aides en complément du Minimex.

(1) Personne demeurant au foyer d'autrui, sans lien de parenté et ne disposant pas de revenus.

Le culte du patron

Mme Armelle Mabon, assistante sociale au chômage, a lu l'article d'Ingrid Carlander sur les télévangélistes américains (le Monde diplomatique, *juin 1988). A propos des sermons exhortant au culte des patrons, elle évoque une expérience qui en dit long sur le climat régnant aujourd'hui encore dans certaines entreprises françaises :*

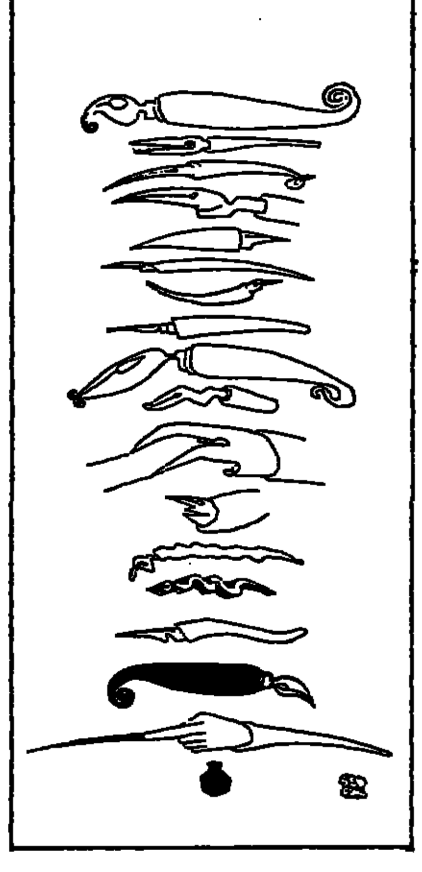
L'influence des télévangélistes n'a sans doute pas encore pénétré les entreprises françaises. Pourtant, ce style de sermon — « *Respectez le patron, honorez-le, soyez honnête avec lui. Ne lui dissimulez rien. Souvenez-vous : tant qu'il est dans les murs, c'est lui qui a raison...* » — n'est pas tellement éloigné d'une certaine pratique patronale dans l'Hexagone.

Je prendrai comme exemple ce qui est arrivé dans une compagnie de services en informatique. Le directeur des ressources humaines de cette société voulant tout savoir n'a pas hésité à demander les courriers émanant des assistantes sociales. La responsable du service social, oubliant qu'elle était soumise au secret professionnel à l'égard des salariés, les lui a transmis et acceptait de les lui transmettre chaque semaine.

Et comme « le patron, il a toujours raison », le président-directeur général, après avoir couvert sa hiérarchie, a licencié la jeune assistante sociale qui avait dénoncé auprès des syndicats et de l'Association nationale des assistances sociales cette infraction du code pénal (deux plaintes contre X... ont été déposées par la suite pour violation du secret professionnel et complicité).

Maintenant, il faut s'armer de patience avant que la justice soit rendue. Mais que d'énergie gaspillée et que de hargne envers une salariée qui osait se réclamer d'une éthique et d'une déontologie professionnelle pour que la vie privée de chacun puisse être sauvegardée en toute confiance...

COURRIER DES LECTEURS



● « DES LECTEURS PRIVÉS D'ÉCRIT ». — M. Simonnet, de Vénéjan, dans le Gard, nous signale qu'une erreur s'est glissée dans l'article d'Ezzedine Mestiri « Des lecteurs privés d'écrit » paru dans *le Monde diplomatique* d'avril 1988. Les chiffres de consommation de papier par habitant cités dans cet article sont énoncés en kilogrammes alors qu'il s'agit en réalité de grammes. Il faut donc ramener l'utilisation moyenne de papier « culturel » par habitant et par année à 1 kilogramme pour l'Afrique, 2 pour l'Asie, 3,5 pour l'Amérique latine et 38 pour les Etats-Unis.

Agis Stinas

L'un de nos lecteurs ayant évoqué la figure d'Agis Stinas (et non Spinas, comme son nom avait été imprimé dans le numéro d'avril 1988), Cornelius Castoriadis vient lui aussi apporter son témoignage sur la personnalité du grand militant communiste grec décédé à l'automne dernier :

Ayant milité avec lui, dans le groupe qu'il avait fondé, depuis l'automne 1942 jusqu'à la fin 1945, sous la double persécution nazie et stalinienne, et étant par la suite resté en contact constant et étroit avec lui, j'aimerais porter mon témoignage à la connaissance de vos lecteurs.

Agis Stinas était le pseudonyme de Spiros Priftis, né à Corfou (village de Spartila) au début de ce siècle. Le résumé de sa vie militante retracé par votre correspondant est en gros correct. Intéressé uniquement par la lutte pour l'émancipation du peuple, internationaliste ardent, d'une intégrité et d'une honnêteté sans pareil, il a passé la presque totalité de sa vie dans la clandestinité, en prison, en camp de concentration ou de déportation, ou dans la misère la plus extrême. A aucun moment ces conditions n'ont altéré ni son courage physique ni son courage intellectuel et politique ni sa lucidité, qui lui avait fait voir et dire avant Trotski que la IIIe Internationale était irréformable, et, par la suite, qu'il n'y avait rien à défendre, politiquement, en URSS. Après la guerre, il a trouvé en lui-même les ressources pour remettre en question les dogmes traditionnels du marxisme-léninisme, et pour embrasser rapidement les analyses et les positions de *Socialisme ou Barbarie*, dont il s'était fait l'ardent défenseur et le principal représentant en Grèce. (...)

Les armes de l'Europe

M. Henri Dozo, de Bruxelles, nous écrit pour nous exposer longuement sa conception d'une « défense européenne dans la représentation du système-monde actuel ». *Voici quelques extraits de sa lettre :*

Si l'évolution actuelle se poursuit telle quelle, c'est-à-dire si l'Europe semble de plus en plus s'affirmer comme une puissance économique concurrente à l'intérieur de la sphère d'influence américaine et si, en conséquence, le parapluie nucléaire stratégique ne finit plus que par couvrir le bord occidental de l'Atlantique nord, il n'est pas douteux qu'une guerre en Europe, dont les préparatifs vont bon train, puisse éclater dans un avenir proche.

Dans cette optique, une alternative se présente : ou les pays européens se défendent (et se préparent pour), ou... ils ne se défendent pas !

Entendons-nous bien. Quand je dis « se défendent », cela signifie « sont capables de violence absolue », c'est-à-dire d'employer du nucléaire, du bactériologique ou du chimique. On se défend complètement ou pas du tout ! Se défendre uniquement avec du « conventionnel », c'est bon pour le temps de paix, pour faire faire des bénéfices aux usines d'armement. En temps de guerre, sauf si l'on possède une solide dose de naïveté permettant de se retrancher derrière une convention de non-emploi nucléaire, ce serait créer des souffrances ou des morts inutiles. Si les pays européens ne veulent pas se défendre jusque-là, alors le conventionnel, aussi sophistiqué soit-il, n'est même plus nécessaire, sauf pour le maintien de l'ordre intérieur ! — et l'on peut désarmer unilatéralement avec, bien entendu, toutes les conséquences possibles d'une telle attitude.

● PRÉCISIONS. — L'article « Relancer le développement par la maintenance industrielle », publié dans *le Monde diplomatique* de juin 1988, sous la signature de Bertrand Girard, a été corédigé par Bertrand Girard et Claude Pichot, directeur de DEFI-Consultants et président de l'Association française des ingénieurs et responsables de maintenance (AFIM). Le nom de Claude Pichot a malencontreusement été omis de la « signature » de l'article, ce dont nous le prions de bien vouloir nous excuser.

Outre l'étude « Investir dans la maintenance pour agir sur le sous-développement », parue dans *Gérer et comprendre* et citée à la note 4, Claude Pichot a publié « La maintenance, un enjeu pour la coopération » dans le numéro 84 d'octobre 1987 d'*Enjeux*, revue mensuelle de l'Association française de normalisation (AFNOR).

Professions libérales et impératifs économiques

Par ALAIN TINAYRE *

LA toute jeune Union mondiale des professions libérales, fondée à Paris le 25 septembre 1987, fait son entrée sur la scène internationale (1). Dès sa création, elle s'est préoccupée de la négociation amorcée à Punta-del-Este en 1986, dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), concernant le commerce des services (2).

La déclaration ministérielle adoptée au cours de cette session vise notamment à : « *établir un cadre multilatéral de principes et de règles pour le commerce des services et en particulier à élaborer éventuellement des disciplines par secteur, en vue de l'expansion de ce commerce dans des conditions de transparence et de libéralisation progressive, et comme moyen de promouvoir la croissance économique de tous les partenaires commerciaux et le développement des pays en voie de développement* ».

La même déclaration porte création d'un « groupe de négociations sur les services qui doit s'occuper de ces questions », et faire rapport au Comité des négociations commerciales. Le programme des négociations doit s'étendre sur quatre ans.

Ces travaux ont commencé. Fin janvier 1988, le Comité a étudié des propositions de la Communauté européenne et de la Suisse. La proposition suisse est fondée sur la négociation d'accords bilatéraux ouverts à des tiers en vertu de la « *clause de la nation la plus favorisée, à option* ». Celle de la CEE met l'accent sur les risques de conflit entre l'idée d'une libéralisation progressive de l'accès au marché et la nécessité de respecter les objectifs politiques nationaux. Le débat est donc engagé.

Il est certain — encore que personne, apparemment, ne l'ait jusqu'à ce jour mentionné au cours des négociations — que le secteur des professions libérales fait partie des activités de service, et a, en principe, vocation à être inclus dans la négociation.

Une importante étude réalisée par la firme américaine Peat Marwick Managing Consultant dès juillet 1986 sur ce projet inclut ces professions dans sa réflexion (3). Elle examine la situation de trois catégories d'entre elles (services comptables, juridiques et médicaux, le secteur de la construction — architecture, ingénierie, etc. — étant traité dans un chapitre séparé) et relève un certain nombre d'obstacles à la concurrence où l'on retrouve la plupart des règles statutaires et déontologiques des professions libérales.

De même, dans le cadre d'une étude présentée le 24 avril 1987 lors d'un colloque « Europrospective » (4), M. Raymond Krommenacker, conseiller au GATT, donnant un exemple de la libéralisation des services qui devrait être développée entre pays pour la pratique de certaines activités, choisit naturellement la profession d'avocat.

Il est donc clair que toutes les professions libérales — dans l'esprit de l'« Uruguay Round » — sont concernées par la négociation en cours ou ont en tout cas vocation à l'être.

En l'état actuel des choses, les discussions du GATT n'ont en vue que les considérations économiques qui sont leur environnement habituel. Il ne vient pas à l'esprit des négociateurs que la nature de certaines activités de services peut interdire une libéralisation totale. A aucun moment, par exemple, ils ne prennent en compte le fait que la soumission à une déontologie et au secret professionnel — certainement considérés par eux, dans une optique purement économique, comme des obstacles à la concurrence — peut être légitimée par des motifs non économiques privilégiés.

Or, il est clair, à la lecture du document de M. Krommenacker (dont l'opinion est importante puisqu'il fait partie au GATT de la division du Groupe de négociation sur les services) que la seule préoccupation des négociateurs est : « *d'abord, l'expansion du commerce des services dans des conditions de transparence et de libéralisation progressive ; ensuite, la promotion de la croissance économique de tous les partenaires commerciaux, et finalement, la promotion du développement des pays en voie de développement* ».

Pourtant la déclaration ministérielle de Punta-del-Este contenait une restriction importante qu'il convient de ne pas méconnaître et qui souligne que le cadre de la négociation « *respectera les objectifs politiques des lois et réglementations nationales qui s'appliquent aux services et tiendra compte des travaux des organisations internationales compétentes* ».

Un conflit majeur

TOUTES les professions libérales — qu'elles soient juridiques, médicales ou techniques — ont besoin pour assurer la meilleure qualité de leurs prestations de règles éthiques. Et il est vrai que certaines d'entre elles peuvent apparaître, à un premier examen, comme constituant un obstacle à une libéralisation totale des services. Mais une réflexion plus attentive montre qu'elles sont une garantie d'efficacité dans l'intérêt du consommateur.

En effet, des valeurs essentielles, comme le secret professionnel, l'indépendance, le libre choix ou la responsabilité du médecin, de l'avocat, et plus généralement du conseil, quelle que soit sa discipline, sont au service de la personne humaine. Elles ont pour fonction de préserver son identité, son intimité, sa liberté.

Quelles que soient les habitudes et le contexte politique, ethnique, historique et culturel dans lequel elles sont appelées à l'exercer, elles constituent un paramètre fondamental de l'équilibre social et de la sauvegarde de l'individu. Elles font aujourd'hui plus que jamais partie des droits de l'homme.

Les multiples et dramatiques exemples venus chaque jour de toutes les régions de la planète ne peuvent que conforter cette certitude. Les professions libérales perdraient leur raison d'être sur le plan humain, social, et même économique, si ces règles prétendument restrictives disparaissaient. Or, l'Union mondiale des professions libérales est l'une des « *organisations internationales compétentes* » dont parle la déclaration ministérielle. Elle est, à ce jour, en raison de sa structure, le seul porte-parole direct possible des professions libérales auprès de l'organisation intergouvernementale qu'est le GATT.

Le 8 avril dernier, l'Union a adopté une motion destinée au Groupe de négociation sur les services, appelant son attention sur le « *cas particulier* » que représente le secteur des professions libérales. Elle ne méconnaît pas que les contraintes déontologiques — qui constituent le cadre d'exercice de ces professions — puissent apparaître comme des obstacles à une libéralisation et des actes et de la concurrence. Mais elle appelle l'attention sur les priorités d'intérêt public et de caractère humain qui peuvent dominer les impératifs purement économiques, et elle souhaite pouvoir s'en expliquer avec les négociateurs du GATT.

Ce faisant, l'Union mondiale des professions libérales ne pose-t-elle pas un des problèmes majeurs de notre temps — celui du conflit entre la dynamique économique et la dynamique humaine ?

La première sous-tend aujourd'hui la plupart des démarches nationales et internationales. Elle est à la base de tous les systèmes ; elle est invoquée comme justification de toutes les politiques et de toutes les actions. Et il est vrai qu'elle est, dans une large mesure, la condition nécessaire de l'équilibre des nations, voire de leur bonheur. Mais en est-elle la condition suffisante ?

La seconde dynamique, dans la mesure où elle impose la préservation de la personne, de son image, de son corps, de son cadre de vie, de son intimité, ne doit-elle pas, dans certains cas, et jusqu'à un certain point, l'emporter sur les impératifs d'ordre purement économique ?

* Avocat, président de l'Union mondiale des professions libérales.

(1) Alain Tinayre, « Les professions libérales affirment leur indépendance », *le Monde diplomatique*, décembre 1986, et « L'Union mondiale des professions libérales aux côtés de la personne humaine », *le Monde diplomatique*, novembre 1987.

(2) Au sujet des négociations du GATT, lire : Mireille Lemaresquier « Négociations au GATT dans un climat d'affrontement », *le Monde diplomatique*, avril 1988.

(3) *A typology of barriers to trade in services.*

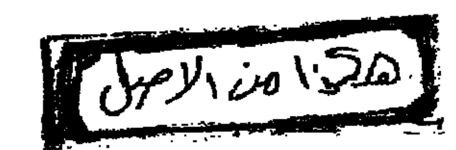
(4) « La nature et les enjeux de la libéralisation multilatérale des services dans le contexte de la servicisation des économies. »

« LECTEURS SOLIDAIRES »

Nous avons lancé, dans nos précédents numéros, un appel à des « lecteurs solidaires » afin de constituer un fonds permettant d'abonner au Monde diplomatique *des institutions ou organismes situés dans des pays qui limitent strictement les sorties de devises, ou dans des pays dont le taux de change est très défavorable.*

En réponse à cet appel nous avions reçu, à la fin du mois de juin 1988, la somme de 43 906 F. Le comité de gestion de ce fonds, constitué par Mme Claire Brisset, M. Jacques Chonchol, M. Pierre de Charentenay, M. Achille Mbembe et M. Edmond Jouve, a établi une première liste de bibliothèques, centres de recherche, universités, instituts, groupements associatifs, organisations humanitaires, etc. auxquels nous avons envoyé gratuitement notre journal. Ont déjà été établis : 70 abonnements en Afrique, 29 en Amérique, 3 en Asie et 1 en Europe de l'Est.

Si vous souhaitez participer à ce mouvement de solidarité, remplissez le bulletin ci-dessous.



Ces inégalités qui sapent la démocratie

Au nom du consensus...

Par **CHRISTIAN DE BRIE**

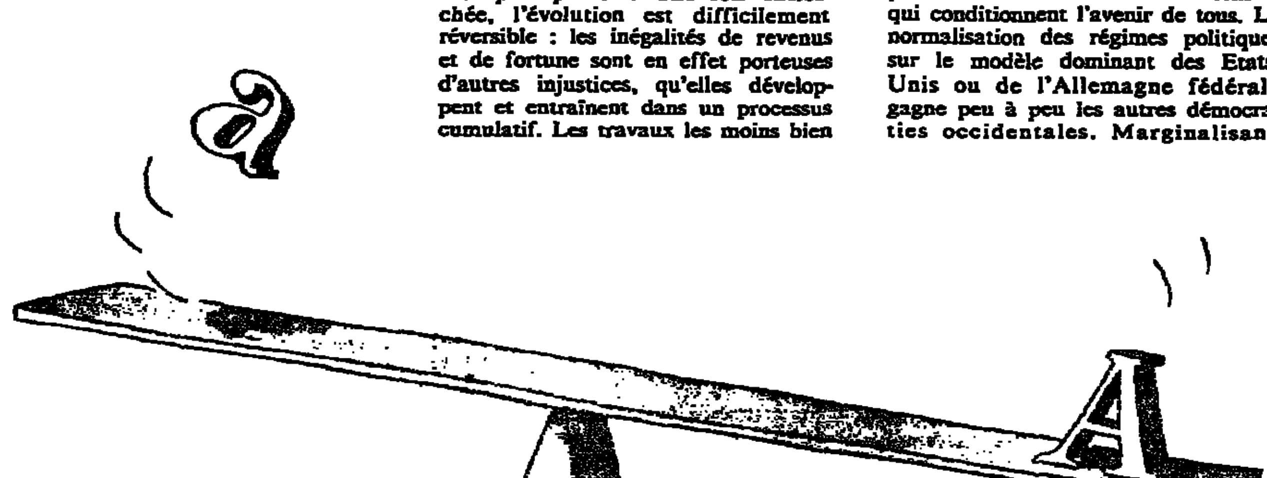
DERNIER succès en date de l'idéologie libérale, les élections présidentielle et législatives, en France, viennent de consacrer le ralliement des socialistes à la logique de l'économie de marché, aboutissement d'un long glissement amorcé dès 1982. Il n'est plus question de mobiliser les forces populaires pour *« changer la société »* mais d'établir avec les conservateurs centristes les bases d'un accord majoritaire s'appuyant sur les classes moyennes et placé sous le signe d'une Europe réduite à un grand marché.

Les groupes financiers et économiques dominants n'en demandent pas plus. A eux le partage du marché libre où ils pourront déployer, sans entraves nationales, le nouveau paysage capitaliste qu'ils modèlent déjà à coups d'alliances stratégiques, de prises de contrôle et de spéculations sauvages. Aux gouvernements locaux de s'arranger avec leurs ressortissants, d'accréditer l'idée d'un consensus unanimiste, d'une mobilisation de tous, pour affronter l'irrésistible échéance de 1992, et d'amortir les nouveaux chocs qu'elle ne manquera pas de produire.

Privés de forces politiques capables de modifier les règles du jeu, de négocier l'harmonisation « par le haut » des conditions sociales – en préservant les droits conformes à l'idéal démocratique, conquis de haute lutte, – les peuples d'Europe risquent de subir le marché unique comme ceux du tiers-monde subissent la mondialisation des échanges.

La production des richesses continue sa progression, à un rythme certes ralenti. Les moyens d'action scientifiques et technologiques se multiplient, mais la longue marche vers l'égalité qui fonde le projet démocratique reste bloquée. Loin de se réduire, les formidables inégalités qui structurent les sociétés et façonnent les rapports entre les Etats et les peuples s'accroissent inexorablement. L'écart se creuse entre riches et pauvres dans les pays développés, entre ceux-ci et le reste de l'humanité (1).

Région privilégiée du monde, l'Europe prospère de la Communauté compte aujourd'hui 44 millions de pauvres, chacun disposant de moins de la moitié du revenu individuel moyen de son pays ; on en recensait 30 millions en 1976. Y figurent en grand nombre : personnes âgées, vivant souvent dans la solitude et la misère, mères de famille célibataires (elles sont près de 4 millions), populations immigrées. La moitié des 16 millions de chômeurs sont sans travail depuis plus de deux ans et la majorité d'entre eux ne touchent plus d'allocations. Un jeune Européen de moins de vingt-cinq ans sur quatre est privé d'emploi, donc de revenus. La plupart n'en ont jamais eu.



Selçuk

A l'autre extrémité, 20 % de la population disposent d'environ la moitié des revenus et des patrimoines et 10 % s'en attribuent plus du tiers. Au cours des dix dernières années, dans de nombreux pays d'Europe comme aux Etats-Unis *(voir pages 16 et 17 l'article de Laura Maslow-Armand sur les Noirs américains)*, les riches sont devenus plus riches et les pauvres plus pauvres. Une fois enclenchée, l'évolution est difficilement réversible : les inégalités de revenus et de fortune sont en effet porteuses d'autres injustices, qu'elles développent et entraînent dans un processus cumulatif. Les travaux les moins bien rémunérés sont aussi les plus pénibles, les moins gratifiants ; ceux qui les exercent ont une espérance de vie plus réduite ; ils n'ont guère de chances d'accéder à une formation qualifiée, aux loisirs, à la culture, à des conditions de vie et de logement décentes. Leurs enfants subiront dès l'école le handicap de leur environnement culturel et social. Qu'il s'agisse d'enseignement, de logement, de culture, de santé, les hiérarchies inégalitaires vont presque toujours dans le même sens.

Elles trouvent leurs prolongements dans les rapports avec la justice, dans la fiscalité et dans la vie politique. La participation aux élections, comme aux instances représentatives, locales et nationales, s'accroît avec la position sociale des citoyens.

Au sommet, une élite restreinte, financière, administrative et politique, dont les membres sont étroitement solidaires, décide, sans contrôle et au mieux de ses intérêts, des investissements, des grands projets, des regroupements et alliances multinationales qui conditionnent l'avenir de tous. La normalisation des régimes politiques sur le modèle dominant des Etats-Unis ou de l'Allemagne fédérale gagne peu à peu les autres démocraties occidentales. Marginalisant l'expression et la représentation de tout projet social qui sorte des schémas, elle réduit le choix démocratique à l'alternance entre des frères jumeaux, formations et coalitions que rien d'essentiel ne distingue ; elle ravale le débat à une coûteuse compétition spectaculaire, vidée de contenu politique.

Après d'autres, la France s'est engagée dans le mouvement. Conduite avec un enthousiasme militant par tous les privilégiés et leurs commanditaires, l'offensive libérale dénonce sans relâche les ravages de la « machine égalitaire » prétendument à l'œuvre dans les sociétés développées, où l'égalitarisme dominant conduirait inévitablement à la bureaucratie tentaculaire, au refus des différences et des hiérarchies, à cette morne uniformisation des modes de vie, préludes aux tyrannies totalitaires. L'observation des conditions sociales devrait les rassurer s'il était besoin. L'hypothétique avènement de l'égalitarisme n'est pas pour demain quand les inégalités bien réelles dominent partout.

Rien ne justifie de sacrifier les exigences de justice et d'équité sur l'autel du redressement économique ou du progrès technique. La croissance démocratique est plus vitale que la croissance économique. Au reste, les sociétés qui progressent le mieux – celles des pays scandinaves, par exemple – sont aussi les sociétés les moins inégalitaires.

Loin d'être des stimulants, la plupart des inégalités font figure d'archaïsmes. Qu'elles se manifestent dans les revenus, la justice, la fiscalité, l'enseignement, le logement, la santé, la culture ou la participation politique, elles bloquent les évolutions nécessaires alors que les solutions existent qui permettraient de les réduire progressivement.

En dépit des immenses progrès accomplis depuis plus d'un siècle, les démocraties sont encore loin d'avoir atteint leurs objectifs. Aujourd'hui, leur avenir dépend de l'aptitude des hommes à se remettre en mouvement.

(1) Cf. le dossier « Sociétés écartelées, planète disloquée », *le Monde diplomatique*, mai 1988.

Voir page 4
l'article de Denis Clerc :
I. – PREMIÈRE DES INJUSTICES : LES DISPARITÉS DE REVENUS
●
Le mois prochain :
II. – LES INÉGALITÉS DEVANT LA JUSTICE

De la chose à la personne

L'autre logique

Par **JACQUES DECORNOY**

CE temps est celui du « discours dominant » qui étouffe l'imagination, le courage et la démocratie et, au nom du « consensus », réduit, même en théorie, les possibilités d'action jusqu'à l'infinitésimal. Pourtant, sous cette chape de plomb qui veut imposer la logique apparemment irrésistible du marché, du profit, de la technologie, circulent des idées libératrices et fécondes qui, parce qu'elles sont puisées aux sources de l'humanisme et de la culture, et sont éloignées de tout passéisme, proposent à la personne et à la communauté la reprise en charge de leur destin. Tel est le sens du bel essai de Roland Clément, qui nous vient de Nancy (1). L'auteur, libraire et conseiller municipal, homme du livre et d'action, sort la réflexion du bourbier où le langage en fragments ne peut que susciter une pensée incohérente rendant le monde incompréhensible, et donc ingouvernable.

« Le capitalisme a réalisé le marxisme sur le mode du contresens », écrit Roland Clément : voici venue l'époque du gouvernement des choses, des hommes réduits à l'état de choses. Dans ce *« processus généralisé de la réification »*, *« la fiction d'un libéralisme générateur de liberté vole en éclats »*, *« l'erreur commune consistant à identifier médias et démocratie, communication et liberté »*. Le profit guide nos pas dans les domaines mêmes dont l'homme se glorifie le plus : *« La technologie, qui est à la puissance ce que la science est à la connaissance, est directement liée aux capitaux mis en œuvre ; en économie de marché, ils ne le sont essentiellement qu'en fonction des intérêts des groupes qui les détiennent. »*

Dans de longs développements qui embrassent à la fois la notion de patrimoine européen, les rapports Est-Ouest, les civilisations du tiers-monde, mais aussi la culture des cathédrales comme celle de la franc-maçonnerie et la pensée gnostique, Roland Clément montre comment *« les problèmes de la démocratie politique et économique et du développement culturel sont analogues et parallèles »*. Il explique très concrètement comment peut s'esquisser *« un épanouissement non utilitaire »* des peuples : *« La culture, c'est le travail substitué. La culture, c'est le temps sauvé. En méconnaître la priorité absolue, c'est ouvrir largement tous les abîmes. »* Le laissez-faire ne permettra pas de tendre vers ce but. L'homme doit prendre en main son destin, le planifier ; il doit *« discréditer l'argent »* en tant que *« substitut du religieux »* et *« valeur mythique »*, base de la *« productivité »*, de la *« compétitivité »*, *« mots magiques à l'abri desquels se perpétuent les crimes contre la vie »*.

Parti à la recherche de *« la frontière invisible où la lumière intérieure et la soif de justice coïncideraient pour modifier le monde »*, l'auteur rend sa noblesse à la notion d'humanisme. Il pulvérise les fausses cloisons historiques et géographiques, réduit à néant les « réalismes » et les mensonges de tous acabits et, témoignant d'un seul souci – l'éminente dignité de la personne, – montre que le mot « rupture » n'appartient pas au vocabulaire que les « réalistes » qualifient d'« *archaïque* ».

(1) Roland Clément, *la Frontière invisible. Du mythe français à la renaissance de l'Europe.* Publisud, Paris, 1988, 315 pages, 126 francs.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY
Directeur : Claude JULIEN
Rédaction en chef :
Micheline PAUNET
Ignacio RAMONET
Rédaction : Christian DE BRIE, Bernard CASSEN, Jacques DECORNOY, Alain GRESH
Secrétaire de rédaction :
Solange BRAND

RÉDACTION
7, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
Télex : MONDPAR 650572 F
Tél. : 42-47-97-27

Publicité : *le Monde Publicité S.A.*
Responsable : Antoine Gauvin
5, rue de Monttessuy,
75007 Paris.
Tél. : 45-55-91-82 ou 45-55-91-71



I. Première des injustices : les disparités de revenus

SANS doute les inégalités de revenus sont-elles les plus difficiles à cerner, pour des raisons qui ne tiennent pas seulement à la complexité des méthodes de calcul. Il serait irréaliste de vouloir niveler les salaires, au risque de tuer toute incitation à l'effort. *Il* reste que les emplois les plus modestes, souvent les plus pénibles, sont les plus mal rétribués. Flagrante injustice, à laquelle s'ajoutent les disparités de patrimoine. La France, qui s'apprête à célébrer le bicentenaire de sa Révolution, apparaît cependant comme la plus inégalitaire des grandes démocraties occidentales pour ce qui concerne la répartition des revenus...

Par DENIS CLERC *

De toutes les formes d'inégalités, celle qui concerne les revenus est peut-être la plus fondamentale : dans une société marchande comme la nôtre, le revenu conditionne totalement le niveau de vie, mais aussi la constitution du patrimoine, qui détermine largement la pérennité des situations sociales. Disposer d'un patrimoine – économique, mais aussi culturel (formation), voire social (réseau de relations) – est la meilleure des assurances contre les à-coups de la vie ; et c'est aussi la garantie d'accéder à une place sociale reconnue et valorisée, dans tous les sens du terme.

Ces inégalités, pourtant, sont mal connues. Bien sûr, elles sautent aux yeux, s'affichent dans les vitrines ou sur les autoroutes : les « golden boys » roulaient en Porsche avant le krach, et la BMW ou la Mercedes restent le symbole automobile du cadre supérieur qui a réussi. Or, tandis que les Restaurants du cœur ne parviennent pas à réunir les 200 millions de francs dont ils ont besoin pour parer au plus pressé, les ventes de voitures de luxe (plus de 120 000 F) battent des records en France. Les prix de l'immobilier explosent *à Paris et dans bon nombre* d'autres capitales européennes, parce que la demande grimpe beaucoup plus vite que l'offre. On pourrait ainsi multiplier les exemples – bien connus – où l'extrême pauvreté côtoie le luxe le plus insolent.

De quelque côté que l'on se tourne, le même constat revient : l'ampleur des inégalités entre catégories extrêmes. L'écart est, en tout cas, bien supérieur à celui que la théorie économique libérale suggère dans ses analyses. Selon elle, *si* le marché fonctionne correctement, chacun doit recevoir, sous forme de rémunération, un revenu équivalant à son apport productif. Prenons cette thèse au mot : mis à part quelques individus exceptionnellement doués dans leurs domaines respectifs – artistes créateurs, innovateurs, ingénieurs... – l'apport productif de la grande masse des actifs ne diffère pas dans des proportions considérables : il reflète plus ou moins les inégalités de formation et de qualification. C'est dire que, si le marché fonctionnait comme ses thuriféraires l'indiquent, l'écart entre catégories extrêmes ne devrait pas excéder 1 à 5 environ. Or, on le verra, la réalité est bien différente, puisque l'écart réel va de 1 à 11, voire de 1 à 20 *après redistribution* (*prestations sociales en* espèces et impôts directs).

Comparaisons explosives...

LOIN de réduire les écarts excessifs, le marché tend à les accentuer, par exclusion des moins favorisés ou par réduction des salaires lorsque la pression du chômage s'accentue. Ainsi, aux Etats-Unis, de 1979 à 1984, le nombre de salariés qui percevaient un salaire égal ou supérieur au salaire moyen (14 000 dollars par an) a diminué de 1,8 million, tandis que le nombre de salariés qui gagnaient moins que ce salaire moyen augmentait de 9,9 millions (1). La flexibilité à la baisse – qui explique pour partie l'importance des créations d'emplois aux Etats-Unis – accentue les inégalités. C'est l'erreur d'Alain Minc que de croire que le marché réduit les inégalités (2).

Cependant, dès lors qu'on s'efforce de chiffrer celles-ci et de procéder à des comparaisons internationales, on se heurte à un quasi-vide statistique : mesurer les inégalités relève presque de l'exploit. S'il en est ainsi, ce n'est pas seulement pour des raisons politiques ou idéologies, par souci de masquer – ou d'ignorer – une situation gênante. Les difficultés méthodologiques ne manquent pas. Mais elles ne suffisent pas à expliquer l'absence à peu près totale de chiffres internationaux sur la répartition des revenus. La cause principale est politique : procéder à des comparaisons peut se révéler socialement explosif dans les pays les plus inégalitaires, surtout lorsque ces inégalités plus fortes ne paraissent pas engendrer une plus grande efficacité économique. La hiérarchie des revenus perd alors toute légitimité, puisque, au lieu de récompenser les talents productifs, elle se révèle être en partie arbitraire.

C'est ainsi qu'une mésaventure est arrivée en 1976 à un économiste de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Malcolm Mayer, qui réalisa une étude comparative sur la répartition des revenus des ménages dans les pays membres de cette organisation (3). Au terme d'un long travail méthodologique destiné à harmoniser, autant que faire se peut, les données statistiques émanant des différents pays, il s'efforçait de mesurer le degré d'inégalité des revenus (en général pour des années proches de 1970).

Il apparut qu'en France le dixième le plus pauvre de la population percevait 1,4 % du revenu disponible après impôt, tandis que le dixième le plus riche percevait 30,5 %, d'où un rapport de 21,8 entre dixièmes (ou déciles) extrêmes. Voici, pour les principaux pays, les résultats de cette étude (entre parenthèses figure l'année à laquelle ils se rapportent) :

Part du revenu disponible après impôt

	Perçue par le dixième le plus pauvre (1)	Perçue par le dixième le plus riche (2)	Rapport (2/1)
France (1970)	1,4	30,5	21,8
Etats-Unis (1972)	1,5	28,5	19
Allemagne (1973) .	2,8	30,6	10,9
Japon (1969)	2,7	27,8	10,3
Royaume-Uni (1973)	2,4	23,9	10
Suède (1972)	2,6	18,6	7,2

La conclusion était claire : de tous les grands pays capitalistes industrialisés, la France était celui où la répartition des revenus était le plus inégalitaire (*voir le tableau I, établi à l'aide de statistiques plus récentes*), et cela malgré un système de sécurité sociale relativement développé. Il est vrai que la fonction de la Sécurité sociale n'est pas d'abord de redistribuer les revenus des riches aux pauvres, mais de protéger les citoyens contre un certain nombre de risques de l'existence. Il n'empêche que cette protection sociale peut être obtenue de différentes façons, et que l'on peut privilégier l'assurance – chacun paie en fonction du risque encouru et de la couverture obtenue – ou la solidarité – chacun paye en fonction de ses revenus, et a droit à la même couverture. Mieux que de longs discours, ces chiffres montraient que le système de protection sociale français obéissait plutôt à la première logique qu'à la seconde.

Cela ne fit évidemment guère plaisir au premier ministre de l'époque. L'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) fut donc chargé de « monter au créneau », car, même si l'étude indiquait que, selon la formule consacrée, imprimée en première page, elle *« n'engage que la responsabilité de l'auteur »*, le sceau de l'institution internationale qui la publiait lui conférait une autorité peu contestable. Une longue mise au point ampoulée développa un certain nombre de critiques (notamment le fait que les sources utilisées étaient d'origine fiscale pour la France et provenaient d'enquêtes auprès des ménages pour la plupart des autres pays) et conclut que le rapport entre déciles extrêmes était en fait de... 21,5. L'INSEE critiquait la méthode et confirmait l'analyse : le premier ministre en tira une rancune tenace à l'égard de l'Institut et de ses statisticiens. Mais le résultat le plus clair de la polémique fut de mettre fin à toute velléité de mesures internationales dans ce domaine.

Au sein de la CEE, toutefois, on dispose d'un certain nombre d'enquêtes communautaires sur la structure des salaires. Malheureusement, ces enquêtes sont très lourdes, et ne sont donc menées que de loin en loin : la dernière publiée date de 1978 (4). *L'un de ses résultats essentiels est que*, en Allemagne fédérale, la hiérarchie des salaires dans l'industrie est beaucoup plus resserrée qu'en France : les cadres y gagnent (salaire brut, primes comprises) à peu près 90 % de plus qu'un ouvrier qualifié, tandis que, de ce côté-ci du Rhin, le rapport correspondant est de 185 %. A l'inverse, les ouvriers non qualifiés (hommes) gagnent 15 % de moins que les ouvriers *qualifiés (hommes) en Allemagne* et 20 % de moins en France. Cela paraît être une constante puisque, en 1972 déjà, l'éventail des rémunérations dans l'industrie était nettement plus ouvert en France que dans les autres pays d'Europe (5) : les salaires directs des non-ouvriers étaient 1,71 fois plus élevés que ceux des ouvriers, contre 1,53 en Belgique, 1,42 en Allemagne fédérale et 1,3 en Grande-Bretagne. Sans doute cela *s'explique-t-il* en partie par des différences de nomenclature (le terme de « cadre » est plus extensif en Allemagne) et par un niveau de qualification ouvrière plus élevé ; d'autres facteurs jouent également : la taille de l'entreprise (les plus grandes paient mieux, ce qui favorise l'Allemagne fédérale, où les entreprises industrielles sont de plus grande taille) ou le secteur d'activité. Mais ces explications ne jouent qu'un rôle second, pour ne pas dire marginal : la réalité brute est que la France est un pays où les revenus d'activité sont distribués de façon plus inégalitaire qu'ailleurs (6).

Dans ce pays, en *1987*, le salaire net annuel moyen dans le secteur privé et semi-public était de 105 800 francs pour les hommes et de 80 500 francs pour les femmes : soit une moyenne d'ensemble de 96 800 francs, représentant 8 000 francs par mois environ. Mais 68,5 % des salariés percevaient moins que cette moyenne, dont près d'un million (610 000 hommes et 390 000 femmes) payés au SMIC *(4 200 francs net par mois au 1er juin* 1988).



LE PAYSAN, LE PRÉLAT ET LE NOBLE
Les plaies de l'Ancien Régime ont laissé leurs cicatrices

Roger-Viollet

Quant aux revenus du patrimoine, 26 % des ménages français déclarent en percevoir, soit 4 millions de ménages environ. La moyenne de ces revenus déclarés est de 19 000 francs (francs *1987*), *mais 8 %* des ménages perçoivent à eux seuls 90 % du total. Ce qui représente pour chacun de ces ménages fortunés environ 60 000 francs chaque année (chiffres de 1979, issus de l'enquête de l'INSEE sur les revenus fiscaux).

Deux facteurs viennent aggraver les disparités lorsqu'on passe des revenus d'activités aux revenus disponibles. D'une part, l'exclusion sociale durable dont sont victimes une fraction importante des chômeurs tend à précipiter un grand nombre de personnes dans la pauvreté absolue : en Europe, 46 % des chômeurs, soit 5,5 millions de personnes, sont privés d'emploi depuis plus d'un an. Ce pourcentage atteint même 68,9 % en Belgique, 56,3 % aux Pays-Bas et 56,6 % en Espagne (47,8 % *en France*). *D'autre* part, la protection sociale est le plus souvent liée au travail, et, plus précisément, au travail salarié : perdre un emploi, ou ne pas en trouver, conduit aussi à la *réduction de* la protection sociale. Le cumul de ces deux phénomènes conduit d'emblée à une aggravation des inégalités : la redistribution des revenus tend à s'effectuer au sein des catégories médianes, ou peu éloignées de la moyenne, tandis qu'elle laisse largement à l'écart les catégories les plus paupérisées. Ce constat n'est pas nouveau : il a été dressé par Aide à toute détresse (ATD-Quart-Monde) *depuis longtemps, mais la crise lui* redonne, hélas, un regain d'actualité.

Indispensable redistribution

UNE enquête de 1978 du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC) pour le compte de la Caisse nationale d'allocations familiales a été menée en France de façon approfondie auprès des ménages non agricoles pour mesurer l'influence de la redistribution sur les inégalités (7). Elle montre que, en 1978, 6,7 % des ménages non agricoles percevaient moins de 12 000 francs par an et que, avant redistribution, leurs revenus professionnels (y compris les retraites) s'élevaient en moyenne à 5 839 francs (soit 12 300 francs de 1987). Après redistribution, leur revenu moyen passait à 17 016 francs (soit 35 750 francs d'aujourd'hui), près de trois fois plus : l'impact était donc sensible, mais pas suffisant pour qu'on puisse considérer que le problème de la grande pauvreté était réglé (un ménage peut-il vivre avec 3 000 francs par mois ?). A l'autre bout de l'échelle, 1,4 % de la population percevait en moyenne 231 701 francs avant redistribution (487 000 francs actuels) et 195 428 francs après redistribution (410 000 francs) : 11,5 *fois plus* que les plus démunis. L'extension du chômage et la réduction de son indemnisation ont sans doute accentué l'écart depuis 1978 *(voir le tableau II)*.

Le fond du problème est que, pour l'essentiel, l'efficacité économique va à l'encontre de l'égalité. Le marché stimule la première, mais au détriment de la seconde. Alors que l'Etat-providence aboutit à l'effet inverse. Certes, il n'en est pas toujours ainsi, et l'économiste américain Arthur M. Okun a constaté que certaines mesures permettaient d'améliorer l'une et l'autre (8). Mais il a surtout montré que, même si la redistribution des revenus était peu efficace, il vaudrait la peine de la maintenir. Cela rejoint les thèses de John Rawls (9), dont le *« principe de la différence »* établit que l'inégalité n'est acceptable que si elle fonctionne à l'avantage de tous, et notamment de l'individu moyen du groupe le plus défavorisé.

En d'autres termes, contrairement à l'optimisme d'Alain Minc, le marché libre, même tempéré par l'intervention publique, produit peut-être de l'efficacité, mais rarement de l'égalité. Sans l'institution d'un salaire minimum, il est vraisemblable que les salaires du bas de l'échelle auraient sensiblement diminué depuis quelques années : les cadres n'en seraient peut-être pas plus heureux – encore que l'appauvrissement des uns puisse renforcer le sentiment de réussite sociale des autres, – mais les ex-smicards le seraient bien moins. Les libéraux prétendent que, du coup, le chômage serait sinon résorbé, du moins fortement réduit. Outre que ce n'est pas certain – le coût du travail n'est qu'un des éléments de la compétitivité internationale et de la décision d'embaucher *(voir pages 6 et 7, l'article de Danielle Kaisergruber et Philippe Messine)*, – cela reviendrait à imposer aux salariés les moins bien payés un partage des revenus que refusent les salariés du haut de l'échelle : efficacité peut-être, mais au prix de plus d'inégalités.

Il est possible que nous n'ayons pas le choix, qu'une société soit contrainte à un standard minimal d'efficacité pour survivre dans la compétition internationale, et que ce standard minimal impose des solutions où le marché l'emporte sur la règle, l'économique sur le social. Mais ceux qui, comme les libéraux de droite ou de gauche, prétendent que, du même coup, une économie revitalisée engendrera plus d'égalité, car moins de chômage, soutiennent, typiquement, un point de vue de privilégiés. Au milieu du dix-neuvième siècle, Lacordaire, déjà, disait que c'est la loi qui libère et la liberté qui opprime.



Tableau I. – L'ÉCART ENTRE RICHES ET PAUVRES DANS LES SOCIÉTÉS OCCIDENTALES

	Part de revenu perçue aux deux extrémités de l'échelle		
	Par le cinquième le plus pauvre	Par le cinquième le plus riche	Rapport riches/pauvres
Royaume-Uni (1979)	7 %	39,70 %	5,67
Belgique (1979)	7,9 %	36 %	4,56
Italie (1977)	6,2 %	43,09 %	7,08
Suisse (1978)	6,6 %	38 %	5,76
Pays-Bas (1981)	8,3 %	36,20 %	4,36
Suède (1981)	7,4 %	41,70 %	5,64
Japon (1979)	8,7 %	37,50 %	4,31
Etats-Unis (1980)	5,3 %	39,90 %	7,53
Canada (1981)	5,3 %	40 %	7,55
France (1985)	5,5 %	42,20 %	7,67

Sources : Banque mondiale ; ONU, *Compendium of Income Distribution Statistics*, 1985.

N.B. – Ces chiffres montrent que le degré d'inégalité varie considérablement d'un pays à l'autre. Parmi les moins inégalitaires, se trouvent les pays européens de tradition social-démocrate (Pays-Bas, Belgique), mais aussi... le Japon, grâce à la faiblesse du chômage, qui réduit le nombre de ménages privés de revenus professionnels. Le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse se trouvent dans une situation intermédiaire, malgré, pour les deux premiers, leur réputation de fiscalité très égalisatrice. Enfin, au Canada, aux Etats-Unis et en France, les écarts entre riches et pauvres sont nettement plus importants et reflètent de très fortes inégalités sociales.

Tableau II. – DAVANTAGE DE CHOMEURS, MOINS BIEN INDEMNISES
(Evolution en France, de 1979 à 1986)

	1979	1982	1986
Nombre de chômeurs indemnisés	846 000	1 153 000	1 550 000
Dépenses d'indemnisation (hors préretraite), en milliards de francs	28,9	62,9	86,1
Indemnisation moyenne par an, en francs	34 200	54 500	55 500
Indemnisation mensuelle en francs 1987	5 200	5 800	4 600

Sources : Comptabilité nationale et ministère des affaires sociales.

* Directeur de la revue *Alternatives économiques*.

(1) Rapport Bluestone-Harrisson, cité par Alain Lebaube, dans *le Monde* du 28 août 1987.

(2) Cf. Alain Minc, *la Machine égalitaire*, Grasset, Paris, 1987.

(3) « La répartition des revenus dans les pays de l'OCDE », *Etudes spéciales de l'OCDE*, juillet 1976.

(4) Voir l'étude (ancienne, mais encore d'actualité) du Centre d'études des revenus et des coûts (CERC) : « Dispersion et disparités de salaires à l'étranger : comparaison avec la France », *Documents du CERC*, nos 29-30, 1er et 2e trimestre 1976.

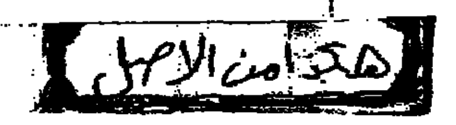
(5) Voir Elisabeth Vlassenko, « Le point sur la dispersion des salaires dans les pays du Marché commun », *Economie et statistique*, no 93, octobre 1977.

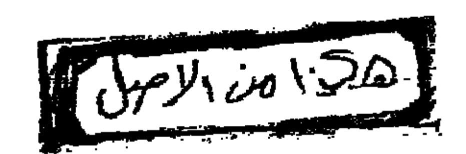
(6) Voir, notamment, la présentation qu'en a faite l'INSEE dans *Economie et statistique*, no 188, mai 1986, sous le titre « Disparités de salaires dans l'industrie en France et en Allemagne ; des ressemblances frappantes », par Daniel Depardieu et Jean-François Payen.

(7) Voir, notamment, *Consommation* (revue du CREDOC), 1/1983. On trouvera une analyse de cette enquête, ainsi que des enquêtes de l'INSEE, dans *les Inégalités*, par Denis Clerc et Bernard Chaonat, Paris, 1987. « Alternatives économiques », Syros.

(8) Arthur M. Okun, *Egalité contre efficacité : comment trouver l'équilibre ?* Economica, Paris, 1982.

(9) John Rawls, *Théorie de la justice*, le Seuil, Paris, 1986.





Le prix des armes

(Suite de la première page.)

Aucun des deux candidats à la succession de M. Reagan ne s'est clairement exprimé ni sur le déclin du dollar ni sur les déficits budgétaires. De nombreux financiers européens et asiatiques en sont *« consternés »*, note *US News and World Report* (8), qui ajoute que tout *« discours sur une augmentation des impôts est devenu un suicide politique »*. Force est alors de rendre possible, par la négociation avec l'Est, un allégement des charges militaires. Voilà bien ce que tente un croisé pourtant aussi exalté que M. Reagan. MM. Kissinger et Vance appuient sa démarche en insistant sur l'importance du *« dialogue politique »* avec Moscou, et ils ajoutent : *« Il est impératif que la prochaine phase* [des négociations] *porte sur les armes conventionnelles en Europe. »* Le fardeau militaire pèse décidément trop lourd. Des coupes s'imposent.

CHACUN des deux anciens secrétaires d'Etat a plusieurs fois rencontré M. Gorbatchev. Ils l'ont trouvé, écrivent-ils, *« éloquent lorsqu'il explique qu'il préfère vivre en paix avec l'Ouest et réduire les dépenses militaires soviétiques afin d'opérer un transfert de ressources vers l'économie civile »*. Ressources à la fois budgétaires, technologiques, humaines (9). A défaut d'un tel transfert, l'URSS ne verrait pas seulement s'amplifier son retard sur l'Ouest : elle deviendrait à bref délai un véritable pays sous-développé. M. Zbigniew Brzezinski estime *« improbable que le Kremlin parvienne à diminuer de manière importante ses efforts militaires »*. Se fondant sur cette hypothèse, il a donc calculé que, dans vingt ans, les Etats-Unis et la Communauté européenne disposeraient chacun d'un produit national brut de quelque 8 000 milliards de dollars, suivis par la Chine et le Japon (4 000 milliards de dollars chacun), enfin par l'Union soviétique (3 000 milliards de dollars).

Quelle que soit leur valeur, ces chiffres indiquent une tendance. M. Gorbatchev ne l'ignore pas. D'où sa patience obstinée, depuis trois ans, pour multiplier les avances en direction de l'Ouest et, simultanément, accélérer la cadence des réformes à l'intérieur : limitation du mandat des dirigeants, élections à scrutin secret, autorisation de « joint-ventures » dans lesquelles le capital étranger pourrait atteindre 49 % du total, possibilité de rapatrier des devises, etc. La portée politique des mesures économiques déjà adoptées ou encore en projet est immense. En même temps que l'appareil d'Etat et les structures de production, c'est la société civile elle-même qui en serait bouleversée. Un quelconque régime peut-il résister à de tels chocs, amplifiés par les revendications de type nationaliste et culturel comme en Arménie et, demain, ailleurs ? La conférence nationale du PC soviétique, qui s'est ouverte le 28 juin, aura apporté quelques lumières sur ce point essentiel.

Les deux géants sont pris à la gorge par les charges excessives qu'ils se sont eux-mêmes imposées. Chacun d'eux laisse volontiers à des commentateurs le soin de répondre à une question assez académique : leur interlocuteur est-il sincère ? Ils s'interrogent sur un seul point : ont-ils exactement évalué les besoins économiques qui poussent l'autre à chercher un terrain d'entente ?

Bien souvent décrits et analysés, le marasme et les scléroses de l'économie soviétique ne peuvent guère laisser de place à l'incertitude dans l'esprit des dirigeants américains. Plus délicate est, pour les responsables soviétiques, l'estimation de la santé économique des Etats-Unis.

Président de la Réserve fédérale, M. Alan Greenspan attire l'attention sur les risques d'inflation (10), que pourrait amplifier une nouvelle baisse du dollar : celle-ci stimule les exportations, mais, selon la fameuse courbe en J, les effets ne s'en font sentir qu'à terme, tandis qu'elle accroît immédiatement le coût des importations.

Dans le même temps, divers indices signalent un autre péril. Leur endettement extérieur met les Etats-Unis à la merci d'un ralentissement des flux de capitaux étrangers. Or les achats d'actions de sociétés américaines par le Japon atteignaient en 1987 une moyenne mensuelle de 2 800 millions de dollars, qui est tombée à 75 millions au premier trimestre 1988. Les achats mensuels d'obligations ont baissé de 10 000 millions de dollars en 1986 à moins de 1 000 millions de dollars cette année (11).

Jusqu'à présent, les banques centrales n'ont négligé aucun effort pour maintenir tant bien que mal le taux actuel du dollar. Mais leurs possibilités d'intervention ne sont pas infinies. Pis, sont-elles vraiment efficaces ? En effet, la dette externe des Etats-Unis (actuellement 421 milliards de dollars) s'alourdit rapidement, et le Fonds monétaire international prévoit des *« désordres sur les marchés financiers »* si Washington ne résorbe pas rapidement son déficit budgétaire. M. Stephen Marris, qui avait annoncé le « hoquet » boursier du 17 octobre dernier, mentionne deux dangers : une fuite de dollars en cas d'inflation, une récession en 1989.

Un récent sondage d'opinion révèle que le public américain s'inquiète moins d'une perte de puissance militaire que d'un déclin économique (12). La reaganomie laisse au futur président un très lourd héritage qui rend inéluctable un allégement du budget du Pentagone. Celui-ci contrôlait en 1983 un capital investi de 475 milliards de dollars, et en 1982 il a assumé 40 % de tous les investissements industriels (13). Depuis cette date, franchissant avec insouciance les bornes du réalisme, MM. Reagan et Weinberger ont encore accentué cette tendance nuisible à l'économie civile.

LES grandes sociétés américaines n'ont pas unanimement approuvé la formidable augmentation (+ 30 % entre 1981 et 1986) des dépenses militaires sous les deux mandats du président Reagan. Elles se précipitent maintenant vers la porte ouverte par le dialogue Est-Ouest. Ainsi, Combustion Engineering Inc. et McDermott International viennent de conclure un accord pour la construction, au coût de 20 milliards de dollars, de deux complexes pétrochimiques en Sibérie occidentale ; les firmes japonaises Mitsubishi et Mitsui participent au financement. Président d'Occidental Petroleum, M. Armand Hammer a signé un contrat de 6 milliards de dollars pour l'installation d'une usine de matières plastiques, également en Sibérie (14).

Depuis un an, le nombre d'entreprises américaines essayant de conclure des affaires avec l'URSS a doublé : Pepsi-Cola, qui a déjà établi vingt usines dans l'« Empire du mal », annonce son intention d'en ouvrir vingt-six de plus ; Honeywell aidera les Soviétiques à moderniser leur production d'engrais ; McDonald va construire vingt restaurants de hamburgers, etc. (15).

Toujours en quête de nouveaux débouchés, les Etats-Unis ont appris, ne serait-ce que par leurs fabuleuses ventes de céréales, que le marché soviétique est solvable. Deux obstacles majeurs s'ajoutent pourtant aux rigidités et lourdeurs bureaucratiques, profondément incrustées dans les mentalités et les comportements. D'abord, l'amendement Jackson-Vanik qui, depuis 1974, limite les échanges avec l'URSS aussi longtemps que celle-ci n'autorisera pas l'émigration des juifs ; des progrès en ce sens ont récemment été enregistrés, mais Washington les juge insuffisants. Ensuite la non-convertibilité du rouble : pour rapatrier leurs profits, les entreprises installées en URSS doivent soit acheter des produits soviétiques vendables à l'Ouest, soit exporter vers d'autres pays une part de leur propre production réalisée en URSS.

MOSCOU a tellement besoin d'accéder aux technologies occidentales que le gouvernement s'efforce d'*« intégrer son économie au système commercial mondial* (16) ». A cette fin, a été conclu en juin un accord entre le Conseil d'aide économique mutuelle (COMECOM) et la Communauté économique européenne, ce qui marque une évolution radicale. En outre, d'ici deux ans, l'URSS demandera à adhérer au GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), qui suppose une refonte totale du mode de calcul des prix soviétiques et une réforme du régime douanier. Des contacts ont été pris avec le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, mais une participation soviétique reste encore très hypothétique. M. Ivan Ivanov, vice-président de la commission des relations commerciales avec l'étranger, a aussi évoqué la possibilité de rendre le rouble convertible, mais il ne pense pas qu'une telle mesure puisse entrer en vigueur avant la fin de ce siècle. Elle serait en tout cas précédée d'une révision des échanges monétaires avec les pays de l'Est (17). Sans allégement des charges militaires, tous ces efforts n'auraient qu'une efficacité limitée.

Du côté américain, les réserves restent fortes. *« Tout octroi de crédits et tout investissement de quelque importance ne devraient être envisagés qu'après une réduction significative des dépenses militaires soviétiques »*, écrit par exemple M. Z. Brzezinski (18).

Estimant que la Maison Blanche était trop pressée de conclure avec Moscou l'accord sur les armes stratégiques, *« le Pentagone a traîné les pieds pendant six mois avant d'élaborer un document »* clair sur le contrôle de la trajectoire des fusées basées au sol et sur le moyen de décompter les missiles Cruise lancés d'avion (19). Les militaires ne peuvent pourtant pas échapper aux considérations budgétaires que le Congrès leur rappelle avec insistance. Ainsi, l'Office of Technology Assessment vient de porter un nouveau coup au plan reaganien de « guerre des étoiles ». Il conclut que, en dépit des 12 milliards de dollars dépensés en cinq ans, *« de nombreuses questions restent posées »* à propos de l'efficacité du projet (20).

S'efforçant de mieux gérer ses propres affaires, le Pentagone, avec l'appui de la Maison Blanche, propose pour 1988 d'augmenter de 28 % les ventes d'armes à l'étranger (21). Utile contribution à l'équilibre de la balance commerciale... Parmi les clients, quantité de pays pauvres obligés par le Fonds monétaire de supprimer leurs subventions aux produits alimentaires de première nécessité.

Rien n'indique que, dans leurs entretiens de Moscou, les deux principaux pourvoyeurs d'armes, si épris de paix qu'ils soient, aient simplement envisagé de réduire leurs livraisons d'armes au tiers-monde... Ils ont pourtant parlé des « conflits régionaux ». Sans doute les considèrent-ils comme des affrontements « mineurs » dès lors qu'ils ne se déroulent pas à leurs portes. A Washington, l'institut World Priorities a pourtant calculé qu'ils ont fait 17 millions de morts depuis 1945. Victimes inscrites dans des statistiques diluées sur quatre décennies, éparpillées sous des cieux exotiques...

Fragiles maîtres du monde, Moscou et Washington ne calculent que par grandes masses. Leurs arsenaux nucléaires représentent plus de vingt-six mille fois la puissance explosive de tous les armements utilisés pendant la seconde guerre mondiale. Tout cela coûte cher, beaucoup plus cher que les tueries qui ensanglantent trois continents sous-développés...

L'institut World Priorities note dans un récent rapport : *« Ensemble, les Etats-Unis et l'Union soviétique dépensent chaque jour 1,5 milliard de dollars pour leur défense. »* Chaque jour... Le même texte ajoute : *« Les pays sous-développés dépensent quatre fois plus d'argent pour leur armement que pour la santé de leurs populations... Et pourtant, un de leurs enfants sur cinq meurt avant son cinquième anniversaire* (22).



FERNAND LÉGER, « LES CONSTRUCTEURS » (1950)

Pour les grands comme pour les plus petits, de telles charges sont insupportables. *« Insupportables »*, dit le Fonds monétaire, sont aussi les déficits commerciaux et budgétaires des Etats-Unis. Non moins insupportables sont, pour ses populations, les retards de l'Union soviétique. L'accord Reagan-Gorbatchev sur les missiles intermédiaires (FNI) ne concerne que 3 % des arsenaux nucléaires. Sa portée est donc plus politique et psychologique que stratégique ou économique. Si les deux superpuissances veulent éviter de s'épuiser, il ne leur reste d'autre voie que de conclure des accords sur les forces conventionnelles en Europe et sur les missiles stratégiques. Lorsqu'il dirigeait le département d'Etat, M. Kissinger rêvait de ruiner l'économie soviétique par l'intensification de la course aux armements. En dépit de son avance, l'économie américaine s'y est, elle aussi, essoufflée.

ET voici M. Kissinger revenu à de meilleurs sentiments. *« Au total,* écrit-il avec M. Vance, *nous sommes arrivés à la conclusion qu'il existe maintenant une occasion d'aboutir à une amélioration significative des relations américano-soviétiques* (23). » La revue *World-Watch* (24) a calculé qu'une réduction de 50 % des fusées stratégiques permettrait aux Etats-Unis d'économiser 6 milliards de dollars par an. Ce chiffre serait porté à 40 milliards en cas d'accord pour ne pas moderniser les missiles restants.

Spécialiste de la défense à l'université Harvard, M. William W. Kaufmann propose de son côté diverses mesures qui diminueraient de 367 milliards le budget quinquennal de 1 577 milliards proposé par M. Caspar Weinberger, ancien secrétaire à la défense. Son successeur, M. Frank Carlucci, a lui-même avancé un projet qui réduirait de 330 milliards le budget Weinberger (25).

Fait significatif, ces chiffres sont extraits d'une étude publiée par *Foreign Affairs*, l'influente revue de l'establishment américain. Les auteurs ne mâchent pas leurs mots : *« Le réarmement lancé par M. Reagan a été un incroyable gaspillage. »* Ils insistent sur *« le besoin urgent d'éliminer les déficits budgétaires américains »*. Jugeant que l'évolution de la politique soviétique peut *« offrir une chance de maintenir l'équilibre militaire à un moindre coût »*, ils pressent les responsables politiques américains de ne plus *« accorder aux engagements budgétaires pour la défense une priorité absolue sur l'équilibre fiscal »*.

Forte est la tentation d'ironiser sur ce raisonnement de comptables scrupuleux qui façonnent leur vision du monde selon l'état du tiroir-caisse. Tel est bien le seul avantage de l'économisme ambiant (26). L'absurde et inhumaine subordination de toute la vie à de prétendus « impératifs » économiques trouverait une justification si elle aboutissait à amputer d'énormes budgets militaires qui ne sont pas sans effet sur la « crise ». Mais le plus troublant est encore que ces problèmes, posés avec un certain éclat par la rencontre Reagan-Gorbatchev à Moscou, n'aient pratiquement trouvé aucun écho dans la campagne électorale qui, au même moment, se déroulait en France. Triste exemple d'irréalisme politique. Et l'on s'étonne d'une poussée d'abstentionnisme ?

CLAUDE JULIEN.

(8) *US News and World Report*, 13 juin 1988.

(9) *International Herald Tribune*, 4-5 juin 1988.

(10) « Bankers Wary of Inflation », *International Herald Tribune*, 9 juin 1988.

(11) *US News and World Report*, 13 juin 1988.

(12) *Idem.*

(13) « Disarming Implications of the INF Treaty », *World Watch*, mars-avril 1988.

(14) *International Herald Tribune*, 2 juin 1988.

(15) *Newsweek*, 13 juin 1988.

(16) « Russia Seeks to Relax Trade Rules », *Financial Times*, 4-5 juin 1988.

(17) *Idem.*

(18) Article cité, *International Herald Tribune*, 7 juin 1988.

(19) *Newsweek*, 13 juin 1988.

(20) *International Herald Tribune*, 9 juin 1988.

(21) *International Herald Tribune*, 3 mai 1988.

(22) Cité par James Reston, *International Herald Tribune*, 6 juin 1988.

(23) Article cité, voir note 7.

(24) Article cité, voir note 13.

(25) « The Dollar and Defense of the West », *Foreign Affairs*, printemps 1988.

(26) Cf. Paul-Marie de la Gorce, « Ambitions stratégiques et calculs économiques », *le Monde diplomatique*, octobre 1986.

LE CRI D'EISENHOWER EN 1953

Ces armements qui volent ceux qui ont faim...

IL est facile de déterminer le pire que l'on puisse craindre et le mieux que l'on puisse espérer. Le pire est la guerre atomique. Le mieux serait ceci : une vie de crainte et de tension perpétuelles ; un fardeau d'armement épuisant la richesse et le travail de tous les peuples ; un gaspillage de force défiant le système américain, le système soviétique ou tout autre système d'arriver à une véritable abondance et au bonheur pour les peuples de la Terre.

Chaque canon qu'on fait, chaque vaisseau de guerre qu'on lance, chaque fusée qu'on tire, signifie — en fin de compte — quelque chose de volé à ceux qui ont faim et n'ont pas à manger, à ceux qui ont froid et qui ne sont pas vêtus.

Ce monde en armes ne dépense pas seulement de l'argent. Il dépense la sueur de ses travailleurs, le génie de ses savants, les espoirs de ses enfants.

Le coût d'un seul bombardier lourd moderne correspond à celui de trente écoles modernes en brique, ou de deux usines d'énergie électrique desservant chacune une ville de soixante mille habitants, ou de deux beaux hôpitaux parfaitement équipés, ou encore d'environ quatre-vingts kilomètres de grand'route en béton armé. Nous payons pour un seul avion de chasse le prix de cent vingt-cinq mille quintaux de blé. Nous payons pour un seul destroyer le prix de nouvelles maisons que pourraient habiter plus de huit mille personnes.

Cela — je le répète — est la meilleure façon de vivre qu'on puisse trouver sur la route que le monde a prise.

Ce n'est pas du tout une façon de vivre, en aucun sens véritable. Sous les nuages de la guerre menaçante, c'est l'humanité pendue à une croix de fer.

(Président Dwight D. Eisenhower, discours prononcé le 16 avril 1953, à New-York, en réponse à l'offensive de paix déclenchée par Moscou après la mort de Staline.)

UN CONSTAT ACTUEL

Tirer les leçons du désordre financier

Un groupe bipartisan d'anciens responsables américains a publié en mai 1988 un document intitulé : *Politique fiscale et politique étrangère* (1). Ils écrivent notamment :

« Un nouveau consensus est nécessaire pour les années de l'après-Reagan en ce qui concerne la défense et la politique étrangère, composantes de la sécurité nationale. Mais les budgets doivent en être planifiés de façon réaliste. Les taux de croissance enregistrés au début des années 80 ne sont plus réalisables ; et les buts fixés pendant la phase de croissance doivent être redéfinis. Une certaine augmentation en termes réels du budget de politique étrangère et, en l'absence d'accords de réduction des armements, de celui de la défense demeure désirable après élimination des dépenses inutiles. Mais il est réaliste de penser que ces budgets seront de bons budgets s'ils sont en moyenne maintenus au niveau actuel en termes réels et pendant les cinq prochaines années. (...)

» Pour continuer de jouer un rôle constructif à la tête du monde libre, les Etats-Unis doivent mettre de l'ordre dans leurs finances.

» Les actifs nets internationaux des Etats-Unis étaient de 106 milliards de dollars à la fin de 1980 et se sont transformés en passifs nets de quelque 420 milliards de dollars à la fin de 1987. Ce changement donne la mesure de l'excédent des dépenses domestiques par rapport à la production aux Etats-Unis au cours des sept années écoulées. Les tensions imposées au marché mondial des capitaux par les effets cumulatifs de pareils emprunts ont contribué à une perte généralisée de confiance aux Etats-Unis et à l'étranger. »

(1) Parmi ses auteurs, figurent MM. Harold Brown, Melvin Laird, James Schlesinger (anciens secrétaires à la défense), Michael Blumenthal, William Simon (anciens secrétaires au Trésor), Cyrus Vance (ancien secrétaire d'Etat) et Paul Volcker (ancien président de la Réserve fédérale). Le document a été diffusé par le Johns Hopkins Foreign Policy Institute de Washington.

RÉORGANISATION DU TRAVAIL ET BESOINS DE LA SOCIÉTÉ

Comment l'économie marchande

DEPUIS une quinzaine d'années, les gouvernements français successifs ont démontré leur impuissance à faire reculer le chômage autrement que par un « traitement social » temporaire et coûteux. Et si cet échec – *où le patronat a sa part de responsabilité* – procédait en premier lieu d'une analyse simpliste des mécanismes de la croissance, d'un abcès de fixation sur le coût du travail dans le prix de revient des produits industriels, bref d'une ignorance des composantes réelles de la productivité ? En d'autres termes, de carences culturelles empêchant de tirer le meilleur parti de certains exemples étrangers ? S'il n'est pas, à lui seul, en mesure de fournir de remède-miracle, un Etat exigeant et informé peut cependant faire beaucoup. Et d'abord afficher un projet cohérent et mobilisateur.

Par DANIELLE KAISERGRUBER *
et PHILIPPE MESSINE **

La France est un des pays industrialisés les plus frappés par le chômage. *La situation de l'emploi* y a *certes été* stabilisée en 1987 par la multiplication des formules de stages coûteuses pour le budget de l'Etat et dont l'effet n'est durable que si on les reconduit d'année en année. Un mal social, un mal économique, mais aussi un mal politique, comme l'attestent les suffrages recueillis par M. Jean-Marie Le Pen, candidat du Front national, lors de l'élection présidentielle du printemps 1988 (1).

Faut-il, pour parer au plus pressé, colmater les brèches, rouvrir les guichets de l'assistance étatique, freiner la progression statistique du mal ? Les remèdes du traitement social, selon la terminologie consacrée, sont-ils susceptibles, à eux seuls, de calmer le malaise politique ?

Les Etats-Unis et le Japon ont disposé, *dans la période récente*, d'une marge de manœuvre moins étroite que l'Europe en matière de croissance et d'emploi. Depuis plusieurs années, l'économie nippone a fondé sa politique de croissance industrielle sur les marchés extérieurs et a ainsi créé un « emploi de compétitivité » constituant en quelque sorte une image inversée du « chômage de non-compétitivité » de plusieurs pays européens. Pour leur part, les Etats-Unis ont tiré le bouquet final d'un feu d'artifice, celui de leur *position monétaire « impériale », en* finançant une vigoureuse relance par une importation massive de capitaux et par des déficits publics considérables. Entre les deux, l'Europe ne peut échapper ni aux contraintes de modernisation et de productivité imposées par le « défi japonais » *ni* – *ce qui pèse sur la* croissance – à celles d'équilibre des comptes externes, dont l'économie américaine a été provisoirement protégée grâce au statut de monnaie de réserve internationale du dollar.

Peu nombreux sont les pays du Vieux Continent qui échappent à un taux de chômage élevé – au moins égal au niveau de 8,2 % enregistré en RFA, – souvent décrit comme la conséquence quasi mécanique d'une croissance économique lente et d'un progrès technique rapide, entraînant une hausse de la productivité du travail (la richesse créée en moyenne par une heure de travail). Si, en effet, l'économie croît à un rythme de 2 % et la productivité du travail de 2,5 %, le modèle boucle inéluctablement sur une diminution, chaque année, de 0,5 % du nombre d'heures travaillées. D'où, à horaire légal de travail inchangé, une perte de l'ordre de 100 000 emplois par an dans un pays de la taille de la France.

Le cycle infernal du chômage de longue durée

LE chômage est, en France, dans sa structure, peu différent de celui de ses voisins industriels développés, si ce n'est par le poids qu'y ont les jeunes : 712 000 d'entre eux étaient à la recherche d'un emploi en mars 1988 ; sur une classe d'âge d'environ 800 000 personnes arrivant sur le marché du travail, 170 000, plus d'une sur cinq, ne trouve pas d'activité rémunérée. En fait, le chômage frappe toujours les mêmes catégories : outre les jeunes, les femmes et les salariés les moins qualifiés et les plus âgés, qui entrent dans le « chômage de longue durée », cycle infernal où chaque mois supplémentaire d'inscription à l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) réduit les chances de trouver du travail. Pour ceux qui arrivent en fin de droits, il ne s'agit plus d'un problème économique mais bien d'un problème de « réinsertion sociale » et de revenu minimum décent.

Certes, les chiffres globaux du chômage ont été récemment stabilisés, grâce à la multiplication des stages et des « petits boulots », à un niveau qui, à la fin de 1987, est légèrement inférieur à celui du début de l'année. Jugées sur la foi des indications chiffrées, les mesures en direction des jeunes apparaissent relativement efficaces. Jamais les politiques de l'emploi n'avaient eu un effet structurel aussi important (2) : 243 000 chômeurs évités, selon certaines évaluations de la direction de la prévision du ministère de l'économie et des finances. On le constate également dans l'augmentation, en 1987, des effectifs des secteurs du bâtiment et des travaux publics ainsi que des services : respectivement 0,9 % et 1,3 %. Dans les deux cas, le recours massif aux formations en alternance, dont les stages d'insertion dans la vie professionnelle (SIVP), est un facteur important. Si ces mesures ont un « effet emploi », leur « effet insertion » est pour l'instant très faible. Nombreux sont les jeunes qui, après leur sortie du système scolaire, passent plusieurs années d'une formule à l'autre sur fond de chômage effectif (3). Toutes ces dispositions modifient assez sensiblement l'allure du marché du travail en France : l'accélération des mouvements de main-d'œuvre, les fréquents aller et retour de l'emploi au chômage produisent une certaine mobilité, mais une mobilité plus contrainte et forcée que souhaitée et assumée.

Le problème de l'emploi est aggravé, en France, par un véritable chômage de non-compétitivité qui est propre à ce pays. La balance commerciale des produits manufacturés est passée d'un excédent de 90 milliards de francs en 1985 à un déficit (le premier depuis 1969) de 9 milliards en 1987, soit un « manque à gagner » en production industrielle d'une centaine de milliards de francs, et une perte d'emplois induite de l'ordre de 300 000 (chiffrage qui présente inévitablement un certain degré d'arbitraire mais rend possible la fixation d'un ordre de grandeur). Aucune politique sociale ne permettra de faire l'économie d'un rétablissement du solde des échanges industriels par le retour à la compétitivité.



Roger-Viollet

LE GRAND IDÉAL DE LA RÉVOLUTION
Partager le fardeau, partager le labeur

La seule autre voie, l'option protectionniste – quelque opinion que l'on en ait en théorie – paraît en effet peu crédible à l'heure où, Front national et Parti communiste exceptés, le consensus de la classe politique se fait sur l'Europe de 1992 (4). L'impératif de compétitivité semble donc devoir constituer à l'avenir un élément de continuité, quels que soient les gouvernements, même si les voies de la compétitivité sont multiples et leurs bilans respectifs en matière d'emploi loin d'être équivalents. Pour faire face à la « boucle fatale » – génératrice de chômage – des gains de productivité plus rapides que la croissance économique, il n'y a apparemment que deux paramètres sur lesquels on puisse agir : la croissance et le rapport entre le nombre d'heures travaillées et le nombre de personnes employées – en fait, la durée moyenne du travail.

Faut-il réduire la durée du travail ? La réponse arithmétique globale est évidemment positive : si le nombre d'heures travaillées diminue, le nombre de personnes employées diminue aussi, sauf si chacun travaille moins longtemps. L'exemple allemand est là pour rappeler qu'il ne s'agit pas d'une pure vue de l'esprit : les partenaires sociaux de l'un des pays industriels les plus puissants du monde s'engagent dans une politique de réduction du temps de travail.

Mais, dans ce domaine, les macropolitiques décrétées au niveau national (abaissement de la durée légale hebdomadaire du travail) sont d'un maniement extrêmement délicat – on l'a vu en France en 1982. De surcroît, elles se meuvent à l'intérieur de limites économiques étroites, du fait de l'impératif de compétitivité. La réduction de la durée légale hebdomadaire d'une heure n'a entraîné en 1982 que de modestes créations d'emplois, à chiffrer, au mieux, en dizaines de milliers, et n'a ainsi apporté qu'une contribution marginale à la résorption du chômage.

La réduction de la durée du travail ne peut donc être recherchée efficacement que dans le cadre de micropolitiques au niveau de l'entreprise, et en accompagnement d'une véritable réorganisation du travail et de la production. Le secret consiste à en faire non pas un jeu à somme nulle (où tout ce qui est gagné par les uns est perdu par les autres), mais un jeu où tous peuvent gagner. Ainsi, par exemple, si la réorganisation permet de réduire les horaires des salariés tout en améliorant les performances, notamment en accroissant le temps de fonctionnement des machines, en allongeant l'horaire d'ouverture au public, ou en accélérant la rotation des stocks (5). Mais une telle réduction doit tenir compte des spécificités de chaque cas concret et ne peut évidemment faire l'objet de directives gouvernementales indifférenciées. La négociation d'entreprise, qui s'est d'ailleurs beaucoup développée depuis les lois Auroux de 1982, doit ici jouer son rôle pour mettre socialement en forme de nouveaux accords : annualisation, modulation du temps de travail, etc. Des formes positives de flexibilité interne peuvent ainsi se développer, dès lors qu'elles procèdent d'une négociation.

Pour l'Etat, plutôt que d'imposer une réduction uniforme, il s'agit alors de créer les conditions d'une gestion intelligente du temps de travail dans l'entreprise – par des incitations financières et des actions d'information et de sensibilisation sur les méthodes et les bénéfices de la réorganisation. Il lui faut encadrer le « microsocial » plutôt que décréter le « macrosocial ».

La croissance, quant à elle, peut-elle être décrétée ? Les politiques de relance classiques (par les déficits publics, par exemple), en l'absence d'une véritable concertation internationale permettant de les inscrire dans un mouvement mondialisé et hors de toute option protectionniste, ont largement fait la preuve de leur inefficacité, tant dans la France de 1982 qu'aux Etats-Unis aujourd'hui : isolées, elles débouchent inévitablement sur un « appel d'air » favorable aux importations et sur des déficits commerciaux insupportables.

Pourtant, il est désormais simpliste de ne poser, sous un angle exclusivement keynésien, le problème de la croissance qu'en ces termes très globaux : « relance ou rigueur ». L'exemple américain présente au moins un aspect intéressant : la modernisation accélérée – et pourtant coûteuse en postes de travail – des grandes activités industrielles déjà existantes telles que l'automobile ou le téléphone s'est accompagnée d'une création d'emplois massive. Grâce, essentiellement, à une véritable extension de la base de croissance par l'intégration d'activités nouvelles à la sphère marchande (6).

Sans prôner l'imitation mécanique du « modèle américain », dans ses composantes culturelles les plus discutables *et les moins exportables*, il *convient* d'en saisir certains ressorts économiques fondamentaux, notamment ce mouvement d'extension de la base de croissance, souvent caricaturé, et donc méconnu, sous le masque des « petits boulots ». Un tel mouvement relève effectivement le taux de croissance global, en apportant une réponse marchande à des besoins sociaux latents mais non exprimés (ou non satisfaits) dans la sphère marchande antérieure, du fait de divers blocages, parmi lesquels des verrous structurels d'ordre réglementaire, technique ou institutionnel.

Gisements de croissance

IL faut se garder, là encore, de toute conclusion hâtive sur le bien-fondé des politiques de déréglementation. Des dispositions obsolètes et des mécanismes institutionnels archaïques bloquent incontestablement le décollage de certains secteurs, comme celui du logement *(voir l'encadré page 7)*. Cela n'implique pas déréglementation à tout va, mais adaptation créative des réglementations pour ouvrir d'authentiques gisements de croissance, en réponse à des demandes sociales réelles qui ne *trouvent pas aujourd'hui de canaux par* lesquels s'exprimer. Et ce, dans les domaines les plus divers : outre le logement, on peut citer la garde d'enfants et de personnes âgées, les loisirs culturels, l'éducation, la formation professionnelle, l'apprentissage de nouvelles technologies telles que la micro-informatique ou la santé.

Pas plus que pour la réduction de la durée du travail, il ne faut cependant attendre la solution dans ce domaine d'une intervention directe et globalisante de l'Etat, mais bien plutôt d'une action finement ciblée, secteur par secteur. Et aussi d'un certain courage politique pour affronter les groupes de pression en place, ceux des corps professionnels bénéficiant de monopoles, par exemple.

Face à de tels enjeux, le recours au « tiers-secteur » associatif, qui échappe à la fois aux contraintes administratives et à celles de la concurrence, peut certainement apporter une contribution au développement d'activités nouvelles ; mais, dans le système économique actuel, le décollage de l'emploi a rarement lieu en dehors d'un véritable cadre marchand. La création de postes de travail par les associations atteint des proportions somme toute modestes par rapport à l'ampleur du chômage, d'autant que, dans le même temps, les collectivités locales ont augmenté leurs effectifs pour des activités souvent proches. Cependant, le tiers-secteur, par

* Spécialiste des questions sociales.

** Auteur des *Saturniens*, La Découverte, Paris, 1987.

(1) Voir Claude Julien, « Quand le chômage sape la République », *le Monde diplomatique*, juin 1988, et Christian de Brie, « Le terreau de l'extrême droite », *le Monde diplomatique*, mai 1988.

(2) Marie-Christine Combes, *Alternance et insertion professionnelle*, CEREQ, collection des « Etudes », nº 36, Paris, 1988.

(3) Alain Lebaube, *l'Emploi éclaté*, Hachette, Paris, 1988.

(4) Voir Bernard Cassen, « Les socialistes français et la contrainte européenne », *le Monde diplomatique*, juin 1988.

(5) Dominique Taddei, *Des machines et des hommes. Pour l'emploi par une meilleure utilisation des équipements*, La Documentation française, Paris, 1986, ainsi que *le Temps de l'emploi*, Hachette, Paris, 1988.

(6) Voir l'analyse du cas américain, par exemple du développement spectaculaire de l'entreprise Kinder-Care pour la garde d'enfants, dans François Dalle et Jean Bounine, *Pour développer l'emploi*, Masson, Paris, 1987.

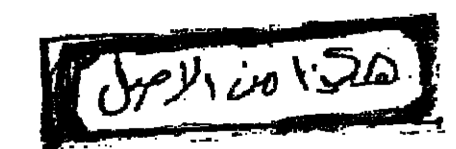
POUR DIFFUSER LES TECHNIQUES

Des « stations-service » du savoir-faire

POUR favoriser des politiques d'entreprise novatrices qui ne sacrifient pas systématiquement l'emploi, il importe de mettre à la disposition des firmes, surtout des plus petites, et dans leur environnement immédiat, les éléments de savoir-faire les plus rares et les plus indispensables : le dernier état des technologies, les techniques d'organisation (gestion sans stocks, qualité totale, entretien préventif), de mercatique, d'exportation, les méthodes de formation des salariés, de gestion des ressources humaines, d'amélioration des conditions de travail.

Il s'agit, littéralement, de mettre en place des « stations-service » du savoir-faire sur tout le territoire. En fait, il existe déjà, en France, un nombre *considérable de « pompes à* essence de la technologie » ; mais elles sont mal utilisées, car dispersées et isolées : dix-huit centres techniques cloisonnés dans les murs de leur corporation (depuis la chaussure jusqu'à la machine-outil), de multiples réseaux d'agences publiques régionalisées et souvent juxtaposées – ADEPA, ANVAR, ARIST, CRITT... (1). Le réseau est beaucoup moins dense dans le domaine de la formation et de la gestion prévisionnelle de l'emploi. Sans doute les agents des services publics de l'emploi devraient-ils réfléchir au nouveau rôle qu'ils pourraient assumer dans ce domaine en rapprochant les différents acteurs, en reconcentrant les aides actuellement saupoudrées, et en faisant sauter les verrous réglementaires.

(1) ADEPA : Agence pour le développement de la productique appliquée à l'industrie ; ANVAR : Agence nationale de valorisation de la recherche ; ARIST : Agence régionale d'information scientifique et technique ; CRITT : Centre régional d'innovation et de transfert technologique.



peut créer de nouveaux emplois

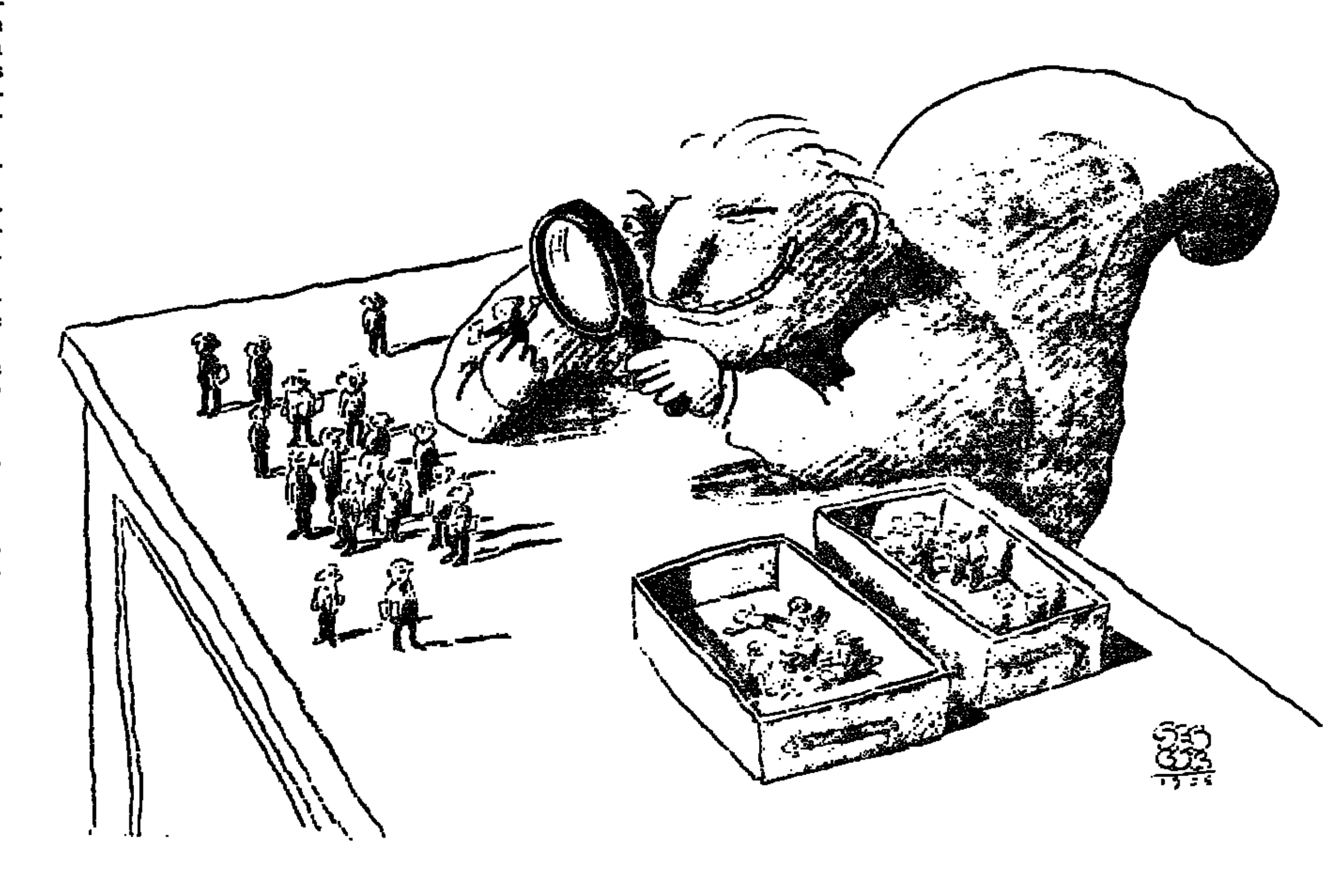
exemple sous la forme d'« entreprises intermédiaires » créées par des jeunes, peut constituer une modalité d'insertion et d'expérimentation sociales, en particulier pour développer dans la population l'apprentissage de certains savoirs tels que les techniques de gestion, d'organisation et de communication.

Pour mieux comprendre l'articulation entre le niveau « macro » des grandes mesures nationales indifférenciées et le niveau « micro » des initiatives localisées et spécifiques, il faut revenir sur la « boucle infernale » : croissance lente + gains rapides de productivité = diminution des heures de travail.

Pour reconstituer la compétitivité des entreprises, il convient d'améliorer leur *efficacité*, c'est-à-dire leur capacité à *produire* des richesses avec un montant donné de ressources. C'est cette efficacité que l'on désigne en principe sous le nom de productivité et c'est sur elle que repose évidemment la compétitivité. Mais ce terme de productivité est source de grandes ambiguïtés, dont l'emploi est, au passage, la victime.

Lorsque l'on parle de productivité, on se réfère logiquement à un concept général d'efficacité économique, mais qui, pour des raisons historiques, s'applique plus spécifiquement à la productivité du *travail salarié dépensé* directement à la fabrication du produit. Lorsque les outils de gestion actuels ont été forgés — au début du siècle dans la grande industrie américaine, — le travail salarié direct constituait, en effet, et de très loin, la part prédominante des ressources utilisées dans le système de production (7). Améliorer la productivité revenait largement à économiser le travail direct. En d'autres termes, à économiser l'emploi. Aujourd'hui, le travail direct représente en moyenne moins de 15 % du coût des produits industriels et souvent moins de 10 %. Mais, dans les esprits, « productivité » continue souvent à s'identifier à « productivité du travail direct ».

La voie classique, ancrée dans les mœurs, consiste à faire la même chose avec moins de travail salarié. D'autres voies, moins explorées, permettent de faire la même chose, ou de faire mieux, avec moins de machines (par exemple, en améliorant le taux d'utilisation des équipements), moins de matériaux (par exemple, en limitant les gaspillages liés à la non-qualité), ou moins d'argent (par exemple, en allégeant les stocks) (8). Et cela peut passer par... une extension de l'emploi : mise en place d'un service de maintenance préventive, pour diminuer les pannes ; abaissement des cadences, pour mieux maîtriser la qualité et diminuer les taux de rebuts ou de retouches ; réduction du temps de travail hebdomadaire, dans le cadre d'horaires flexibles, pour faire tourner plus longtemps les machines les plus chargées ; maintien d'un certain « mou » dans la main-d'œuvre d'atelier disponible, pour faciliter une gestion « juste à temps » qui réduit les stocks à leur strict minimum et économise le capital circulant. Au total, comme l'écrit le « gourou » israélo-américain de la gestion de production, Eliyahu Goldratt (9) : « *Une usine dans laquelle tout le monde est occupé en permanence est très inefficace* »...



C'est aussi le constat dont l'hebdomadaire américain *Business Week* barre sa « une » du 6 juin dernier : « *Le paradoxe de la productivité : les industriels américains poussent leur productivité depuis plusieurs années, en grande partie en fermant de vieilles usines et en licenciant des travailleurs. Mais les Etats-Unis restent en retard sur le Japon et d'autres pays pour les gains de productivité. Le problème : nous nous polarisons sur l'investissement en capital comme méthode pour réduire les effectifs — et nous ignorons les immenses bénéfices à tirer d'une qualité améliorée, de stocks allégés et d'une introduction plus rapide de nouveaux produits. Nous avons besoin d'une nouvelle mathématique de la productivité.* » Observons au passage que, dans ce texte bref, le mot « productivité » revêt manifestement, dans ses emplois successifs, des sens différents : d'abord celui de productivité du travail direct (réduction d'effectifs), puis celui d'efficacité globale. Mais le diagnostic de *Businesss Week* reste fondamentalement juste : la mathématique traditionnelle de la productivité, selon laquelle l'efficacité se résume à économiser le travail direct, est devenue inopérante.

Les nouvelles voies de la compétitivité

IL existe non seulement de nouvelles voies de la productivité, mais aussi de nouvelles voies de la compétitivité. La concurrence par les prix, sans disparaître, laisse une part croissante à la concurrence par le produit et par la qualité. En effet, plutôt que de poursuivre unilatéralement la réduction des coûts, il est aussi intéressant, avec les mêmes machines et les mêmes hommes, de produire un surcroît de richesses avec des produits qui ont plus de valeur, parce qu'ils sont de meilleure qualité, parce qu'ils correspondent mieux aux attentes du marché et que les clients sont prêts à payer davantage pour les acquérir. Le prix n'est pas tout : la lampe à huile, même vendue 10 centimes pièce, ne reconquerra pas les intérieurs modernes... La recherche du « bon produit », celui qui va au-devant des besoins du marché et leur apporte une réponse efficace, exige de la créativité, de l'imagination, une collecte abondante et intelligente d'informations, le dialogue fluide entre des compétences complémentaires : mercatique, ventes, fabrication, conception. Il faut donc beaucoup de travail qualifié et une grande souplesse d'organisation : en un mot, des politiques d'entreprise, dont la diminution du nombre d'heures de travail ne constitue pas l'alpha et l'oméga (10).

Si, pour des raisons historiques et culturelles (la méfiance envers les salariés, par exemple), les entreprises d'un pays donné s'orientent massivement vers la recherche de la seule productivité du travail direct, elles réduiront l'emploi dans des proportions non justifiées par la poursuite de la performance, passeront à côté d'enjeux plus essentiels (productivité du capital, qualité, présence sur les marchés) et continueront de perdre de leur compétitivité — donc, de l'emploi... En d'autres termes, il y a plusieurs politiques de compétitivité, et les plus efficaces ne sont généralement pas les plus économes en travail, les moins *labour intensive*.

Constatation purement théorique, sinon utopique ? La comparaison des performances de la RFA et de la France, en matière de productivité du travail et de balance commerciale dans le secteur industriel, peut donner à réfléchir : sur une longue période, de 1974 à 1986, les gains de productivité du travail de l'industrie française ont été substantiellement plus élevés que ceux de l'industrie allemande, respectivement 47 % et 40 % (11). L'avantage de compétitivité des entreprises d'outre-Rhin n'a pourtant cessé de se renforcer, si l'on en juge par l'évolution des balances commerciales des deux pays. Ce qui est en jeu, ce sont fondamentalement des politiques d'entreprise sur lesquelles les politiques publiques (de l'Etat et des collectivités locales) peuvent avoir une influence décisive. Mais les gouvernants se trouvent en terrain inconnu, car l'art d'une politique de l'emploi n'est plus celui, relativement simple, du pilotage macro-économique agissant sur des leviers à effet direct. C'est devenu un art subtil, agissant sur des leviers à effet indirect, ceux de l'environnement structurel des firmes (diffusion des technologies, disponibilité d'un potentiel public de recherche appliquée, appareil de formation professionnelle, règles comptables et fiscales, assiettes et sources de financement, actions d'information et de sensibilisation, force des structures associatives parapubliques...), qui influe largement sur leurs pratiques et leurs choix de gestion.

Que l'Etat fasse siens les discours les plus rétrogrades sur la diminution des coûts salariaux ou qu'il se retire sur l'Aventin, en invoquant la grande cause de la liberté d'entreprendre, il passera à côté de ses responsabilités essentielles :

— adapter pragmatiquement ses modes de régulation à chaque réalité sectorielle ou locale, pour débloquer les gisements de croissance ; il lui faut pour cela déléguer largement ses moyens d'intervention à des niveaux décentralisés (secteur professionnel, région), là où la compréhension fine des mécanismes de croissance est possible ;

— peser sur les arbitrages sociaux, notamment dans les entreprises, en faveur de formes d'organisation moins marquées par une vision purement négative du travail. A cet égard, il devient urgent, par exemple, de modifier l'assiette des cotisations sociales pour cesser de pénaliser l'emploi salarié ; il serait également opportun de mieux connaître, fiscalement et comptablement, la légitimité des formes immatérielles d'investissement (formation, recherche, études...), qui visent précisément à requalifier le travail et son organisation plutôt qu'à lui substituer purement et simplement des machines ;

— maintenir l'objectif de l'emploi à moyen et long terme, face à des partenaires sociaux souvent désireux de minimiser les tensions et les désagréments immédiats ; la logique électorale ne conduit pas spontanément à de tels comportements, si l'on en juge par la constance avec laquelle les gouvernements successifs ont joué prioritairement le non-chômage à court terme, en consacrant des budgets considérables à diverses mesures (stages notamment) dont l'effet a rarement dépassé un ralentissement fragile de l'aggravation quantitative du problème.

Le remède-miracle macro-économique ou macrosocial n'existe pas. Toutes les voies suivies ramènent vers une analyse patiente des phénomènes sociaux et de leur impact sur la croissance et l'emploi. Voie ingrate, car difficile et lente ; et pourtant la seule durablement efficace.

Ce constat fait justice de la sacro-sainte distinction entre traitement économique et *traitement social* du chômage. Il n'y a de traitement économique du chômage qu'en se fondant sur une compréhension fine des phénomènes sociaux, et en tentant d'agir en profondeur sur eux : le traitement économique passe par le social. Le traitement social, quant à lui, ne peut avoir de résultats pérennes qu'en s'assurant de l'impact des politiques suivies sur les structures économiques : le traitement social passe par l'économique.

Il n'y a pas de réponse sociale crédible au chômage sans la recherche d'une certaine efficacité économique. Le développement de l'emploi ne tire pas sa source de l'emploi, par une sorte de génération spontanée. Il ne s'agit pas, pour autant, de reprendre à son compte la fameuse formule de l'ex-chancelier Schmidt, selon laquelle « *les investissements d'aujourd'hui font les emplois de demain* ». Il n'existe malheureusement aucun automatisme global de ce type, qui dispenserait de fonder une nouvelle phase de développement, riche en emplois, sur une rénovation en profondeur des mécanismes intimes de la croissance.

Action longue et patiente, dira-t-on, alors que la maison brûle. La montée du malaise face au chômage et à la précarité tient, certes, au niveau quantitatif déjà atteint, mais aussi, et au moins autant, à un sentiment d'impuissance, de non-convergence entre les différents partenaires, de fragilité des réponses proposées. L'affichage d'un projet clair (12), même si ses effets ne peuvent être que progressifs et si les objectifs annoncés et expliqués ne tiennent pas du miracle, pourrait bien avoir une force politique supérieure à l'enchaînement d'expédients.

DANIELLE KAISERGRUBER
et PHILIPPE MESSINE.

(7) Voir l'analyse historique de l'apparition des outils de gestion dans l'industrie américaine dans Alfred D. Chandler, *The Visible Hand*, Harvard University Press, Cambridge, Mas., 1977.

(8) Voir, sur l'analyse du concept de productivité globale, Antoine Riboud, *Modernisation, mode d'emploi*, rapport au premier ministre, 10/18, Paris, 1987.

(9) Eliyahu Goldratt et Jeff Cox, *le But : l'excellence en production*, éditions AFNOR gestion, Paris, 1986.

(10) Voir les recommandations d'Antoine Riboud, *op. cit.*

(11) Comparaison établie à partir des statistiques de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

(12) Voir Bernard Cassen « Des lendemains industriels hypothéqués par le laisser-aller libéral », *le Monde diplomatique*, décembre 1987.

L'ART DU POSSIBLE

Débloquer le marché du logement

CERTAINS secteurs à fort potentiel de croissance, comme le logement, sont actuellement verrouillés par l'archaïsme des comportements et des organisations, souvent conforté par des formes institutionnelles et des réglementations dépassées. L'introduction de matériaux nouveaux, à la fois performants pour le portage, l'isolation thermique et acoustique, et riches de possibilités esthétiques, en même temps que de mise en œuvre facile et donc de faibles coûts ; le câblage et l'informatique, mis à la disposition des fonctions ménagères, de la sécurité et des loisirs, pourraient ouvrir la voie à des conditions de logement totalement rénovées. Mais l'innovation est freinée par un certain conservatisme technique et culturel, renforcé par le carcan d'une réglementation foisonnante et inadaptée qui impose souvent des obligations de moyens plutôt que de résultats, et fige ainsi, au moins partiellement, les solutions techniques. De surcroît, la surenchère sur les prix des terrains freine souvent le développement de la demande.

L'automatisation et l'informatique devraient permettre d'abaisser fortement les coûts et d'améliorer la qualité. Mais il faudrait, pour cela, décloisonner les formes d'organisation et abandonner la sacro-sainte séparation en corps de métiers, afin que l'entrepreneur, l'électricien, le plombier, le charpentier intègrent leurs interventions dans une gestion informatique du chantier. Mais les verrous socio-organisationnels (structures corporatistes) et culturels (séparation entre esthétique et technique) figent le découpage de la filière en « missions » hermétiquement séparées, sinon antagonistes.

La politique de modernisation structurelle exige, notamment, des réglementations techniques dites « performantielles » (obligation de résultats pour ne pas imposer des options techniques figées), la suppression des monopoles professionnels, la révision des formations, la requalification de la main-d'œuvre de chantier, la promotion de filières techniques innovantes, l'utilisation de composants industriels... Un exemple, parmi beaucoup d'autres, d'une politique structurelle susceptible de débloquer un marché important mais actuellement chloroformé.

LA POLARISATION

Un « front populaire »

DEVANT la conférence du PC soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev a proposé une réforme en profondeur du système politique et défini les enjeux des luttes en cours : le pouvoir, la démocratie, les structures fédérales. Tout en notant les *« imperfections évidentes »* dans les relations entre nationalités, qui nécessitent un large débat, il a implicitement récusé tout redécoupage des frontières, réclamé avec force par les nationalistes arméniens *(voir l'article de Garo Ulubeyan).*

Par JEAN-MARIE CHAUVIER

En quelques mois, l'histoire s'est accélérée. Difficile de dire ce que constituent, dans la matérialité sociale, *trois années de « perestroïka »* (reconstruction, restructuration), depuis le plénum d'avril 1985 (1) jusqu'à la conférence nationale de juin 1988, en passant par le vingt-septième congrès du parti (2) et la cascade de lois organisant les réformes économiques (3). Difficile de ne pas remarquer, en tout cas, que le monde idéal des Soviétiques s'en trouve bouleversé, qu'une crise politique a été délibérément provoquée : de ce double point de vue, quelque chose d'irréversible s'est produit en Union soviétique.

« Tout le monde parle politique. Le pays est en ébullition. » Remarque entendue à Moscou. Fait confirmé à Leningrad. Echos analogues de Sibérie, du Caucase, des pays baltes. Une à deux heures après leur ouverture, les kiosques sont pratiquement délestés des quotidiens et hebdomadaires (tirage : 200 millions) et des revues (240 millions). Les best-sellers de l'édition, tout aussi introuvables, sont les livres récents (romans, témoignages) parlant de l'histoire, du stalinisme, et les dizaines d'auteurs libérés *par la censure depuis trois ans* (4). Véritable torrent d'informations, d'opinions, d'émotions, la « glasnost » – transparence, prise de parole – ne fait pas qu'investir, progressivement, de nouveaux territoires. Elle se radicalise, se politise, donne lieu à une polarisation des opinions.

Radicalisation, au sens d'aller aux racines. Les révélations sur l'histoire – les « pages blanches » de la révolution, des répressions staliniennes, des tragédies de la guerre – provoquent une surcharge émotionnelle, mais aussi une avalanche de questionnements. En amont : *« D'où nous vient-il, ce système despotique, bureaucratique, que nous dénonçons aujourd'hui ? »* En aval : *« Comment en sortir ? »* Les *réponses sont forcément diverses.* Une opinion publique contradictoire se développe. La « révision » touche à la plupart des dogmes qui ont marqué l'idéologie officielle depuis la fin des années 20.



L'HUMOUR CORROSIF DE LA PRESSE SOVIÉTIQUE
« Et votre comportement, quant à la « transparence » ?

Il n'y a plus de monolithisme officiel, ni de la pensée, ni du parti, ni de la société. Les conflits, les déviances ne sont plus des *« survivances »* du passé, mais des produits de la réalité sociale. Le pluralisme des intérêts et des opinions n'est plus un mal, mais un bien et une nécessité. Le marché n'est plus un attribut du capitalisme, une « marge » tolérée en pays socialiste, mais un auxiliaire, un régulateur indispensable de la planification. La « bureaucratie » n'est plus seulement désignée comme un mauvais style de travail, mais comme une couche sociale, voire *« une élite pratiquement inamovible, privilégiée, se plaçant au-dessus du peuple* (5) ». La *Pravda* du 14 juin dernier ébranle un autre dogme : celui du *« rôle d'avant-garde du parti »*. Ce rôle n'a pas toujours été le sien, et il doit, en tout cas, se mesurer à l'autorité réelle du parti dans la société.

Sont mises en cause la peine de mort et les lois réprimant les délits d'opinion. Les conditions de détention dans les camps de travail et les colonies de rééducation pour jeunes. La pédagogie, la politique sexuelle, celle des nationalités. La politique extérieure commence, elle aussi, à être touchée. On parle de sa « désidéologisation », on exige la transparence *sur les dépenses militaires, on* traque l'*« image de l'ennemi »* et les caricatures de l'Occident dans les médias.

Il reste bien des sujets tabous : crimes soviétiques en Afghanistan (encore que des *« erreurs »* commencent à être admises à ce propos), intervention de 1968 en Tchécoslovaquie, dont le vingtième anniversaire (août 1988) sera un test de « glasnost ». L'idéologie officiellement contestée n'a pas disparu, loin de là, mais déjà, les épreuves d'histoire au baccalauréat ont été transformées en *« conversations avec le jury »*, en attendant la confection de nouveaux manuels.

On aurait tort, en Occident, de réduire cette révolution des idées à une capitulation sans conditions face aux vertus du libéralisme à l'occidentale. A côté de plaidoyers effectivement très libéraux, figurent leurs critiques, conservatrices ou « de gauche » (6). Les traditionalistes ont fait valoir, dans la *Pravda*, un véritable programme de réhabilitation du paysan et de la coopération telle qu'elle existait avant 1917 et dans les années 20 (7). D'une façon

(1) Session plénière du comité central du Parti communiste de l'Union soviétique où M. Gorbatchev annonça ses intentions.

(2) Le vingt-septième congrès, en février-mars 1986, prit l'option d'une « réforme radicale ».

(3) Notamment la réforme économique décidée en juin 1987. Elle étend, à partir de 1988, aux entreprises et aux administrations les principes d'autonomie, d'autofinancement et d'autogestion, dans la perspective d'un *« marché socialiste »* planifié que consacrerait, après 1990, une réforme globale des prix et la mise en vente des moyens de production.

(4) A. Rybakov, *les Enfants de l'Arbat* ; Vassili Grossman, *Vie et Destin* ; Daniel Granin, *les Aurochs* ; Doudinssev, *les Vêtements blancs*, etc... Ainsi que des classiques : Boulgakov, Pasternak, Gouliov, Akhmatova *(Requiem)*.

(5) N. Popov, cité par D. Kazoutine, dans *Moskovskie Novosti*, 12 juin 1988.

(6) La politique économique préconisée par M. Aganbegian, principal conseiller de M. Gorbatchev, est critiquée (sur la question des prix, par exemple) par A. Nuikine, dans *Ogoniok*, n° 22, mai 1988.

(7) Vassili Belov, « Faire renaître le paysan dans la paysannerie », *Pravda*, 15 avril 1988.

L'Arménie, comme sous le coup

Par notre envoyé spécial GARO ULUBEYAN *

« IL s'appellera Krikor et servira l'Eglise et la nation arméniennes... » Le prêtre de l'église de Saint-Zoravor, dans le centre d'Erevan, asperge de myrrhe le front de l'adolescent, prononce hâtivement les dernières formules sacramentelles et passe à un autre candidat au baptême. Confirmé dans une foi et une identité dont il n'avait qu'une conscience diffuse en Azerbaïdjan, dans sa ville de Soumgaït fuie au lendemain des pogroms antiarméniens des 28 et 29 février dernier, ce jeune réfugié est devenu un authentique Arménien... soviétique. Arrivés en car avec un groupe de réfugiés logés dans le pensionnat d'Aghveran, à 50 kilomètres d'Erevan, la capitale arménienne, Krikor et ses parents, subitement transfigurés par la grâce des odeurs d'encens et des mélopées de la liturgie, ont bien du mal à cacher leur émotion : sur les bords de la mer Caspienne, des décennies d'administration discriminatoire leur avaient fait peu à peu oublier leurs racines.

Deuxième contact avec la « mère patrie » : le car emmène le groupe, conduit par une jeune étudiante bénévole, visiter le monastère d'Etchmiadzine, siège du Catholicos de Tous les Arméniens. Dans la cour du monastère, les langues se délient : *« Je peux parler, mais à condition de dire la stricte vérité »*, confie Garik, cinquante ans, visage buriné barré par une épaisse moustache, rapportant les consignes du directeur de son pensionnat. Et il raconte cette journée du 27 février où tout a commencé, avec un meeting de cinq cents personnes dans le centre de Soumgaït. *« Les Azeris ont exhibé trois cadavres, prétendant que c'étaient ceux d'Azeris tués par des Arméniens. Aussitôt la foule a crié « mort aux Arméniens. »* Le message avait été compris par Garik, qui envoya sa famille se refugier chez des voisins azeris. Le 28 au matin, il apprend par téléphone, avant que sa ligne soit coupée, que des milliers d'Azeris circulent dans la ville, où dix-huit mille Arméniens vivent dispersés, agressant dans la rue ses compatriotes, pillant leurs appartements. Le même jour, vers 14 heures, une bande d'environ deux cents « hooligans » armés de couteaux et de barres de fer se présente à l'entrée de son immeuble ; le meneur possède la liste des noms et adresses des Arméniens de la ville, fournie par la maison d'arrondissement. Dissuadés par des voisins russes et azeris, ils se rabattent sur l'immeuble d'en face, où vivent quatre familles arméniennes. *« J'ai vu les corps de trois femmes dénudées et défenestrées par ceux qui étaient montés, et brûlés par leurs comparses restés en bas de l'immeuble. »* De crainte que les tueurs ne repassent par son immeuble, Garik se réfugie chez un voisin et s'y calfeutre jusqu'à l'arrivée de l'Armée rouge commandée par le général Kraiev. Ce jour-là, un char l'emmène jusqu'à la maison de la culture de la ville, réquisitionnée par l'armée, avec quelques autres bâtiments officiels destinés à la protection des Arméniens. Avec sa famille, il sera évacué, le 2 mars, vers Bakou, d'où il prend le train pour Erevan, dernière étape avant son installation dans le pensionnat d'Aghveran.

Sur les trois mille réfugiés d'Azerbaïdjan, ils sont environ un millier à avoir reçu le baptême et accompli ce parcours initiatique pour le moins insolite en terre soviétique. Mais qu'y a-t-il qui ne soit insolite dans cette république remodelée par la vague déferlante des manifestations de février dernier ? M. Gorbatchev a souhaité l'éclosion d'une « nouvelle mentalité », et la réaction bien intempestive des Arméniens montre qu'ils l'ont entendu. A Erevan, l'extraordinaire marée humaine qui a déversé pendant une semaine près d'un million de personnes dans les rues a ancré la population dans la conviction qu'il faut aller jusqu'au bout de l'expérience démocratique. La demande de rattachement à l'Arménie de la région autonome du Haut-Karabakh, en Azerbaïdjan, enclave peuplée à 75 % d'Arméniens, ne s'inscrit-elle pas dans les strictes limites de la « perestroïka » ? D'autant que, face à cette démonstration pacifique de soutien à la *politique de M. Gorbatchev*, la *« réponse de Soumgaït »* passe pour être l'œuvre des ennemis de la réforme.

La Transcaucasie serait donc devenue le champ de bataille où s'affrontent les rivalités idéologiques entre conservateurs et réformateurs. Un schéma séduisant – il rencontra un certain succès en Arménie, – mais trop simple. L'arrière-plan historique est toujours vivace ; la question nationale revient de façon lancinante, presque obsessionnelle.

L'appréhension des retours tragiques de l'histoire

RESCAPÉS de cette « amitié entre les peuples » bien peu manifeste *dans les relations entre les deux Républiques voisines*, les réfugiés contribuent à maintenir la tension dans une population submergée par un flot d'informations faisant état de préjudices subis par les membres de la communauté arménienne d'Azerbaïdjan, forte de cinq cent mille membres. Leur *présence massive suscite une soif de* justice que ne peuvent apaiser ni les limogeages, le 21 mai dernier, des premiers secrétaires des partis communistes d'Arménie et d'Azerbaïdjan, MM. Demirtchian et Baguirov, ni le procès des quatre-vingts « hooligans » de Soumgaït, ouvert depuis le 24 mai.

Sous des dehors paisibles, Erevan abrite un sentiment d'appréhension des retours tragiques de l'histoire. Le spectre des morts de Soumgaït hante des consciences habitées par le souvenir du génocide de 1915, déplaçant la question nationale et le contentieux avec la Turquie à l'intérieur des frontières de l'URSS : pour l'Arménien, le voisin azeri n'est-il pas le substitut local du Turc, dont il se rapproche par la langue, la culture et les alliances conclues au début du siècle pour servir le projet pantouranien d'une « Grande Turquie » ? Les réfugiés, enfin, n'incarnent-ils pas le destin d'une nation dispersée, dont la forte diaspora se sent exposée aux risques de la persécution ou, au mieux, de l'assimilation ?

Nombreux sont ceux qui vont fleurir le monument aux victimes de Soumgaït, érigé le 8 mars dernier lors d'une gigantesque procession sur la colline de Dzidzernagapert, à deux pas du monument officiel au génocide de 1915. L'intelligentsia, quant à elle, a basculé dans le militantisme : elle mène son enquête parallèle dans l'instruction du dossier de Soumgaït, auquel la procurature d'Arménie n'a pas accès ; elle diffuse des *samizdat* remettant en question le bilan officiel des morts ; ouvre des comptes en banque pour les réfugiés et le Haut-Karabakh ; inonde le pays de télégrammes expliquant combien est légitime la demande de rattachement de cette région à l'Arménie. Ainsi Samuel Shahmouradian, rédacteur à *Kragantert*, la *Literatournaïa Gazeta* locale, a, en l'espace de quelques semaines, complètement transformé son rythme de travail. Son bureau de la très officielle Union des écrivains d'Arménie est envahi par des piles de livres en arménien apportés chaque jour par des particuliers à l'intention de leurs conationaux du Karabakh. Trois ou quatre fois par semaine, il reçoit des réfugiés d'Azerbaïdjan dont il enregistre les témoignages sur cassettes.

A l'étage supérieur, un autre rédacteur se charge d'établir, à partir de ces témoignages, le nombre exact des victimes. *« Un travail long et précis, car il faut que les témoignages se recoupent. Mais il est essentiel, la « glasnost » n'ayant pas joué son rôle dans cette affaire. »* Et Ardachès produit trois actes d'autopsie d'Arméniens, de la morgue de Soumgaït : *« Ces documents prouvent que les pogroms de Soumgaït ont fait au moins 536 morts. »* Il explique que, datés des 3, 4 et 5 mars 1988, ils portent respectivement les numéros 167, 182 et 187 ; y figurent les causes du décès certifiées par le médecin légiste : brûlures, coups de couteaux, suffocation, etc. Dans la mesure où le numéro d'enregistrement correspond au nombre des entrées à la morgue, la sommes des trois numéros, les plus élevés dont on dispose actuellement à Erevan, donne un nombre minimum de 535 morts. Un acte d'autopsie daté du 5 mars et portant le numéro 73 prouve en effet que la numérotation repart chaque jour à zéro.

Représentants de cette génération d'Arméniens plus sensibles aux problèmes écologiques et à la démocratisation qu'à l'efficacité d'un marché noir florissant en Transcaucasie, Samuel Shahmouradian et la plupart de ses confrères de l'Union des écrivains se reconnaissent tous comme les enfants des manifestations de février : *« Le comité d'organisation Karabakh, constitué dans les premiers jours des manifestations, a donné naissance à de multiples sous-comités dans les entreprises, les universités et les institutions qui ont contribué à transformer le peuple en profondeur et qui restent effectifs malgré la dissolution du comité en mars... »* La liste est longue, *en effet*, des institutions qui ont préservé la structure des sous-comités, marginalisant ainsi le pouvoir local.

Mais, si l'on demande à ces militants improvisés, des jeunes en majorité, d'expliquer la genèse d'un mouvement aussi profond, la réponse reste évasive. On est encore surpris de cette *« soudaine maturité, comme si elle était le fruit d'une intervention divine »*, s'étonne un chercheur de l'Institut du


Garo Ulubeyan

LE GÉNÉRAL ANDRANIK, héros de la résistance (1915-1920)

Maténadaran, ce dépôt de vingt mille manuscrits anciens qui, derrière ses murs de basalte gris, cache aujourd'hui une activité davantage vouée à l'étude de documents d'actualité que d'incunables.

Certes, la demande de rattachement du Haut-Karabakh est ancienne, et elle s'est exprimée à plusieurs reprises au cours de soixante-dix années d'internationalisme socialiste. *« Mais, cette fois, c'est différent, la situation était arrivée à un point de non-retour »*, entend-on dire souvent à Erevan. Alors que le climat général est à la révision du passé stalinien, l'on pouvait croire que l'on corrigerait cette *« autre erreur de Staline, qui avait accordé ces 4 400 kilomètres carrés à l'Azerbaïdjan en 1921, sous la pression de la Turquie kémaliste »*.

Le soupçon et le désarroi

ON parle beaucoup à Erevan. La « perestroïka » a permis l'apparition de nombreux cafés, dont les terrasses envahissent les trottoirs, rendant ainsi justice au caractère méridional de la ville ; et la « glasnost » les a transformés en autant de points de rencontre. Non loin de la place de l'Opéra, centre de rayonnement des manifestations, le café Arakadz est aussi le QG de M. Movsès Gorguissian, responsable de l'Union nationale pour l'autodétermination (UNA) depuis l'inculpation, le 24 mars dernier, pour propagande antisoviétique, de son dirigeant Parouïr Aïrikian, figure de proue du nationalisme arménien depuis les années 60. Sa longue expérience de militant force le respect et l'oblige à considérer avec un certain désabusement cette Lada verte du KGB qui, stationnée devant le café, ne le quitte pas d'une semelle. Une surveillance qui ne l'empêche pas de prêcher pour ceux qui ne sont pas encore convertis.

Depuis neuf ans qu'il s'est lancé dans le combat nationaliste qui a valu dix-sept années de Sibérie à M. Aïrikian (1), M. Gorguissian, metteur en scène contraint au « parasitisme », a renoncé à la tranquillité. A trente ans,

* Journaliste.

DES FORCES EN URSS

pour la « perestroïka » ?

générale, le débat porte aussi sur les valeurs, les relations humaines, l'éthique individuelle et collective. Les discussions parmi les jeunes, les étudiants, témoignent, à cet égard, de très hautes exigences (8).

Sans doute, la catharsis intellectuelle ne peut suffire à vaincre le « *complot silencieux* » dont la « perestroïka » serait l'objet (9). « *Une presse courageuse*, observe l'un des animateurs de la « gauche » réformatrice, *n'est pas capable de changer la situation, tout au plus peut-elle la déstabiliser davantage* (10). »

La peur du changement, de l'initiative, des responsabilités est – outre l'absence de résultats économiques élevant le niveau de vie – la plus sûre alliée des conservateurs. Ceux-ci se sont rassemblés, au printemps, au signal de la *Lettre de Nina Andrééva*, qui dressait le réquisitoire des outrages de la « glasnost » aux « *principes du socialisme* » (11). Manifestation de nostalgie stalinienne en soi peu exceptionnelle, si ce n'est son caractère systématique, les « réunions de soutien » auxquelles elle donna lieu, et surtout le silence quasi général qui suivit sa publication, pendant trois semaines, jusqu'à la réplique très énergique et très officielle de la *Pravda* (12). De quoi accentuer la politisation du débat. Economistes, écrivains, chercheurs, « écologistes », membres ou non du Parti ont compris que le sort de chacun de leurs sujets favoris se trouvait lié au changement politique, et, plus précisément, à l'échéance de la conférence de juin. Les points de vue allaient connaître une croissante polarisation.

Sur la forme, jamais élection de délégués à une réunion du parti n'avait, depuis Lénine, été l'objet d'une telle bataille politique. Très diversement conduite. En certains lieux, avec de véritables meetings populaires. Ailleurs, des conférences de secrétaires d'organisation usaient du droit de veto pour écarter des candidats trop progressistes, proposés par la base. Sur le fond, certaines revendications *(« tout le pouvoir aux soviets* (13) », « *pluralisme institutionnel* », « *Etat de droit* ») sont allées nettement plus loin que les thèses officielles de la conférence (14), jugées décevantes par les plus radicaux (15). L'unité formelle autour d'une « perestroïka » trop vaguement définie ne risque-t-elle pas de retarder dangereusement des *choix décisifs* » ?

Rassembler et faire des choix : un compromis difficile

QUELS choix ? Les plus urgents s'imposent sur le terrain des nationalités. Conflits territoriaux explosifs (notamment entre Arméniens et Azerbaïdjanais, à propos du Haut-Karabakh) ; déchaînements passionnels sur les « boucs émissaires » (classiques en tous temps et en tous lieux de crise) ; emploi des langues (16) et, plus globalement, division du travail et redistribution du pouvoir dans l'ensemble multinational soviétique : ces thèmes suscitent d'intéressantes discussions dans des colloques scientifiques et des réunions d'écrivains ; la Conférence nationale en a débattu mais une véritable réforme de la politique des nationalités devra encore attendre le plénum spécial du Comité central annoncé pour l'automne.

Deuxième front : l'économie. Des réformes, on ne pourra sans doute mesurer les effets avant plusieurs années. Mais si M. Gorbatchev veut un rapport de forces favorable à leur mise en œuvre, il devra rapidement obtenir des succès dans au moins deux domaines. L'un, c'est l'approvisionnement. Or Mme Birioukova, la seule femme dirigeante du parti, confirme ce que sait d'expérience toute ménagère : la consommation et les services se sont dégradés en 1986-1987 (17). Pour les améliorer, le minimum serait d'imposer aux bureaucraties (ministérielles et autres) le respect des nouvelles législations sur l'entreprise, les coopératives, le travail individuel. L'autre succès, ce serait la participation des travailleurs. Or ni les balbutiements de l'« autogestion » ni la léthargie des syndicats ne sont faits pour l'encourager.

Troisième front, qui les résume tous : le pouvoir. Deux questions cruciales sont posées. D'une part, les garanties constitutionnelles et les actes juridiques qui permettraient d'asseoir un « Etat socialiste de droit ». D'autre part, les rôles respectifs du parti-Etat et de la société civile naissante.

M. Gorbatchev ne remet pas en question le « rôle dirigeant » du parti, mais bien ses fonctions, leur confusion avec celles de l'Etat ; d'où sa proposition de créer un poste de président du Soviet suprême doté de larges pouvoirs.

Le Parti communiste compte dans ses rangs un dixième de la population adulte, un neuvième de la population active, un cinquième des ingénieurs et techniciens, le quart des spécialistes agricoles, près du sixième des enseignants et médecins, plus de la moitié des écrivains, deux tiers des journalistes, la majorité des gestionnaires de l'Etat. Le principe est maintenu des *nomenklatury* (listes de fonctions importantes) au moyen desquelles le parti quadrille la société. « *Y a-t-il une organisation politique au monde qui exclurait de son arsenal la politique des cadres comme levier pour appliquer sa ligne ?* », interroge un responsable de l'appareil du comité central (18). Certains réformateurs (du parti) contestent ce monopole et encouragent les associations « non formelles » qui se multiplient hors des structures officielles (19). C'est ainsi que s'esquisse un rassemblement des forces rénovatrices, qui transcende le clivage parti-société. Certains l'appellent « *front populaire* », regroupement de clubs politiques et écologistes déjà concrétisé (20) opposé aux tendances conservatrices et autoritaires (21) ; M. Gorbatchev, pour sa part, vient d'appeler à la constitution d'un « mouvement patriotique national ».

Le secrétaire général peut-il et osera-t-il s'adresser à la société « par-dessus la tête » des appareils ? Pour lui, la règle d'or est celle du consensus évolutif au sein de la direction et du parti : rassembler, toujours rassembler, d'étape en étape. En minimisant, tant que faire se peut, les conflits d'intérêts, les résistances aux réformes. Le postulat de cet œcuménisme est qu'une « rupture » serait défavorable aux réformes et compromettrait la paix civile. Toute la question est de savoir – et les mois qui viennent le diront – si une polarisation des forces n'est pas, bon gré mal gré, inévitable.

JEAN-MARIE CHAUVIER.

(8) Voir, notamment, Andreï Nuikine, « Les idéaux et les intérêts », *Novy Mir*, 1-2 1988 ; G. Lissitchkine « Les gens et les choses », *Droujba Narodov*, 1-1988, et la « table ronde » de *Kommunist*, n° 7, mai 1988.

(9) N. Chmelev, « Nouvelles inquiétudes », *Novy Mir*, avril 1988.

(10) Texte *(samizdat)* de Boris Kagarlitsky, animateur de la fédération des clubs socialistes.

(11) *Sovietskaïa Rossiïa*, 13 mars 1988.

(12) « Plus de démocratie, plus de socialisme », *Pravda*, 5 avril 1988.

(13) L'idée est de transférer aux organes de pouvoir élus (soviets) une partie des fonctions accaparées par le Parti communiste.

(14) Thèses publiées dans *La Pravda*, 27 mai 1988.

(15) « La pensée sociale au miroir des thèses du CC du PCUS », *Moskovskie Novosti*, 12 juin 1988.

(16) Plus précisément, des progrès plus ou moins spontanés de la langue et des écoles russes au détriment des langues et écoles non russes. Pour y remédier, le grand écrivain Tchinguiz Aïtmatov propose l'instauration du bilinguisme obligatoire (*Literatournaïa Gazeta*, 9 mars 1988).

(17) Alexandra Birioukova, secrétaire du comité central, entretien accordé à la *Pravda* du 6 juin 1988.

(18) *Pravda*, 14 juin 1988.

(19) Il y aurait environ 30 000 groupes « informels », la plupart culturels et écologistes, plusieurs centaines de clubs politiques indépendants. Dans leur très grande majorité, ils refusent l'étiquette de « dissidents », à la différence de groupes d'opposition tels que le club de presse Glasnost et l'Union démocratique, qui s'est récemment constituée en « *seul parti d'opposition au régime totalitaire* ».

(20) A Moscou, par une série de groupes démocratiques et socialistes. A Tallin, capitale de l'Estonie, vient d'être créé un « Front populaire » distinct du PC (*International Herald Tribune* du 22 juin).

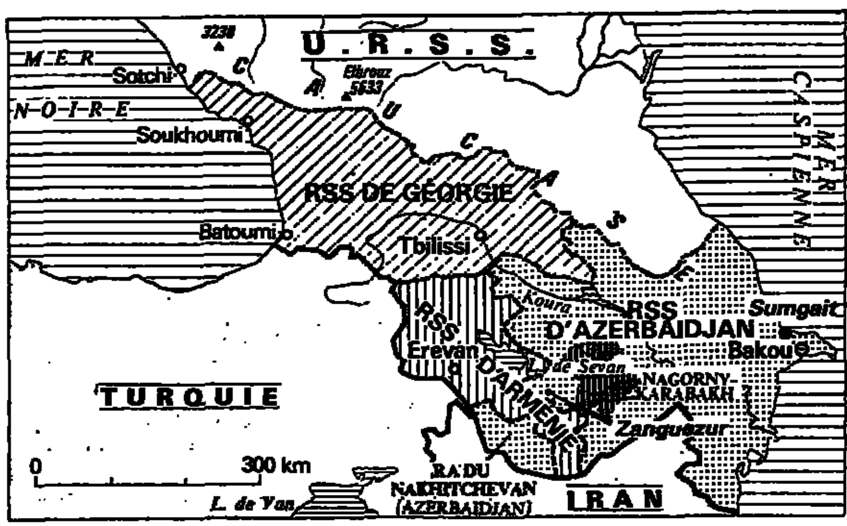
(21) Outre les conservateurs, il faut, en effet, compter avec les « autoritaires » : nationalistes paysans, adeptes d'une continuité russe et orthodoxe surmontant la « cassure » de 1917, et modernistes partisans d'une « perestroïka musclée », associée à un pouvoir fort assumant l'héritage stalinien.

d'une « intervention divine »...

il sait qu'il n'a rien à attendre d'autorités qui supportent mal ses thèses en faveur de l'indépendance. Réservé quant à l'impact de l'action des cinq cents militants de l'UNA sur un peuple qui redoute la radicalité de son discours, M. Movsès Gorguissian se console : « *Aïrikian « l'extrémiste » est le seul prisonnier politique des troubles de Transcaucasie, puisque le procès de Soumgaït juge des droit commun ; c'est aussi la première victime, depuis 1986, de cet article 190-1 (2) du code pénal soviétique. On veut en faire un bouc émissaire, mais le peuple, victime des mêmes calomnies, n'est pas dupe.* »

Même la question du Karabakh est passée au crible de son scepticisme, car il soupçonne le pouvoir central de l'avoir agitée afin de détourner le peuple arménien de ses préoccupations fondamentales : son avenir écologique et son « *autodétermination, conforme à la Constitution et valable pour le Karabakh comme pour l'Arménie* ». Dès lors, tout s'enchaîne dans une logique implacable héritée de l'empire tsariste : « *Dépassé par l'ampleur imprévisible du mouvement, le gouvernement a organisé Soumgaït, fourvoyant ainsi le sens politique nouveau des Arméniens dans l'impasse de la traditionnelle rivalité arméno-azeri, qui ne demandait qu'à être excitée : exactement comme en 1905, lors des pogroms de Bakou. Mais le peuple arménien a su ne pas entrer dans l'engrenage de la violence.* » Pour lui, il importe avant tout de tenir l'Occident informé des événements, un travail dont il s'est chargé depuis février.

Ce sentiment de provocation est partagé à des degrés divers par la plupart des acteurs du mouvement de février. M. Vatché Saroukhanian, ancien directeur du théâtre de Stépanakert – la capitale du Haut-Karabakh, – limogé en 1972 pour nationalisme arménien, est plus prudent dans l'expression, bien que la légende le retienne déjà comme celui qui a conduit un million de personnes dans les rues d'Erevan, le 25 février. Dans un parc de la ville, loin des oreilles indiscrètes, il s'interroge : « *Soit. Les discriminations allaient en s'aggravant depuis trois ans dans la région autonome, tandis que la « glasnot » suscitait parallèlement des espoirs d'autodétermination. Pourquoi, dès le début, Moscou a-t-il fait mine de nous donner son aval ? Pourquoi M. Mikhaïlov, président de la commission chargée des relations entre nationalités, à qui j'ai remis à Moscou, à la tête d'une délégation d'Arméniens du Haut-Karabakh, notre triple référendum-pétition, voté dans les organisations du parti et dans le soviet, nous a-t-il fait croire que notre affaire était en voie de règlement ?* »



Un problème territorial, doublé d'une revendication d'autonomie plus large

Le 9 février, la délégation quittait le bureau de la rue Djerzinski avec les encouragements de M. Mikhaïlov, qui avait juste exigé qu'un Arménien influent dans le PCUS plaide le dossier. M. Karen Demirtchian, alors à Moscou, refuse de s'en faire l'avocat et la délégation ira de refus en refus. Quand elle rentre à Erevan, le 19 février, la population est déjà informée de ce communiqué émanant du PC d'Azerbaïdjan et lu à la télévision de Bakou : « *Les Arméniens n'obtiendront le Karabakh qu'au prix du sang.* » « *Ainsi*, nous dit M. Saroukhanian, *l'Azerbaïdjan prenait position alors que le gouvernement arménien restait silencieux. C'était donc au peuple qu'il revenait de soutenir, auprès de Moscou, la demande des Arméniens du Karabakh...* »

« *Le Politburo et le Soviet suprême ont fait feu sur nous, avec les mensonges publiés dans la presse et avec Soumgaït* », accuse aussi, dans une « *lettre ouverte à l'intelligentsia russe* » circulant sous le manteau depuis mai en Arménie, la poétesse nationale Sylva Kapoutikian, qui, propulsée à la tête du Comité officiel Karabakh pendant les manifestations, a rencontré M. Gorbatchev à Moscou le 26 mars dernier. La foi de cette gorbatchévienne convaincue a été ébranlée par ce curieux enchaînement de faits qui « *indique que tout était soigneusement préparé* ». La partialité de la presse, qui s'est rangée dès le début du côté des Azerbaïdjanais, la plonge dans un désarroi radical, qui n'épargne pas même la traditionnelle stratégie de fidélité sans faille des Arméniens à la Russie, puisque celle-ci ne la paie pas de retour. Selon Mme Kapoutikian, Moscou subordonne les principes d'équité au pragmatisme, souhaitant une répartition démographique favorable à l'élément turco-musulman au sein de l'URSS. « *Ferons-nous encore confiance à la « perestroïka » ?* », se demande la poétesse.

Le sentiment domine à Erevan, chez l'homme de la rue comme chez l'intellectuel, de s'être fait duper, d'avoir été une fois encore victime du précepte impérial et tsariste : « *Diviser pour régner.* » Loin de Moscou, pourtant, on veut bien continuer de jouer le jeu de cette « perestroïka » dont les incidences sur le niveau de vie ne sont pas encore probantes. On veut bien croire, aussi, à cet antagonisme manichéen entre M. Gorbatchev, « ami des Arméniens », et M. Ligatchev, « exécuteur des basses œuvres de Soumgaït », dont la mainmise sur la presse, du moins jusqu'à la parution de cet article hostile à la « perestroïka » paru en mars dans *Sovietskaïa Rossia*, aurait fait barrage à la « glasnost ». On veut bien, encore, mettre l'indifférence de M. Karen Demirtchian à la pollution et au problème du Karabakh sur le compte d'un brejnévisme qui le lie aux conservateurs.

Une journaliste d'Armén Press, l'agence Tass locale, nous confiait, peu de temps avant le limogeage de M. Karen Demirtchian, un projet de lettre ouverte « *pour un gouvernement digne et représentatif en Arménie* ». A cet égard, les nominations simultanées de MM. Aroutounian et Vezirov à la tête des PC d'Arménie et d'Azerbaïdjan peuvent produire, dans une certaine mesure, en Arménie du moins, leur effet prophylactique. Bien qu'annoncée en des termes brejnéviens – leurs prédécesseurs ont été démis de leurs fonctions « *pour raisons de santé* » – cette décision peut apparaître comme une concession aux Arméniens et comme une sanction à l'égard des Azerbaïdjanais.

Contre le clientélisme et la corruption

LA présence à Erevan du réformateur Yakovlev et, à Bakou, de M. Ligatchev, chef de file des conservateurs, envoyés par le Politburo pour assister aux passations de pouvoir, n'entérine-t-elle pas cette frontière idéologique entre les deux Républiques ? Encore faut-il rappeler que les limogeages du 21 mai résultaient également d'une volonté affichée depuis juin 1987, à Moscou, de liquider l'appareil politique arménien et, plus généralement, transcaucasien, tenu par un puissant réseau de clientélisme et dont la corruption avait été maintes fois dénoncée. Les événements survenus depuis lors et la proximité de la conférence générale du parti n'auront fait qu'accélérer le courant.

Moscou et les Arméniens sont sur la même longueur d'ondes sur ce point. Mais M. Aroutounian, ancien responsable de l'idéologie à l'Ecole militaire de Moscou et vice-premier ministre d'Arménie depuis trois ans, devra jouer de finesse ou d'autorité pour remplir efficacement le rôle de courroie de transmission que lui a confié le pouvoir central. Une tâche délicate l'attend, dans la gestion de relations tendues avec l'Azerbaïdjan, que ne parviendra sans doute pas à normaliser sa rencontre avec M. Vezirov, le 29 mai dernier, sur la frontière entre les deux Républiques.

Lui revient en héritage le lourd dossier du Karabakh, avec la détermination accrue des Arméniens de cette région, secouée par des grèves sporadiques depuis février et dont le Parti communiste boycotte celui de Bakou, tournant ses regards vers l'Arménie. Il lui reste peut-être, enfin, ce capital de ressentiment accumulé en Arménie, car le problème du Karabakh y cristallise, en le radicalisant, un mécontentement global né d'un climat de corruption généralisée, de l'incurie du pouvoir local, à l'origine d'une pollution reconnue comme alarmante par la presse soviétique, et de frustrations nationales, enfin, perceptibles dans la mobilisation contre la progression des écoles russes et dans le retour en force de la religion.

Les votes contradictoires des soviets suprêmes d'Arménie et d'Azerbaïdjan, les 15 et 17 juin dernier, engagent le dossier du Karabakh dans une procédure constitutionnelle qui exige l'arbitrage de Moscou, ainsi placé au pied du mur. Mais ce problème territorial n'est guère que l'un des dix-neuf contentieux frontaliers entre Républiques recensés par Moscou. Il se double d'une exigence d'autonomie plus large commune aux nationalités de l'URSS. Moscou pourra-t-il trouver un langage commun capable de gérer les diverses espérances nationales suscitées par la « perestroïka » et qui vont bien au-delà des compensations socio-économiques, d'ailleurs à un lointain horizon ? Le conflit arméno-azeri révèle les limites d'une « perestroïka » qui exigerait une plus grande cohésion des forces en présence pour assurer le succès des réformes économiques.

Persuadés d'être les pionniers de la « perestroïka », les Arméniens ont en tout cas le sentiment d'avoir accompli cette « révolution intérieure » qui les réconciliera avec eux-mêmes, quelle que soit la décision du fameux plénum sur les nationalités prévu pour l'automne prochain et qu'ils semblent attendre sans illusions.

GARO ULUBEYAN.

(1) Fondateur en 1965 du Parti de l'union nationale, devenu UNA, M. Paraouïr Aïrikian a été libéré à l'été 1987.

(2) Cet article, comme l'article 70, punit « *la propagande et l'agitation antisoviétiques* ».

Calendrier des fêtes nationales

1er-31 juillet

1	RWANDA	Fête de l'indépendance.
1	CANADA	Fête nationale.
4	ÉTATS-UNIS	Fête de l'indépendance.
5	ALGÉRIE	Fête de l'indépendance.
6	VENEZUELA	Fête nationale.
6	MALAWI	Fête nationale.
11	MONGOLIE	Fête nationale.
14	FRANCE	Fête nationale.
14	IRAK	Anniv. proclam. Rép.
19	NICARAGUA	Fête de la révolution.
20	COLOMBIE	Fête nationale.
21	BELGIQUE	Fête nationale.
22	POLOGNE	Fête nationale.
23	ÉGYPTE	Fête nationale.
26	LIBERIA	Fête nationale.
26	MALDIVES	Fête nationale.
28	PÉROU	Fête de l'indépendance.
30	VANUATU	Fête de l'indépendance.

Palestine-Israël : Pour le partage

(Suite de la première page.)

La déclaration de M. Shamir à Washington suivant laquelle le problème démographique pouvait être résolu en se référant au « règne de Josué » (1) n'aurait pas été concevable en un temps où prévalaient la lucidité et la raison – même pas dans une clinique psychiatrique.

Les décisions internationales de 1947-1949 représentent l'un des rares tournants de l'histoire juive. Les années qui ont suivi, et même la guerre de six jours, en 1967, n'ont pas sapé la logique du partage. Tout au plus certains détails territoriaux se sont-ils modifiés. Le principe du partage est si profondément inscrit dans la texture territoriale israélo-palestinienne qu'il a survécu à vingt années d'occupation israélienne.

Passer d'une région où s'applique la loi israélienne à une zone sous administration militaire, c'est changer de monde. Pas une seule minute, sur les vingt-quatre heures que dure une journée, le million et demi de Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza ne partagent la même expérience émotionnelle, le même rêve, la même prière que les juifs vivant dans la zone de souveraineté israélienne. Nulle part ailleurs dans le monde, il n'existe une entité politique marquée par une discontinuité si totale que celle qui sépare les deux zones et leurs populations. Aucun de ces deux mondes humains ne cherche l'harmonie avec l'autre en essayant de composer avec ses caractères particuliers.

Le mouvement de colonisation qui visait à changer l'équilibre démographique en Cisjordanie et à Gaza a connu un échec irréversible. Si l'on accepte la douteuse affirmation que soixante mille juifs vivent dans ces régions, cela signifie que la population juive des territoires a augmenté de trois mille personnes par an en moyenne, alors que la population arabe s'est accrue d'un quart de million de personnes. Il n'y a pas le moindre signe de coexistence pacifique dans les relations entre les soixante mille juifs et le million et demi d'Arabes. L'idéologie de la plupart des colons ne leur permet pas même d'aspirer à cette harmonie. Le rabbin Levinger et ses associés cherchent délibérément à susciter des tensions, dans le vain espoir que des centaines de milliers d'Arabes laisseront une poignée d'Israéliens empoisonner leur existence au point de provoquer leur exode.

Bien que les territoires occupés soient théoriquement ouverts aux Israéliens, plus de 95% de l'activité économique, de la créativité culturelle et des relations humaines israéliennes sont mises en œuvre dans la zone d'application de la loi israélienne, sans échange d'influence avec la Cisjordanie et Gaza.



D.R.

LIESSE POPULAIRE A TEL-AVIV A L'ANNONCE DU VOTE DU 29 NOVEMBRE 1947
Une terre, deux peuples...

La paix renforce la sécurité

L'IDÉE que la sécurité d'Israël dépend du pouvoir direct qu'il exerce sur la Cisjordanie et Gaza n'est pas prise au sérieux dans les forums où l'on discute de ces problèmes avec une compétence professionnelle. Comme exemple, je voudrais citer un entretien du journal *Maariv* (13 février 1987) avec le général Aharon Yariv, ancien chef des renseignements militaires, actuellement directeur du Centre des études stratégiques de l'université de Tel-Aviv :

« Israël peut-il être défendu dans ses frontières d'avant 1967 ?

– Oui, à certaines conditions. Bien sûr, il faut qu'il y ait démilitarisation et d'autres mesures similaires, qui doivent être négociées.

– Est-ce que vous pensez que l'opinion israélienne est prête à s'engager dans un règlement politique avec les Arabes concernant les territoires ?

– Suivant diverses études, au moins la moitié du public est prête à s'engager dans la recherche d'une forme de règlement. Si les choses bougent sur le front politique, alors peut-être plus de gens seront ouverts à cette idée. Le point le plus important est d'expliquer la situation à l'opinion, de lui présenter tous les faits et d'arrêter de se barder de toutes sortes de tabous, tel le refus de parler avec l'OLP. Finalement, beaucoup de gens vont parler avec l'OLP ».

Ces idées sont plus répandues qu'on ne le pense généralement dans l'establishment militaire. Dans la plateforme du Parti travailliste, la déclaration décrivant *« la fin de l'autorité israélienne en Judée, en Samarie et à Gaza »* comme *« l'objectif de toute négociation »* a été proposée par des hommes ayant une grande expérience professionnelle des problèmes de sécurité, comme le général Itshak Rabin, le général Haïm Barlev, le général Mordecaï Gur, tous anciens commandants en chef de l'armée israélienne.

La négociation du traité avec l'Egypte a prouvé que la sécurité d'Israël s'est accrue d'un strict point de vue logistique grâce à l'échange du Sinaï contre la paix et la démilitarisation. Aucune personne soucieuse de la sécurité d'Israël ne reprendrait le Sinaï, même si nous y étions chaudement invités.

La doctrine suivant laquelle la sécurité est renforcée par la recherche du contact le plus rapproché avec l'adversaire s'est effondrée après que des milliers d'Israéliens eurent payé de leur vie notre présence dans le Sinaï ; alors que, depuis la signature du traité de Camp David en 1978 nos pertes ont été nulles. La doctrine de Sharon, selon laquelle, si vous mettez votre tête dans la gueule du crocodile, vous lui donnez des inquiétudes, a été discréditée. L'histoire a prouvé que notre présence militaire, conçue comme dissuasion, s'est transformée en une incitation des Egyptiens à l'attaque, et celle-ci fut couronnée de succès.

Mais le plus grand tort causé à l'image et aux intérêts d'Israël par l'abandon du partage réside dans le domaine des valeurs et des idées. Croyant faussement que la victoire militaire de 1967 donnait à Israël le pouvoir de dicter l'avenir de la région, beaucoup d'Israéliens ont été intoxiqués par les vins capiteux du succès. Certains n'ont pas vu que la victoire militaire ne changeait pas de manière déterminante le rapport des forces régional. Les Arabes conservèrent leur supériorité démographique, territoriale, leur prééminence en matières premières et en argent, la prépondérance que leur assuraient leurs souverainetés multiples et leur pouvoir de refus. Depuis 1967, rien ne les a obligés à se soumettre, dans leurs esprits ou leurs actions, aux demandes et aux intérêts unilatéraux d'Israël. Alors que nous entrons dans notre cinquième décennie d'existence, nous restons confrontés au fait que nos propres problèmes ne peuvent être résolus sans la coopération et l'accord des Arabes.

Victorieux, Israël reste un Etat dont l'avenir est bien plus incertain que celui de n'importe quelle autre entité politique dans le monde moderne. Si les principes de la victoire politique de 1947-1949 sont abandonnés, la structure d'Israël, ses dimensions, ses frontières, sa composition humaine, son régime politique, sa vocation juive et ses qualités morales seront soumis au doute et à l'incertitude. Une nation ne peut tourner le dos à son propre certificat de naissance sans qu'il en résulte de graves perturbations dans son sentiment d'identité et son destin. Si nous insistons pour garder tous les territoires et les populations qui sont tombés sous notre contrôle en 1967, nous perdrons notre majorité juive, nos principes démocratiques, nos chances de paix éventuelle, notre traité avec l'Egypte et la possibilité d'éviter une autre guerre.

Nous étions jeunes, peu nombreux et fragiles, et notre propre survie était dans la balance. Mais nous étions portés par une vision claire et lucide des réalités. Nous savions faire la différence entre ce qui était possible et ce qui ne l'était pas. Nous comprenions que notre tâche n'était pas seulement d'affirmer et de proclamer nos propres droits, mais aussi de les mettre en harmonie et en balance avec les droits et les intérêts des autres. Nous n'avions pas l'illusion de pouvoir vivre hors du domaine humain universel qui rend dérisoires toutes les prétentions à la puissance unilatérale. Nous nous inspirions de notre histoire sans en être les esclaves. Nous comprenions que dans la diplomatie et l'art de l'Etat, comme dans toute quête marquée par une certaine noblesse, la clef du succès et de la survie résidait dans l'usage de la raison, un usage discipliné, et au besoin passionné, pour arriver à des compromis. Nous nous souvenions que, dans le passé, notre terre avait été ravagée et notre liberté détruite à cause des tendances suicidaires des zélotes, qui préféraient une mort héroïque à une vie raisonnable.

Ainsi, durant deux années inoubliables, nous avons donné une nouvelle impulsion et une nouvelle direction à l'histoire juive, et nous avons mis Israël sur un chemin plein de dangers mais aussi de promesses. Comme dernier témoin de ce drame, je peux seulement léguer mes souvenirs et mes impressions dans l'espoir que la faible lumière du passé éclairera le chemin escarpé d'Israël dans le futur.

ABBA EBAN.

(1) NDLR : Personnage biblique, Josué, successeur de Moïse à la tête des Hébreux, conduisit son peuple en Terre sainte, qu'il conquit à la pointe de l'épée.

AU SOMMET D'ALGER

Modération constructive autour de l'OLP

Par AMNON KAPELIOUK

DÈS le 10 avril 1988, le premier ministre jordanien, M. Zaïd Al Rifaï, l'avait fait savoir publiquement : dans le cadre d'une conférence internationale pour la paix au Proche-Orient, son pays négocierait uniquement la restitution des 5 kilomètres carrés au nord de la vallée du Jourdain et des 20 kilomètres carrés au sud de la mer Morte, qu'Israël occupe illégalement, selon lui, depuis 1967. Quelques jours avant l'ouverture, le 7 juin, du sommet des chefs d'Etat arabes à Alger, la Jordanie confirmait qu'elle n'aspirait pas à mener des pourparlers au nom des Palestiniens – seule l'OLP, leur représentant, était habilitée à le faire, – ni à récupérer une seule parcelle de la Cisjordanie, qui avait pourtant appartenu au royaume hachémite avant 1967. Enfin, durant le sommet même, le roi Hussein a cédé à toutes les demandes de l'OLP.

Il s'est engagé à respecter la décision palestinienne de créer un Etat indépendant et de participer de manière autonome à la conférence internationale. Qualifié d'historique, le discours du souverain entérinait le repli de la monarchie sur la Transjordanie. Certes, dans le passé, le roi avait déjà lancé à plusieurs reprises aux Palestiniens : *« Arrangez-vous sans moi ! »* ; mais, cette fois, il s'engageait à se plier à leurs décisions.

Il y a seulement huit mois, au sommet arabe d'Amman en novembre 1987, seule la guerre du Golfe était à l'ordre du jour. Le roi Hussein en était la vedette et M. Yasser Arafat fut traité sans égards. L'*intifada*, qui éclata un mois plus tard – en partie comme réponse à l'« oubli » arabe de la question palestinienne, – a réussi à renverser la situation : la réunion d'Alger, exclusivement consacrée au soulèvement palestinien, a rendu à M. Arafat et à l'OLP leur honneur bafoué.

L'option jordanienne, chère à Washington et aux travaillistes israéliens, a ainsi été enterrée solennellement. Le roi Hussein n'a d'ailleurs pas ménagé ses appréciations à l'égard d'Israël, qui a *« montré son véritable visage terroriste »*.

Le royaume hachémite est aujourd'hui sur la défensive. Si l'OLP représente les Palestiniens, quelles sont ses attaches avec ceux qui habitent à l'est du Jourdain et qui représentent environ la moitié de la population de la Jordanie ? Lors d'une rencontre jordano-palestinienne à haut niveau, en marge des travaux de la conférence, les représentants hachémites ont fait connaître qu'ils s'opposent à toute qualification de l'OLP comme *« représentant des Palestiniens de l'intérieur et de l'extérieur »* ; ils préféraient s'en tenir à la formule traditionnelle de *« représentant unique et légitime du peuple palestinien »*.

Ce point de vue a été accepté par l'OLP, qui ne revendique pas la représentation des Palestiniens de Jordanie. *« C'est un problème particulier que nous ne voulons pas aborder maintenant »*, nous a déclaré M. Bassam Abou Sharif, l'un des conseillers de M. Arafat. Mais, tôt ou tard, la question risque de resurgir... En attendant, la famille royale a renoncé à ses rêves sur la Cisjordanie et a décidé d'œuvrer à consolider son pouvoir en Transjordanie.

Initiative Shultz et dialogue avec l'URSS

EN lançant son initiative de paix au lendemain de l'éclatement de l'*intifada*, le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, visait, entre autres, à aider les alliés arabes des Etats-Unis : il fallait leur donner des preuves que Washington recherchait une solution à la crise du Proche-Orient. L'échec de M. Shultz, après quatre tournées dans la région, a finalement abouti à un résultat contraire : l'affaiblissement de la position des régimes modérés.

Si le roi Hussein a appelé, durant le sommet, à poursuivre le dialogue avec Washington pour rendre le plan Shultz acceptable, le communiqué final de la réunion ne mentionne pas ce plan et attaque même en termes sévères l'administration de M. Reagan. *« Le sommet a souligné l'alignement permanent des Etats-Unis sur les positions israéliennes et leur hostilité aux droits nationaux inaliénables du peuple palestinien. Il a condamné cette politique qui encourage Israël dans ses agressions et dans sa violation des droits de l'homme et entrave ainsi les efforts déployés pour la recherche de la paix. »*

Dans ce contexte, le dialogue soviéto-américain représente un élément nouveau. Moscou cherche aujourd'hui à dégager des convergences avec Washington sur différents dossiers, y compris celui du Proche-Orient. Les porte-parole soviétiques n'ont pas rejeté le plan Shultz – comme ils le faisaient auparavant pour toute initiative américaine, – mais ils ont souligné à la fois ses aspects positifs et négatifs et invité les Américains à *« améliorer »* leurs positions. Les deux capitales sont convaincues que le *statu quo* ne peut pas durer et qu'elles doivent se concerter pour amener leurs alliés à la table des négociations et éviter une guerre aux conséquences imprévisibles.

Les Soviétiques, qui depuis plusieurs années prêchent la modération à leurs alliés arabes, ont salué les résolutions du sommet d'Alger, qui confirment les décisions de celui de Fès en septembre 1982, et appellent à une conférence internationale pour la paix au Proche-Orient dotée de larges pouvoirs.

Pour faciliter le dialogue, l'URSS a fait quelques timides démarches auprès d'Israël : déclaration sur la nécessité de respecter les besoins de sécurité de l'Etat juif, autorisation du séjour à Moscou d'une équipe consulaire israélienne qui siégera à l'ambassade des Pays-Bas, etc. Lors de la visite de M. Arafat à Moscou en avril 1988, M. Gorbatchev a fait remarquer que la paix au Proche-Orient passe par le respect des droits nationaux des Palestiniens (retrait israélien des territoires occupés, autodétermination, création d'un Etat indépendant...) ainsi que par la reconnaissance d'Israël. Cette déclaration a été favorablement accueillie à Jérusalem.

Depuis longtemps les Palestiniens ont fait savoir qu'ils étaient prêts à une reconnaissance mutuelle et simultanée avec l'Etat hébreu. A l'occasion du sommet d'Alger, l'OLP a publié une brochure de vingt pages intitulée : *Dossier palestinien – Sommet arabe d'Alger*. Elle contient diverses résolutions des Nations unies mais, surtout, un article non signé : « Le point de vue de l'OLP - Perspectives d'un règlement israélo-palestinien ».

« Personne mieux que les Palestiniens ne peut comprendre la souffrance des juifs au cours des siècles. Nous, les Palestiniens, savons ce que signifie vivre sans Etat et servir de bouc émissaire aux préjugés des autres », dit l'article, qui parle de la volonté de l'OLP d'aboutir à une paix juste et durable avec Israël. L'auteur – on sait maintenant qu'il s'agit de M. Bassam Abou Charif, – poursuit en affirmant que le conflit ne peut trouver de solution en dehors de pourparlers israélo-palestiniens : ceux-ci doivent être menés non avec le mouvement pacifiste La Paix maintenant, mais avec le premier ministre, Itzhak Shamir et son adjoint, M. Shimon Pérès, ou toute autre personne choisie par les Israéliens. Mais, ajoute-t-il, il est surprenant que les Israéliens et les Américains veuillent désigner pour de futures négociations non seulement leurs délégués mais aussi ceux des Palestiniens.

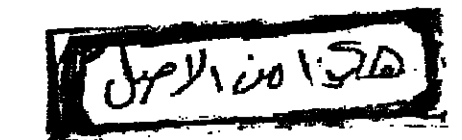
Face à l'OLP, l'immobilisme israélien est total, et les Etats-Unis ne font aucune pression pour en venir à bout. Attendent-ils les élections qui auront lieu en novembre prochain à Washington comme à Jérusalem ? Malgré l'effondrement de l'option jordanienne, les travaillistes restent fermes dans leur refus de négocier avec l'OLP. Pourtant, au centre et même au sein de la droite, on entend de nouveaux sons de cloche, des voix dissonantes : le général Aharon Yariv, qui fut ministre et chef des renseignements militaires au sein de l'état-major, et M. Moshe Amirav, l'ancien dirigeant du Herout (droite nationaliste), animateurs du Mouvement pour la paix et la sécurité – qui regroupe cent cinquante généraux, colonels et présidents-directeurs généraux de sociétés – se sont prononcés en faveur de l'option palestinienne. Ils réclament des négociations avec l'OLP sur la base d'une reconnaissance mutuelle et acceptent de rendre la Cisjordanie et Gaza à condition que ces territoires soient démilitarisés.

Cette évolution au sein de l'establishment a été accélérée par l'*intifada*, mais n'a pas encore touché la masse de l'opinion, qui pourrait donner une victoire à la droite aux prochaines élections.

D'autre part, l'*intifada* a radicalisé l'opinion arabe et menace de déstabiliser certains régimes accusés de passivité face au soulèvement. Le sommet arabe d'Alger a constitué une manière de se dédouaner, même si les demandes financières de l'OLP n'ont pas reçu la réponse attendue. La centrale palestinienne a toutefois obtenu un don de 128 millions de dollars, accompagné d'une allocation mensuelle de 43 millions de dollars durant six mois. Mais beaucoup de dirigeants arabes restent méfiants à l'égard d'un futur Etat palestinien dont l'exemple démocratique pourrait menacer leur pouvoir.

La répression israélienne se fait de plus en plus draconienne, alors que seule la poursuite de l'*intifada* peut assurer des succès politiques au peuple palestinien ; quant à la solidarité arabe, elle aussi nécessaire, elle n'est pas garantie pour l'avenir.





« LE CHOIX DES JUIFS », de Jean-Jacques Servan-Schreiber

Israël devant l'épreuve

IL y a quarante ans, Jean-Jacques Servan-Schreiber, tout jeune polytechnicien, mais aussi ancien pilote de chasse, faisait des débuts fracassants en parcourant, pour *le Monde*, l'univers de la guerre froide. Rencontrant Maurice Thorez, il s'entendait suggérer de se rendre aussi à Moscou, mais il n'acceptait de le faire, éventuellement, que s'il était assuré de rencontrer Staline et Molotov. Je ne me souviens plus de la fin de l'histoire, mais le culot et aussi le courage ont toujours été un trait fondamental de la personnalité de Jean-Jacques Servan-Schreiber. On le vit bien pendant la guerre d'Algérie, où il fit de son rappel en service l'objet d'une tentative pour une autre forme de guerre, et un reportage qui fit scandale. S'en souvient-on encore ? C'est à cette occasion que le général de Bollardière fit un éclat qui le mit hors de l'armée.

Le jeune homme audacieux, le journaliste fracassant survivent dans son nouveau livre (1). Chargé par l'université de Carnegie-Mellon d'une mission en Israël sur le thème qui lui est devenu favori, celui des sciences informatiques appliquées, Jean-Jacques Servan-Schreiber en a profité pour réfléchir sur le conflit israélo-palestinien, en pleine révolution des pierres, pour rencontrer, à maintes reprises, M. Shimon Pérès, et voir aussi certains interlocuteurs arabes, notamment le vice-président de l'université de Bir-Zeit. Il en résulte un livre bien enlevé, un peu agaçant parfois, par son ton : *« Kennedy et moi »*, qui se superpose à *« Shimon Pérès et moi »*, mais abordant quelques vraies questions. L'idée dominante est que le choix pour les juifs, ceux de là-bas, mais aussi ceux d'ici, doit être entre la terre et le développement économique, social et scientifique. Faute de choisir ce chemin, ils s'enliseront dans une insoluble guerre du Vietnam.

Par PIERRE VIDAL-NAQUET *

Je crois que le problème est bien posé, mais qu'il faut aller encore au-delà. A l'occasion de l'anniversaire de la Nuit de cristal, en 1938, M. Shimon Pérès a écrit qu'il a, personnellement, tiré deux leçons de cet épisode tragique : *« Il écrit que le premier enseignement pour le peuple juif de cette nuit-là fut la nécessité d'un Etat indépendant et fort. Il ajoute : L'autre grande leçon fut de décider, en âme et conscience, que nous n'admettrions jamais, nous, la moindre forme d'intolérance, de persécution, de discrimination raciale. »* Cette lettre date de décembre 1987. Toute la question est de savoir si ces deux programmes, celui de l'Etat juif et celui du refus de l'intolérance et du racisme, sont compatibles entre eux. Il faut le dire honnêtement, dans l'idée même d'un Etat juif, il y a l'idée que des non-juifs n'y ont pas leur place, et, qui pis est, ne peuvent s'y assimiler comme un Espagnol ou même un Arabe peuvent tout de même s'assimiler à la France. C'est là déjà une grande question.

Il en est une autre que Jean-Jacques Servan-Schreiber fait bien sentir à sa façon, et qui est celle des frontières. Il n'y aura de frontières *« sûres et reconnues »* pour Israël que lorsqu'il y aura des frontières *« sûres et reconnues »* pour l'Etat palestinien. Or Israël a été créé, selon les principes que rappelle la Déclaration d'indépendance, reproduite, ainsi que la charte des Palestiniens, à la fin du livre, hors de toute définition de frontière. Il ne s'agit pas d'un hasard, mais de la volonté de Ben Gourion, qui rappela l'exemple des Etats-Unis : eux non plus n'ont pas inclus de frontière dans leur Déclaration d'indépendance, et ils se sont étendus jusqu'au Pacifique.

Pour qu'un compromis soit possible – et chaque jour qui passe le rend de plus en plus difficile, – il faut, en effet, que les deux parties abandonnent l'idée de la terre pour celle des hommes. *« Ici, en somme, comme partout et comme toujours, deux patriotismes se disputent l'âme des hommes, le patriotisme de la terre et le patriotisme de l'esprit. Il faut choisir. »* En effet, mais ce choix pour Israël se situe aux antipodes de ceux qui ont fondé le pays. Rude épreuve.

* Historien, auteur des *Assassins de la mémoire*, La Découverte, Paris, 1987.

(1) Jean-Jacques Servan-Schreiber, *le Choix des juifs*, Grasset, Paris, 1988, 264 pages, 96 F.

Dans son nouveau livre, le Choix des juifs, Jean-Jacques Servan-Schreiber oppose le « patriotisme de l'esprit » au « patriotisme de la terre ». Deux intellectuels, l'un israélien, l'autre palestinien, réagissent.

L'obstination des travaillistes

Par AFIF SAFIEH *

OBSÉDÉ par le « mal colonialiste » et les précédents français et américain au Vietnam, en Algérie et, de nouveau, au Vietnam, et ayant observé de près, lors de fréquents séjours en Israël, les *« poisons de l'occupation »*, la dérive idéologique, le gaspillage des énergies et le détournement des ressources, M. Jean-Jacques Servan-Schreiber a choisi de prendre part, à sa façon, au débat entre Israéliens. Récalcitrant face au « patriotisme du territoire » et lui préférant un « patriotisme de l'esprit », il offre à l'ardeur pionnière et conquérante des Israéliens d'autres horizons, d'autres ambitions, bref un « défi historique » d'une tout autre nature : la course à l'excellence, le renouveau par l'intelligence et la révolution informatique, une croisade du savoir et la maîtrise des ressorts de l'ère post-industrielle. Nostalgique du discours mobilisateur de Kennedy, J.-J. S.-S. propose une ruée vers le Neguev, cette *« Frontière nouvelle »* qu'Israël a négligée en dépit du *« testament »* de Ben Gourion.

Ayant décrit les attraits multiples de la paix, M. Jean-Jacques Servan-Schreiber nous présente l'homme politique qui peut aider et guider les Israéliens à faire le « bon choix » pour les juifs : M. Shimon Pérès, ce *« leader moral »* qui a accumulé une *« expérience irremplaçable »*. D'une manière fort méritoire, il souhaite utiliser leur *« intimité intellectuelle »* pour l'aider à voir *« le fait palestinien dans sa vérité mondiale »*. L'auteur semble croire fermement que M. Pérès est capable de commettre *« l'acte intelligent au moment propice »*. Réussit-il à nous en convaincre ? J'en doute. Il le trouve *« en paix avec lui-même. C'est beaucoup »*. D'accord, mais est-ce assez ?

L'ambiguïté politique de M. Shimon Pérès

CE livre a le mérite de mieux nous faire connaître M. Shimon Pérès. J.-J. S.-S. le fait parler à longueur de page et il ne faut pas être Palestinien pour le trouver un peu... bavard. A l'aise et intarissable lorsqu'il aborde les problèmes de technologies nouvelles, M. Pérès ne peut s'empêcher, chaque fois que J.-J. S.-S. prononce le mot « Palestiniens » d'avoir *« un réflexe, un raidissement intérieur, une hésitation, un silence, une gêne »*. Pas prometteur. S'il sait que son pays est acculé *« à des décisions héroïques »*, c'est avec la Jordanie qu'il pense les prendre. Admettons-le, c'est là une bien modeste version de ce qu'est l'héroïsme. Péniblement, l'ancien directeur de *l'Express* parvient à lui extraire un *« peut-être est-ce aussi notre faute si nous sommes hésitants ou craintifs sur le choix des interlocuteurs »* ; mais lorsqu'il se déclare prêt à rencontrer les Palestiniens, *« il le dit à mi-voix, en faisant effort »*.

Malgré l'attachement quotidiennement reconfirmé, et à quel prix, du peuple palestinien au représentant qu'il s'est donné : l'OLP, M. Shimon Pérès nous dit regretter *« l'absence de représentation authentique pour les Palestiniens. Leurs responsables politiques sont des émigrés »*. Le regret réel, c'est que M. Servan-Schreiber se soit abstenu de saisir cette occasion pour questionner son interlocuteur : la faute à qui ?

En 225 pages, une seule phrase pourtant, et c'est bien mince, porteuse d'espérance : *« Nous devrons inclure les Palestiniens. Mais n'oublions pas d'être très prudents dans toute forme d'annonce. Dans les faits nous pouvons être audacieux, dans les déclarations il faut rester très sobres. »*

De toute évidence – et malgré tout ce qui a été dit et écrit – M. Yasser Arafat, comparé à M. Shimon Pérès, est un amateur en ambiguïté politique. Si la foi démocratique de M. Pérès est telle qu'il souhaiterait qu'on le croie *(« la démocratie n'est pas seulement un corps, mais une âme »)*, peut-être les électeurs israéliens ont-ils droit à plus de clarté de sa part sur ses intentions futures. Décidément n'est pas Jean Monnet, Pierre Mendès France ou Charles de Gaulle qui veut.

L'utopie futuriste mise à part, la pénible réalité quotidienne en Palestine/Israël interpelle et bouleverse. Le parti de M. Shimon Pérès s'obstine à ne pas vouloir se rendre compte que sa proposition de « compromis territorial » n'est pas une base sérieuse pour le « compromis historique » souhaité. Les « offres de paix » des travaillistes étant bien en deçà du niveau d'acceptabilité arabe (pas seulement de M. Arafat mais du roi Hussein aussi), le retour de M. Pérès au pouvoir ne nous débarrassera pas du cercle vicieux interminable. Une sorte d'alternance mais pas une réelle alternative.

D'aucuns, d'ailleurs de plus en plus nombreux, pensent qu'une paix élégamment imposée par les Grands reste la seule voie possible pour mettre fin aux turbulences récurrentes de ce Moyen-Orient exaspérant. Dans le passé, la solution des deux Etats fut qualifiée de « paix juste » au lieu de « juste acceptable ». Peut-être faut-il dorénavant la qualifier de « paix mutuellement inacceptable ». Ayant à l'esprit la psychologie du conflit et la pathologie des protagonistes, savoir que « l'autre » non plus n'est pas enthousiaste peut rendre une solution moins... inattrayante.

* Représentant de l'OLP aux Pays-Bas.

Une terre de passions

Par ELIE BARNAVI *

« DONNEZ-MOI un ordinateur et je change le monde » : telle pourrait être la devise de Jean-Jacques Servan-Schreiber. Du *Défi américain* à la *Knowledge Revolution* en passant par *le Défi mondial*, ce citoyen du monde, visiblement à l'étroit dans le carcan mesquin et archaïque de l'Etat-nation, ce poète de la technologie doublé d'un homme d'action, refait inlassablement le même pari : il mise sur l'intelligence.

Avec son *Choix des juifs* il semble avoir fortement réduit son champ d'observation. Mais ce n'est qu'apparence, car il fait sien le mot d'Elie Wiesel – *« (...) le monde entier est devenu juif »* – et il se sert du peuple témoin comme d'une loupe grossissante pour mieux scruter, à son habitude, le devenir de la planète.

Autant le dire tout de suite : j'ai bien aimé ce livre. Pas une idée, pas un jugement, pas une intuition politique – je dis bien politique – qui ne sonne juste, même si, pour cet aspect-là de l'ouvrage, l'intelligence et la générosité l'emportent sur l'originalité. Mais comment lui en vouloir ? Depuis vingt ans que dure l'occupation des territoires, tout a été dit et redit, *ad nauseam* – quelle pièce verser encore à ce dossier archi-connu ? Il reste ces longues conversations avec M. Shimon Pérès – un leader souvent « méconnu », en effet, – les rencontres et le témoignage personnel, le dialogue avec l'Histoire et avec les grands de ce monde, les enseignements qu'il nous invite à en tirer... Le tout dans un style vif, rapide, précis et élégant – *l'Express* de la grande époque, pour faire court. Oui, un beau livre, du meilleur J.-J. S.-S.

Alors, à quoi tient ce malaise que, malgré tout, m'a laissé la lecture ? Sans doute à l'aspect le plus novateur de l'ouvrage, celui où l'auteur s'attache à montrer comment l'on pourrait drainer les énergies des peuples de cette région, depuis toujours investies dans la guerre, vers les véritables défis de cette fin de millénaire : le bien-être pour tous par le développement, le développement par la révolution scientifique, la révolution scientifique par la maîtrise des technologies nouvelles, bref, le bonheur de l'humanité par la formation des hommes. Or Israël, pays déjà doté d'une bonne infrastructure scientifique mais qui s'entête à gaspiller ses forces dans un combat d'arrière-garde de type colonial, est appelé dans son esprit à devenir l'une des plaques tournantes de cette révolution, *« une fabrique d'intelligences, une turbine de créations »*, une sorte de Japon proche-oriental. Les nouvelles frontières de l'Etat juif seraient, en bonne logique, non point le Jourdain mais le Néguev, désert aujourd'hui, une autre Californie demain. Il suffirait pour cela d'opérer le bon choix stratégique : le « patriotisme de la terre » ou le « patriotisme de l'esprit », tel serait aujourd'hui, à la veille d'élections décisives pour leur avenir, le « choix des juifs ».

Cependant, si l'alternative est, en effet, inévitable – elle est d'ailleurs aussi vieille que le sionisme lui-même, – l'approche est contestable. Pour jouer aux échecs (jeu de l'intelligence, s'il en est), il faut que les adversaires en respectent les règles. Or, au Proche-Orient, nombreux sont ceux qui ne les respectent pas, soit parce qu'ils n'en ont pas envie, soit parce qu'ils les ignorent tout simplement. Jean-Jacques Servan-Schreiber raisonne avec sa tête, alors que dans nos contrées l'on a une fâcheuse propension à raisonner avec ses tripes. Il n'a d'ailleurs fréquenté que des gens qui pensent et sentent comme lui, des Occidentaux raisonneurs comme lui, des intellectuels comme lui. Il n'a pas senti, semble-t-il, sourdre la haine de chacune de ces belles pierres qu'il a tant aimées à Jérusalem. Dans cette région travaillée au corps par l'intégrisme religieux et la passion nationaliste, croit-on pouvoir faire rêver des peuples à la tête farcie de mythes avec Silicon Valley ?

Ainsi, autant l'analyse historique, démographique, politique, est lucide et pertinente, autant le projet censé nous sauver me semble utopique. Non que je tienne pour négligeable le volontarisme politique, ou mal venu le pari sur l'intelligence créatrice plutôt que sur la folie de mort. Mais, au Proche-Orient, les conditions physiques et morales ne sont, hélas ! guère propices à une aussi heureuse évolution. Et les précédents historiques invoqués – le rapprochement franco-allemand, l'Indochine, l'Algérie, le Vietnam – n'ont valeur d'exemple que pour le pire (le fait colonial), la cécité des masses et l'irresponsabilité des chefs, le cycle sanglant, inutile, *évitable*, de la violence et de la répression), jamais pour le mieux. Partout la sagesse n'est venue qu'après la défaite, jamais en situation d'équilibre. Or c'est bien une situation de précaire équilibre stratégique que nous connaissons ici, et qui ne fait qu'exacerber encore des passions qui n'ont rien à voir avec le goût de l'informatique au service de la paix.

Le choix des juifs me semble, en effet, capital ; le visage de cette société en dépend, et sa place parmi les nations, et sa sécurité. Mais ce choix, essentiellement politique, passe plus sûrement par Washington et Moscou que par les laboratoires des universités. Appelons un chat un chat : par la pression conjuguée des deux super-puissances à nouveau réunies. Comme en 1947. Comme en 1957. Comme demain, peut-être.

Il sera toujours temps de songer au Néguev après. Après la guerre civile, s'entend.

* Historien israélien, auteur d'*Une histoire moderne d'Israël*, Flammarion, Paris, 1988.



Keler/Sygma

DESTRUCTION DE MAISON EN CISJORDANIE
De grandes tâches pourraient pourtant réunir les hommes

LA FRANCE AU CARREFOUR DE TROIS COMPLÉMENTARITÉS

Europe, Méditerranée, monde arabe

SURARMÉ, gaspillant ses ressources, déchiré par les passions qu'engendre la violence, le Proche-Orient est atteint d'une gangrène qui menace directement l'Europe. Washington et Moscou se révèlent incapables de résoudre, voire d'apaiser, les tensions. La France et ses partenaires de la CEE peuvent-ils, en associant leurs efforts à ceux des pays arabes, organiser les changements dont les peuples de la Méditerranée ont besoin pour vivre libres et s'épanouir dans le respect réciproque de leurs cultures ?

Par DOMINIQUE CHEVALLIER

L'Europe de 1992 ne constituera pas un univers clos. Elle sera soumise aux pressions provoquées à l'échelle internationale par de vastes mouvements humains au sud et à l'est de la Méditerranée, par d'innombrables marginalisations sociales chez elle et à côté d'elle, par des stratégies de plus en plus complexes et coûteuses, malgré les promesses de désarmement partiel.

Les pouvoirs de décision de l'Etat, qui assure la sécurité des citoyens et leur égalité devant la loi, seront encore mieux contrebalancés par les initiatives des technologues de l'invention et des financiers de la communication. La puissance de ces nouveaux décideurs échappe au contrôle des organismes issus du suffrage universel et de la cooptation des grands corps sociaux, parce que le champ de leurs responsabilités reste mal connu ou mal défini, et parce que leur action devance celle des services publics.

Dans ces conditions, tout se joue actuellement sur la paix, sur le temps et la réflexion qu'elle offre pour élaborer une maîtrise collective des changements, donc pour assurer aux peuples la justice sociale par une stabilité évolutive. La campagne pour les élections législatives l'a insidieusement rappelé. A travers, notamment, la question des immigrés et des citoyens français de confession musulmane, le débat économique, scolaire et culturel intérieur révèle ses rapports avec de graves déséquilibres internationaux.

Depuis plus de trente ans, les crises qui se sont déroulées au Proche-Orient ont contribué à accélérer la construction de la Communauté européenne, parce que chacune d'elles a contraint les Etats de l'Europe occidentale à mieux prendre conscience de leurs solidarités pour faire face aux turbulences et aux hégémonies extérieures (1). Mais, en même temps, jamais ne s'est effacée l'idée que la Méditerranée rassemble, facilite les échanges de toutes sortes de part et d'autre de son littoral. De Gaulle la tenait en héritage de l'Histoire, et Pompidou en avait nourri ses premiers projets politiques (2). M. Mitterrand l'a un moment relancée pour proposer l'élaboration d'une entente entre les Etats riverains de la Méditerranée occidentale (3). Du côté arabe, M. Bourguiba puis Hassan II y ont souvent pensé ; les chrétiens du Levant s'en sont servis pour éviter l'isolement.

Cette idée méditerranéenne reprend corps actuellement avec la présence en France de musulmans d'origine nord-africaine, algérienne notamment, qui ont acquis la nationalité française. Pour eux, le trait d'union reste la Méditerranée. Ils cartographient même leur rêve, peut-être leur ambition : de la mer intérieure rayonne une lumière vert pâle qui éclaire l'Orient arabe (le Machrek), l'Occident musulman (le Maghreb), puis la péninsule Ibérique, la France, l'Italie, la Yougoslavie, l'Albanie, la Grèce, et qui atteint plus ou moins profondément la Turquie – attente ou espoir ?

Ce renouveau de l'appel méditerranéen mettra-t-il en cause le destin de la Communauté européenne, de la Ligue des Etats arabes, ou d'autres ensembles qui tentent de se constituer dans le monde arabe et musulman, ou ailleurs ? C'est peu probable. Mais, dans l'immédiat, il attire utilement l'attention sur la remise en question des identités parmi les populations dont les mouvements touchent la France, dans des pays redéfinissant leur propre rôle et leurs alliances, et par conséquent sur la recherche de caractères acceptables redélimitant les contours de communautés humaines ou de fédérations de communautés humaines. Or tout ce qui se meut dans les sociétés suscite l'espérance, mais aussi des passions opposées.



Des solidarités aux interrogations sur les identités

ELLES peuvent s'alimenter des conflits qui, presque à nos portes, enflamment le Proche-Orient. Ils entravent l'épanouissement des peuples qui sont pour nous de vieux partenaires, et ils menacent donc aussi le nôtre. Plus que jamais le Proche-Orient devient un axe vital pour l'avenir de l'Europe. De vieilles identités communautaires s'y projettent dans des mutations que nous avons contribué à provoquer et que, en tout cas, nous vivons. Les guerres qui n'en finissent plus de détruire les Libanais avaient donné l'alarme.

Jusqu'en décembre 1987, la menace d'une disparition du Liban en tant qu'Etat faisait craindre la mise en cause territoriale, légale et politique de toutes les constructions étatiques de la région. Aujourd'hui – a-t-on le droit de le dire ? – c'est d'abord l'existence de l'Etat qui est menacée à court terme, et non à long terme comme des esprits inquiets le répètent depuis quatre décennies. Israël peut être rapidement démantelé si les problèmes qu'a brutalement rappelés la révolte palestinienne des pierres ne sont pas résolus dans les meilleurs délais. Au-delà même des nombreuses déclarations de responsables israéliens annonçant un immense suicide collectif en cas de défaite, les dangers pesant sur les Etats ranimeraient des combats très meurtriers ; les conséquences d'une implosion israélienne ébranleraient bien d'autres Etats de cet Orient si proche, notamment ceux qui sont nés de la dislocation de l'Empire ottoman, au lendemain de la première guerre mondiale. En revanche, une solution négociée ensemble permettrait à tous, y compris aux Palestiniens, d'envisager, dans le respect mutuel, la construction de l'avenir.

Pour y arriver, encore faut-il enrayer d'autres périls. En Iran, reprenant et aménageant certains arguments déjà utilisés par le chah, le Conseil de la révolution islamique n'a pas seulement contesté le régime baasiste de l'Irak et le pouvoir de M. Saddam Hussein, mais aussi l'existence de l'Etat irakien tel qu'il a été constitué en 1921. A travers la guerre qui ensanglante l'Irak et l'Iran, et qui se prolonge au Liban par milices interposées, c'est une fois de plus un ordre légalement établi qui est récusé sur ces terres de si antiques mémoires et de si vieilles civilisations, assumées dans l'entrelacement et le choc des peuples. Toutes les stratégies se concentrent sur ce défi. Leur nature, qu'elles touchent à la répartition des armes ou aux justifications par la morale, permet de mieux apprécier la situation au Proche-Orient. La Turquie frappe ainsi à la porte de la Communauté européenne, où elle entend bien se faire admettre (4) : déjà membre de l'OTAN, elle se considère comme européenne. République laïque, elle n'en oublie pas pour autant l'islam de la majorité de ses citoyens et de ses voisins asiatiques. Elle anime des courants intellectuels et religieux qui entretiennent des nostalgies ottomanes, celles d'un grand empire musulman, chez les sunnites en Syrie, au Liban, en Jordanie... et jusqu'en Arabie saoudite. Sa *collaboration économique, technique et* financière avec ce grand royaume désertique et pétrolier trouve là de nouveaux motifs de développement.

L'Arabie saoudite doit faire face aux ambitions de l'Iran, qui est presque dix fois plus peuplé qu'elle, et dont le projet de créer une modernité pour les « déshérités », ou plus exactement pour la masse des marginalisés, se justifie aussi par l'islam, mais avec une vision théologique, politique et sociale différente. Le roi Fahd, gardien de La Mecque et de Médine, s'est vu dénier ce rôle par les dirigeants iraniens, qui veulent « *libérer* » ces deux lieux saints de l'islam de la « corruption » de la famille Saoud et, dans le même élan, faire reconnaître le chiisme comme l'orthodoxie de l'islam. Humainement et stratégiquement, ce rêve n'est pas irréalisable ; avant même de prendre forme, sa menace immédiate touche les sensibilités dans l'ensemble du monde musulman et suscite l'imagination sur les bouleversements régionaux qui résulteraient de son accomplissement.



Anderson-Giraudon

VENISE AU SIZIÈME SIÈCLE, VUE PAR CARPACCIO
Une vieille tradition d'échanges avec le Proche-Orient

Pour le prévenir, de même que pour éviter que ne se reproduisent les affrontements ayant ensanglanté La Mecque en juillet 1987, l'Arabie saoudite a rompu ses relations diplomatiques avec l'Iran et a décidé de limiter le nombre de pèlerins iraniens qui pourront cette année accomplir le hadj. Elle se dote aussi d'un armement supplémentaire, notamment de missiles, afin d'accroître sa capacité dissuasive et de garantir un certain équilibre. Les fusées que la Chine lui a vendues peuvent atteindre l'Iran, Israël, mais aussi tous les autres pays de la région, y compris l'URSS (5). De son côté, celle-ci a fourni à la Syrie des engins de portée suffisante pour toucher tous les points vitaux d'Israël ; l'armée israélienne possède elle-même de quoi détruire les bases syriennes et parvenir jusqu'au territoire soviétique. Tous ces missiles qui prolifèrent de l'Egypte au Pakistan, et au-delà..., ne s'entassent pas seulement dans des arsenaux à des fins défensives et dissuasives. L'Irak et l'Iran en font un abondant usage dans leur « guerre des villes », sans pouvoir cependant en tirer un avantage décisif, jusqu'à maintenant, parce qu'ils ne sont pas « heureusement » munis de têtes nucléaires.

Les déstabilisations intérieures ont été largement aggravées par la distribution massive des fusils d'assaut kalachnikov. Du jet de pierre à l'utilisation d'avions de combat de plus en plus perfectionnés, les conflits régionaux s'enlisent dans l'horreur. Ce pourrissement met le Proche-Orient au seuil de l'étape nucléaire. Rien n'indique qu'elle sera salvatrice. Il est donc très important de prendre en compte cet élément dans le débat sur le désarmement qu'ont entamé les Etats-Unis et l'URSS, et où l'Europe doit faire entendre sa voix.

Surarmé, gaspillant ses ressources alors qu'il y a toujours plus d'hommes à faire vivre, sombrant dans les passions qu'engendre la violence croissante de ses guerres, le Proche-Orient est atteint de gangrène. Cette maladie peut s'y aggraver et, par conséquent, se propager bien au-delà des zones qu'elle a déjà meurtries. N'en voit-on pas déjà les effets de l'Asie centrale à l'Atlantique ?

La France et l'Europe se sont-elles donné les moyens politiques, économiques et culturels d'agir dans la situation mouvante actuelle ? Oui, s'il existe une volonté d'aller de l'avant, donc de développer ces moyens avec les Arabes pour partenaires. La déclaration qui a été adoptée le 5 décembre 1987 par les chefs d'Etat et de gouvernement européens, à l'issue du Conseil européen réuni à Copenhague, est claire sur cette orientation. En voici les passages significatifs : « *Les Douze réaffirment leur volonté de développer leur dialogue politique avec tous les Etats du Moyen-Orient. Ils désirent également voir progresser la coopération économique... Le Conseil européen exprime sa profonde préoccupation devant la continuation de la guerre entre l'Irak et l'Iran, et réaffirme son ferme et entier soutien à la résolution 598 du Conseil de sécurité en tant que moyen de mettre un terme à ce conflit armé.* (...) *Les Douze confirment leur attente d'une solution négociée du conflit israélo-arabe qui ramènerait dans cette région une paix juste, globale et durable, conformément aux principes énoncés dans la déclaration de Venise (13 juin 1980), et réaffirment leur appui à une conférence internationale de paix sous l'égide des Nations unies. Ils accueillent avec satisfaction le soutien apporté à une telle conférence internationale par la Ligue arabe au sommet d'Amman (11 novembre 1987).* (...) *Les Douze réaffirment leur préoccupation au sujet des droits de l'homme et des conditions de vie dans les territoires occupés. Sans préjuger des solutions politiques futures, ils continueront de contribuer au développement économique et social de ces territoires.* (...) *Le Conseil européen reste profondément préoccupé par la situation au Liban. Il lance un appel pour une solution pacifique à la crise libanaise qui devrait être fondée sur l'indépendance, l'unité, la souveraineté, l'intégrité territoriale et la réconciliation nationale de ce pays. Il continue d'appuyer fermement la FINUL.* (...) »

Les ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne ont souligné cette position par leur déclaration du 8 février 1988. Constatant que « *le statu quo dans les territoires occupés n'est pas tenable* », ils ont à nouveau rappelé que les Douze sont « *fermement en faveur de la tenue d'une conférence internationale de paix sous les auspices des Nations unies* ». Ils ont précisé que la Communauté européenne était décidée à apporter une aide humanitaire supplémentaire et des facilités économiques à la population palestinienne des territoires occupés. Mais les autorités israéliennes, qui contrôlent les ports, les aéroports, les routes et les circuits financiers desservant ces territoires, n'ont eu de cesse de bloquer ces initiatives européennes.

Les ministres de la Communauté ont aussi déploré « *profondément les mesures de répression qu'Israël a prises, en violation du droit international et des droits de l'homme* » ; ils ont notamment demandé à Israël de respecter la convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre. Leur attitude a tranché sur celle des Etats-Unis, qui, le 1er février, avaient opposé leur veto à une résolution du Conseil de sécurité sur le même thème. Etait-ce la condition américaine pour promouvoir le plan qui porte le nom du secrétaire d'Etat, M. Shultz ?

Qu'y a-t-il de nouveau dans le contenu de ce plan ? Essentiellement, que les Etats-Unis acceptent par une démarche diplomatique bien orchestrée l'idée d'une conférence internationale de paix. Mais ils y mettent des conditions restrictives qui rappellent fâcheusement le processus de Camp David et son impasse. Pour eux, la conférence ne doit être que l'occasion d'une rencontre entre Israël et les Etats arabes, ce qui exclut l'OLP, afin d'amorcer une série de négociations bilatérales, et non un règlement global. Pourtant, même sous cette forme, le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, soutenu par une bonne partie de l'opinion publique de son pays, refuse le principe d'une conférence internationale de paix.

Les effets de contagion en Union soviétique

LA méfiance des Arabes à l'égard du plan Shultz n'a pu qu'en être confortée, y compris en Jordanie et en Egypte, dont les gouvernements auraient été prêts à soutenir une évolution de la politique américaine. Les tournées que M. George Shultz a effectuées au Proche-Orient n'ont fait que mettre en relief les insuffisances de sa conception ; son dernier voyage s'est terminé au Caire, le 7 juin 1988, sur un constat fort désabusé, au moment précis où le sommet arabe d'Alger se réunissait pour confirmer son soutien aux Palestiniens. L'administration américaine a-t-elle agi ainsi par défaut d'imagination, pour répondre à des impératifs intérieurs des Etats-Unis, pour tenter de faire pression sur les protagonistes, notamment sur Israël, ou pour mieux marchander avec le gouvernement soviétique ?

M. Mikhaïl Gorbatchev a, en effet, formulé tardivement, mais non sans habileté, son programme. Le 8 février 1988, en conclusion de la déclaration où il annonçait le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan, il a enchaîné en proposant de régler les autres conflits régionaux, à commencer par ceux qui se déroulent à proximité des frontières de l'URSS entre la Méditerranée et l'Iran. Il a même repris sans nuance les arguments d'une propagande que ses prédécesseurs avaient abondamment utilisés avant 1979. « *Qui gagne à ces conflits ?* a-t-il demandé. *Personne, si ce n'est les marchands d'armes, toutes sortes de milieux réactionnaires, expansionnistes, qui ont l'habitude de se chauffer les mains et de s'enrichir des malheurs des peuples.* » L'URSS a déversé tant d'armes dans la région et a tant écrasé en Afghanistan que cette phraséologie pourrait être accueillie avec une indifférence sceptique s'il ne fallait tenir compte de l'effet que les appels révolutionnaires gardent toujours auprès de ceux qui estiment que leur existence ne peut échapper à l'humiliation que par la défense d'une grande cause populaire.

Or voilà que les dirigeants russes doivent faire face, sur le territoire soviétique situé au sud du Caucase, à des insatisfaits dont les heurts communautaires et confessionnels ressemblent tout à fait aux affrontements qui ruinent les autres régions du Proche-Orient. Les Arméniens, chrétiens, et les Azéris, musulmans, clament leur identité à l'ombre d'un régime où l'athéisme, officiellement égalitaire, n'a pas fait oublier aux hommes leur âme. Ils amplifient, avec la force des mouvements de masse, le trouble que le gouvernement de Moscou a déjà eu l'occasion de réprimer parmi les populations d'Asie centrale. Du coup, les Soviétiques ne soutiennent pas seulement le projet d'une conférence internationale pour la paix afin de faire brèche aux Américains et à leurs alliés sur le glacis méridional de leur empire, mais aussi pour limiter les contagions qui l'envahissent.

Toutes ces raisons ne mettent plus les deux Super-Grands en position de force, tant au niveau régional qu'à l'échelle mondiale. La prudence des propos qui ont été tenus lors de la rencontre entre M. Reagan et M. Gorbatchev à Moscou semble, une fois encore, s'apparenter à une combinaison incertaine et précaire plutôt qu'à un compromis constructif et durable (6).

La France et l'Europe peuvent-elles s'accommoder de cette impuissance ? Les Arabes peuvent-ils y trouver la justice et le repos ? La France et ses partenaires européens ne trouveront grâce qu'en associant leurs efforts à ceux des pays arabes pour organiser les changements présents et futurs dans la stabilité dont les peuples ont besoin pour vivre libres et pour s'épanouir dans le respect réciproque de leurs cultures (7). Contre les marginalisations sociales qu'ont provoquées l'extraordinaire renouvellement des techniques, dans l'Europe industrialisée, comme l'explosion démographique, au sud et à l'est de la Méditerranée, les solutions économiques et humaines de la modernisation existent dans nos complémentarités. Elles imposeront nos voix dans le monde.

La France se situe au carrefour de cette coopération avec les Arabes. La paix au Proche-Orient est notre premier devoir.

(1) Dominique Chevallier, « L'Europe solidaire pour la paix au Proche-Orient », *le Monde diplomatique*, décembre 1987. Dominique Chevallier, « L'alliance arabe de la France », *Messages*, Publication du Cercle France-Pays arabes, nº 1, novembre 1987.

(2) Dominique Chevallier, *Renouvellements du monde arabe*, 1952-1982, Armand Colin, Paris, 1987, chap. 6.

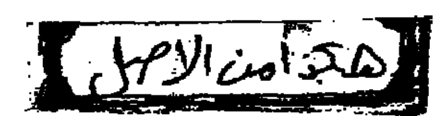
(3) Dominique Chevallier, « Aspirations arabes, horizon européen », *le Monde diplomatique*, septembre 1983.

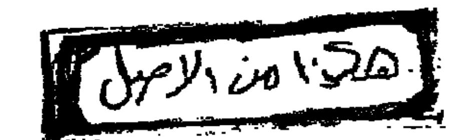
(4) *le Monde*, 26 mai 1988.

(5) Lieutenant-colonel Al-Hayssam Al-Ayoubi, « La nouvelle donne militaire au Moyen-Orient : les missiles sol-sol et la dissuasion », *Nord-Sud*, nº 25, mai 1988.

(6) *Le Monde*, 3 juin 1988.

(7) Dominique Chevallier, « La France fidèle à son alliance arabe », *Note d'information* nº 4 du Cercle France-Pays arabes, 10 mai 1988.





DIVISIONS, MUTISME ET COMPROMISSION

La franc-maçonnerie face à la dictature chilienne

QUINZE ans après le coup d'Etat militaire au Chili, il apparaît que toutes les communautés religieuses et philosophiques sont divisées face à la dictature et que toutes, pour défendre en priorité leurs intérêts, ont établi avec la junte des compromis qui ressemblent beaucoup à des compromissions.

Le Vicariat de la solidarité aura pratiquement constitué l'unique force à s'engager pour la défense des droits de l'homme. Cela ne peut faire oublier que l'Eglise dans son ensemble a soutenu le coup d'Etat, comme l'indique, par exemple, un document officiel de l'épiscopat, *Evangelio y Paz* publié en 1985, dans lequel les évêques déclaraient : *« Nous reconnaissons le service que les forces armées ont rendu au pays en le libérant d'une dictature marxiste qui paraissait inévitable et aurait été irréversible. »*

Les luthériens ont eu leur combattant des droits de l'homme en la personne de l'évêque Frenz, et la communauté juive avec le grand rabbin Angel Kreiman. Mais ce sont des luthériens qui ont offert des funérailles en grande pompe à l'ancien nazi Walter Rauss. Mais ce sont les loubavitch qui ont profité du régime pour se développer grâce à des amitiés solides entre le général Pinochet et l'industriel David Feuerstein, animateur de cette secte juive orthodoxe. Sans oublier l'Eglise pentecôtiste qui, en échange de la reconnaissance spirituelle de la junte, a obtenu les soutiens lui permettant d'étendre son influence.

Aucune de ces familles religieuses ne pourra se targuer d'avoir clairement choisi le camp de la démocratie. Il en va de même pour les francs-maçons, dont l'histoire avait jusqu'à présent accompagné celle des conquêtes sociales et des libertés nouvelles.

Par PATRICK KESSEL *

La leçon de bientôt quinze ans de dictature au Chili, c'est que *« l'Eglise a pris le drapeau de la franc-maçonnerie en matière de défense des droits de l'homme. Et pour nous, francs-maçons chiliens, c'est triste »*.

Celui qui parle ainsi n'est pas un adversaire de la franc-maçonnerie puisqu'il s'agit de Luis Fernando Luengo, animateur d'une des principales familles radicales, président d'honneur de la Gauche unie et membre du conseil de l'ordre de la Grande Loge du Chili. *« Il est regrettable que, depuis 1973, les majorités qui se sont succédé au conseil de l'ordre soient restées indifférentes à Pinochet, alors que la majorité des frères dans les loges lui étaient hostiles. La politique ne les intéresse pas. Mais on sait que l'apolitisme est toujours de droite. »* Car c'est au nom de l'apolitisme que les différents grands maîtres qui se sont succédé à la tête de la Grande Loge depuis 1973 ont refusé d'engager la franc-maçonnerie, ne fût-ce que dans le combat pour la défense des droits de l'homme. Curieux retournement de la tradition, quand on sait que l'histoire de la franc-maçonnerie sud-américaine est étroitement liée à celle de l'indépendance du continent, pratiquement tous les héros nationaux, de José de San-Martin à Bernardo O'Higgins, de Simon Bolivar à Francisco de Miranda, de Benito Juarez à Antonio-José Sucre, ayant été reçus dans des loges engagées contre le colonialisme. Et que la franc-maçonnerie chilienne a étroitement contribué aux avancées démocratiques : parlementarisme, séparation de l'Eglise et de l'Etat, libertés individuelles, enseignement public gratuit, code du travail.

En présence de plusieurs centaines de francs-maçons, le 28 octobre 1970, le grand maître de l'ordre, reçut, en tenue extraordinaire, le nouveau président de la République, le frère Salvador Allende, petit-fils de franc-maçon – son grand-père, le docteur Allende Padin, avait été grand maître de l'ordre, – qui lui-même a été à deux reprises vénérable, c'est-à-dire président de sa loge. Si toute l'obédience n'était pas de gauche, une majorité assez nette semblait se reconnaître dans le leader de l'Unité populaire, qui n'avait jamais caché ses sympathies pour une maçonnerie socialement engagée (1). On comptait un certain nombre de maçons dans l'entourage politique du président, depuis son secrétariat personnel à la Moneda, jusqu'aux cabinets ministériels et au gouvernement lui-même. Un mouvement de soutien, Maçons-Amitié-Allende, s'était même constitué au sein de la Grande Loge.

Mille jours plus tard, pratiquement, le coup d'Etat militaire porte au pouvoir le général Augusto Pinochet, ancien « frère » puisqu'il avait été reçu en loge en 1941 à San-Bernardo, alors qu'il n'était qu'un jeune capitaine. Mais le futur dictateur ne resta guère longtemps dans sa loge et ne dépassa jamais le grade de compagnon.

La Grande Loge n'aura pas un mot pour dénoncer le *golpe*. Des tractations ont lieu entre la junte et ses dirigeants, en vue de la réouverture des temples maçonniques. La dictature chilienne, à la différence des dictatures d'extrême droite que l'Europe a connues, n'est pas idéologiquement antimaçonnique. Au Paraguay, en Uruguay, en Argentine, au Pérou, au Brésil, les militaires ont fait plutôt bon ménage avec des obédiences liées à la très conservatrice Grande Loge unie d'Angleterre et à la maçonnerie américaine (2).

Les travaux de la Grande Loge purent donc reprendre, mais il était désormais rigoureusement interdit d'évoquer la situation politique. *« Dès cet instant, la franc-maçonnerie cesse d'être le lieu de la libre expression, et on assiste même au développement d'un véritable maccarthysme dans les loges »*, nous confie un ancien vénérable de province. La loge Hiram 65, celle que Salvador Allende avait présidée, est fermée et ses membres expulsés pour avoir tenté d'organiser une cérémonie officielle à la mémoire du président assassiné. Le mois suivant, alors que les loges s'apprêtent à élire leurs dirigeants, il est précisé que toute personne ayant exercé des responsabilités sous l'ancien régime ne peut faire acte de candidature. Des exclusions sanctionnent des maçons liés à l'ancien président. Parmi les plus connus, le général Bachelet et le général Poblete sont expulsés par leurs loges pour « absentéisme », alors qu'ils sont emprisonnés. Un peu plus tard, c'est le tour du docteur Edgardo Enriquez, ancien ministre de l'éducation, père d'Edgardo et de Miguel Enriquez, ce dernier secrétaire général du MIR, qui tous deux seront assassinés.

« Nous avons alors envisagé de quitter la Grande Loge, explique aujourd'hui, à Paris, le représentant des francs-maçons en exil. *Mais nous sommes restés, car c'était l'unique possibilité de nous retrouver une fois par semaine et de profiter des instants avant et après les cérémonies officielles pour échanger des informations, notamment sur les disparus, et tenter, grâce à des maçons des forces armées qui, heureusement, n'étaient pas tous en accord avec la junte, de sauver ceux qui pouvaient l'être. »*

L'hémorragie de la Grande Loge

BEAUCOUP de maçons, arrêtés, torturés pour leurs activités politiques, sont contraints à l'exil. En 1974, vingt-huit des cent vingt membres de la loge Franklin ont dû fuir leur pays. D'autres, devant le peu d'empressement de la direction de l'obédience pour secourir les emprisonnés, quittent d'eux-mêmes la Grande Loge. Son mutisme, alors que des représentants des puissances religieuses, et notamment de l'Eglise, s'organisent d'abord dans le « comité pro-paz », puis dans le vicariat de la solidarité, conduit également nombre de maçons à déserter les temples. Ainsi s'explique l'hémorragie qu'a connue la Grande Loge, dont les effectifs auraient chuté de plus du tiers, passant d'un peu plus de vingt mille avant le *golpe* à quelque douze mille aujourd'hui.

Le cardinal Raul Silva Henriquez n'avait pourtant pas manqué de solliciter la Grande Loge pour mener une action commune en faveur des droits de l'homme. En 1974, un texte demandant l'élargissement des principaux dirigeants de gauche emprisonnés, rédigé par leurs épouses, et notamment par Mme Corvalan, compagne du secrétaire général du PC, et signé par le cardinal Henriquez et l'évêque Camus pour l'Eglise catholique, le grand rabbin, l'évêque méthodiste, l'évêque luthérien, est soumis au paraphe du nouveau grand maître Horacio Gonzalez Contesse. Ce pasteur méthodiste de soixante-dix-sept ans, également chef de l'Eglise presbytérienne du Chili, refuse au nom de l'apolitisme de souscrire à ce texte. Cinq années plus tard, il révélera la démarche, expliquant qu'il s'agissait d'une opération destinée à « renverser » la junte ! Dans une lettre ouverte signée de Paris, des francs-maçons en exil, qui allaient bientôt fonder le Grand-Orient du Chili, prennent le contre-pied : *« Les francs-maçons en exil apportent au cardinal Silva Henriquez leur appui moral et solidaire, tant à sa personne qu'à l'Eglise chilienne, qui soutient le peuple chilien dans sa lutte contre l'oppression et pour les droits de l'homme. »*

Au-delà des relations institutionnelles, les liens amicaux entre le grand maître Contesse et le général Pinochet vont s'exprimer à maintes reprises au grand jour. Le 24 mai 1975, le dictateur écrit au chef de la franc-maçonnerie et souligne l'*« action noble et généreuse »* de l'institution initiatique, tandis que dans sa réponse le grand maître indique que l'ordre *« pèse ses responsabilités dans les destins du Chili »*, avant de témoigner de sa *« profonde estime et sincère affection »*. En 1976, c'est à l'occasion de la visite d'une délégation de loges allemandes que le grand maître est reçu officiellement par le général Pinochet, son épouse et sa fille. Les maçons allemands auront pu constater, affirme-t-il, que *« le Chili est un pays tranquille »*. A cette occasion, au cours d'une cérémonie maçonnique, Juan Luis Stagmaier, représentant de la loge Lessing de Valparaiso, explique que *« l'arrivée au pouvoir des représentants de l'Unité populaire a provoqué une série d'attentats, de manifestations de rue, de crimes et de grèves (...). Dans ce moment, il était de notre devoir d'hommes libres et de maçons de remercier notre président, le général Pinochet, et son gouvernement. Le remercier de nous avoir sauvé d'un chaos social, politique, économique, qui aurait détruit toute valeur éthique. L'ordre public réalisé, la paix restaurée et la confiance dans le futur justifiaient les restrictions aux libertés privées. C'était le seul moyen pour permettre à notre pays de s'engager sur la voie d'un développement juste et pacifique* (3). »



Roger-Viollet

SIMON BOLIVAR
Libertador et franc-maçon

De tels propos ne vont pas demeurer sans réponse. Petit à petit, des voix vont se faire entendre pour contester la ligne de la direction.

En 1980, l'année du référendum, la junte cherche un fondement légal à son régime. La nouvelle Constitution vise à le lui donner en verrouillant de toutes parts une prétendue démocratie dont ne seraient exclus que les éléments fauteurs de troubles sociaux, partisans de la lutte des classes.

Le 9 septembre, quatre cent quarante-quatre frères signent un manifeste publié dans la presse de Santiago, intitulé « Franc-maçonnerie et plébiscite », dans lequel ils dénoncent le projet de Constitution et réaffirment leur attachement à la démocratie et aux valeurs maçonniques. La réponse ne tarde pas : le 22 octobre, neuf d'entre eux sont exclus. Le 14 novembre, nouvelles expulsions. Parmi les exclus : l'avocat René Court Portales, maçon depuis cinquante ans, ancien secrétaire général de la Grande Loge.

L'année suivante, en 1982, Oscar Pereira Henriquez est élu à la tête de la Grande Loge. Soutenu par le grand maître sortant, il doit affronter une opposition dont les candidats aux différents postes de responsabilité atteignent près de 40 % des suffrages. Cela ne l'empêche nullement, à peine élu, de se rendre à l'invitation à déjeuner du général Pinochet, en compagnie de l'ancien grand maître, qui déclare qu'il *« existe une relation cordiale entre la franc-maçonnerie et le gouvernement, puisque le général Pinochet a été très déférent envers l'institution. Nous n'avons pas de raison de nous plaindre »*.

Curieusement, en 1985, le grand maître publie dans la presse un manifeste intitulé « Réveiller les consciences », qui soutient l'accord national pour la transition vers la démocratie signé par les partis politiques et soutenu par l'Eglise. Un texte qui se prononce pour *« le gouvernement du peuple, pour le peuple, par le peuple »*.

En 1986, M. Mario Lagos, ancien ministre de la santé de Salvador Allende, manque la grande-maîtrise de quatre suffrages. Ses partisans souhaitent que la Grande Loge fasse entendre plus distinctement sa voix dans la perspective du plébiscite prévu pour fin 1988, qui doit dire *« si »* ou *« no »* à Pinochet, alors que la direction semble se contenter d'une déclaration de principes que personne ne peut contester. Le grand maître, à l'issue d'un déjeuner avec Augusto Pinochet, le 14 août 1987, ne souligne-t-il pas la *« coïncidence de vues »* avec le général, *« particulièrement en ce qui concerne le retour à la démocratie »*, qui doit se faire *« dans un climat de paix et de tranquillité »* ? Des hommes comme M. Eduardo Jara Miranda, ancien vénérable de la loge Condor nº 9, ou M. Fernando Sanchez Duran, ancien vénérable de la loge Franklin nº 17, tenteront sans succès d'engager plus nettement la Grande Loge, en lançant un appel à la mobilisation de la franc-maçonnerie en faveur de la démocratie.

A ce sévère bilan, M. Desiderio Arenas Aguire, Souverain Grand Commandeur et gardien de la tradition, répond qu'il fallait d'abord sauver la *« maison »* et qu'aucune action n'était envisageable avec le vicariat de la solidarité, *« trop marqué politiquement »*. Pas de mansuétude en revanche à l'égard de la Grande Loge dans la bouche de M. Romulo Tromben, grand maître du Grand-Orient du Chili en exil. *« Au début, j'ai accepté l'attitude de nos dirigeants, car il ne fallait pas offrir le moindre prétexte à la junte de mener une action répressive. Mais la Grande Loge aurait dû participer à l'action du « comité pro-paz », puis à celle du vicariat de la solidarité, s'associer à un mouvement œcuménique en faveur des droits de l'homme. Elle n'aurait pas dû se laisser voler le prestige de la défense des droits de la démocratie. »*

Mais, ajoute-t-il, *« ce n'est pas qu'un problème d'hommes. Il faut rompre avec ce « prétendu apolitisme ». Il faut retrouver l'esprit des fondateurs de la maçonnerie sud-américaine afin de penser le monde nouveau et de construire une société plus juste. C'est dans cet esprit que le Grand-Orient du Chili, dans la tradition de la maçonnerie progressiste, vient d'ouvrir sa première loge dans notre pays »*.

Le débat est ouvert au sein de la franc-maçonnerie comme il l'est au sein de l'Eglise. Mais il y a fort à craindre que chaque institution spirituelle ne préfère à une salutaire mais douloureuse autocritique un Munich des mémoires.

* Journaliste.

(1) Salvador Allende a toujours défendu l'idée d'une franc-maçonnerie engagée socialement. Dans son entretien demeuré célèbre avec Régis Debray, qui s'étonnait qu'un marxiste puisse fréquenter une loge maçonnique, Allende, après avoir rappelé que le premier secrétaire général du PCF était franc-maçon, soulignait que *« les loges maçonniques, les loges lautarines, ont été les piliers de l'indépendance et de la lutte contre l'Espagne. (...) Alors, tu comprends qu'avec une telle tradition familiale, et aussi parce que la franc-maçonnerie a lutté pour des principes fondamentaux tels que la liberté, l'égalité et la fraternité, on peut avoir ce genre de relations. Cela dit, j'ai maintenu au sein de la franc-maçonnerie qu'il ne peut y avoir d'égalité en régime capitaliste, même la moindre chance d'égalité ; qu'il ne peut pas exister de fraternité quand il y a exploitation de classe ; et que la liberté authentique est une chose concrète et non pas abstraite. Je donne donc aux principes maçonniques le contenu réel qu'ils doivent avoir » (Entretiens avec Salvador Allende*, Régis Debray. François Maspéro, « Cahiers libres », Paris, 1971.)

(2) La franc-maçonnerie mondiale est divisée en deux grands courants, issus d'un même tronc, mais qui évoluent totalement séparément. Le plus important numériquement est rattaché à la Grande Loge unie d'Angleterre. C'est une maçonnerie qui impose à ses membres la croyance en Dieu et dont l'apolitisme proclamé est souvent le prétexte à un conservatisme social. L'autre famille, dite « maçonnerie libérale », dont le Grand-Orient de France constitue le fer de lance, fait référence aux Lumières, aux principes de la Révolution française « liberté, égalité, fraternité », et prône « la *liberté absolue de conscience* ».

La franc-maçonnerie sud-américaine est aujourd'hui, dans sa grande majorité, rattachée à Londres, mais avec plus d'une contradiction. La quinzième assemblée de la Confédération maçonnique interaméricaine, qui s'est tenue du 11 au 16 avril 1988 à Rio-de-Janeiro, a vu la participation à la fois de la Grande Loge du Chili et de la Grande Loge de Cuba. Cette dernière, qui compte près de onze mille membres, constitue la seule obédience maçonnique autorisée dans un pays communiste. On explique généralement cette « anomalie » par le fait que, à l'instar de José Marti, plusieurs francs-maçons auraient été engagés dans la révolution cubaine. Plusieurs théoriciens marxistes ont également fréquenté les loges, comme Mariategui au Pérou, Pedro Albizu Campos à Porto-Rico ou Sandino au Nicaragua.

(3) *Revista masonica*, Santiago-du-Chili, septembre-octobre 1977, nos 7 et 8.

HOMME DE FOI, HOMME DE DOUTE

Graham Greene à l'écoute du monde

D'Antibes, au sud de la France, où il réside, Graham Greene suit attentivement la vie politique internationale. Ce grand écrivain catholique anglais, âgé de quatre-vingt-quatre ans, n'a cessé de parcourir le monde et a souvent inscrit l'intrigue de ses romans dans un contexte politique précis : le Paraguay du général Stroessner ; le Mexique anticlérical des années 30 ; l'Espagne de la guerre civile et du franquisme finissant ; l'Afrique de l'Ouest durant la seconde guerre mondiale ; Haïti sous Duvalier ; Cuba sous Batista, etc.
La politique aujourd'hui continue de le passionner et il suit avec un intérêt particulier certains « points chauds » du globe, comme actuellement Panama, dont il connaît bien les dirigeants et parce qu'il mesure l'importance des enjeux pour les Etats-Unis.


Carlos Freire

« DIEU MERCI, M. REAGAN ARRIVE A LA FIN DE SON MANDAT... »

JE suis un homme de foi, mais aussi un homme de doute. Le doute est fertile. C'est la principale des qualités humaines. Je pense qu'un communiste doit avoir ses doutes, tout comme nous, chrétiens, avons les nôtres. Et je crois que nous pouvons nous rapprocher d'une certaine manière à travers nos doutes...

Dans les années 50 et jusqu'au début des années 60, j'avais l'habitude de me rendre en Union soviétique une fois par an. J'allais à Moscou et à Leningrad, et j'avais de dures querelles avec les Russes, en particulier à propos de l'emprisonnement de Daniel Siniavski. Je leur ai dit que je ne voulais plus voir mes livres ni traduits ni édités chez eux, et ils ont respecté cela scrupuleusement. Ensuite, durant vingt-cinq années, je ne me suis plus rendu là-bas.

J'y suis retourné en 1986, pour une longue période. J'ai vu la Géorgie et les bords de la mer Noire, que je n'avais pas visités, après quoi je suis revenu à Moscou à l'occasion du Forum de la paix, en avril 1987, puis je suis allé en Sibérie au mois de septembre.

J'ai ressenti alors des changements très forts. Partout. Autrefois, on observait toujours une grande prudence. Prudence des interlocuteurs, des deux côtés. Prudence par égard pour eux et prudence par égard pour nous. Et maintenant on sent que l'on cause, que l'on bavarde au milieu d'une complète liberté. Dans les maisons particulières, dans les appartements des amis. Le changement m'a profondément impressionné lorsque j'étais en Sibérie. M. Ligatchev, le second du Bureau politique, m'a invité ; nous nous sommes vus pendant une dizaine de jours, on m'a reçu d'une manière fort agréable.

Ce qui m'a frappé, c'est que les maires et les premiers secrétaires des villes que j'ai visitées étaient des hommes jeunes. J'ai en tête une conversation qu'un agent du KGB avait eue à Panama avec un ami à moi, le général Omar Torrijos, et pendant laquelle il avait dit qu'il n'y aurait pas de changement tant que les hommes âgés seraient au pouvoir. Et, tout à coup, voilà que surgissaient des jeunes gens, la trentaine, occupant les fonctions de maire et de premier secrétaire, à Novossibirsk, à Tomsk, dans la région d'Irkutsk et du lac Baïkal. Cela m'a paru très encourageant.

Il y a peut-être une chance que cette révolution menée par M. Gorbatchev réussisse, en tout cas elle mérite tout le soutien que nous pouvons lui donner. Ce sera un travail extrêmement difficile : reprendre les réformes qu'avait essayées Khrouchtchev, les dénonciations du stalinisme... Khrouchtchev a été viré...

Je suis sûr qu'il se trouve actuellement parmi les bureaucrates – je parle bien de la classe des bureaucrates, et non de la population en général – beaucoup d'ennemis de M. Gorbatchev, et j'espère de tout cœur qu'il triomphera.

Ce qu'il faudrait cesser de faire, il me semble, en Amérique et en Europe, c'est de mettre toujours une note de soupçon. On dit : *« C'est du camouflage, c'est du maquillage. »* Mais c'est plus que du maquillage. Cela va plus profond. Cela dit, M. Gorbatchev aboutira-t-il ? C'est une autre question.

Là-bas, j'ai eu des contacts avec de nombreux écrivains et artistes. La situation là aussi a changé. Maintenant Pasternak est publié librement, on fait de sa maison un musée... J'ai l'impression qu'ils sont prêts à tout publier. Même des livres catholiques que j'ai écrits. *La Puissance et la gloire* a été publié, ce à quoi je ne m'attendais pas du tout. Leurs tirages sont énormes. Cent cinquante mille exemplaires en première édition. Lors de ma dernière visite j'ai rencontré beaucoup d'étudiants, de professeurs, et l'un de ces professeurs m'a dit qu'un de mes livres – une comédie amusante, un divertissement : *Notre agent à La Havane* – s'était vendu à deux millions d'exemplaires. Ils lisent énormément... Une passion pour la lecture. Le chauffeur que j'avais à Moscou lisait tout le temps quand il avait un moment de libre...

Les signes sont là pour prouver que les Russes veulent aborder leur propre histoire de façon plus franche. C'est une évolution lente, mais solide ; à mon avis, ils sont sur la bonne voie.

Les centrales nucléaires représentent elles aussi un pouvoir de dissuasion

LES accords Reagan-Gorbatchev sont un premier pas vers le désarmement, qui peut prendre une centaine d'années. Mais les deux principales puissances devraient garder une petite quantité d'armes nucléaires, car il existe un danger de la part d'Etats comme Israël ou le Pakistan, de personnalités telles que le colonel Kadhafi, qui pourraient être tentés de faire du chantage, par exemple en menaçant d'utiliser la bombe. Pour être en mesure de couper court à toute tentative de ce genre, il ne faut pas supprimer complètement l'arme nucléaire, mais la réduire à une petite quantité. La guerre conventionnelle, comme l'a connue l'Europe, appartient maintenant au passé. On parle à présent de la guerre nucléaire comme d'un pouvoir de dissuasion. Mais les centrales nucléaires, elles aussi, sont une force de dissuasion. On a vu l'effet produit par Tchernobyl. Imaginons que la Russie ait l'ambition de conquérir l'Europe (ce que je ne crois pas). Même sans utiliser les bombes nucléaires, ce serait une guerre nucléaire. Car si les centrales, abandonnées par les habitants au moment de l'invasion ennemie, étaient bombardées d'avion ou détruites par des tanks, nous aurions tout à coup deux cents Tchernobyl qui, suivant la direction des vents, est ou ouest, couvriraient toute l'Europe. De sorte que pour moi, et bien qu'elles me chagrinent, les centrales nucléaires représentent en elles-mêmes des forces de dissuasion.

Dieu merci, M. Reagan arrive à la fin de son mandat. Un homme stupide, qui, peut-être, est un homme faible ; et peut-être cette faiblesse-là est-elle pour nous un avantage. Mais ce n'est pas seulement M. Reagan qui fait problème, c'est quelque chose de continu. Ses prédécesseurs également ont essayé, dans leur stratégie, leur politique, de forger un empire américain. L'empire américain exige des dictatures, et non pas la démocratie.

Qu'on se souvienne de l'invasion de la République dominicaine après la mort de Trujillo, un dictateur du style de Pinochet, que les Américains avaient soutenu. Lorsqu'un socialiste est devenu président (1), il n'y avait pratiquement pas de communistes dans la République dominicaine. Les Américains sont intervenus en prétendant qu'il s'agissait d'une action de l'Organisation des Etats américains, alors qu'en réalité ils envoyaient leurs « marines », avec quelques Brésiliens et quelques Vénézuéliens qui ont cassé leurs pipes avec eux. Ce faisant, d'ailleurs, ils ont servi d'exemple à Brejnev, ils lui ont montré comment se comporter pour envahir la Tchécoslovaquie en utilisant quelques Hongrois, quelques Allemands de l'Est...

La chute d'Allende au Chili, en 1973, a été une affaire honteuse. J'ai rencontré Allende à maintes reprises à l'époque de l'Unité populaire. Lui-même n'était pas communiste. Quant aux communistes de son gouvernement, ils ressemblaient à ceux du Printemps de Prague, du genre Dubcek, ils n'avaient rien de staliniens. Allende a été victime de la CIA et des Etats-Unis. Maintenant, nous avons Pinochet. Un cauchemar. Le Paraguay est aussi un cauchemar, mais pas au même point que le Chili.

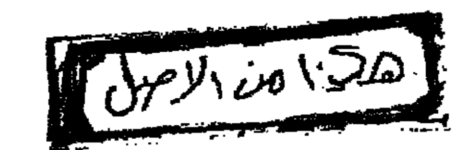
L'Église « traditionnelle », au Nicaragua, ce n'est pas que le clergé...

PRENEZ les Escadrons de la mort au Salvador. Ce sont les Etats-Unis qui les ont approvisionnés en armes, tout comme les « contras ». M. Napoleon Duarte est un échec. Ce qui m'amuse, c'est le kidnapping d'Inès Duarte... Sur les photos, elle a l'air heureuse d'être avec ses ravisseurs du FMLN (2). Quand ceux-ci l'ont rendue, elle a pleuré.

Prenez Haïti. Les Américains ont occupé ce pays pendant quatorze ans. Puis ils l'ont laissé dans des conditions épouvantables. Je suis convaincu que le général Namphy a été le fruit de l'impérialisme américain, même s'il est

(1) NDLR. Il s'agit de Juan Bosch, alors leader du Parti révolutionnaire dominicain, qui avait remporté en 1962 les premières élections libres organisées après des décennies de dictature. Les Etats-Unis intervinrent militairement à Saint-Domingue, le 28 avril 1965. Motif avancé par le département d'Etat : restaurer *« la lumière et l'ordre, la protection des vies des Nord-Américains et (...) éviter le triomphe des communistes ».*

(2) NDLR. Le Front Farabundo Marti de libération nationale. A l'automne 1985, la fille du président démocrate-chrétien, Napoleon Duarte, Inès, fut séquestrée par les guérilleros puis libérée en échange de la mise en liberté de trente-cinq prisonniers politiques. A sa libération, Inès Duarte déclare *« qu'elle avait complètement changé d'avis sur les guérilleros et admiré leur solidarité, leur conviction et leur moral élevé ».*





étonnant qu'il n'ait pas été « adopté » comme l'avait été le « docteur » Duvalier. Les Etats-Unis ne peuvent nier leurs responsabilités... De la même façon, ils avaient occupé le Nicaragua par Somoza interposé.

L'empire américain n'est toujours pas prêt à accepter de vraies démocraties en Amérique latine.

A mon avis, les Russes ne cherchent pas à se retrouver impliqués dans les problèmes latino-américains. Il ne faut pas oublier que « Che » Guevara, ce personnage romantique, a été trahi par le Parti communiste en Bolivie, qui l'a « donné » à l'armée... Quand M. Fidel Castro dit que les Cubains sont allés en Angola sans le soutien des Russes, il dit la vérité. L'URSS est hésitante... Ils ont tant de problèmes avec leurs nationalités : l'Ukraine, la Lituanie, les Républiques musulmanes... Cela dit, ils peuvent aider le Nicaragua en lui fournissant des armes défensives.

Si la guerre cesse, le Nicaragua peut très bien réaliser son projet initial, harmoniser le progrès social avec les libertés politiques. Ce qui l'en empêche, c'est la guerre. Dans une guerre, inévitablement, il y a des cas d'injustices, de censure de la presse. Certaines mesures sont inévitables, quand vous combattez pour défendre votre vie. Or c'est de cela qu'il s'agit, face à ces « contras » que commandent des anciens de la garde nationale somoziste.

Il faut espérer que le Congrès, où il y a maintenant une majorité de démocrates, s'opposera même à ce que l'on appelle l'aide « humanitaire », parce qu'elle peut aisément être convertie en armes pour les « contras ». J'ai déclaré que j'aimerais bien voir M. Jim Wright, le *speaker* du Congrès, comme vice-président. Aujourd'hui, il soutient le plan de paix du président Arias du Costa-Rica. La presse américaine l'a sauvagement attaqué à cause de sa rencontre avec le président Ortega et le cardinal Obando. Une bonne chose, finalement, car de ce fait il a acquis une envergure nationale. Cela pourrait se révéler très utile...

Au Nicaragua, il y a eu des crimes commis des deux côtés. Ceux commis par les sandinistes ont été punis. Mais ce que font les « contras », c'est une politique de terrorisme.

M. Reagan peut-il se montrer moins rigide sur ce problème ?

Les Nicaraguayens ont besoin de pétrole en provenance d'Union soviétique, et d'armes défensives. Selon moi, ils ne constituent pas une menace pour d'autres pays.

Le colonel Miranda (3) ? Même les Américains le regardent avec suspicion. Qui d'autre oserait imaginer que le Nicaragua pourrait avoir une armée de 600 000 soldats ? Comparons avec la Grande-Bretagne. Cela voudrait dire, en tenant compte des différences de population, qu'elle serait capable de disposer de 4 millions d'hommes. C'est impossible ! En fait il existe ce que nous autres Anglais avions pendant la seconde guerre mondiale – nous nous attendions à une invasion – une espèce de milice, des *home-guards*. On ne peut pas attaquer le Costa-Rica ou d'autres pays avec des miliciens. Absurde.

Dans le gouvernement de Managua, l'éducation et la santé sont entre les mains d'un jésuite. La culture, elle, est sous la responsabilité d'un prêtre catholique. Le ministère des affaires étrangères est sous la direction d'un père de l'ordre Maryknoll. Tous ces religieux travaillent bien avec leurs collègues. Appeler cela un gouvernement communiste...

Dans cette équipe, mon plus grand ami est M. Tomas Borge, qui est marxiste (4). Mais il a de très bonnes relations de travail avec les catholiques. Nous avons passé ensemble, dans la ville de Leon, la nuit pendant laquelle est célébrée la fête de l'Immaculée Conception. Nous avons marché deux heures dans les quartiers pauvres. Chaque maison avait sa statue de la Vierge avec des bougies allumées, et la foule faisait une pause devant ces bougies, en prononçant les mots « *Maria immaculata* » avec une expression de bonheur et en déposant des douceurs. Dans les quartiers riches, la cérémonie avait lieu également, mais portes et fenêtres fermées. Dans les coins pauvres, la foule était tellement enthousiaste que nous étions avalés par elle... Et après cela, on vient parler de persécutions religieuses ! Quand on évoque l'Eglise « traditionnelle », je revois cette foule adorant la Vierge. L'Eglise, ce n'est pas que le clergé. J'ai été déçu par le cardinal Obando, dont un *monseñor* m'a dit qu'il était très conservateur. Au commencement, il a risqué sa vie en donnant sa bénédiction à la rébellion armée des sandinistes. Lorsqu'il s'est retourné contre le gouvernement je me suis senti déçu. Maintenant, je me réjouis qu'il parle avec le président Ortega. J'espère que les relations sont meilleures (5).

Une chose m'étonne au Nicaragua : la profusion de poètes. Daniel Ortega et sa femme sont poètes, mais aussi Tomas Borge, Ernesto Cardenal, prêtre et ministre de la culture. Quand le tribunal d'alphabétisation a commencé, les sandinistes ont envoyé des élèves des classes terminales dans les montagnes, pour une période de deux mois, afin d'enseigner aux paysans à lire et à écrire, ainsi que pour travailler avec eux. A leur retour à Managua, ils ont eu droit à une réception solennelle, les écoles étaient présentes avec leurs bannières... Plusieurs élèves avaient succombé à des maladies, et cinq, je crois, avaient été assassinés par des « contras ». Donc, grande réception, tout le gouvernement était là, le président de la Colombie a parlé, un cardinal venu du Mexique a parlé, Tomas Borge et Humberto Ortega ont pris la parole, etc. Pour finir, une femme d'âge moyen, une paysanne à qui les enfants avaient appris à lire et à écrire dans les montagnes, est montée à la tribune et qu'est-ce qu'elle a lu ? Un poème !

L'engagement des chrétiens en faveur des pauvres, des paysans, c'est cela qui a coûté la vie à Mgr Romero, l'archevêque de San-Salvador.

La bataille du canal de Panama reste une bataille de toute l'Amérique latine

IL y a, je crois, cent vingt-trois banques internationales à Panama. Au fond, c'est un drôle de pays. Le général Omar Torrijos était un vrai social-démocrate, alors qu'il se trouvait dans un centre terriblement capitaliste. Mais son but essentiel, c'était de constituer en quelque sorte un gouvernement plus constitutionnel, avec des partis et des élections. Il y est d'ailleurs arrivé, dans une certaine mesure.

Il souhaitait aussi répartir différemment les richesses, en accorder davantage aux paysans, et moins aux citadins. Il était très populaire dans les campagnes, dans le Panama profond où je l'ai souvent accompagné. Il rêvait de développer l'agriculture, l'industrie, de réduire la dépendance de l'économie à l'égard des services. Bien sûr, il lui a fallu se battre contre la United Fruit Company, qui a aujourd'hui changé de nom (6), et en fin de compte il a gagné. Là, les Etats-Unis ont eu affaire à un pays d'Amérique centrale qui a refusé de se laisser soudoyer. Et il a gagné !

J'ai un souvenir très net du jour où les traités sur le canal ont été signés. Il y avait les généraux-dictateurs Pinochet, Videla d'Argentine, Banzer de Bolivie. M. Carter avait absolument voulu les inviter. Le général Torrijos voulait qu'il n'invite que la Colombie, le Pérou et le Venezuela, pays démocratiques qui lui avaient apporté un certain soutien dans son entreprise. Mais M. Carter a insisté pour qu'on invite même Haïti. Duvalier n'est pas venu, il s'est fait représenter par un ambassadeur.

Quant à Pinochet – quelle mine patibulaire ! – il a joué un sale tour à ses hôtes. Il avait remarqué que, après la signature des traités, MM. Carter et Torrijos allaient chacun de son côté saluer les personnalités qui étaient autour de la grande table placée sur la tribune, mais qu'ils ne leur donnaient pas l'accolade. Ils serraient la main de Videla, du représentant d'Haïti, de Banzer...

Sur ce, lorsque le général Torrijos s'est approché de Pinochet, ce dernier lui a donné de petites tapes dans le dos. Torrijos a essayé de s'écarter, et pourtant, si un photographe avait pris un cliché à cet instant précis, on aurait vraiment eu l'impression qu'ils se donnaient l'accolade !

Le général Torrijos a laissé derrière lui une force de défense nationaliste qui joue un rôle progressiste à l'intérieur et à l'extérieur du pays. A mon avis, l'héritage sera bien gardé.

Je ne suis pas un ami aussi proche du général Noriega que je l'étais du général Torrijos. Je reçois des coups de fil de Panama. La pression sur M. Noriega est extrêmement forte. Même s'il y a des choses qu'il ne fait pas bien, je continuerai à le soutenir. Parce que je crois que, s'il se retirait, sous l'effet des énormes pressions exercées par le secteur « dur » des Etats-Unis, c'en serait fini des traités. Les Américains ne quitteraient jamais la zone du canal et, dès lors, je le crains, ils continueraient à y entraîner leurs troupes.

Une des raisons pour lesquelles les Etats-Unis s'acharnent contre le général Noriega, c'est qu'il apporte encore un certain appui aux sandinistes, de même qu'au FMLN du Salvador. Mais on dit qu'il échange ses informations à la fois avec les Américains et avec les Cubains... J'espère toutefois qu'il en donne de meilleures à Cuba qu'aux Etats-Unis...

Les Etats-Unis estimaient qu'ils pouvaient manipuler le général Paredes (7), alors qu'ils ne peuvent pas manipuler Noriega. Quoi qu'il en soit, je préfère qu'il reste à son poste. Je crois, en effet, qu'il poursuit l'objectif que le général Torrijos désirait atteindre. Peut-être pas autant qu'on le souhaiterait, ou pas exactement de la façon dont on le souhaiterait. Mais le fait que les Etats-Unis ne l'apprécient nullement est à mes yeux une recommandation.

Ce serait une bonne chose si, dans le cadre de la compétition internationale, les Japonais soutenaient le Panama. La bataille du canal reste par ailleurs une bataille de toute l'Amérique latine. Mais tout dépendra des évolutions politiques sur le continent, et en particulier des progrès dans les efforts de paix en Amérique centrale.

Après tout, la dette la plus lourde n'est pas celle de l'Amérique latine : c'est celle des Etats-Unis.

Le paiement de la dette représente une lourde contrainte pour les pays qui sont revenus à la démocratie. L'Argentine, par exemple, où demeure le danger d'un coup d'Etat militaire. A ce propos, il serait souhaitable qu'un arrangement intervienne dès que possible entre Mme Thatcher et le président Alfonsin pour régler la question des Malouines.

A l'époque j'avais considéré cette guerre comme stupide, mais inévitable. La seule bonne chose qui pouvait en sortir, c'était la chute de la junte militaire. Et le plus curieux est que le journal argentin *Clarin* a publié ma prise de position, sans changer une virgule. L'Argentine et le Brésil méritent plus de respect que le Mexique. Là, l'énorme dette, c'est de l'argent qui est parti en Suisse. La révolution mexicaine m'est toujours apparue comme une révolution « *bidon* », une fausse révolution. Les dirigeants ont amassé des fortunes, au cours d'une succession de gouvernements malhonnêtes.

En France on ne s'intéresse pas beaucoup à l'Amérique latine. La presse communique peu de nouvelles... D'une façon générale, l'Europe – si l'on peut parler de l'Europe, car je reste très sceptique à ce sujet – n'a pas compris qu'une restructuration des échanges Nord-Sud serait bénéfique pour tous.

Quant aux Etats-Unis... Quel que soit le prochain président, démocrate ou républicain, il devra, en tout cas, remettre de l'ordre dans la maison. Limiter le déficit budgétaire. En politique extérieure aussi, les choses devraient bouger.

Le monde bouge. Mais en grande partie grâce à M. Gorbatchev, qui est le seul à pouvoir maîtriser la situation. Je crois que c'est de l'Est que peut venir l'espoir.

(Propos recueillis par
FRANÇOISE BARTHÉLEMY.)

---

(3) NDLR. En novembre 1987, le colonel Roger Miranda, étroit collaborateur du ministre de la défense nicaragayen, M. Humberto Ortega, déserta son pays. Ses déclarations selon lesquelles le gouvernement de Managua voulait porter les effectifs de l'armée à 600 000 hommes et, surtout, demander de plus en plus d'aide militaire à Moscou encouragèrent le Congrès américain à approuver une aide de 14 millions de dollars aux « contras », en décembre 1987.

(4) NDLR. Tomas Borge, l'un des fondateurs du Front sandiniste de libération nationale, est à l'heure actuelle ministre de l'intérieur.

(5) NDLR. A la fin de l'année 1987, Mgr Obando a participé aux négociations directes entre les sandinistes et les « contras ».

(6) NDLR. Elle s'appelle maintenant la Chiriqui Land Company.

(7) NDLR. Le général Ruben Dario Paredes avait accédé à la tête de la garde nationale panaméenne le 3 mars 1982. En septembre, il démissionne, il nourrissait alors des ambitions politiques.

Bibliographie

● **L'ŒUVRE ROMANESQUE**

★ Trois volumes, dits *Œuvres choisies*, ressemblent aux éditions Robert Laffont, Paris, les « grands romans », de Graham Greene, accompagnés d'une introduction de l'auteur. De nombreux titres existent aussi en français, au Livre de poche, aux éditions du Seuil et chez Stock.

Rappelons quelques-uns des livres les plus célèbres : *la Puissance et la Gloire* (1940) ; *le Ministère de la peur* (1943) ; *le Fond du problème* (1948) ; *Un Américain bien tranquille* (1955) ; *les Comédiens* (1966) ; *le Consul honoraire* (1973) ; *le Facteur humain* (1978) ; *Docteur Fischer de Genève* (1980).

● **ESSAIS**

★ *Routes sans lois*, éditions de la Table ronde, Paris, 1949 ; *Pourquoi j'écris*, Le Seuil, Paris, 1950 ; *Essais catholiques*, Le Seuil, Paris, 1953 ; *Une sorte de vie*, Robert Laffont, Paris, 1971 ; *les Chemins de l'évasion*, Robert Laffont, coll. « Pavillons », Paris, 1983 ; *A la rencontre du général. Histoire d'un engagement*, Robert Laffont, Paris, 1984.

● **ENTRETIENS**

★ *Graham Greene : l'autre et son double, entretiens avec Marie-Françoise Allain*, Belfond, Paris, 1981.

Dans la presse étrangère

Washington, le général Noriega et la démocratie

The New York Review

FOREIGN POLICY

TIME

U.S.News

Herald Tribune

Newsweek

Présenter l'analyse d'un grand problème d'actualité par des journaux étrangers peut aider à mieux cerner une réalité nécessairement complexe. Cette revue de presse – ce mois-ci consacrée aux rapports entre Washington et l'Amérique centrale – permettra de compléter l'information.

IL était « fini ». Les pressions économiques, militaires, politiques, morales, judiciaires, devaient avoir raison de ce précieux allié de naguère devenu voyou. Panama serait délivré de son potentat trafiquant de drogue ; l'Amérique centrale s'ancrerait davantage dans la démocratie ; les Etats-Unis auraient contribué à assainir la région. C'était fini... ou presque.

Or le général Noriega, un an après les révélations sur ses trafics de drogue, demeure au pouvoir, et, stupéfiés, les commentateurs de la presse américaine paraissent manquer de vocabulaire pour enrichir leurs analyses. Sous leurs plumes reviennent sans cesse les mêmes mots : « *reculs successifs* », « *fiasco* », « *humiliation* » (**US News and World Report, Newsweek, Time**, du 6 juin, le **Washington Post**, repris par l'**International Herald Tribune** du 1er juin). Que s'est-il passé, car, comme l'écrit **Newsweek**, paraphrasant Roosevelt parlant du dictateur Somoza, « *il se peut que Noriega ait été un fils de pute, mais c'était notre fils de pute* ». Le même hebdomadaire cite cet élégant commentaire d'un conseiller de M. Reagan : « *Il* (Noriega) *nous a baisés* », et ajoute : « *L'administration Reagan, pour parler comme elle, s'est baisée elle-même. Elle a pour le moins sous-estimé son adversaire.* » Ce qui pose notamment le problème de savoir qui est responsable : la CIA, dont Noriega fut l'agent ? Le département d'Etat ? La Maison Blanche ? Y a-t-il encore un chef de l'exécutif ? La réponse – partielle – se trouve peut-être dans cette blague rapportée par **Time**, qui se répète au département d'Etat : « *Nous ne serions pas dans ce pétrin si Ronald Reagan était président* »...

Mais cet « *échec* », cette « *grave erreur de calcul* » (**Time**), ce « *coût en termes de prestige et de confiance en soi pour les Etats-Unis* » (**US News**), ce « *désastre diplomatique* » (**Washington Post**) se doublent d'une absence de plan à long terme. Dans une longue enquête, la **New York Review of Books** (28 avril) rappelait que Panama fut « *inventé* (en 1903) *en raison de sa position géographique* » et que, grâce à une aide américaine de 32 millions de dollars, Noriega a pu moderniser son armée – une « *mafia* » – et faire passer ses effectifs de « *quelque dix mille à plus de seize mille hommes, et ce en quatre ans environ* ». Or, ajoute la **Review**, même si Noriega partait, « *construire la démocratie pose de formidables problèmes* ». « *La question la plus importante est la réforme des forces armées de Panama, qui sont immensément corrompues.* » « *Depuis deux décennies, les Etats-Unis ont soutenu la création d'une force armée panaméenne afin de défendre un canal indéfendable. L'armée de métier que nous avons entraînée s'est transformée en une force militaire hostile à la solde d'un cartel étranger de la drogue. L'administration Reagan l'a utilisée dans sa guerre contre les sandinistes et au service de sa politique au Salvador.* »



« Au secours ! Je suis prisonnier malgré moi des trafiquants de drogue centraméricains ! »

L'affaire dépasse donc de beaucoup la personnalité du général, et même le cas panaméen. « *Le débat sur l'Amérique centrale risque de se concentrer jusqu'à la fin du mandat de M. Reagan sur l'insaisissable question de la démocratisation* », écrit la revue **Foreign Policy** (printemps 1988), qui, dans un numéro plus ancien (hiver-printemps 1987), estimait que « *les Etats-Unis ont relativement peu appris au sujet de l'Amérique latine depuis les années 60* ».

Pour **US News**, en tout cas, « *les rêves de démocratie* » de M. Reagan se défont à toute vitesse en Amérique latine. Au Salvador, Washington a salué « *le triomphe d'un système bipartite* », mais l'un de ces partis est celui des Escadrons de la mort. Au Nicaragua, « *les rebelles* » (la Contra) n'ont « *ni idéologie ni dirigeant digne d'être suivi* ». A Haïti, la chute de Duvalier n'a apporté « *ni démocratie ni stabilité* ». Tel est aussi le point de vue du **Washington Post** : « *Manuel Arturo Noriega a défié Washington et il a gagné. Il en va de même des sandinistes au Nicaragua. De même encore des extrémistes de gauche et de droite au Salvador. Et dans deux pays enclins aux coups d'Etat, le Guatemala et le Honduras, le pire ne s'est peut-être pas encore produit.* » A propos de ce dernier pays, **US News** note : « *Pour la cause des Contras et de leurs bases, Washington a soutenu une direction militaire qui n'est pas seulement antidémocratique, mais, semble-t-il, est aussi fortement impliquée dans les trafics de drogue.* » Et, plus généralement, estime le **Washington Post**, la Maison Blanche a « *dilapidé une bonne partie de son influence dans la région* » en rejetant « *l'idée même d'une solution diplomatique* » et, au lieu de soutenir les plans d'un libéral comme M. Philip Habib, a misé sur les « *partisans de la ligne dure* ».

Newsweek ne dit pas autre chose : « *Jusqu'à récemment, Washington a rejeté les bons offices des alliés américains de la région, préférant une action unilatérale* (au Panama) *en dépit des risques évidents de voir se renforcer les ressentiments latino-américains contre l'impérialisme yankee.* » Et **Time** d'écrire : « *Noriega s'est posé en victime de l'impérialisme yanqui. En réponse, vingt-deux autres pays latino-américains, parmi lesquels le Mexique et le Venezuela, ont publié* (le 22 mars) *une déclaration de soutien.* » « *De nombreux Latino-Américains ont commencé à soutenir Noriega pour la simple raison que leur réflexe est de réagir contre tout soupçon d'impérialisme yankee* », commente **US News**.

M. Michael Dukakis a promis de faire mieux.

J. D.

LE BILAN DE VINGT ANS DE POLITIQUE CONSERVATRICE

Les Noirs américains, la discrimination

LA campagne présidentielle américaine de 1988 peut déjà, quelle qu'en soit l'issue, être qualifiée d'historique en raison du phénomène Jackson. Le candidat noir qui s'est vigoureusement battu jusqu'au bout pour obtenir l'investiture du Parti démocrate, a recueilli un nombre considérable de suffrages blancs. Et pourtant, la société américaine n'a toujours pas réussi à intégrer sa communauté noire, dont la classe moyenne piétine et dont les pauvres s'appauvrissent.

Par LAURA MASLOW-ARMAND *

De multiples raisons expliquent le ralentissement des progrès de la communauté noire aux Etats-Unis : essentiellement les orientations générales de la politique gouvernementale ont joué en sa défaveur, tandis que la restructuration industrielle, la persistance de la discrimination raciale et des comportements sociaux autodestructeurs aggravaient ses difficultés. Les administrations conservatrices successives ont entretenu un Etat de dépendance et de vulnérabilité, et toléré les plus grandes inégalités de classes et de races.

Cette politique n'a pas commencé avec l'arrivée au pouvoir de M. Reagan, mais dure depuis deux décennies. M. Nixon fut à l'origine de la jurisprudence régressive de la Cour suprême, à laquelle il nomma quatre juges conservateurs (1). La politique de déréglementation commença dès 1962, mais se traduisit sur le plan législatif sous les présidences de MM. Ford et Carter. Les privatisations furent décidées voilà dix ans dans les administrations locales et celles des Etats (2). Dans un tel contexte, même les victoires apparentes des Noirs sont minces et fragiles.

Les Etats-Unis peuvent certes se prévaloir de posséder une classe moyenne plus importante, plus riche, plus diversifiée que jamais. Les définitions varient, mais on estime qu'environ 40% des Noirs (et 56% des Blancs) appartiennent désormais à ce groupe social, de par leur emploi (3). Les progrès les plus importants ont été réalisés entre 1964 et 1969. Grâce à une législation sur les droits civiques appliquée avec plus de vigueur après les émeutes dans les ghettos, les nouveaux emplois furent assez systématiquement attribués à une communauté dont le niveau d'instruction ne cessait de progresser. Mais cette évolution s'est ensuite ralentie et des signes de fragilité sont apparus après 1978.

Aujourd'hui, deux cinquièmes des Noirs peuvent être considérés comme faisant partie de la classe moyenne, mais à un niveau inférieur – en termes de profession et de revenus – à celui des Blancs. En 1982, 56% des Noirs classés officiellement dans ce groupe exerçaient en fait des métiers de faible prestige social *(lower middle class)*, contre 46% chez les Blancs. Employés ou vendeurs, les Noirs de la classe moyenne gagnaient en 1984 6000 dollars de moins que les Blancs ayant le même métier ; la différence était de 8 500 dollars dans les rangs de la classe moyenne supérieure (professions libérales, encadrement, administration). Et une enquête récente nous aide à mieux cerner la réalité : un Blanc de la classe moyenne gagne annuellement 3 500 dollars de plus qu'un Noir ayant la même instruction, la même expérience, la même ancienneté, le même type d'emploi dans la même région. Seule la différence de race permet d'expliquer une telle disparité.

La querelle des emplois préférentiels

TROIS phénomènes obligent à envisager avec prudence les possibilités de développement d'une bourgeoisie noire. Il y a parmi les Afro-Américains de plus en plus de diplômés du secondaire (4), mais le pourcentage de ceux qui sont inscrits dans le supérieur diminue. Le coût de plus en plus élevé des études, la chute du nombre des bourses ou des prêts de faible taux d'intérêt semblent avoir freiné leur entrée dans les universités, ce qui est vrai aussi pour les Hispaniques, cependant qu'augmentait le nombre des Blancs et des Américains d'origine asiatique. En 1976, 9,4% des étudiants étaient noirs; ils n'étaient plus que 8,8% en 1984 (5). En 1980, plus d'un quart des Noirs âgés de dix-huit ou dix-neuf ans faisaient des études supérieures (37% pour les Blancs) ; en 1988, ils sont moins d'un quart à l'université (42,9% des Blancs) (6). La décision à courte vue de M. Reagan de réduire les prêts fédéraux aux étudiants a frappé les classes moyennes et inférieures des deux races, et nul ne s'étonne de voir figurer dans l'actuelle campagne électorale la promesse de rétablissement d'une telle aide.

Un autre facteur – la fin du traitement préférentiel dans l'emploi – aura des conséquences plus profondes et plus rapides. Les progrès récents des Noirs sont dus en grande partie à l'application – de 1965 à 1981, – sur les plans fédéral, étatique et local, des programmes d'« action affirmative » *(affirmative action)* en faveur des minorités, et notamment des Noirs et des femmes (7). Au cours de ces seize années, des normes d'embauche furent imposées aux vingt mille ou trente mille firmes traitant avec le gouvernement fédéral.

L'« action affirmative » est au cœur des controverses concernant les problèmes raciaux. Elle a – était-ce voulu ? – dressé une partie de la classe ouvrière contre l'autre et placé en situation de concurrence des groupes ethniques, raciaux, sexuels. Selon deux enquêtes rendues publiques, les Noirs et les autres minorités ont bénéficié de ces programmes et ont notamment pu accéder à des fonctions plus qualifiées.

Cependant, l'actuel gouvernement, de même qu'une grande majorité de la population interrogée – y compris les Noirs, – s'oppose à ces programmes. Ils sont synonymes d'injustice à l'égard des Blancs, de baisse de niveau, de chute de productivité, et sont signes de condescendance à l'égard des bénéficiaires. Les traitements préférentiels sont censés avoir marqué du même sceau de l'incompétence tous les cadres et responsables noirs – même ceux qui furent promus avant l'instauration des programmes – et avoir freiné leur capacité à rivaliser loyalement avec les autres secteurs de la population. La seule institution fédérale à soutenir le programme est aujourd'hui la Cour suprême, et cela à une faible majorité. Quant au gouvernement, il a tout fait pour en finir avec une politique dont les jours semblent comptés.

Troisième phénomène qui pousse au pessimisme : la classe moyenne noire dépend davantage des revenus du travail (opposés à la richesse), et notamment de ceux des femmes, que la classe moyenne blanche. Alors que le ratio de la richesse des Noirs a doublé depuis 1967 par rapport à celui des Blancs, les Noirs possèdent encore moins d'actifs, et de moindre valeur. Leur situation s'était sensiblement améliorée dans les années 60 et 70 (achats de voitures, de maisons, etc.), mais cette évolution a été freinée au cours de l'actuelle décennie (8).

S'il y a davantage de Noirs dans la classe moyenne, c'est pour une grande part grâce au travail des femmes, mais ce facteur risque de bientôt s'épuiser. Les épouses noires au travail sont proportionnellement plus nombreuses que les Blanches, et leur contribution au revenu familial est plus importante. Mais elles ont des salaires inférieurs, leurs responsabilités étant moindres, et plus lente leur promotion ; l'écart risque ainsi de se creuser entre les deux catégories de familles ayant un double revenu : il est actuellement de 7 000 dollars par an (20 % de plus chez les Blancs) et pourrait grandir dans les années à venir (9).

Dans le secteur des affaires, de gros progrès s'accompagnent d'une forte dépendance à l'égard des pouvoirs publics. Le nombre des entreprises possédées par des Noirs a crû, mais les revenus ont baissé. De nouvelles compagnies ont été créées dans les secteurs des finances, de l'information, de la communication, qui se sont développées plus vite au cours des dernières années que celles des secteurs traditionnels.

Selon une enquête réalisée cette année, les ventes des cent premières firmes possédées par des Noirs ont pour la première fois dépassé les 4 milliards de dollars, et l'une d'elles – une société d'investissement – a eu un chiffre d'affaires supérieur à 1 milliard de dollars (10). Mais, dans ce secteur comme dans l'ensemble de la communauté noire, les gens prospères ont prospéré, et les autres ont perdu du terrain.

Tout indique aussi que la communauté noire a fait moins de progrès sur le plan de la création d'entreprise que dans les autres domaines et qu'elle est très en retard par rapport aux autres minorités ethniques. En 1982, les firmes possédées par des Noirs représentaient 2 % seulement du total, et leurs revenus étaient de 0,16 % des revenus globaux. Les Noirs possèdent six cents grandes entreprises *(corporations)* sur les trois millions que comptent les Etats-Unis (11). En dehors de l'agriculture, 49 ‰ des Américains sont leurs propres patrons, ce qui n'est le cas que pour 14 ‰ des Noirs.

L'entreprise noire a commencé par être une épicerie, un salon de coiffure, un magasin de pompes funèbres, installés dans des quartiers où régnait la ségrégation, où la clientèle était pauvre et fidèle. La déségrégation aidant, nombre de ces petites entreprises périclitèrent car la clientèle noire se dispersa sans pour autant être remplacée par celle des Blancs. Aujourd'hui, grâce à l'émergence d'une génération qualifiée, de nouveaux types d'entreprises apparaissent. En application des règles de l'« action affirmative », des contrats publics ont été réservés aux sociétés appartenant à des membres des minorités, ou à des femmes (10 % en moyenne sur le plan national, 30 % sur le plan local dans les villes dirigées par des Noirs). En 1986, le département de la défense devait, de par la loi, accorder 5 % de ses contrats à des entreprises et à des universités « minoritaires » et cela sur une période de trois ans – ce qui devrait rapporter 32 milliards de dollars aux bénéficiaires de cette mesure (12).

Ces contrats réservés *(set asides)* sont tout autant sujets à controverses que les autres types de quotas, et leur avenir n'est pas moins incertain. En 1980, la Cour suprême en a réaffirmé la constitutionnalité, mais la nouvelle majorité conservatrice de cette instance, issue des nominations faites par M. Reagan, ne sera certainement pas favorable à la poursuite d'une telle politique.

A quoi l'échec global de cette communauté dans les affaires est-il dû ? Certains chercheurs noirs en reviennent toujours au poids de l'héritage africain. D'autres soulignent les effets de dépendance et de passivité engendrés par l'esclavagisme et par l'oppression qui lui a succédé. Avant et après le mouvement pour les droits civiques, les emplois de prestige étaient ceux de pasteur, d'enseignant et de fonctionnaire, et non ceux de dirigeants de petites entreprises.

La discrimination raciale a bien sûr été l'obstacle principal : insuffisance de prêts, intérêts trop élevés, refus d'investir dans les quartiers noirs, etc. Les phénomènes d'exclusion professionnelle et syndicale ont aussi empêché la mise en place de réseaux permettant la création d'entreprises. Une tâche qui demeure difficile : celles que fondent les Noirs sont sous-capitalisées, étoiles filantes rapidement en faillite. Et la solidarité qui a permis la naissance de systèmes d'entraide au sein d'autres groupes (juifs, Hispaniques, Asiatiques, personnes originaires des Caraïbes) n'a pas joué chez eux.

Le sort du « manager » noir a subi la même évolution : progrès sensibles au cours de la précédente décennie, suivis d'un ralentissement. Ces cadres (3,9 % du total en 1984) se heurtent aux mêmes obstacles qui empêchent les femmes blanches ambitieuses et expérimentées de parvenir au sommet de la hiérarchie (13). Les Noirs ont rapidement pu occuper des fonctions de niveau moyen dans les années 70 et ils en sont restés là. Rares sont ceux que l'on embauche désormais pour de semblables tâches.

Les préjugés raciaux, les pratiques traditionnelles du patronat, le poids des réseaux masculins blancs, le manque de familiarité des Noirs avec la « culture d'entreprise », expliquent l'actuelle stagnation, mais la cause la plus évidente tient au type de fonctions exercées par les Noirs. Ils continuent d'occuper des postes pour « minorités » (éventuellement créés dans le cadre de l'« action affirmative »), par exemple dans les relations publiques ou les services du personnel. De tels postes sont aisément supprimés en cas de compression de main-d'œuvre, et il est alors difficile de retrouver un emploi similaire. Plus grave encore : quelques années passées aux relations publiques ou au service du personnel ne permettent pas d'acquérir un *curriculum vitae* convenant à d'autres secteurs (finance, commerce) et qui autoriserait une promotion. Il est clair aussi que, pour un emploi donné, les Noirs embauchés ont un niveau d'instruction nettement supérieur à celui des Blancs (14).

Si l'on regarde l'autre versant social de l'Amérique noire, la situation est bien plus critique. L'écart se creuse entre la qualité de la vie des Noirs et celle des Blancs. La politique conservatrice des républicains a eu des effets désastreux pour ceux qui sont en bas de l'échelle sociale et qui dépendent beaucoup de l'aide gouvernementale. La réduction de l'assistance, l'amputation de 80 % des crédits fédéraux pour la formation professionnelle et l'emploi, un moratoire de la construction de l'habitat public, une diminution des crédits d'entretien, une réforme fiscale qui sur le plan fédéral a quintuplé le taux d'imposition des familles pauvres par rapport à ce qu'il était en 1979, une chute du financement en faveur des élèves défavorisés, chacune de ces mesures a fait son lot de victimes (15).

Par ailleurs, la campagne antisyndicale du gouvernement et du patronat a été un succès. Les Noirs, plus nombreux que les Blancs chez les ouvriers, sont aussi davantage syndiqués et dépendants de leurs organisations professionnelles pour obtenir la réduction des différences de salaires, une juste répartition de primes et pour bénéficier d'une formation sur le tas. Qui dit affaiblissement du mouvement syndical dit affaiblissement des Noirs. De plus, la déréglementation a accru la concurrence entre les firmes qui réduisent les coûts de production en pesant sur les salaires, en embauchant moins, et de préférence des non-syndiqués et de la main-d'œuvre temporaire, dont il est aisé de se défaire. Une évolution qui frappe aussi les Noirs : avec la privatisation, on est passé d'une main-d'œuvre syndiquée de statut public à une main-d'œuvre non syndiquée et moins payée, de statut privé.

Globalement, depuis quinze ans, les Noirs pauvres se sont appauvris et leur isolement social n'a fait que croître. Dans les écoles publiques des grandes villes, les élèves blancs ne représentent qu'environ 15 % du total ; la rotation et l'absentéisme des enseignants y sont la règle ; le niveau des jeunes y est extrê-



Leonard Freed/Magnum

MARTIN LUTHER KING, ASSASSINÉ EN 1968
Son fameux « rêve » demeure, pour beaucoup, à l'état de rêve

* Maître de conférence à Paris-III.

(1) C'est en 1969 que M. Nixon a nommé le *chief justice* Burger, avant de désigner en 1970 M. Blackmun et, en 1971, MM. Powell et Rehnquist, tous favorables à *« la loi et l'ordre »*.

(2) Voir à ce sujet la série d'articles publiés par la *Public Administration Review*, novembre-décembre 1987.

(3) Utilisant le revenu (et non l'emploi) comme signe d'appartenance à une classe, David Swinton écrit que 18,8 % des familles noires ont gagné plus de 35 000 dollars en 1985, contre 39,3 % des familles blanches. De son côté, Andrew Billingsley estimait qu'en 1980 59 % des familles noires appartenaient à la classe moyenne *(The State of Black America*, 1987, National Urban League, pp. 53 et 108). Selon les statistiques officielles, 27 % des familles noires et 39 % des familles blanches ont un revenu allant de 25 000 à 50 000 dollars. Les informations concernant le type d'emploi sont extraites de l'article de Bart Landry, « The New Black Middle Class », *Focus*, vol. 15, nº 9, septembre 1987, et nº 10, octobre 1987.

(4) 61 % des Noirs diplômés des lycées en 1975, 71 % en 1985. Le pourcentage de Blancs (81) est stable *(New York Times*, 11 mai 1988).

(5) Les Noirs représentent 12 % de la population totale, mais 12,3 % des jeunes en âge de faire des études universitaires. Selon le *Wall Street Journal* du 27 janvier 1988, un Américain diplômé de l'université peut espérer gagner 640 000 dollars de plus pendant sa carrière qu'un diplômé du secondaire. D'autre part, les revenus des diplômés du supérieur varient en fonction de la race et du sexe. Chiffres moyens pour 1981 : 14 912 dollars pour une Noire, 16 441 pour une Blanche ; 17 861 pour un Noir, 19 857 pour un Blanc.

(6) *The Crisis*, juin-juillet 1987.

(7) Sur la naissance de ces programmes et les réactions qu'ils ont provoquées, lire Pierre Dommergues, « L'essor du conservatisme américain », *le Monde diplomatique*, mai 1978, et *Le libéralisme contre les libertés*. « Manière de voir 2 », avril 1988.

(8) William P. O'Hare, *Wealth and Economic Status : A Perspective on Racial Inequity*. Washington D.C., Joint Center, 1983.

(9) Margaret C. Simms, « Incomes for Black Families Continue to Rise », *Focus*, octobre 1987. En 1986, un couple noir gagnait 31 949 dollars par an, soit 82 % d'un salarié blanc (73 % en 1968).

(10) *New York Times*, 10 mai 1988.

(11) Communication de Robert Suggs à la conférence du Joint Center, 1986.

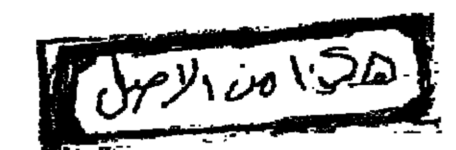
(12) Edwin Dorn, « New Law Sets DOD Contracting Goal », *Focus*, vol. 15, nº 1, janvier 1987.

(13) *The Crisis*, avril-mai 1987.

(14) John P. Fernandez *(Racism and Sexism in Corporate Life)* écrit que, pour 84 % des managers masculins blancs et 14 % des managers noirs, le niveau d'une compagnie est abaissé par l'embauche de cadres féminins ou appartenant à des minorités.

(15) Marie-France Toinet, « La politique sociale du président Reagan », *Etudes*, octobre 1984.





...crimination raciale et les disparités de classes

mement médiocre. Plus de la moitié des Noirs de dix-sept ans sont considérés comme des « illettrés fonctionnels ». Les Noirs des catégories inférieures évoluent dans le monde clos et homogène des HLM et des quartiers insalubres. Les hommes sont au chômage ou ne cherchent même plus un emploi, quand ils ne sont pas absents, ou drogués, ou en prison, ou encore victimes d'un meurtre (16).

Comment, dans ces conditions, s'étonner devant le verdict des statistiques ? Chez les Noirs, le taux de mortalité est deux fois plus élevé que celui des Blancs en ce qui concerne les nourrissons, trois fois pour les mères ; il y a deux fois plus de diabètes, de néphrites, d'hypertension. Les hommes blancs vivent en moyenne six ans et demi de plus que les Noirs.

C'est dans ce groupe racial que le pourcentage de familles éclatées est le plus élevé. La moitié des familles sont dirigées par la mère, soit un taux trois fois et demi supérieur à celui des Blancs.

Après six ans de reprise économique, un tiers des Noirs vivent dans la pauvreté, une proportion trois fois supérieure à celle des Blancs (la pauvreté touche un peu moins de 30 % des Hispaniques). 12,2 % des Noirs sont au chômage, contre 4,6 % des Blancs. Plus de la moitié des enfants vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Si l'on ajoute que 60 % des petits Noirs sont des enfants naturels et que plus de la moitié vivent avec la seule mère, on imagine les conséquences à venir sur la santé, l'éducation et les possibilités d'emploi.

De même que la classe moyenne noire gagne moins et est moins riche que la classe moyenne blanche, les Noirs pauvres sont plus pauvres et plus dépendants que les Blancs pauvres, comme le montrent les statistiques de répartition des revenus en 1984 :

LES DIFFÉRENCES RACIALES ENTRAINENT DE FORTES DISPARITÉS SOCIALES

Revenu familial (en dollars)	Par catégories de revenu : Familles blanches (%)	Familles noires (%)
Moins de 2 500 ...	1,6	4,7
De 2 500 à 4 999 ..	2,2	10,1
De 5 000 à 7 499 ..	3,7	10,2
De 7 500 à 9 999 ..	4,4	9
De 10 000 à 12 499	5,3	8,3
De 12 500 à 14 999	5	6,6

Source : US Department of Commerce Bureau of the Census. *Current Population Reports*, Series P-60, nº 149, 1985.

Ainsi, 22,2 % des familles blanches, mais presque 50 % des familles noires ont un revenu inférieur à 15 000 dollars ; un quart des familles noires doivent se contenter de la moitié de cette somme pour vivre. Par ailleurs, grâce à une étude de l'université du Michigan, il est possible de distinguer entre le long terme (plus de huit ans) et le court terme. Quelque cinq mille familles et leurs descendances ont été interrogées de 1968 à 1983. Il ressort de cette enquête que moins de 2 % des personnes sondées sont pauvres de façon chronique et que, dans la plupart des cas, elles ne demeurent qu'un ou deux ans au-dessous de la ligne de pauvreté. En revanche, certains *groupes* y restent longtemps : les vieux, les ruraux du Sud, les Noirs et les membres des familles ayant une femme pour chef.

Chômage et aides sociales

La structure familiale est un facteur déterminant de la pauvreté au sein des deux grands groupes raciaux, mais les familles noires dirigées par une femme ont davantage de « chances » d'être pauvres, de ne pas recevoir de pension alimentaire, de dépendre plus de l'assistance publique (en gros, 400 dollars pour une famille de quatre personnes), de demeurer dans le besoin pendant une longue période. Les Noires chefs de famille risquent bien plus que les Blanches de ne jamais se marier et de ne pas terminer leurs études secondaires ; en revanche, elles ont moins de chances de trouver un emploi à plein-temps (17).

En 1984, sept millions de familles blanches (13 % du total) étaient dirigées par une femme et leur revenu annuel moyen était de 15134 dollars. En revanche, presque trois millions de familles noires – soit 44 % du total – étaient dans cette situation et devaient se contenter de 8647 dollars par an (18).

Chercheurs et responsables se divisent au sujet des causes de la pauvreté de longue durée et des mariages ratés dans la communauté noire. Quatre types d'arguments sont présentés :

– Les Noirs eux-mêmes soulignent fréquemment les effets pervers de la discrimination raciale. Chaque étude sérieuse note qu'elle joue un rôle essentiel : elle contribue à concurrence de 20 % à 25 % aux disparités dans le domaine de l'emploi et des revenus.

– Le deuxième argument rejoint le premier : il a trait au taux élevé de chômage. Seul élément positif : l'actuelle réduction du volume de la main-d'œuvre jeune disponible et la crainte d'une nouvelle et considérable réduction dans le futur. Les sociétés de restauration rapide et les centres commerciaux commencent à transporter des jeunes Noirs du centre-ville vers les banlieues, où ils seront payés 1 ou 2 dollars au-dessus du salaire minimum, cela afin de disposer d'une masse de serveurs et de cuisiniers – un retour aux anciens métiers « noirs » qui, dans la plupart des centres urbains, sont devenus le lot des nouveaux immigrants, des Hispaniques ou des femmes. On estime que, en raison de la baisse de la natalité, il y aura de moins en moins de travailleurs jeunes au cours des sept ou huit années à venir (19). Par ailleurs, ce phénomène a incité les pouvoirs locaux, les milieux d'affaires et les écoles à hausser le niveau des Noirs et des Hispaniques. Mais, mis à part cette légère et peut-être temporaire amélioration de la situation, les Noirs des grandes villes du Nord, du Sud et du Midwest sont nombreux à rechercher un emploi stable.

– L'influence des aides sociales sur l'éclatement des familles, et donc sur la pauvreté de longue durée, a suscité bien des commentaires. Ces arguments, fondés sur une étude superficielle des causes et des effets, ont été utilisés récemment pour justifier d'importantes réductions des aides financières et la création de nombreux programmes *(workfare)* destinés à « encourager » les bénéficiaires d'une aide à trouver un travail rémunéré afin de conserver leurs droits. Il est cependant plus juste de considérer les programmes d'assistance, en général peu adaptés à la situation et rarement plus attrayants qu'un emploi, comme la raison d'un certain *déclin* de la pauvreté. Et de toute façon le nombre des familles dirigées par une femme tout comme le taux de chômage ont cru chez les Noirs, où que ce soit dans le pays, quel que soit le montant des aides, qu'elles soient en baisse ou en hausse (20). Les structures familiales ont évolué partout dans le monde industrialisé, mais nulle part autant que dans la communauté noire américaine.

– La quatrième hypothèse est fondée sur l'idée que l'éthique du travail et la cohésion familiale auraient décliné depuis le départ de la classe moyenne des ghettos. Ce à quoi Andrew Billingsley répond que cette classe moyenne, à la fois petite et fragile, soit ne vivait pas auparavant dans les ghettos, soit y est demeurée. Les familles de la classe moyenne noire connaissent les mêmes difficultés que les familles les plus pauvres, même si c'est à un moindre degré (21).

Les Noirs de la classe inférieure s'en tiennent aux valeurs américaines d'individualisme et de concurrence, et tendent à s'estimer responsables de leur propre échec. Selon une enquête réalisée au début des années 80, 63 % des Noirs (mais 70 % seulement de Blancs), tous emplois confondus, pensaient qu'il faut travailler durement pour progresser. Une majorité de personnes interrogées en 1981 déclaraient que les Noirs pouvaient « arriver » aussi bien que les Blancs, à condition de faire davantage d'efforts – une attitude plus répandue chez les moins instruits d'entre eux. Cet état d'esprit fut confirmé par un sondage de 1986 (22). Toujours en 1981, 46,5 % des Noirs interrogés pensaient que *« la plupart »* des membres de leur communauté n'ont *« ni la motivation ni la volonté de se sortir par eux-mêmes de leur pauvreté »*.

L'éthique puritaine du travail se retrouve partout dans une étonnante collection de témoignages recueillis par un anthropologue noir. A preuve ces extraits :

« Je me suis habitué à vivre avec pas grand-chose, et ce pas grand-chose est devenu presque rien... J'ai appris, quand je manque de quelque chose, à faire avec ce que j'ai. Beaucoup de Noirs sont fichus parce qu'ils sont incapables de se suffire à eux-mêmes, et qu'ils doivent compter sur l'aide sociale. Cette aide les empêche d'améliorer leur condition car ils peuvent s'en sortir sans rien faire. »

« On ne peut simplement accepter ce que l'homme blanc vous donne, parce qu'il a cent façons de vous enchaîner... Et avant qu'on s'en rende compte on est devenu l'esclave de la pire espèce, je veux dire l'esclave qui réclame des chaînes (23). »

Les Américains acceptent aujourd'hui presque partout de travailler avec des Noirs et même d'être placés sous leurs ordres. Deux institutions, toutes deux hiérarchisées, vont dans le sens d'une forte intégration : la police des grandes villes (douze d'entre elles, dont New-York, Chicago et Houston, ont une police dirigée par un Noir) et l'armée. Dans les deux cas, l'intégration a été imposée d'en haut et rapidement admise. L'intégration a aussi progressé dans la vie politique. Plus de six mille six cents Noirs ont des fonctions électives (1,3 % du total), mais le plus souvent à des échelons inférieurs, dans des villes et des bourgades majoritairement noires, et ils recueillent rarement plus de 10 % ou 15 % du vote blanc. A cet égard, tout à fait exceptionnel est le soutien blanc dont a bénéficié M. Jesse Jackson, surtout dans le Nord ; il est peu probable qu'il modifie la polarisation raciale sur le plan local.

Les Américains ne sont pas encore prêts à accepter de vivre à proximité d'une communauté qui comprendrait plus d'une poignée de familles noires d'un statut social égal au leur, ni à envoyer leurs enfants dans des écoles à forts effectifs noirs. L'intégration raciale n'est plus un but aux Etats-Unis. Sans une volonté politique vigoureuse de la part du président et de la Cour suprême, il semble impossible d'envisager une mixité des quartiers comme des écoles. En fait, la ségrégation se développe sur le plan du logement et, dans les écoles du Sud et du Midwest, l'isolement racial croît pour les Noirs et les Hispaniques (24). Et pareils phénomènes se retrouvent dans le fonctionnement de la justice.

Après le gouvernement Roosevelt, les Noirs s'étaient de plus en plus tournés vers le pouvoir fédéral pour qu'il les protège des Etats ségrégationnistes du Sud, des pratiques discriminatoires dans l'emploi, de la violence raciale, d'une injustice sociale extrême. La réponse du gouvernement fut de plus en plus positive, grâce à la Cour suprême, présidée par le juge Warren, à la « guerre contre la pauvreté » de Johnson et à la « chambre introuvable » progressiste des années 60. Mais il s'est agi d'avancées fort précaires. Le poids du passé – deux siècles d'esclavage suivis d'un siècle d'exploitation – demeurait lourd. Les vertus prônées par Benjamin Franklin – esprit d'entreprise, économie, détermination – n'ont pas suffi à soulever ce fardeau.

Au début des années 70, le gouvernement commença à faire marche arrière dans les domaines de l'intégration et de la protection. M. Nixon demanda une pause dans le procès de déségrégation scolaire et fit la louange du capitalisme et des universités noirs. Quant à l'administration Reagan, elle n'a témoigné d'aucun intérêt envers les déshérités, quels qu'ils soient. La communauté noire, qui avait à peine entrouvert la porte, fut priée de plier bagage et de se débrouiller par elle-même.

Les citoyens afro-américains ne demandent pas à être considérés comme des privilégiés ; ils veulent seulement que les chances soient vraiment égales pour tous dans une société où régnerait la justice raciale. Ils ont rédigé des pétitions, ils ont prié, ils ont défilé, ils se sont soulevés, ils ont voté. Ils n'ont plus de moyens de se faire entendre de l'Amérique.

LAURA MASLOW-ARMAND.

(16) L'homicide est la principale cause de décès des hommes de race noire. Un Noir sur cinq est un jour ou l'autre emprisonné. 45 % des détenus sont noirs. Cf. Andrew Hacker, « Black Crime, White Racism », *The New York Review of Books*, 3 mars 1988.

(17) Andrew Hacker, « American Apartheid », *The New York Review of Books*, 3 décembre 1987. 38 % des femmes noires chefs de famille ont un emploi à plein temps, contre 50 % dans le cas des familles blanches.

(18) US Department of Commerce, Bureau of the Census, Current Population Reports, séries P-60, nº 149, Washington, GPO 1985.

(19) H. Bacas, « Desperately Seeking Workers », *Nation's Business*, février 1988. *« Depuis 1978, le nombre des travailleurs âgés de seize à dix-neuf ans a baissé de 20 %, et celui des travailleurs âgés de vingt à vingt-quatre ans a commencé à chuter. »*

(20) Robert Greenstein, « Losing Faith in Losing Ground », *The New Republic*, 25 mars 1985.

(21) *The State of Black America 1987*, National Urban League, janvier 1987.

(22) Sondages ABC/*Washington Post* de 1981 et 1986. *Public Opinion*, octobre-novembre 1983. Wayne Parent, « A Liberal Legacy », *Journal of Black Studies*, vol. 16, nº 1, septembre 1985.

(23) John Langston Gwaltney, *Drylongso : A Self-Portrait of Black America*, New-York, 1980.

(24) Garry Orfield, « School Desegration Needed Now », *Focus*, juillet 1987.

M. Jesse Jackson et l'ouverture du Parti démocrate

Par MARIE-FRANCE TOINET *

DEPUIS 1968, les démocrates n'ont cessé de rechercher la recette idéale pour désigner le plus démocratiquement possible le meilleur d'entre eux comme candidat à la présidence des Etats-Unis. Bien des méthodes ont ainsi été utilisées, mais les dirigeants du parti en demeurent insatisfaits : pour avoir été largement dépossédés de leur pouvoir, ils n'ont pas pour autant le sentiment que de meilleurs candidats aient été choisis : en vingt ans, de 1968 à aujourd'hui, un seul des leurs a été élu à la présidence, M. James Carter, en 1976. C'est, pour eux, un piètre résultat.

Pourtant, ces nouvelles règles sont effectivement plus démocratiques. Elles ont permis à des hommes comme M. Jesse Jackson de faire entendre, au sein d'un parti qu'ils eussent autrement déserté, la voix des laissés pour compte de la politique.

Les congrès démocrates, qui se réunissent tous les quatre ans pour élaborer le programme du parti et élire leur candidat à la présidence, étaient jusqu'en 1968 composés pour l'essentiel de militants chevronnés, vieux briscards de la politique, qui choisissaient, dans les fameuses « salles enfumées », à l'abri des caméras, l'un des leurs. En 1968, en pleine guerre du Vietnam, la convention fut celle de la révolte contre les caciques : il fut décidé de donner à l'électorat du parti plus d'importance dans le choix du candidat pour lequel on lui demandait de voter lors de l'élection présidentielle. Depuis lors, les délégués à la convention nationale sont réellement élus, soit par les sympathisants, lors de réunions du parti (caucus), soit par les électeurs démocrates, lors d'élections internes au parti (primaires). Le procès est d'une extrême complexité – due à la multiplicité de règles ésotériques que seuls peuvent maîtriser des politiciens chevronnés – et d'une excessive lenteur – quatre mois, officiellement, entre les caucus d'Iowa et les primaires de Californie ou du New-Jersey. Cela ne peut que désorienter l'électorat et donner trop d'importance à des petits Etats peu représentatifs comme l'Iowa ou le New-Hampshire.

Plus démocratique qu'autrefois, cette manière de sélectionner le candidat démocrate n'en favorise pas moins ceux qui sont le mieux insérés dans la société américaine. De fait, à peine un tiers des électeurs participe à la désignation des délégués au congrès du parti. Les plus âgés (les mieux éduqués), ceux qui ont les revenus les plus élevés, bref les plus riches, monopolisent les votes, et par conséquent les postes : les délégués restent des militants, et les grands féodaux ont été remplacés par de petits barons ; les problèmes des électeurs de base leur restent étrangers.

Malgré tout, l'ouverture du parti n'en a pas moins été réelle : jamais, avant les réformes des deux dernières décennies, un homme comme M. Jesse Jackson n'aurait pu exposer, avec une chance d'être écouté, les revendications des plus défavorisés. Pour démagogue qu'il puisse apparaître, il a su articuler, avec clarté et souvent avec courage, les difficultés de tous ceux qui se sentent oubliés par un système politique souvent atteint de surdité. S'il a condamné l'égoïsme social d'un reaganisme qui ne s'intéresse qu'aux riches, il a aussi su dire que la drogue, le manque de formation et les naissances illégitimes condamnaient les jeunes (notamment les jeunes Noirs) à l'échec, et que la nation tout entière en portait la responsabilité et en supporterait les conséquences.

Avec peu de moyens (il n'a guère de ressources financières et son équipe est réduite), il a jusqu'ici obtenu le soutien de près du tiers des électeurs qui avaient renoncé à faire entendre leur voix et ne votaient plus. Ceux de la communauté noire, naturellement. Celle-ci, particulièrement abstentionniste puisqu'elle ne voit pas qui pourrait vraiment la représenter, a su se rendre massivement aux urnes cette année. Mais des Blancs en nombre non négligeable (10 % des suffrages exprimés, deux fois plus qu'en 1984) ont été sensibles à son argumentation : de petits fermiers et des ouvriers en particulier, qui ne voient pas d'issue dans les choix économiques que leur proposent les républicains, voire certains démocrates. L'exemple de l'Oregon, où la minorité noire est particulièrement faible, est à cet égard révélateur : 38 % des électeurs se sont prononcés en sa faveur, contre 9 % en 1984. De même, en Californie, le 7 juin, il a obtenu 22 % des votes des électeurs démocrates blancs.

Enfin les problèmes de fond...

UN moment, après les caucus du Michigan (où il obtenait 53 % des suffrages, contre 29 % à M. Michael Dukakis), M. Jesse Jackson a tellement eu le vent en poupe que les responsables démocrates s'en sont inquiétés : et s'il l'emportait ? Ne serait-ce pas la fin des espoirs du parti d'enfin gagner cette année ? Une convention « ouverte », où les jeux ne seraient pas faits à l'avance, ne nuirait-elle pas à l'image du parti ? Les primaires de New-York et de Californie, où la communauté juive, importante et politiquement active, n'a pas oublié les propos antisémites qu'avait tenus M. Jesse Jackson en 1984, a ruiné les espoirs de celui-ci et ranimé ceux des responsables du parti : 1988, c'est encore « trop tôt » pour un Noir.

Il reste que le pasteur Jackson a accumulé cette année un capital politique qu'il entend bien ne pas dissiper : s'il ne vise officiellement aucun poste, que ce soit la vice-présidence ou un ministère (ce qui ne veut pas dire qu'il n'obtiendra pas ce qu'il ne demande qu'indirectement), il veut obtenir une meilleure représentation des minorités dans les organes de direction du parti et des gages programmatiques : il veut, notamment, que la plate-forme démocrate prévoie explicitement une baisse des crédits militaires, une augmentation des crédits sociaux et des impôts supplémentaires pour les riches. Il a déjà contraint M. Dukakis a qualifier de *« terroriste »* l'Etat sud-africain.

De tels engagements semblent difficilement acceptables pour un parti qui se veut « responsable » et qui est obsédé par la réussite idéologique de M. Ronald Reagan : pourquoi promettre du sang et des larmes quand on peut promettre la lune ? Dès lors, les dirigeants démocrates sont pris en tenaille : s'ils satisfont M. Jesse Jackson pour attacher fermement au parti ses partisans, ils risquent de perdre leur centre – et l'élection ; s'ils refusent de l'entendre, ils peuvent perdre ces nouveaux électeurs – et l'élection.

Le dilemme est cruel. Mais il permet d'aborder les problèmes de fond. Car les nouvelles règles démocrates, tant décriées par les caciques et les analystes, perturbent indubitablement le train-train partisan. Mais elles ont l'immense avantage de vivifier le parti, de lui amener de nouveaux responsables et de nouveaux électeurs, de provoquer un débat riche et constructif : elles justifient l'existence même du parti parce que seul il permet une voie d'accès au pouvoir, ou en tout cas à la parole (qui est une forme de pouvoir), des plus défavorisés. Cette ouverture est encore insuffisante, mais elle a néanmoins démocratisé la vie politique américaine.

* Directeur de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques.

GUERRE ÉCONOMIQUE, ENDETTEMENT DU TIERS-MONDE, CRISE A L'EST

Le commerce international

LES participants au sommet des sept principaux pays industrialisés se sont félicités, le 21 juin à Toronto, de la manière dont les économies et les places financières ont réagi à la bourrasque boursière d'octobre 1987. Ils se sont pourtant gardés d'un trop grand optimisme tant à propos des déséquilibres extérieurs et de l'inflation que des variations du dollar. Et ils n'ont pas caché leur crainte que les négociations sur la libéralisation des échanges des biens et des services ne rencontrent des difficultés de plus en plus grandes. De fait, ainsi que l'explique l'article ci-dessous, rares sont les forces en expansion qui peuvent actuellement susciter l'essor du commerce mondial.

Par FRÉDÉRIC F. CLAIRMONTE

Les apparences ne doivent pas tromper : les raisons profondes du krach boursier du 19 octobre 1987 demeurent intactes et risquent fort de provoquer une crise plus grave encore. Les chiffres disponibles – fussent-ils provisoires en ce qui concerne 1987 – permettent de cerner les fissures qui minent le système monétaire, commercial et financier international. L'actuelle hausse spéculative sur les marchés boursiers, la stabilisation fragile du dollar, l'augmentation timide de l'activité commerciale dans le monde ne sauraient faire illusion, même si elles engendrent l'euphorie de certains médias et groupes d'intérêts. Cela est particulièrement vrai en ce qui concerne le commerce international.

En valeur comme en volume, la croissance des exportations des trois grands groupes d'économies a été inégale *(voir le tableau I)*. Soutenue dans les pays capitalistes, elle a régressé dans les pays à système planifié. Dans le tiers-monde, on a assisté à une croissance essentiellement due aux performances des « quatre tigres » : Singapour, Hongkong, Taiwan et Corée du Sud, performances qui, d'ailleurs, ne peuvent se prolonger.

Tableau I. – CHIFFRES RECORDS OU FEU DE PAILLE ?

Exportations en 1986 et 1987

(En pourcentages par rapport à l'année précédente)

GROUPES DE PAYS	EN VALEUR		EN VOLUME	
	1986	1987	1986	1987
Economies capitalistes avancées	15,7	15,9	2	4
Tiers-monde	–6,1	18,1	9	6
Economies planifiées (1)	11,1	9,6	5,5	2,5
Total	10,1	15,5	3,5	4

(1) Dont Chine.

Sources : GATT, *International Trade*, 1986-1987, et GATT, *Focus, Newsletter, nº 53*, février-mars 1988.

En 1987, les échanges de marchandises ont ainsi crû de 4 % en volume, de 15,5 % en valeur, atteignant un total de 2 450 milliards de dollars. Ce total, pour étonnant qu'il puisse paraître, s'explique en partie par la rapide détérioration du dollar, des coups d'accélérateur dans le volume des échanges, l'augmentation des prix de certaines matières premières, notamment des produits pétroliers, et une spéculation sans frein sur les marchés des produits de base qui a joué un rôle évident dans la genèse du « lundi noir ». Cela fut particulièrement évident sur le marché des instruments à terme qui demeure l'un des terrains de manœuvres favoris des joueurs de la « société de casino ».

1987, année record ? Pour certains observateurs pressés, peut-être ; alors qu'il s'agit d'un feu de paille qui ne reflète en rien une situation solide ni dans les économies capitalistes développées, ni dans les deux autres catégories de l'économie mondiale. De plus, l'augmentation en valeur nominale des exportations – 2 119 milliards de dollars en 1980, 2 450 milliards en 1987 – n'a pas de signification si elle est sortie de son contexte : la stagnation *globale* de la production, même s'il est des exemples de forte croissance.

L'évolution de la productivité aide à comprendre certains aspects de la crise et de ses implications à long terme sur le système international du commerce et des paiements. Dans les pays capitalistes avancés, sa baisse s'est amorcée il y a quinze à vingt ans, avant même le choc pétrolier de 1973 (d'où une croissance plus lente de la production, une baisse du niveau de vie, des taux plus élevés d'inflation et de chômage). Son rythme d'augmentation, qui était de 3 % l'an en moyenne du milieu de la décennie 1960 au début de la décennie 1970, est passé à 0,75 % par an entre 1973 et 1979, et même moins entre 1979 et 1985 (1).

D'autre part, en raison de leurs très graves difficultés, les économies soviétique et est-européennes ne peuvent contribuer au redressement mondial en 1988, et il en ira très vraisemblablement de même en 1989. Les exportations d'armement mises à part, l'économie soviétique reste largement de type colonial : importations de biens manufacturés et de céréales (en raison d'une incapacité chronique à se nourrir elle-même) et exportations de matières premières, de produits pétroliers notamment. L'avenir des ventes d'armes est peu brillant et ce commerce se heurte déjà à la concurrence massive de la Chine et d'autres pays du tiers-monde, comme l'Egypte et le Brésil.

De même, toute tentative de briser le marché hautement cartellisé et oligopolistique des produits manufacturés et des exportations de haute technologie rencontrerait aussi une vive résistance.

Des échanges de type colonial

EN raison de la structure coloniale de ses exportations, l'Union soviétique continue de subir des termes de l'échange négatifs, sur lesquels elle n'a aucun contrôle. La croissance de 4 % (en volume) en 1987 est essentiellement due au commerce avec les pays capitalistes développés, alors que les pertes de revenus découlant de la chute (en 1986) des cours du pétrole ont surtout été compensées par une augmentation du volume des exportations.

Phénomène classique dans le tiers-monde : l'URSS a exporté de plus en plus et gagné de moins en moins.

Le médiocre bilan des exportations soviétiques en direction des pays industrialisés et du tiers-monde apparaît dans ce tableau montrant les pourcentages de variations annuelles :

	1985	1986	1987
Exportations en valeur	– 14,9 %	– 4,3 %	17,4 %
Termes de l'échange	– 2 %	– 22 %	–

Source : Commission économique des Nations unies pour l'Europe.

De telles contraintes exercées sur les exportations ne sont évidemment pas sans conséquences : les importations soviétiques ont baissé de 5 % en 1986 et de 2 % en 1987. Résultat, un léger excédent des exportations a été dégagé : 500 millions de dollars avec les pays industrialisés, 7,9 milliards de dollars avec le tiers-monde.

Ainsi, non seulement l'URSS et l'Europe de l'Est n'ont pu stimuler le marché mondial, mais elles ont été frappées par l'endettement, dont elles ne se sortiront pas aisément. Selon la Commission économique des Nations unies pour l'Europe, l'endettement des pays de l'Est et de l'URSS doit s'accroître de 100 milliards de dollars à la fin de 1988 (dont 25 milliards pour l'URSS, 30 milliards pour la Chine).

Tableau II. – L'ÉVOLUTION DE LA DETTE DES PAYS DE L'EST IMPLIQUE DE FORTES COUPES DANS LES IMPORTATIONS (1)

Poids de la dette par rapport aux exportations vers les économies de marché

(En pourcentages)

PAYS	1982	1985	1986	1987
Pologne	455	503	534	550
Hongrie	170	249	328	350
Bulgarie	56	44	140	168
Tchécoslovaquie	62	50	53	67
RDA	129	78	91	98
Roumanie	151	97	100	73
URSS	33	40	55	52

(1) Dette à l'égard des seules banques communiquant avec la Banque des règlements internationaux.

Source : Commission économique des Nations unies pour l'Europe.

Etant donnée l'ampleur des déficits courants, le niveau de plus en plus élevé de l'endettement *(voir le tableau II)*, les maigres espoirs d'une amélioration sensible des termes de l'échange, leurs balances des paiements vont subir d'énormes pressions. Ce qui implique de sérieuses coupes dans les importations, qui contribueront à rétrécir le marché mondial et auront des répercussions défavorables sur leur propre croissance interne.

Quant aux déséquilibres des échanges entre le Japon et la RFA, d'une part, les Etats-Unis, d'autre part, ils illustrent l'intensité de la guerre économique que ces intérêts opposés se livrent pour la conquête du marché mondial ; aucune force égalisatrice n'est à l'œuvre, bien au contraire.

Entre 1983 et 1987, le déficit commercial américain est passé de 69,3 milliards de dollars à 173,7 milliards ; l'excédent japonais de 20,5 à 80,4 milliards, celui de la RFA de 16,5 à 65,8 milliards. Ces excédents vont quelque peu diminuer en 1988-1989, mais pas de façon notable.

Des changements d'une telle ampleur reflètent la perte de puissance des Etats-Unis de M. Reagan. De son sommet de mars 1985 à la fin de 1987, le dollar a perdu 51 % face au yen, 49 % face au deutschemark. Cette baisse va continuer, nonobstant les accords entre banques centrales.

Dans la dernière édition de *Perspectives de l'économie mondiale*, le Fonds monétaire international, qui pêche souvent par optimisme, prévoit une baisse de croissance pour quatre des acteurs principaux de l'économie mondiale, et la stagnation pour le cinquième :

CROISSANCE DU PNB

(En pourcentage)

PAYS	1987	1988
Japon	3,8	3,7
Grande-Bretagne	4	2,6
Etats-Unis	2,9	2,5
France	2,1	1,6
RFA	1,7	1,7

La recherche du profit maximum

DANS ces conditions, on ne peut attendre des pays industrialisés une relance du commerce mondial. Quoi qu'en pense M. Baker, dont le plan était dès le départ inadapté à la situation, une croissance plus faible – et pas seulement dans le domaine commercial – affaiblira encore davantage les chances du tiers-monde de réduire son endettement grâce à des exportations accrues. Une évolution qui ne pourra que renforcer les pressions des sociétés multinationales sur les pays du Sud.

En tant que devise dominante, le dollar est condamné mais s'est vu accorder un répit. Il est cependant peu probable qu'il puisse être soutenu tout au long de l'année 1988, même avec la complicité des banques centrales et l'intervention prétendument salutaire du groupe des sept pays les plus industrialisés (G7) (2). Car on oublie délibérément, dans les discussions stériles sur la « coopération » monétaire internationale que la motivation essentielle du capitalisme est l'accumulation, et non la recherche de l'harmonie ; son unique but est le profit maximum grâce à la conquête de parts de marché de plus en plus grandes. Il est par essence conflictuel. Par-delà les proclamations généreuses, le G7 demeure ce pour quoi il a été créé : l'organe suprême du capitalisme au sein duquel il n'y a pas place pour une coopération authentique.

Depuis 1981, le tiers-monde a financé la croissance des pays industrialisés grâce à la coquette somme de plus de 250 milliards de dollars. Il continue de tenter, sans succès, d'assurer le service d'une dette hors de contrôle et qui dépasse les 1 100 milliards de dollars. De 1981 à 1987, la dette a crû de 8 % par an, et de 6,3 % de 1986 à 1987. Et c'est une situation souvent décrite dans ces colonnes que désormais reconnaît le président de la Banque mondiale, M. Barber Conable : *« Les pays en voie de développement transfèrent en direction du monde industrialisé plus d'argent qu'ils n'en reçoivent de financements nouveaux* (3). » Phénomène également admis par la Commission économique des Nations unies pour l'Europe, qui affirme que les pays industrialisés *« ont absorbé les ressources du reste du monde, et principalement celles des pays en voie de développement »*, ajoutant : *« Cette évolution peut difficilement permettre la recherche d'une aide aux pays en voie de développement dans leurs efforts pour réduire leur pauvreté* (4) ».

A la fin de 1987, les prêts nets au tiers-monde, après déduction des remboursements des montants en principal, s'élevaient à peine à 40 % de ce qu'ils étaient entre 1978 et 1983. La crise structurelle qui éclata en août 1982 était cependant symptomatique des changements perceptibles depuis longtemps et souligna la fragilité essentielle, de même que l'injustice, du système commercial et financier mondial. Phénomène différent du « lundi noir », la crise de 1982 n'en avait pas moins pour ingrédients ceux-là mêmes qui devaient provoquer cinq ans plus tard l'explosion d'octobre 1987.

Un rappel historique s'impose pour comprendre l'offensive menée contre le tiers-monde. La crise qui a éclaté au Mexique en août 1982 était d'abord une crise capitaliste mondiale qui touchait surtout le tiers-monde et, de façon seconde, une crise mexicaine. Les facteurs qui l'ont précipitée résident dans les mutations intervenues dans les systèmes de prêts au cours des années 70. La dette du tiers-monde crût alors de façon démentielle : + 21 % par an entre 1970 et 1980, de 85 à 580 milliards de dollars. Et le ratio d'endettement par rapport au PNB a augmenté de 18 % à 28 %.

En 1978, le transfert net aux pays débiteurs s'élevait à 31,6 milliards de dollars. Au début des années 80, le rôle néfaste du système bancaire était indirectement reconnu par la Banque mondiale : *« Les banques internationales relativement peu impliquées dans les prêts aux pays en voie de développement au début de la période considérée l'étaient trop à la fin* (5). » Ce que ne disait pas la Banque, c'est que cette politique était directement issue des programmes d'austérité décrétés par le FMI avec la bénédiction des gouvernements Reagan et Thatcher, ce qui était compréhensible puisque les profits ainsi amassés étaient plus élevés que ceux récoltés dans les pays développés.

Avec la montée de la crise au tournant de la décennie, et la chute des cours des matières premières, le tiers-monde perdit vite en solvabilité aux yeux du capital financier. La durée des prêts s'allongea, les taux d'intérêts réels et nominaux atteignaient de nouveaux sommets.

Dès 1980, cependant, seulement un quart de la dette latino-américaine avait un taux d'intérêt fixe ; 40 % devaient être remboursés dans les douze mois, et près de 70 % dans les trois ans. Une telle situation, créée par les banques multinationales, n'auraient cependant pu voir le jour sans la collaboration des milieux dirigeants du tiers-monde.

Le cataclysme de l'endettement ne fut en rien le produit de circonstances fortuites auxquelles auraient été capables de faire face ces inepties qu'étaient le plan Baker (septembre 1985) et les plans d'ajustement du FMI, bien résumés par cette formule lapidaire : *« Laissons le tiers-monde sortir de son endettement. »* Une idée qui préparait le terrain à une politique d'écrasement des salaires.

La mise en place des crédits croisés (swaps) et la multiplication de semblables gadgets afin de rééchelonner la dette à hauteur de 485 milliards de dollars sont des solutions irréalistes. En fait, ce qui s'est passé depuis deux décennies illustre cette simple règle mathématique : plus on emprunte, plus il faut emprunter. Et aujourd'hui, plus des neuf dixièmes des nouveaux prêts à plusieurs des pays les plus endettés servent à payer les intérêts des emprunts précédents. Sauf à briser ce système, le paiement des intérêts n'aura pas de fin, de même que s'accroîtra le phénomène de dépendance.

Ce phénomène intervient alors que le marché financier regorge de liquidités. A la fin de 1987, le montant net des fonds transitant par les marchés internationaux était de l'ordre de 255 à 260 milliards de dollars (6). Sur ce total, une faible part allait à des investissements productifs dans le tiers-monde. Mais, là encore, il faut être conscient de la nature de ces investissements « productifs » et de leur impact sur les économies locales - car ces capitaux se dirigent d'abord vers des zones franches, telle celle de Kingston, à la Jamaïque, basée sur l'exploitation d'une main-d'œuvre non syndiquée, non qualifiée et bon marché. L'influence de telles zones sur le développement est minime. En 1987,les exportations de la zone franche de Kingston se montaient à 100 millions de dollars, mais les bénéfices nets pour l'économie jamaïcaine n'atteignaient pas 20 % de cette somme (7).

Des remarques incongrues

LA meilleure façon de saisir la logique de l'endettement et du sous-développement consiste à analyser la situation des pays créanciers sélectionnés par le plan Baker – dix-sept pays qualifiés par la Banque mondiale et le FMI de *« pays hautement endettés » (voir le tableau III)*.

La dette globale des dix-sept pays était en 1987 de 485 milliards de dollars et son service (intérêt inclus) de 229,8 milliards de dollars. Le ratio

Tableau III. – LA « SORTIE DE CRISE » N'EST PAS POUR DEMAIN...

Les dix-sept pays sélectionnés par le plan Baker

	Dette extér. (1) non amortie (1987)	Service de la dette (2) (1987-1988)	Pourcentage d'évolution annuelle moyenne (3) entre 1980 et 1987				
	(En milliards de dollars)		PNB	Exportations	Importations	Investissements	Consommation par tête
Brésil	114,5	61,4	3,4	3,2	– 4,4	– 1,1	1,1
Mexique	105,0	44,9	0,3	6,4	– 7,7	– 6,7	–2,7
Argentine	49,4	23,7	0	1,4	–11,0	– 9,5	–1,2
Venezuela	33,9	15,9	–0,7	–0,9	– 5,7	– 3,4	–4,6
Philippines	29,0	12,0	–0,5	–0,5	– 4,9	–13,5	–1,0
Nigéria	27,0	12,2	–3,4	–5,9	–19,2	–13,5	–6,5
Yougoslavie	21,8	10,2	1,1	0,5	– 0,6	0,4	–0,5
Chili	20,5	9,8	0,9	4,1	– 6,8	– 4,6	–2,2
Pérou	16,7	7,9	0,7	–0,6	– 5,7	–12,6	–0,2
Maroc	17,3	8,1	3,4	2,9	1,6	– 2,2	0,8
Colombie	15,1	8,5	2,8	8,0	– 3,3	0,9	0,2
Equateur	9,0	4,3	1,4	5,9	– 2,6	– 4,7	–2,2
Côte-d'Ivoire	9,1	4,0	–0,6	3,8	– 2,8	–15,2	–4,3
Bolivie	4,6	1,6	–3,5	–0,3	– 2,4	– 2,6	–5,1
Costa Rica	4,5	2,4	1,5	2,1	– 2,4	1,3	–1,4
Jamaïque	3,8	1,6	0,2	–5,4	– 2,2	1,3	–1,4
Uruguay	3,8	1,3	–1,4	–0,1	– 8,0	–13,8	–2,4
Total	485,0	229,8	1	1,4	– 6,2	– 4,8	–1,6

(1) Estimation du total des passifs extérieurs.

(2) Chiffres basés sur l'endettement à long terme à la fin de 1986, ne tenant pas compte des nouveaux emprunts effectués depuis.

(3) En prix constants.

Source : World Debt Tables 1987-1988, Banque mondiale.

(1) *The OECD Observer*, nº 151, avril-mai 1988.

(2) Etats-Unis, Canada, Japon, France, RFA, Grande-Bretagne, Italie, dont les représentants se réunissent périodiquement.

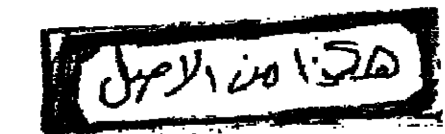
(3) Cité dans *World Bank News*, 24 avril 1988.

(4) Commission économique pour l'Europe, *Economic Survey of Europe in 1987-1988*, Genève, 1988.

(5) *Le Monde diplomatique*, décembre 1987.

(6) *Financial Times*, 6 avril 1988. L'auteur de l'article écrivait qu'en privé les investisseurs disent préférer s'installer dans les zones dans lesquelles les militants syndicalistes ne peuvent travailler.

(7) Banque mondiale, *World Debt Tables*, vol. I, 1987-1988, Washington.



est privé de ressorts

dette-PNB est d'environ 61 % et augmente. Comment, dans ces conditions, ces pays peuvent-ils espérer *« sortir de la crise » ?* Les exportations en prix constants ont atteint un assez bon taux d'augmentation de 1,4 % entre 1983 et 1987, ces pays ont dégagé un excédent commercial de 23 milliards de dollars. Ce qui n'a pas suffi à augmenter de façon substantielle la formation du capital, le niveau de l'emploi et celui des salaires. Au contraire, les excédents furent dégagés grâce à des coupes sévères dans les importations : – 6,2 % par an. Autre aspect du drame : bien que ces pays aient enregistré une croissance annuelle de 1 % (en prix constants), leurs investissements ont décru en sept ans de 4,8 % et leur consommation de 1,6 %. Or il existe des limites à la tolérance d'une telle situation, même s'il est impossible d'en fixer l'échéance.

première des responsables (8) ». Qui sont ces *« responsables » ?* Ceux de la Banque mondiale et du FMI ? Et si la *« préoccupation première »* n'est pas le commerce, la dette et leurs implications, quelles sont donc les *« préoccupations premières »* de ceux qui ont en charge les relations économiques internationales ?

Mais, pour saisir les courants agitant le commerce mondial en cette fin de décennie, il faut aussi analyser les changements structurels au sein du tiers-monde.

La classification des économies établie par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) demeure utile : économies de marché développées, économies socialistes, économies en voie de développement. Cependant, en raison des mutations intervenues, il convient de procéder à certains ajustements. La



Tableau IV. – LE ROLE MOTEUR DE QUATRE PETITS PAYS ASIATIQUES N'A CESSÉ DE S'AFFIRMER

Part des exportations des « onze grands » du tiers-monde dans le total des ventes des pays en voie de développement (en %)

	1970	1985	1986	1987
Total tiers-monde	100	100	100	100
Taiwan	2	7	10	11
Hongkong	4	7	8	10
Corée du Sud	1	7	8	9
Singapour	3	5	5	6
Total « quatre tigres »	11	25	32	36
Autres pays :				
Arabie saoudite	4	6	6	5
Brésil	5	6	5	5
Mexique	2	5	4	4
Indonésie	2	4	4	3
Malaisie	3	3	3	3
Koweït	3	2	2	2
Inde	3	2	2	2
Total « onze grands »	34	53	57	61

Source : Documents de la CNUCED.

Il est de la sorte incongru de s'entendre dire par la Banque mondiale : *« Bien que l'endettement ait continué de croître depuis 1982 et que les difficultés de remboursement demeurent grandes, le système financier international est moins en danger et ce problème n'est plus une préoccupation*

distinction entre « pays développés » et « pays sous-développés » est forcément arbitraire. Pour ne prendre qu'un exemple, il est anormal de classer le Portugal et l'Irlande parmi les pays développés à économie de marché et de ne pas classer pareillement les « quatre tigres » et Koweït. Des changements

Tableau V. – DES DYSFONCTIONNEMENTS CROISSANTS DANS LE TEMPS ET DANS L'ESPACE

Taux de croissance des exportations des « onze grands » du tiers-monde

	1970-1987	1970-1980	1980-1987
Total tiers-monde	13,4	25,9	– 3,4
Taiwan	21,5	28,6	14,0
Corée du Sud	24,8	37,2	12,9
Hongkong	18,2	22,4	12,4
Singapour	19,0	28,2	4,0
Total « quatre tigres »	20,6	28,1	11,2
Autres pays :			
Malaisie	15,9	24,2	3,9
Inde	10,5	17,2	3,0
Brésil	14,4	21,7	2,8
Mexique	21,3	25,7	1,9
Indonésie	17,9	35,9	– 7,1
Koweït	8,0	25,6	– 11,7
Arabie saoudite	13,3	43,2	– 22,9
Total « onze grands »	16,8	30,0	– 1,4

Source : CNUCED, chiffres provisoires pour 1987.



Roger-Viollet

RUBENS : MERCURE ET ARGUS (MUSÉE DE BRUXELLES)
Est-ce au tour du dieu du commerce de désormais s'assoupir ?

profonds sont intervenus au sein du tiers-monde, qui ont des conséquences sur le système du commerce international *(voir les tableaux IV et V)*.

Ainsi, de 1970 à 1987, les exportations des « onze grands » (8) sont passées de 34 % à 61 % du total des exportations du tiers-monde. Fait plus étonnant encore : les « quatre tigres » représentaient 36 % du total en 1987 (contre 11 % en 1970). Cependant, alors que la décennie 1970-1980 avait été une période de croissance des économies du tiers-monde, elles ont enregistré une croissance négative entre 1980 et 1987. Pour les « onze grands » pris globalement, la croissance a aussi été négative, alors qu'elle a été nettement positive pour les « quatre tigres » (+ 12,4 %).

Des facteurs complexes – économiques et géopolitiques – expliquent, plus que la formule magique du libéralisme pur et dur, de telles disparités entre les « quatre tigres » et le reste du tiers-monde. En ce qui concerne les exportations, les facteurs économiques déterminants ont été l'interventionnisme sans frein de l'Etat et les subventions de toute sorte.

Vive concurrence sur le marché japonais

ET les performances de Hongkong sont inexplicables pour qui oublie les bas prix des matières premières chinoises et la présence d'une main-d'œuvre aussi abondante que bon marché. Parler des « quatre tigres » comme de « modèles » pour le tiers-monde relève de l'opération de propagande. Mais ces pays exportateurs de produits manufacturés incorporant de plus en plus de haute technologie prennent une part croissante des marchés, au détriment d'autres pays du tiers-monde (l'Inde, par exemple), mais aussi des Etats-Unis et de la CEE. Le marché intérieur japonais se développe et, si les bénéficiaires de cette manne temporaire – le cours du yen aidant – sont peu nombreux, les « quatre tigres » en font partie. Leurs exportations sont passées de 10 milliards de dollars en 1984 à 19 milliards en 1987.

A la fin de l'an dernier, les importations japonaises de produits sud-coréens avaient crû de 53 %, les achats à Taiwan, Hongkong et Singapour, respectivement de 52 %, 45 % et 45 %. en 1987, le Japon a augmenté de 31 % ses importations en provenance d'Asie du Sud-Est, celles en provenance des Etats-Unis et de la CEE, augmentant respectivement de 8,2 % et 25,7 %. Ainsi, Américains et Européens se trouvent face à de sérieux concurrents auxquels les Chinois vont très vite se joindre.

Tels sont, à grands traits présentés, quelques-uns des problèmes qui expliquent les tensions régnant sur le marché mondial, et son instabilité chronique, puisqu'on assiste à une redistribution incessante des parts de ce marché. Même si, actuellement, le Japon fait office de locomotive temporaire, rares sont les forces en expansion de l'économie mondiale qui peuvent susciter une croissance du commerce international en 1988 et 1989. L'époque est plutôt dominée par les forces qui provoquent une contraction des échanges.

FRÉDÉRIC F. CLAIRMONTE.

(8) Taiwan, Hongkong, Corée du Sud, Singapour, Arabie Saoudite, Brésil, Mexique, Indonésie, Malaisie, Koweït, Inde.

L'agonie du cacao

Par **PHILIPPE CHALMIN** *

DANS le climat général des marchés de matières premières, marqué par la flambée des prix des métaux et en particulier du nickel, le cacao fait triste figure. L'« arbre aux fruits d'or » cher à Jorge Amado donne lieu depuis plusieurs années à des excédents de production qui, cumulés, représentent aujourd'hui un stock estimé à quelque 750 000 tonnes, soit quatre mois et demi des besoins d'une chocolaterie dont les débouchés stagnent.

Deux cent cinquante mille tonnes sont détenues par le stock régulateur de l'Accord international (1). Sa valeur, approchant les 900 livres la tonne (environ 1 000 F), s'est pratiquement réduite de plus de la moitié par rapport à 1986. Il serait futile de chercher des responsabilités. En stricte économie libérale, il y a tout simplement trop de cacao. Les prix doivent baisser, baisser encore pour écœurer les producteurs les moins efficients ou les plus faibles, et les contraindre à abandonner.

Mais le cacao est aussi la principale recette de pays comme le Ghana ou la Côte-d'Ivoire. En Côte-d'Ivoire, il représente à peu près 40 % des recettes à l'exportation. Il permet à des milliers de planteurs de dégager des ressources externes ; au travers de la Caisse de stabilisation, il contribue aussi à financer l'Etat. Aujourd'hui, celui-ci doit, pratiquement pour la première fois de son histoire, financer le cacao. Dans ce pays, comme en de nombreux autres en Afrique, le cacao s'apparente plus à une économie de cueillette qu'à une véritable exploitation agricole. Les « plantations » sont dispersées en sous-bois, parfois difficiles d'accès au milieu d'une végétation luxuriante. Sensible aux maladies, le cacaoyer doit être traité et protégé, mais il est le type même de la culture qui peut être assurée par un planteur « absentéiste », parfois même fonctionnaire à Abidjan.

Chaque année, le prix d'achat au planteur est fixé pour la saison qui démarre le 1er octobre. Pour 1987-1988, ce prix est de 400 F CFA le kilogramme de fèves (soit 8 francs français), mais, dans la réalité, le planteur percevra moins. Son acheteur – un commerçant libanais dans de nombreux cas, – lui fera payer très cher le crédit obtenu avant le début de la campagne. Il le trompera aussi un peu sur le poids et la qualité. Dans la pratique, le planteur touche quelque 350-360 F CFA. Le cacao est ensuite acheminé vers Abidjan. Sa valeur à quai, une fois rémunérés les intermédiaires, est de 463 F CFA. Théoriquement, l'Etat intervient alors, imposant un droit de sortie de 25 % de la valeur payée au planteur. On arrivait au 1er janvier 1988 à une valeur fob de 570 F CFA le kilogramme. A cela il faut encore ajouter les charges de la Caisse de stabilisation, ainsi que la taxe acquittée pour financer l'Accord international, soit un prix de revient de 610 F CFA le kilogramme, incluant 100 F CFA de taxe gouvernementale.

Or, début mars, le cours à Londres ramenait le cacao ivoirien à 478 F CFA le kilogramme fob. Virtuellement, la Caisse devait fournir un « soutien » de 132 F CFA, correspondant à une perte nette pour l'Etat de 30 F CFA par kilogramme. C'est là une situation nouvelle car d'habitude, par le biais d'un prélèvement, la Caisse est en réalité le grand argentier du pays, finançant sa trésorerie, les grands travaux entrepris et le service de la dette ivoirienne. De surcroît, la crise du cacao intervient au moment précis où le gouvernement se lance dans un programme ambitieux de « retour à la terre », qui devrait concerner plus de un demi-million de jeunes. Il faut en effet lutter au plus tôt contre l'engorgement des villes, et notamment d'Abidjan, où s'entassent, en nombre toujours plus grand, ceux qui n'y trouveront que chômage et désillusion. Mais, pour retourner à la terre, il faut des moyens et, surtout, des garanties de prix pour les futures productions. Il est donc hors de question de diminuer le prix au planteur de cacao, symbole politique et social s'il en est.

Que faire, alors ? Produire moins ? A court terme cela paraît difficile du fait de la nature même de la production et de son importance pour les pays concernés. Diminuer les prix garantis correspondrait seulement à un transfert d'appauvrissement et porterait en soi un germe de déstabilisation. Certes, nombre de systèmes nationaux peuvent être améliorés par la recherche de la qualité, comme au Ghana, ou l'efficience des plantations, comme en Malaisie. Mais là n'est pas aujourd'hui le problème essentiel. L'état du marché oblige à des actions rapides avant la prochaine réunion de l'Accord international, prévue pour septembre 1988.

Du côté des producteurs, d'abord, il faut parvenir à rééquilibrer le marché. Là, il n'y a pas de secret : le cacao étant difficile et coûteux à stocker, la solution la plus fiable reste de le... détruire. Que les cinq plus gros producteurs (Côte-d'Ivoire, Brésil, Cameroun, Malaisie et Ghana) s'accordent entre eux pour supprimer de manière officielle 200 000 tonnes de stocks et les effets positifs ne manqueront pas de se faire sentir sur le marché. Certes, c'est une décision « contre l'esprit » que de détruire de manière gratuite le fruit du travail des hommes, mais l'économie libérale nous a habitués à bien d'autres excès.

Reste que les pays développés consommateurs ne peuvent se laver les mains de ce qui arrive. Pour les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), le Stabex (2) interviendra, mais tard – et de manière peut-être insuffisante. Il y a un seuil où un prix devient indécent, tant en termes de rémunération du travail que de développement. Il semble bien que le cacao ait atteint ce niveau. Aux pays développés d'agir et, par un geste symbolique, parallèle à celui des producteurs, de montrer que le cacao ne doit plus être synonyme de désespoir : créer, par exemple, un « fonds cacao », doté de l'équivalent en valeur des 200 000 tonnes qui seraient détruites – soit à peu près 2 milliards de francs français – utilisé pour des mesures d'urgence et des programmes de développement agricole des pays concernés. Il n'y a là rien de bien nouveau, si ce n'est l'affirmation de l'absolue nécessité d'agir avant que les cabosses de ce cacao qui régale les enfants ne deviennent des fruits de haine et d'injustice.

* Sous-directeur de laboratoire au Centre national des arts et métiers.

(1) L'Accord international sur le cacao de 1986, négocié entre Etats producteurs et consommateurs, vise à stabiliser les prix du marché à l'intérieur d'une fourchette grâce à un stock régulateur de 250 000 tonnes, aujourd'hui saturé.

(2) Stabex : mécanisme de stabilisation des recettes d'exportation des matières premières des pays ACP, établi par les accords de Lomé.

SOLUTIONS LIBÉRALES, PROJETS UTOPIQUES ET DÉMOCRATIE

L'art subtil

SI le sommet des pays industrialisés à Toronto a adopté quelques mesures pour alléger la dette des pays les plus pauvres, les sept chefs d'Etat et de gouvernement ont surtout confirmé leur volonté de renforcer la coordination des politiques économiques d'ajustement structurel. Ils poursuivent ainsi dans une voie qui, au Nord comme au Sud, a montré ses limites. L'ampleur de la crise nécessite pourtant d'imaginer des solutions inédites, de sortir d'un économisme réducteur pour mettre au centre des projets de développement la démocratie et les hommes.

Par ALAIN GRESH

Malgré leurs professions de foi en faveur des droits de l'homme, les dirigeants des pays industrialisés partageraient-ils en secret cette conviction de bien des chefs d'Etat du tiers-monde et que dénonçait Diderot voilà deux siècles : certes le peuple doit vivre mais *« il faut que sa vie soit pauvre et frugale : plus il est occupé, moins il est factieux, et il est d'autant plus occupé, qu'il a plus de peine à pourvoir à ses besoins »* ?

Au fil des exemples qu'égrène le *livre passionnant et dérangeant de* Susan George sur la dette (1), on serait tenté de le penser. Sandra est jamaïcaine et vit avec ses deux enfants, l'un de six ans, l'autre de sept mois. Le père perdit son travail *« et il a fallu s'en sortir avec ce que je gagnais*, dit Sandra. *Je vendais du poisson et du bammy (gâteau de cassave) sur le marché, mais le poisson est devenu trop cher, et plus personne ne peut en acheter, alors j'ai dû abandonner ça... Quand je sors pour chercher de quoi manger, je confie le bébé au plus grand. Ça m'empêche de l'envoyer à l'école... Parfois je l'envoie fouiller les détritus de la rue avec les autres garçons. »* Au Zaïre, un membre d'une ONG chrétienne décrit ce qu'il voit : *« Dans les écoles, les directeurs et les professeurs obligent les élèves à travailler dans leurs jardins, ou les font payer pour assister aux cours. Les hôpitaux manquent de médicaments, parce qu'on les vole pour les revendre... Les soldats eux-mêmes sont des délinquants... Leur solde est misérable et ils terrorisent la population... Il y a aujourd'hui au Zaïre 2 500 familles immensément riches et 27 millions de personnes vivant dans le dénuement total* (2). »

Ce que Susan George illustre à travers de tels récits, des dizaines de rapports officiels n'arrêtent pas de le rabâcher. Pour les vingt-deux pays africains *les plus pauvres, la dette représente* 108 % de leur produit national brut (PNB) et, entre 1981 et 1986, le PNB par tête y a chuté de 16,6 % ; les exportations de 30 % (3). En Amérique latine, comme le reconnaît M. Camdessus, directeur général du Fonds monétaire international (FMI), la situation n'est pas plus brillante : *« Son PIB réel par habitant demeure inférieur de 6 % au niveau qu'il atteignait en 1980. (...) Ses investissements par rapport à son PIB ont baissé d'au moins 25 %. (...) Le ratio de la dette extérieure de ces pays par rapport à leurs exportations (...) atteint aujourd'hui près du double de son niveau de 1980* (4). »

La purge imposée par l'Occident au Sud est en train d'opérer des ravages irréversibles, à travers la destruction de l'appareil sanitaire et scolaire, chèrement édifié. Entre 1980 et 1983, les dépenses pour l'éducation en Afrique sont tombées de 10 milliards de dollars à 8,9 milliards ; pour chaque écolier au Kenya, elles sont passées de 79 dollars à 60 ; entre 1980 et 1986, la part de l'éducation dans les dépenses de l'Etat au Zaïre a chuté de 24 % à 8 %. Entre 1972 et 1983, la part de la santé dans les budgets des pays les plus pauvres du continent a décliné de 5,2 % à 4,5 % ; le taux de vaccination a régressé en Zambie ou en Tanzanie. Mais cette réalité affecte tous les continents : l'UNICEF affirme que la mortalité infantile, après un déclin spectaculaire dans les années 60 et 70, s'est stabilisée dans au moins vingt pays et qu'elle recommence à augmenter au Brésil, au Ghana, à la Barbade ou en Uruguay.

Cette misère désarme-t-elle les *« factieux »* ? L'expérience la plus récente tend à prouver qu'elle déchaîne au contraire les forces les plus hostiles aux valeurs démocratiques. Après la chute en avril 1985 du dictateur Nemeyri et l'instauration d'un régime parlementaire, l'Occident a imposé au Soudan un rééchelonnement de ses créances à des taux de 13 %, précipitant le pays dans la crise et sapant les espoirs mis dans un régime démocratique ; conséquence, la montée en puissance de l'islamisme politique : en mai 1988, les Frères musulmans imposent leur participation à un gouvernement affaibli. Au Pakistan, le coup d'arrêt au processus de démocratisation et la destitution, le 29 mai 1988, du premier ministre, M. Junejo, résulte, en partie, du refus de ce dernier d'adopter le budget d'austérité exigé par le FMI (5). Pour compenser les frustrations prévisibles que ne manquera pas de provoquer la politique de rigueur, le président Zia Ul-Haq, fidèle allié de Washington, a décidé l'application immédiate de la *charia* (loi islamique) : il détourne ainsi la profonde religiosité de tout un peuple.

Irresponsabilité

LES responsables de tels échecs ont-ils été sanctionnés ? Les hérauts des politiques de développement qui, depuis plus de quinze ans, orientent les décisions ont-ils été remplacés ? *« Ils continuent de recevoir leurs confortables salaires, quelles que soient les souffrances qu'entraînent, de manière démontrable, les orientations qu'ils défendent. Ils ne subissent aucun ostracisme de la part de leurs pairs. Ils continuent de dominer les publications « respectables » et les institutions où l'on forme ceux qui leur emboîteront plus tard le pas »*, explique Susan George. Et elle ajoute : *« Ils ne sont responsables devant personne. »*

Et surtout pas devant les électeurs dont l'opinion sur d'aussi délicats sujets n'est jamais sollicitée. Heureusement, sans attendre un avis aussi peu autorisé que celui de citoyens ordinaires, les gouvernements du Nord ont décidé de passer à l'action. A Abidjan, le 1er juin, dans un émouvant élan, l'assemblée générale de la Banque africaine de développement a fait une longue ovation au secrétaire américain au Trésor, M. Baker. Il avait proposé de rééchelonner, après examen spécifique de chaque dossier, *« la dette des pays les plus pauvres, à des taux d'intérêt très favorables »*. Quelques jours plus tard, M. Mitterrand envoyait une lettre aux six autres chefs d'Etat et de gouvernement qui devaient participer au sommet de Toronto ; il offrait aux pays africains les plus pauvres le choix entre trois options : une annulation immédiate d'un tiers de leur dette, rallonge des délais de paiement ou baisse des taux d'intérêt. Ces propositions furent entérinées à la réunion des Sept.

Mais ces mesures, pourtant limitées à quelques pays et portant sur des sommes réduites, ont un dénominateur commun : seuls en bénéficieront les gouvernements qui avaliseront les plans d'ajustement structurel prônés par les « experts », au nom de l'infaillible « science économique », avec la même conviction qu'ils avaient préconisé les panacées des années 70 qui précipitèrent la crise. Ces plans, faut-il le rappeler, visent à diminuer la consommation et à augmenter les exportations ; le plus souvent, ils s'accompagnent d'une dévaluation, de réductions draconiennes des dépenses publiques, de l'élimination des subventions à la consommation, de la privatisation des entreprises publiques, du plafonnement des salaires, de la restriction du crédit... Bref, rien qui puisse sortir les peuples du tiers-monde de la misère.

A quoi serviraient d'ailleurs quelques crédits supplémentaires si, comme le rappelait M. Jean-Pierre Cot, *« les chutes des cours* (des matières premières) *pendant six mois en Côte-d'Ivoire ont réussi à annuler l'effet de cinq ans d'aide publique* (6) » ? Un *rapport* des Nations unies indiquait que, entre 1979-1981 et 1985-1987, les pays de l'Afrique subsaharienne – non compris le Nigéria – ont subi, malgré une augmentation de l'aide publique, une perte de 6,5 milliards de dollars due à la détérioration des termes de l'échange, à l'accroissement des paiements d'intérêts, à la diminution des crédits privés et de l'investissement direct (7). Et le flux de capitaux du Sud vers le Nord ne s'est pas tari : *30 milliards de dollars encore en 1987,*

(1) Susan George, *Jusqu'au cou : histoire de la dette du tiers-monde*, La Découverte, Paris, 1988, 406 pages, 130 F.

(2) Sur la situation actuelle au Zaïre, lire Colette Braeckman « Les Zaïrois en état de survie », *le Monde diplomatique*, mai 1988.

(3) *Financial Times*, 3 juin 1988.

(4) Allocution prononcée le 2 mai 1988 à Caracas et reproduite dans *Bulletin du FMI*, 23 mai 1988.

(5) *Financial Times*, 6 juin 1988.

(6) Intervention au colloque du Grand Orient de France des 15 et 16 novembre 1987, reproduite dans *le Développement du tiers-monde : un espoir pour la paix*, Editions maçonniques de France, 16 *bis*, rue Cadet, 75009 Paris. On pourra lire aussi avec profit, *la Crise et l'endettement du tiers-monde*, Editions maghrébines, Casablanca, 1988.

(7) *Le financement du redressement de l'Afrique*, rapport et recommandations du Groupe consultatif sur les flux financiers pour l'Afrique, Nations unies, 1988.

De la dette à la relance

Par MAURICE SERPETTE *

L'ÉCONOMIE du tiers-monde a un besoin vital de présences occidentales susceptibles de garantir la technologie et, encore davantage, le management. On peut susciter cette politique par deux actions complémentaires :

– en apportant au problème de la dette des solutions moins simplistes que son effacement, solutions impliquant des participations occidentales actives ;

– en créant un régime de surveillance multilatérale et de garantie des entreprises à participation occidentale.

La tentation d'effacer la dette existe dès à présent. Celle de continuer à prêter le montant des intérêts également. Deux techniques en trompe-l'œil car, dans le premier cas, la réputation d'insolvabilité des pays concernés sera leur tunique de Nessus et leur interdira un véritable essor économique. Dans le second cas, on diffère le problème par des expédients, mais sans le résoudre.

Des idées concrètes ont été formulées, au moins pour clarifier la situation, et détaillées par René Lenoir, ancien ministre (1). Ce texte développe notamment les suggestions de l'expert américain R.W. Lombardi visant à stimuler la coopération de l'épargne nationale et d'intérêts de la dette recyclés localement, avec gestion paritaire des organismes financiers. Autre idée intéressante : l'émission d'obligations par la Banque centrale en contrepartie des diverses créances regroupées, ce qui permettrait de mieux identifier la dette.

La technique financière viendra toujours au secours des concepts : un des plus opportuns ne serait-il pas de convertir la dette, au moins partiellement, en participations occidentales actives ?

En effet, la dette du tiers-monde a été fréquemment diluée en investissements mal exploités, manquant de technologie et surtout de management. On a trop cru qu'il suffisait que le Nord apporte au Sud, comme viatique initial, sa technique et ses prêts, pour que le Sud fasse émerger des entreprises rentables. Cette idée simpliste omettait l'importance de l'expérience et de l'apport continu des hommes de métier dans n'importe quelle entreprise nouvelle. Ce n'est pas particulier au tiers-monde, mais là où ce besoin était pourtant plus évident qu'ailleurs, on n'en a pas tenu compte.

Le bilan actuel est tel qu'il faut aujourd'hui y remédier, changer de méthode, réhabiliter ce qui existe. Cela suppose d'abolir la fierté des uns et l'indifférence des autres, mais une occasion unique est offerte. Comment ? En convertissant la dette, au moins à un niveau compatible avec l'état des actifs potentiels, et en répartissant les titres correspondants par une mécanique de style plan Marshall à des agents économiques occidentaux décidés à œuvrer dans le tiers-monde.

On objectera contre ce dessein la nécessité de maintenir les contrôles nationaux sur les entreprises. Ce n'est probablement plus un obstacle : la plupart des pays ont compris que l'implication de l'Etat dans la totalité de la vie économique et des services conduisait à l'impasse. Ils sont aujourd'hui à la recherche de « privatisations » qui ne réussiront pas au coup par coup, mais pourraient devenir efficaces si elles résultaient d'un plan global. La conversion de la dette en fournit une occasion politiquement acceptable, car un endettement insolvable demeurerait une bien pire menace contre l'indépendance. On peut objecter aussi que la conversion ne résoudra que partiellement le problème, compte tenu des montants en cause. Cela mérite une analyse pays par pays mais, de toute manière, il faut compter sur l'effet de catalyse de ce type d'opérations, ne serait-ce que par le retour d'entreprises occidentales qu'elle entraînera.

Pour une garantie multilatérale des investissements

IL ne faut pas concevoir cette affaire dans l'angélisme. Ces opérations doivent disposer d'une police, assurée au titre d'une garantie multilatérale des investissements. On peut suggérer qu'une agence internationale soit constituée entre les Etats des pays en voie de développement et les principaux Etats membres des clubs de Paris et de Londres : un intermédiaire financier international (IFI). Cette agence surveillerait pour le compte des Etats les opérations de traitement des créances, et serait habilitée à négocier des accords de garantie contre les risques politiques, généralisant les garanties de type OPEP, COFACE, HERMES, d'une part en multilatéralisant le risque, mais surtout en organisant sa mise en surveillance.

Il nous a été donné de constater, dans le cas de la Guinée, combien de tels mécanismes ont pu être utiles, somme toute en défendant les pays en voie de développement contre eux-mêmes et leurs inévitables avatars politiques. Toute relance économique de ces pays tournera court si l'on ne crée pas cet instrument international, tout à fait acceptable s'il accompagne des dispositions constructives de traitement de la dette. Notons à ce propos que les solutions précédentes s'appliquent de même manière aux dettes bilatérales et multilatérales, établissant une harmonie de traitement hautement souhaitable.

Les pays du Nord auraient-ils à regretter de s'impliquer un peu plus activement et d'avoir l'imagination moins frileuse pour affronter le problème de la dette ? Non, pour toutes les raisons politiques déjà rappelées et aussi pour l'appréciable champ d'expansion constitué par les pays du tiers-monde. Ces derniers pourraient-ils refuser ces solutions, par exemple pour éviter l'immixtion d'une gestion paritaire de leurs investissements et de leurs entreprises ? A vrai dire, ils ne sont guère en position de refuser. Le fait qu'il s'agisse d'un dispositif *international* et pas simplement *bilatéral* rend d'ailleurs leur coopération plus facile. Mais, au-delà de ces dispositions techniques, ils ont tout intérêt à permettre un réamorçage des financements du Nord, et le renouveau d'une confiance fâcheusement envolée.

* Ancien directeur des affaires internationales de Pechiney, ancien président de la commission des entreprises internationales du CNPF.

(1) René Lenoir, « Du bon usage de la dette », *le Monde diplomatique*, janvier 1988.



L'art subtil d'accommoder la crise



Pancho

soit les trois quarts de l'aide publique au développement versée la même année par les dix-huit pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à l'ensemble des pays du tiers-monde.

A la médecine homéopathique de Toronto, certains esprits critiques, qui sont loin d'être des révolutionnaires, opposent des mesures plus radicales. Dans une récente publication, la Commission trilatérale – qui réunit des personnalités du monde politique et des affaires d'Amérique du Nord, d'Europe occidentale et du Japon – fait un inventaire de ces propositions tout en excluant toute idée de moratoire (8). Parmi les nombreuses idées recensées, celle du banquier américain Félix Rohatyn est sûrement l'une des plus séduisantes. D'abord parce qu'il n'oublie pas l'influence catastrophique du déficit budgétaire américain sur l'équilibre économique mondial : le trou de 150 milliards de dollars (en 1987 comme en 1988) est financé grâce à des taux d'intérêt élevés, par des capitaux étrangers : entre 1979 et 1985, l'afflux des capitaux en provenance d'Amérique latine a représenté la moitié des emprunts contractés par cette région. M. Félix Rohatyn prône donc une véritable discipline à Washington, condition préalable à tout retour à l'ordre. Quant à la dette, elle serait rachetée par un organisme international avec un rabais, en échange d'obligations à long terme et à faible intérêt, garanties par les gouvernements du Nord.

La plupart de ces propositions s'inscrivent dans la logique mercantile : les quinze pays les plus endettés absorbaient 45 % des exportations américaines en 1981 ; six ans plus tard, leurs achats aux Etats-Unis avaient chuté d'un tiers. Si le Sud renoue avec la croissance, il pourra acquérir à nouveau nos produits. Mais lesquels ? *« Nous n'avons jamais pensé notre production en fonction des besoins éventuels du tiers-monde ; nous leur avons proposé de se porter acquéreurs de ce que nous produisons pour nous... Jamais nous ne nous sommes mis en relations de dialogue avec eux, dans un souci de les écouter, en leur disant : de quoi avez-vous besoin ? de quels équipements ? de quels instruments ? Voulez-vous des Mercedes ou des 2 CV ? Avez-vous vraiment besoin d'outils très sophistiqués ou d'outils plus adaptés à votre situation actuelle ?* (9) », rappelait Claude Julien.

Et si des régimes corrompus et dictatoriaux nous achètent des armes ou édifient ces pharaoniques « éléphants blancs » – comme l'aménagement de la zone d'Inga, qui est à l'origine de l'essentiel de la dette du Zaïre (10), – l'Occident ferme aussitôt les yeux et oublie les droits de l'homme qu'il défend si ardemment dans l'Iran d'après le chah ou dans l'Ethiopie d'après le Négus. « Mettons l'économie aux postes de commande », tel est le mot d'ordre. La gauche elle-même, rongée par les idées libérales, amnésique à ses propres valeurs, raisonne en termes de « réalisme » et de « limitation des dégâts ».

Au nom de cet économisme triomphant, les gouvernants des pays industrialisés ont décidé d'appliquer chez eux *mutatis mutandis* les recettes d'ajustement structurel qui sont en train de dévaster le Sud. Le précédent sommet des sept pays les plus riches de la planète, à Venise, en juin 1987, a attribué au FMI le rôle de « coordinateur » de ces politiques.

Un an plus tard, M. Baker dresse de cette expérience un bilan positif : l'économie mondiale a connu une croissance plus équilibrée sans inflation et les déséquilibres externes se sont réduits. Toutefois, ajoute-t-il, le chemin est encore long : il faut déréglementer le marché du travail, libérer les marchés financiers, réformer la fiscalité pour diminuer les impôts directs (11). Une stratégie encouragée sans vergogne par l'OCDE, après une brillante autocritique de ses analyses passées (12) : n'avait-elle pas pronostiqué une croissance vigoureuse dans les années 70 et affirmé, en 1977, que la crise était passagère ? Aujourd'hui, elle prône la baisse des impôts, l'encouragement à l'enseignement privé, la libéralisation du marché du travail, la remise en cause des régimes de retraite et se félicite du rôle secondaire du salaire minimum, à l'exception de quelques pays comme la France. Et si, comme en 1972 et en 1977, l'OCDE se trompait ?

Le « remboursement créatif »

A ces « nouveaux idéologues », à ces partisans d'un libéralisme pourtant si peu efficace, que peut-on opposer ? Pour le Sud, Susan George propose d'imaginer des utopies aussi « irréalistes » que *« les utopies politiques du passé exigeant l'abolition de l'esclavage ou du droit divin des rois »*. C'est le programme « 3 D » (dette, développement, démocratie), encore appelé « remboursement créatif », et qui vise à se servir de la dette pour remettre les sociétés du tiers-monde sur les rails (13).

Susan George refuse une annulation pure et simple des créances, car il n'existe pas de garantie qu'une telle mesure profite aux plus pauvres et permette de modifier les modèles de développement. Son plan consiste à verser le montant des échéances de la dette en monnaie locale sur un fonds de développement national géré par le gouvernement mais surtout par des responsables démocratiquement choisis de la société civile : cette option démocratique est au cœur du projet. Le fonds de développement financerait des programmes déterminés par consultation et consensus, avec priorité aux zones rurales, et orientés vers la satisfaction des besoins réels de la population. Chaque versement se traduirait par une réduction au moins équivalente de la dette extérieure.

On peut parier qu'une telle révolution ne serait possible que si, au Nord également, à la lumière de la crise, de l'accroissement du chômage et des inégalités, les gouvernements abandonnaient le rêve d'un retour au type de croissance qui a suivi la seconde guerre mondiale et relançaient le dialogue Nord-Sud. Seule la gauche pourrait porter un tel dessein, à condition de se défaire de son économisme, et de mettre au centre de son projet la démocratie et les hommes, des valeurs qui font sa véritable force. Une « utopie totalitaire », clameront ceux qui depuis une dizaine d'années ont occupé la scène médiatique et confondent l'histoire des sociétés avec une course effrénée à l'argent. Une « aberration économique », proclameront nos inamovibles « experts » dont les coûteux conseils sont payés par l'immense masse de la population du Sud et par des dizaines de millions de pauvres au Nord.

Montaigne raconte qu'en 1562, trois « barbares » des Amériques vinrent à Rouen en ambassade à la cour de Charles IX. Leurs observations, rapporte l'auteur des *Essais*, ne manquaient pas de bon sens : *« Ils avaient aperçu qu'il y avait parmi nous des hommes pleins et gorgés de toutes sortes de commodités, et que leurs moitiés (ils ont une façon de leur langage telle qu'ils nomment les hommes moitiés les uns des autres) étaient mendiants à leurs portes, décharnés de faim et de pauvreté ; et trouvaient étrange comme ces moitiés ici nécessiteuses pouvaient souffrir une telle injustice, qu'ils ne prissent les autres à la gorge, ou missent le feu à leurs maisons. »* Est-ce l'avenir auquel nous rêvons ?

ALAIN GRESH.

(8) *Restoring Growth in the Debt-Laden Third World*, 1987.

(9) Intervention de Claude Julien, reproduite dans *le Développement du tiers-monde..., op. cit.*, p. 86.

(10) Voir Alain Gresh, « La coûteuse épopée d'Inga », *le Monde diplomatique*, mars 1987.

(11) Discours du 6 juin 1988, *Africa Wireless File*, ambassade des Etats-Unis à Paris, 13 juin 1988.

(12) Voir *Ajustement structurel et performance de l'économie*, OCDE, Paris, 1987.

(13) Voir aussi Susan George, « Pour un « remboursement créateur », *le Monde diplomatique*, avril 1988.

Un dessein pour l'Afrique

Par FRANÇOIS BICABA *

ALORS que les Etats-Unis demeurent le premier débiteur mondial, c'est la dette africaine et latino-américaine, du fait du peu de solvabilité des deux continents, qui soulève d'ardentes discussions. Pourtant, la dynamique et l'origine des créances de ces deux régions du tiers-monde restent bien distinctes.

La dette de l'Amérique latine – notamment celle du Brésil, du Mexique et de l'Argentine – est largement d'origine privée. Dans les années 50 et 60, ces pays ont favorisé une stratégie de développement industriel dite de « substitution aux importations ». Mais, dès la fin des années 70, le marché local s'est trouvé saturé, du fait des verroux sociaux qui bloquent l'extension du processus de développement, et la recherche de débouchés extérieurs bute sur les restrictions imposées.

En Afrique, la dette, pour l'essentiel d'origine publique – en dehors du Nigéria, – a été engendrée par une croissance de la consommation et non par une tentative d'industrialisation. Indirectement, ce type d'endettement aurait pu favoriser l'émergence d'un marché local suffisamment large pour soutenir une stratégie d'industrialisation. Mais, même un tel résultat – qui n'a pas été possible du fait de la détérioration des termes de l'échange, du modèle de développement adopté et de la légèreté de la gestion des projets – aurait sans doute débouché sur les mêmes impasses qu'en Amérique latine.

Sortir des sentiers battus

DU fait de son ampleur, le passif de l'Amérique latine a suscité de nombreuses propositions, tantôt classiques, tantôt originales. Au titre des premières, le rééchelonnement pluriannuel, les politiques du Fonds monétaire international (FMI), mais aussi le refus du Pérou de consacrer plus de 10 % de ses recettes d'exportation au remboursement de ses emprunts, ou celui du Brésil d'assujettir sa politique de relance économique aux seuls critères décidés par le FMI. Parmi les innovations, on peut noter la conversion des dettes en fonds propres ou en devises autres que le dollar, la vente, à un prix inférieur, de créances douteuses, ou encore diverses formes de troc. Ainsi une entreprise choisit d'assurer ses paiements en matières premières ; la formule triangulaire introduit un partenaire supplémentaire, la maison de négoce, et c'est celle-ci qui assure l'écoulement des produits.

Sur le continent africain, les solutions mises en œuvre se distinguent par leur pauvreté ; elles se limitent aux rééchelonnements, aux politiques d'ajustement et à la conversion des dettes en fonds propres.

Tous ces remèdes posent bien des questions. Comment rééchelonner dans un climat économique structurellement morose ? La conversion des dettes en fonds propres, qui constitue un bradage du patrimoine national, peut-elle relancer l'investissement ? Les solutions de troc, parce qu'elles fixent la valeur des produits en fonction des fluctuations du marché international, ne restent-elles pas insuffisantes ? De surcroît, de telles recettes visent à digérer la dette à court et à moyen terme, non à susciter une dynamique de développement de croissance durable.

Quant à l'annulation pure et simple de la dette africaine, même celle des pays les moins avancés, elle n'est guère souhaitable. Non parce que certaines banques en seraient affectées, ou parce que certains « bons payeurs » se sentiraient pénalisés, mais parce qu'elle non plus n'engendre pas de dynamique de développement. M. Valéry Giscard d'Estaing avait, en son temps, octroyé de telles faveurs, sans résultats notables. L'endettement excessif n'est pas un mal qui se guérit par amputation.

Les arguments humanitaires, séduisants et nécessaires, paraissent pourtant bien fragiles. Sur le continent africain, comme ailleurs, pouvoir politique et richesse concordent souvent ; et les inégalités sociales font que les riches du Sud ne sont pas forcément plus pauvres que ceux de l'Europe. Rien ne justifie que le plus modeste des contribuables d'un pays développé subventionne... les fortunes du tiers-monde. La philosophie humanitaire doit transcender les clichés socio-économiques généralisateurs et considérer les peuples du tiers-monde dans leurs rapports sociaux.

Mais la situation économique africaine est si désespérée que nous nous devons d'imaginer des solutions réalistes et novatrices. L'une d'elles pourrait être l'annulation partielle de la dette par la « conversion créatrice ». En accord avec les pays créanciers, les deux tiers de la dette seraient convertis en une aide régionale intégrée, dont bénéficierait chaque pays dans des secteurs ciblés, capables d'impulser la croissance économique. De plus, des pays à forte croissance régionale – sélectionnés en fonction de divers paramètres : avancement de l'économie par rapport à celles de leurs voisins, éventail de leurs exportations, importance pondérée de leurs échanges avec les Etats riverains... – bénéficieraient de faveurs spéciales pour renforcer des domaines d'activités pouvant exercer un effet d'entraînement sur l'ensemble de la région, de manière à créer des dépendances réciproques et à encourager l'intégration régionale.

Pour parer aux risques qu'une telle stratégie ferait courir à la souveraineté des pays concernés, un tel projet devrait associer de nombreux partenaires : les Etats créanciers et débiteurs, le FMI, la Banque mondiale, les organisations spécialisées de l'ONU et les organisations non gouvernementales qui peuvent apporter leur expérience du terrain et jouer un rôle de témoin.

Si elle ne supprime pas les inégalités sociales, une telle politique peut permettre d'accéder à l'autosuffisance alimentaire, d'élargir la base sociale du procès de développement et d'augmenter le pouvoir de négociations des économies africaines. Les pays développés y trouveraient aussi leur compte, car cette stratégie stimulerait leurs exportations.

* Chargé des affaires économiques et extérieures au Centre d'études et de documentation africaines (Dijon).

Edité par la SARL *le Monde*
Gérant : André FONTAINE, directeur de la publication.
Administrateur général : Bernard WOUTS

Imprimerie du « Monde » 7, rue des Italiens 75009 PARIS

Commission paritaire des journaux et publications : nº 57 438
ISSN : 0026 - 9395.

A la disposition des diffuseurs de presse pour modifications de service, demandes de réassort ou autre, utiliser notre numéro de téléphone vert : (16) 1 05-36-11-11.

UNE TERRE A CULTIVER

Ces petits journaux qui fertilisent les campagnes africaines...

A l'écart des formidables mutations du paysage mondial audiovisuel, les campagnes africaines expérimentent de nouveaux et modestes moyens de communication. Dans les journaux en langue locale, les paysans, pour la première fois, prennent la parole. Malgré de nombreux obstacles et la tentation des Etats d'imposer leur tutelle, cette presse s'ingénie à souder des communautés qui cherchent à maîtriser leur propre développement.

Par OLIVIER LE BRUN *

« Au début, Kibaru *était fragile comme un nourrisson. Il était petit comme un lièvre. Mais aujourd'hui il est devenu un géant, un éléphant »,* écrit un paysan malien au journal en langue bambara *Kibaru*, créé en 1972 pour lancer le programme de presse rurale de l'UNESCO. L'éléphant a eu une croissance difficile, mais il a fait de nombreux petits : plus de soixante titres, dans plus de vingt langues locales, dont près de sept cent mille exemplaires circulent dans les villages et petites villes d'une vingtaine de pays africains. Les ruraux les ont accueillis avec enthousiasme : *« Nous nous abonnons du premier au dernier numéro de l'année 1975, et nous voulons rester abonnés jusqu'à la fin de notre vie »,* écrit un groupe de sept agriculteurs maliens.

Les populations des campagnes sont très friandes des articles qui les aident à améliorer leurs conditions de vie et de travail : conseils pratiques sur la manière de cultiver des oignons, de préparer du savon à domicile, de prévenir les maladies des yeux, de construire des foyers améliorés pour économiser le bois... Par contre, les lecteurs n'apprécient pas les recettes techniques qui, généralement, leur ont été données à forte dose durant leur période d'alphabétisation « fonctionnelle » et que continuent à leur inculquer les services de vulgarisation agricole.

Pour diffuser des innovations, le journal est d'autant plus efficace qu'il est autonome par rapport aux services techniques de l'Etat et des opérations de développement, qu'il est un médiateur et non un instrument de persuasion. Mais, dans la conception des dirigeants, cette presse a essentiellement pour rôle de fournir du matériel de lecture aux nouveaux alphabétisés, d'appuyer les actions de vulgarisation agricole et d'éducation sanitaire, de renforcer l'identité culturelle, de créer un nouveau mode de relation entre le pouvoir et la population, et aussi, dans une large mesure, de diffuser la propagande gouvernementale. Progressivement, les lecteurs ont tenté d'infléchir cette orientation en utilisant ces journaux pour communiquer avec le pouvoir et surtout entre eux.

L'histoire de *Kibaru*, au Mali, est le fruit d'une coopération conflictuelle entre le département de l'agriculture, celui de l'alphabétisation et l'agence nationale de presse qui en assure la direction mais qui, au départ, était dépendante des premiers pour sa production et sa distribution. Pour ces deux départements ministériels, le journal devait être réservé aux nouveaux alphabétisés, effectivement encadrés, dans les zones de quelques opérations de développement où il était censé avoir le maximum d'impact. Grâce à la tranche d'antenne hebdomadaire qu'elle lui a octroyée, l'agence de presse est parvenue à le sortir de ce cadre étroit, mais elle n'a pu marginaliser ses partenaires au conseil de rédaction – soutenus dans leur orientation par la Banque mondiale – qu'en donnant une importance prépondérante au courrier des lecteurs ; les nombreuses lettres publiées dans le journal et diffusées à la radio témoignent avec force du grand besoin de communiquer des « damnés de la terre ».

« La parole est ombre et lumière »

CEUX-CI inventaient un nouveau moyen d'expression : la parole écrite, l'oral imprimé. Alors que les articles de la rédaction et des collaborateurs techniques sont traduits du français en bambara, le courrier des lecteurs, qui occupe les deux tiers du contenu, est écrit dans le langage parlé populaire. Il en reprend toutes les forces, des salutations et harangues aux protestations indignées.

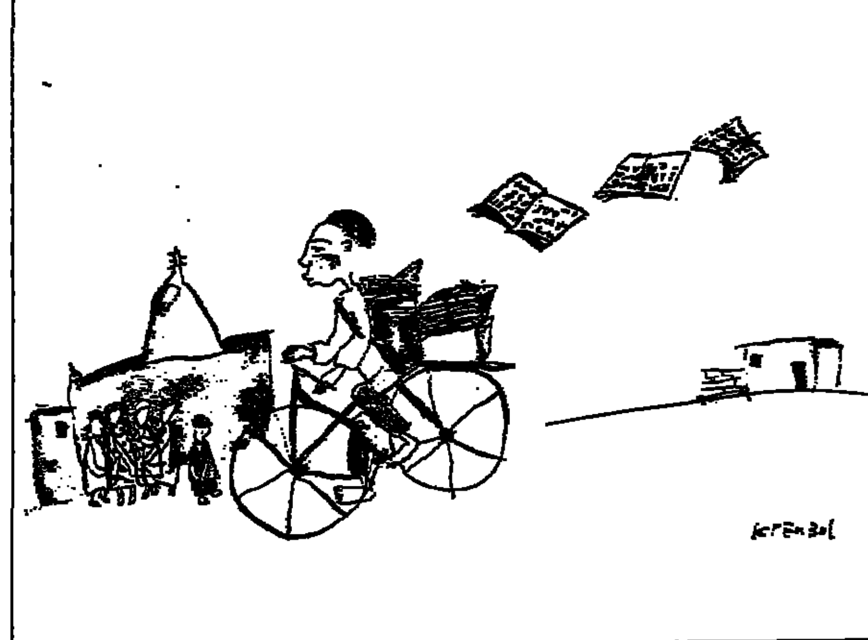
Plusieurs lettres dénoncent la corruption des fonctionnaires et du personnel des opérations de développement. *« Actuellement,* dit l'une d'elles, *des encadreurs et autres fonctionnaires persécutent impunément les colons riziculteurs. Tout notre production de riz nous est impitoyablement arrachée, et cela même si nous ne devons rien à l'office... »* Un cultivateur se demande pourquoi les boîtes d'allumettes de la fabrique nationale sont souvent vides. Un autre déplore, lors d'incidents scolaires, *« le mur élevé par Satan »*, qui sépare autorités et lycéens. Tel autre se plaint que tous les panneaux soient écrits en français dans les villes : *« Nous avons appris le bambara pour que cela nous serve à quelque chose. »* Beaucoup de questions, par exemple, sur la géologie du pays ou sur l'origine de la race noire. Un animateur demande si l'on tient compte du nombre d'habitants pour déterminer le nombre de billets de banque à mettre en circulation. A toutes ces questions, la rédaction s'efforce de répondre en faisant appel à des spécialistes.

Les lecteurs aiment présenter leur village pour le faire connaître à la population du pays : *« Mon village compte environ deux cents habitants, des agriculteurs et des éleveurs. Le village est bien situé : les cases sont joliment alignées, les rues sont vastes. »* Ils envoient des faire-part, des recettes de plantes médicinales, ainsi que de nombreux contes, proverbes et chants qui font partie du fonds culturel mandingue ou peul. Mais, surtout, ils envoient leurs propres contributions, sous forme de poèmes, à cette littérature orale soudain fixée sur un support.

Hélas ! la spontanéité des lecteurs s'est progressivement émoussée. Ils s'expriment moins librement aujourd'hui, par méfiance à l'égard d'une administration trop mal payée pour résister aux tentations de la corruption et par crainte d'un pouvoir qui est de plus en plus sur la défensive. *« La parole est ombre et lumière »*, écrit un paysan exaltant les vertus du dialogue.

Au début des années 80, le gouvernement malien décida de rapprocher la presse rurale de son audience, d'où sa nouvelle appellation de *« presse communautaire »*. Le centre régional de communication (CERECOM), installé à Mopti avec l'aide de la Suisse, a créé en 1983 un nouveau journal, *Kabaaru*, en langue peule. L'imprimerie offset de ce projet a été accusée par la Société nationale d'éditions et d'imprimerie du Mali (EDIM) de subtiliser la clientèle de sa succursale de Mopti qui obtenait un revenu d'appoint en effectuant des travaux divers. Le conseil des ministres trancha en faveur d'EDIM, qui décida de cesser d'imprimer *Kibaru*. Celui-ci avait d'autant plus besoin de l'appui de la société d'Etat que les crédits dont il bénéficiait pour son impression étaient désormais alloués au quotidien du parti, *l'Essor*, pour la publication d'un encart hebdomadaire en bambara. *Kibaru* cessa alors de paraître durant trois ans. Effet pervers de la coopération internationale : l'assistance de l'UNESCO à la création d'un deuxième journal contribuait à la paralysie du premier, qu'elle avait soutenu pendant dix ans.

L'imprimerie décentralisée fut transférée dans la capitale, qui dispose d'une infrastructure technique plus fiable (électricité, maintenance...) et où l'équipement est mieux utilisé puisqu'il produit aujourd'hui les deux journaux « communautaires » ainsi que d'autres publications. Mais cette décision a sérieusement aggravé le conflit culturel qui opposait la direction nationale à la communauté peule de Mopti. Celle-ci, par la voie d'une association de défense de la langue et de la culture peules, avait demandé d'appeler leur journal *Foyré*, mot qui signifie « lumière » et « éducation », et qui est authentiquement peul. Mais les autorités ont opté pour une uniformisation des titres de la presse communautaire à partir du mot arabe *Kibar*, qui veut dire « nouvelle » : *Kibaru* pour le bambara, *Kaabaru* pour le peul et *Kibaré* pour le futur journal soninké. De plus, l'équipe de rédaction, parachutée de la capitale, n'était pas alphabétisée en peul. Enfin, *Kaabaru* dépend excessivement des opérations rurales de développement de la région (riz, mil, pêche, élevage), qui tendent à en faire un bulletin d'information à leur service, ce qui ne favorise pas la participation des lecteurs à la vie du journal.



Natacha Krenbol

De la Lune aux villages

EN Tanzanie, de 1974 à 1987, avec l'appui de l'UNESCO et grâce à un financement de la Norvège (1 million de dollars), chacune des huit régions éducatives du pays s'est dotée d'un journal mensuel en swahili, langue nationale et officielle du pays. Cette presse régionale, dont le tirage global dépasse quatre cent mille exemplaires, est l'un des axes d'une politique audacieuse de post-alphabétisation reposant sur un dispositif impressionnant d'institutions qui se renforcent mutuellement : bibliothèques rurales et cercles d'étude, radio éducative, production massive de manuels, cours par correspondance, collèges populaires, films éducatifs...

Lancée il y a quinze ans, elle reste encore conçue avant tout comme un instrument d'éducation des adultes au service d'une stratégie d'encadrement serré du monde rural. Cette politique est aujourd'hui remise en question, comme ailleurs en Afrique, en raison de ses piètres résultats et de l'affaiblissement de l'Etat sous le coup de la crise économique et des pressions du Fonds monétaire international (FMI). La presse régionale, confrontée à de sérieux problèmes économiques, est contrainte de s'adapter. Sa production est avant tout limitée par le manque de matières premières. Pour la fourniture du papier journal, la nouvelle usine de Mufundi est appelée à prendre le relais de l'aide internationale, mais on prévoit que son produit sera trois fois plus cher que le papier importé de Suède.

Le recours à des imprimeries extérieures, publiques ou privées, qui a permis une expansion si rapide de ces journaux, correspondait à un choix rationnel. Dans la pratique, toutefois, on s'aperçut que c'était une solution onéreuse, qui de surcroît allongeait considérablement les délais de parution. Pour remédier à cette situation, la direction de l'éducation des adultes a obtenu, en négociant habilement avec les agences d'aide bilatérale, que chaque journal dispose d'une imprimerie. Mais ces installations sont fortement sous-utilisées.

A la fin des années 60, le président Nyerere déclarait : *« Pendant que d'autre pays vont sur la Lune, nous, nous essayons d'atteindre les villages. »* Une vingtaine d'années plus tard, force est de constater que nombre de villages tanzaniens n'ont pas accès à cette presse qui leur est destinée, faute de véhicules et de carburant et, surtout, en raison de la rigidité du système de distribution. Les journaux restent souvent bloqués des semaines dans un bureau de l'un des six échelons de la structure verticale de la direction de l'éducation des adultes. En outre, ce système assure mal la collecte des fonds : les recettes plafonnent à moins de 5 % du revenu théorique des ventes. Le prix de vente est très nettement inférieur aux coûts de production : il fut si bas, à un moment, que des commerçants achetaient des paquets de journaux comme papier d'emballage.

Les responsables nationaux craignent que la commercialisation de cette presse n'entraîne une modification de son contenu en fonction des aspirations d'un public davantage solvable et moins rural. Face à la réduction des ressources nationales et extérieures, ces journaux doivent pourtant se trouver des revenus qui assureront leur reproduction et leur expansion. Ainsi le périodique libérien *Bong Crier* est-il parvenu à se développer après la cessation de l'aide extérieure – 180 000 dollars entre 1980 et 1984, de la part du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et de l'UNESCO, – grâce au petites annonces et à la publicité.

La presse régionale tanzanienne dispose d'un important marché potentiel, en rapide expansion grâce aux progrès de l'alphabétisation. Paradoxalement, elle ne pourra conserver sa clientèle et conquérir le nouveau public que si elle révise sa vocation. Les alphabétisés d'hier deviennent des citoyens qui ont de nouvelles exigences. Les périodiques ruraux pourraient donner plus de place à la vie quotidienne des villages, et révéler ainsi les manifestations multiformes d'une culture populaire paysanne désormais au contact de la modernité. *Il conviendrait de pousser* plus loin et d'élargir l'expérience « Des livres par les gens » menée en 1976 par M. Simoni Malya.

Ce chercheur tanzanien a en effet aidé des groupes d'alphabétisés à recueillir des contes populaires de leur communauté et à les produire sous forme de petits livres qui furent diffusés dans l'ensemble du pays. Cette expérience met en lumière les qualités pédagogiques nécessaires aux journalistes reporters de la presse régionale.

Au Kenya, c'est le choix de la langue qui constitue le principal enjeu. Pour contrecarrer la contestation politique accompagnant les mouvements d'émancipation ethnique à l'encontre de l'hégémonie kikuyu, le gouvernement a progressivement encouragé l'utilisation du swahili, *« langue de personne parlée par tout le monde »*. Le journal rural *Kisomo*, en kikuyu, créé en 1976 par les services de l'éducation avec le concours de l'UNESCO, s'adapte au nouveau contexte linguistique et aux contraintes du marché en insérant quelques articles en swahili et en utilisant l'anglais pour la publicité.

Le grand projet de presse rurale que le ministère de l'information réalise depuis 1979 en coopération avec l'UNESCO, grâce à un financement de plus de 2 millions de dollars de la République fédérale d'Allemagne, a créé une dizaine de journaux régionaux en swahili. Ces mensuels tirent à cinquante mille exemplaires, soit dix fois moins qu'en Tanzanie ; mais, parce qu'ils sont des organes d'information et non des périodiques de post-alphabétisation, ils ont de meilleures perspectives de croissance : l'alphabétisation a pour vocation de disparaître à terme, tandis que l'information et la communication sont promises à un développement quasi infini.

Le Rwanda met en œuvre une stratégie unique en Afrique, consistant à ruraliser le journal national *Imvaho*, de langue kinyarwanda, au lieu de créer, comme ailleurs, des journaux ruraux spécifiques. Pour assurer la collecte de l'information et la diffusion des journaux, le projet, financé par le PNUD (près de 250000 dollars de 1979 à 1981), a concentré ses efforts sur la mise en place de centres régionaux d'information à l'échelon des préfectures, renforçant ainsi l'agence de presse nationale. *Imvaho*, rénové dans son contenu – la propagande gouvernementale ayant cédé le pas à une information plus objective, – a considérablement accru son tirage, qui dépasse maintenant soixante mille exemplaires.

Pour devenir un véritable moyen de communication, la presse communautaire d'Afrique gagnerait à s'appuyer sur les communautés culturelles ou les associations villageoises telles celles qui, dans le sud du Mali, se sont vu transférer d'importantes responsabilités par la Compagnie malienne des textiles (CMDT) : gestion du crédit, de l'équipement, de l'approvisionnement et de la commercialisation, mais aussi de l'alphabétisation et de la santé. Ou encore celles qui, dans plusieurs régions du Sénégal, se sont engagées avec succès dans la production commercialisée de fruits et légumes et de petit élevage.

C'est sur cette base que peut se développer une presse produite avec la participation des intéressés pour répondre à leurs besoins de communication, une presse qui ne soit plus une « courroie de transmission » des directives de la capitale mais un véritable moyen de dialogue. L'avenir dépend également du statut des langues d'alphabétisation, qui sont encore dans une position de faiblesse par rapport à la technologie moderne.

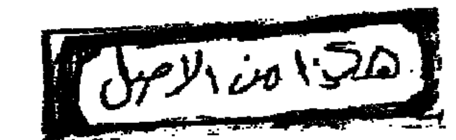
A condition de s'affranchir de la tutelle du pouvoir, les journaux ruraux peuvent être des moyens de communication privilégiés pour des communautés qui cherchent à maîtriser leur développement.

* Economiste.

EN CHINE

Scènes ... au has...

Par JEAN HOUDART



EN CHINE

Scènes de vie au hasard des rues

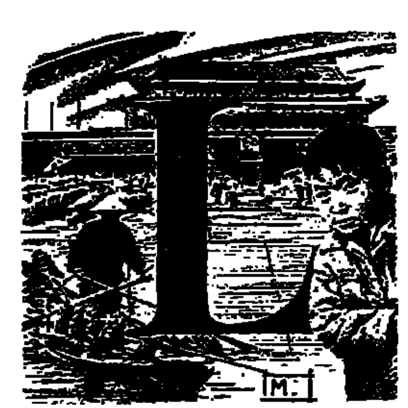
Par JEAN HOUDART

Les choses bougent vite, paraît-il, actuellement en Chine. Réformes et modernisations se succèdent sous l'impulsion de M. Deng Tsiaoping et du Parti communiste ; le profit et l'enrichissement ont cessé d'être mal vus ; les lois du marché s'imposent peu à peu, ainsi que, dans certaines régions, nombre de comportements caractéristiques des sociétés de consommation.

Le voyageur de passage peut constater avec quelle force les nouveaux changements s'imposent et se banalisent déjà. Tandis que demeurent, indifférents au souffle de cette récente modernité, des gestes et des habitudes que des décennies de « pouvoir rouge » ont confondus avec ceux imposés par des siècles d'impériale traversée.

Bruno Barbey/Magnum

UN VIEIL HOMME EN ROUTE POUR L'HOPITAL
Le poids des habitudes et de la tradition



LE monument aux Héros du peuple, au centre de la place Tian-An-Men, cœur de Pékin, illustre dans le marbre les luttes révolutionnaires. Des « pionniers », foulard rouge et chemise blanche, montent une garde d'honneur : trois trios de deux filles entourant un garçon qui tient le drapeau rouge. Tenue figée, impeccable. Mais, devant eux, d'autres pionniers, plus jeunes, chahutent. Et avec quoi ? Des drapeaux rouges.

Là-bas, au-dessus de l'entrée de la Cité interdite : Mao – dont c'est peut-être l'unique portrait dans toute la Chine, et qui se trouve bien seul, Lénine, Marx, Engels et Staline ayant disparu des grands panneaux qui lui faisaient face, – Mao contemple la scène.

SOIXANTE-DOUZE empereurs sont montés au cours des siècles faire leurs dévotions au mont Taishan, la plus vénérée des cinq « montagnes sacrées » de Chine, à 570 kilomètres au sud de Pékin. Deux à trois millions de visiteurs leur succèdent chaque année. Du sommet, enserré dans un temple taoïste à 1 545 mètres, vue à 360 degrés, splendide. Le fin du fin est d'y passer la nuit pour y contempler le lever du soleil émergeant peu à peu des nuages.

Les empereurs montaient en chaise à porteurs, les vrais pèlerins ont leurs jambes. Six mille trois cents marches, 1 371 mètres de dénivellation. Le début est facile, dans la forêt de résineux et de catalpas : une aimable promenade, de portiques en petites boutiques de souvenirs, de temples en marchands de boissons fraîches. Puis l'« escalier du ciel » se fait de plus en plus raide, les arbres disparaissent, une véritable muraille de marches se dresse. Décourageant. Mais, tout en haut, la porte Céleste du sud apparaît comme un défi. Comment ne pas le relever, puisqu'une inscription promet aux courageux, précisément, l'immortalité...

Lorsqu'il a atteint cette fameuse porte, l'étranger, fier de son « exploit », se retourne et n'en croit pas ses yeux : gravissant péniblement les dernières marches, les plus dures, un homme au visage de Christ au calvaire porte sa croix : à chaque extrémité du bâton qui écrase ses épaules est fixée une lourde charge, de briques, de bois, de vivres. Puis un autre porteur, puis un autre. Et voici que d'autres encore redescendent « à vide », en courant pour remonter plus vite « à plein ». Le tout dans l'indifférence générale.

On vous dit qu'il faut bien nourrir, abriter, faire vivre tout le petit monde de moines, commerçants, photographes pour pèlerins, employés de la station météorologique qui occupent le sommet, en forme de plateau, du Taishan. Mais vous savez aussi qu'une excellente route conduit à mi-chemin de la montagne, relayée par un téléphérique de 2 kilomètres inauguré en 1982.

Oui, mais la peine des hommes coûte moins cher que les camions et le téléphérique.

Un minaret, cet élégant kiosque au toit incurvé, du plus pur style chinois ? Une mosquée – et même la grande mosquée de la ville de Xian – ce lieu de culte qui ressemble comme un frère aux temples confucianistes, taoïstes ou bouddhiques ? Il faut pour s'en convaincre dénicher les quelques inscriptions en caractères arabes, et pour y entrer affronter les marchands qui ont fait de la ruelle un souk.

Xian fut pendant mille ans la capitale de l'empire du Milieu. L'islam semble y avoir pénétré dès la dynastie des Tang (VIIe-Xe siècles) avec les mercenaires qu'engageait la cour impériale.

Moins prestigieuse que l'armée d'outre-tombe des sept mille soldats et chevaux de terre cuite du premier empereur de Chine, Qin Shihuangdi, la Grande Mosquée n'en attire pas moins nombre de touristes. Et le très beau portique de bois près de l'entrée en souligne l'importance. Fondée en 742, plusieurs fois restaurée au cours des siècles, elle l'est encore actuellement.

La ville compte quelque soixante mille musulmans. Mais en 1974, à la question : *« Où est la mosquée ? »*, on s'entendait répondre : *« La mosquée ? Quelle mosquée ? »*

UN matin à Guilin, dans le Sud. Douze bateaux s'élancent sur la rivière Lijiang, *« le plus beau paysage de Chine »*. Le poète Han Yu : *« Le fleuve y forme une ceinture de gaze verte, les montagnes sont comme des épingles à cheveux en jade bleu. »*

A bord de chacun des bateaux, une soixantaine de touristes, caméras en batterie. Ils partent en exploration dans un univers plus étrange encore que le paysage. Certes, les sampans ont maintenant des moteurs : plus de harnais pour les hommes, lorsqu'il faut remonter le courant. Le pittoresque y perd... mais avec les hameaux au bord du fleuve, les petites rizières nichées entre les collines en pain de sucre, les pêcheurs sur leurs radeaux de bambous, les cueilleurs d'herbes aquatiques, les buffles d'eau au bain, toute une vie d'un autre âge s'offre aux appareils.

S'offre ou est violée ? Que pensent les villageois de cette foule d'intrus, qui les regardent comme des bêtes curieuses, de ces bateaux luttant de vitesse, à grand renfort de coups de sirène, pour arriver avant les autres à Yangshuo, terme de la « croisière », et faire moins longtemps la queue à l'appontement ?

Mais peut-être envient-ils, s'apprêtent-ils même à imiter ce pêcheur qui se présente avec son cormoran aux photographes, moyennant finances. Cet autre qui raffine en y ajoutant un poisson qui sort de l'eau au bout de sa ligne. Ces parents qui poussent en avant leurs enfants, toujours pour la photo payante.

Près des bateaux à l'arrêt, des gamins sautent des rochers dans l'eau pour attraper les fruits que leur jettent des passagers. Et les rues du village ne sont plus qu'une succession de boutiques sur lesquelles se ruent les touristes. On y trouve de fausses et vraies antiquités, ces dernières fruit des pillages d'œuvres d'art dont la multiplication préoccupe le gouvernement.

Un pourrissement ? Une amie chinoise s'étonne du mot : *« Cela plaît aux étrangers et nous rapporte les devises dont notre pays a tant besoin. Les habitants de Yangshuo s'enrichissent, tant mieux. Et ils sont heureux : c'est moins pénible de se faire photographier que de travailler dur en usine ou dans les rizières. »*

Qui a dit : *« La Chine est passée du dieu Mao au dieu Argent »* ?

PROMENADE dans une vieille rue de Simao (Yunnan). Sur plusieurs portes, des affiches montrent de farouches guerriers protecteurs des maisons. Sur d'autres, des inscriptions souhaitent *« la santé et l'enrichissement honnête »*. A un éventaire, un marchand vend une mixture à base de corne de cerf.

D'une maison ancienne, aux panneaux de porte et corbeaux ouvragés, sort le maître des lieux. Souriant, il nous invite à entrer. Trois bâtiments parallèles à deux cours, à la manière traditionnelle. Toute la famille nous entoure. Il y a là quatre générations, dont l'ancêtre, une petite vieille de quatre-vingt-dix ans. Tous montrent avec inquiétude l'immeuble voisin, en chantier, à la place de ce qui fut une maison semblable à la leur. A son tour, leur foyer sera-t-il démoli ?

Plus loin, voici qu'une grande foule se rassemble dans l'avenue principale de la ville. La circulation est arrêtée, on s'écrase des deux côtés derrière des barrières, tout Simao est là.

Fête folklorique, parade militaire ? Non. Une voix féminine explique sans relâche au haut-parleur que nous allons assister à la présentation au peuple d'un condamné à mort mené au lieu où il sera fusillé. Son crime ? Policier gradé, il a battu quelqu'un à mort. C'est ce qui nous est traduit. A-t-il tué un délinquant ou un ennemi personnel ? L'histoire ne le dit pas.

Précédé de side-cars de la police, voici le camion sur lequel passe lentement le condamné, solidement tenu par des policiers en armes. Parfois il sourit. Défi ? Puis d'autres camions suivent. Sur chacun d'eux, plusieurs hommes présentés de la même manière. Sont-ils aussi condamnés à mort ? On nous affirme que non. Ce seraient des délinquants de moindre importance.

Beaucoup de gens (tous Chinois, il n'y a pas d'autres étrangers que nous) prennent des photos. La foule ne paraît pas autrement émue, et se disperse paisiblement après le dernier camion, comme s'il s'agissait d'un spectacle banal.

« Les gens qui ont organisé cette parade connaissent-ils la loi ou bien l'ont-ils fait exprès ? » Qui pose cette question ? *Le Quotidien du peuple*. A propos d'une autre présentation de condamnés, comme au temps de la révolution culturelle, organisée dans la province du Hebéi, pourtant plus proche de Pékin que le Yunnan puisque c'est celle de la capitale.

AU fin fond de la Chine, coincée entre Birmanie et Laos, non loin de la Thaïlande, la « région autonome » du Xishuangbanna est peuplée majoritairement d'ethnies non chinoises, non han. Les Thaïs y sont les plus nombreux.

M. Wang, lui, est han. D'allure militaire, sûr de lui, le verbe haut, il est directeur du bureau des affaires étrangères de la région autonome. A Jinghong, la « capitale », sur une terrasse au bord du tumultueux Mékong, il nous explique qu'à la place de cette ville de belle apparence, avec ses larges avenues bordées de cocotiers, il n'y avait rien que la forêt vierge il y a cinquante ans. Que tout était à faire, que beaucoup reste à faire.

Pour venir ici depuis Simao, à 170 kilomètres, nous avons pris une bonne route aux innombrables tournants. Une route qui n'a que trente ans. Superbes aperçus sur les montagnes couronnées de nuages. Rizières et plantations de canne à sucre, tabac, papayers, bananiers, hévéas, théiers, disputent la place à la forêt, déployant toutes les nuances du vert.

Une rivière sépare de la route le village de Pa-La. Pour la traverser, un méchant radeau de bambous retenu par un simple câble. Le passeur peine contre le fort courant. Pour descendre à l'embarcation, puis remonter de l'autre côté, il faut braver la glissade sur le raidillon détrempé. Maisons primitives aux toits de paille. Enfants, chiens, poules et porcs barbotent dans la boue. On se croirait ramené quelques siècles en arrière, s'il n'y avait un « détail » : un robinet devant chaque porte et une ampoule dans chaque foyer.

Un autre village, Men-Jin-Pao. Dans le temple bouddhique, plusieurs bonzes trônent, l'un d'eux dort. Ils sont munis de thermos et des fidèles leur apportent respectueusement à manger. Les maisons sur pilotis, bétail en bas, logement en haut, sont vastes, aérées, presque luxueuses à côté de celles de Pa-La. Dans l'une d'elles, trois générations nous accueillent. Beaucoup de dignité. Les femmes sont belles : chignons artistiquement noués sur le côté, corsages aux vives couleurs, ceintures d'argent.

Ces femmes, comme toutes celles de la région autonome, « ont droit » à deux enfants au lieu d'un seul dans le reste de la Chine. Et après le deuxième enfant ? demandons-nous au directeur d'un bel hôpital, han comme M. Wang, comme lui venu là à pied en 1953, avant la route.

Après, assure-t-il, *« les femmes viennent d'elles-mêmes se faire stériliser »*. Question : *« Et si certaines ne viennent pas ? »* Réponse : *« Celles-là sont passibles d'amendes si elles ont un troisième enfant. »*

Rappel : sur notre planète, un homme sur cinq est chinois. Le gouvernement de Pékin redoute que la population, qui dépasse le milliard, n'atteigne 1 milliard 200 millions en l'an 2000.

TOURISME

Une irrésistible marée

De gigantesques migrations drainent chaque année des dizaines, des centaines de millions de touristes européens, américains ou japonais hors de leur pays. Si l'immense majorité ne quittent pas leur continent d'origine, ils sont de plus en plus nombreux à être attirés vers les horizons lointains des pays du tiers-monde. Ayant un impérieux besoin de devises, ces pays acceptent un modèle de développement touristique imposé par l'Occident. Et les tentatives pour promouvoir une conception différente du tourisme et des rapports plus humains, moins destructeurs restent encore bien fragiles.

Le modèle occidental à la

Par GEORGES CAZES *

« ANNÉE *record* » ici, « *mauvaise saison* » là, « *avenir morose* » pour les uns, « *réussité éclatante* » pour les autres, le tourisme mondial serait-il devenu cyclothymique au point d'en paraître incompréhensible ? La médiocrité de l'appareil statistique autorise les interprétations les plus divergentes. D'un côté, les catastrophistes, « chevaliers du déclin » obsédés de la saturation – pour qui la crise est tout à la fois prévisible, redoutée... et salutaire au vu des ravages du développement touristique qu'ils dénoncent. De l'autre, les optimistes, zélateurs opiniâtres de la civilisation du loisir, pour qui la pratique touristique – et son annexe, le voyage lointain – a définitivement accédé au rang de demande sociale incompressible que les difficultés économiques ambiantes ne toucheront ni plus ni moins que les autres consommations.

L'analyse statistique permet pourtant de souligner des tendances majeures. Tout d'abord, le rythme de progression des flux touristiques internationaux continue de ralentir : + 11 % en moyenne pendant la décennie 1950-1960, + 9 % entre 1960 et 1970, + 6 % entre 1970 et 1980, + 3 % seulement entre 1980 et 1986. On n'en a pas moins dénombré, en 1986, trois cent quarante millions de « touristes » (visiteurs temporaires passant au moins vingt-quatre heures dans un pays différent de celui où ils résident, pour divers motifs : loisir, santé, affaires et congrès, visites privées, etc., selon la définition internationale officielle). Depuis le premier recul, enregistré en 1974 après plusieurs décennies d'emballement, la machine touristique mondiale a indiscutablement réduit son allure.

Une autre tendance consacre la révision progressive de l'un des « dogmes spatiaux » du tourisme international : l'hyperconcentration des flux, tant d'arrivées que de départs, sur le monde industriel développé : aujourd'hui encore, l'Europe et l'Amérique du Nord concentrent plus de 77 % des arrivées mondiales et les pays développés s'adjugent toujours plus des trois quarts des flux accueillis, avec 71 % des recettes touristiques totales. Sans nier les attraits des pays industrialisés, cette concentration géographique s'explique par l'ampleur de leur consommation touristique et par l'écrasante prédominance des déplacements à court rayon : ainsi le tourisme à l'intérieur des territoires nationaux suscite des déplacements près de dix fois plus abondants que ceux qui vont au-delà des frontières. De plus, seule une frange étroite (de 2 % à 20 % des vacanciers européens partant vers l'étranger) s'aventure au-delà du continent d'origine, la majeure partie préférant les destinations voisines : c'est la « chance géographique » de pays tels que l'Espagne, la Yougoslavie ou le Mexique. Au sein de ce duo de continents riches, une évolution inégale oppose l'Europe, qui enregistre un recul modéré en termes relatifs (75 % des arrivées mondiales en 1970, 69 % en 1980 et 67 % en 1986), à l'Amérique du Nord, où la réduction – en grande partie expliquée par le cours longtemps élevé du dollar – a été beaucoup plus nette : 16 % des arrivées mondiales en 1970, 12,5 % en 1980, 9,9 % en 1985.

Mais c'est bien l'affirmation du Sud qui caractérise ces dernières années. Entre 1950 et 1983, le chiffre des arrivées y a progressé trois fois plus vite que dans les pays du Nord. Cette tendance s'est confirmée et accentuée dans les périodes récentes : + 377 % entre 1970 et 1985 (contre + 65 % dans le Nord), + 35 % entre 1980 et 1985 (contre + 9,5 % dans le Nord). Même légèrement surestimée par le seul fait que de nouveaux pays en voie de développement sont intégrés dans la couverture statistique mondiale, cette progression spectaculaire mérite *réflexion : les ensembles continentaux* relevant – grossièrement – du Sud s'adjugent désormais près de 23 % des arrivées (contre 14,5 % en 1975) et plus de 29 % des recettes mondiales (19,5 % dix ans auparavant).

Cette indiscutable consécration de la moitié sud du monde est, par-dessus tout, la résultante d'une formidable progression des voyages à destination de l'Asie de l'Est et du Pacifique. Par comparaison avec les autres grands bassins touristiques – qui ont stabilisé leurs entrées au cours des dernières années (Méditerranée : 82 à 83 millions d'arrivées, Amérique centrale-Antilles : 12 à 13 millions), l'envolée asiatique est impressionnante. L'ensemble de cette zone – qui intègre aussi plusieurs pays développés (Australie, Nouvelle-Zélande, Japon) – a reçu près de 40 millions de touristes en 1986, soit 11,6 % du total mondial, pour seulement 8,6 millions et moins de 4 % une décennie plus tôt. Entre 1980 et 1986, les arrivées ont progressé de 97,5 %, soit trois fois plus vite environ qu'en Afrique et au Proche-Orient, *sept à huit fois plus vite qu'en Amérique* latine (dans les Caraïbes) ou en Asie méridionale. La zone « Asie de l'Est-Pacifique » a fourni à elle seule les trois quarts des arrivées (et 80 % des recettes) supplémentaires enregistrées dans le groupe « reste du monde » entre 1980 et 1986 : on ne s'étonnera donc pas de l'intérêt tout particulier qu'ont montré, ces dernières années, les grandes firmes du tourisme mondial pour ce troisième « *grand lac de vacances* », selon l'expression du président directeur général du Club Méditerranée...

Au gré de ces processus de diffusion et de redistribution, les grands équilibres mondiaux du tourisme international sont donc en train de se modifier sous la poussée de trois facteurs. D'une part, une propension croissante des clientèles traditionnelles d'Europe et d'Amérique du Nord à voyager plus loin, vers de nouveaux horizons. Une publication du Centre des hautes études touristiques (CHET) sur « Les vacances des Européens » (mars 1985) permet de constater que la part des vacances *à l'étranger a fortement* progressé dans quasiment tous les pays européens depuis une décennie (France et Belgique exclues) et que les destinations extra-continentales attirent des cohortes encore modestes mais croissantes ; le rythme de progression s'est cependant ralenti avec les effets du second choc pétrolier de 1980.

L'émergence de nouveaux pays est un autre facteur : le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, voire certains pays d'Amérique latine, contribuent à élargir le monde touristique, dans des directions nouvelles, à commencer bien évidemment par leur orbite immédiate.

Enfin, cette demande qui se mondialise vient rencontrer une offre foisonnante de destinations, émanant de régions ou de pays candidats à l'accueil du tourisme international, qui alimentent la formidable boulimie de nouveautés des catalogues de vacances. Plutôt que les novations – telle île tropicale que le consommateur situerait avec difficulté sur une mappemonde est désormais proposée à ses fantasmes de découvreur – ce sont surtout les réapparitions de certains pays qui sont alors le fait marquant. La dernière décennie a été riche en réouverture de destinations longtemps négligées pour des raisons idéologiques, militaires ou socio-économiques : Chine, Tibet, Bhoutan, Yémen, Birmanie, Ouganda, Mauritanie, Tanzanie, Madagascar, Cuba, Algérie, etc.



Selçuk

* Président de l'Association française des experts scientifiques du tourisme.

Les aléas de la course aux devises

Par RENÉ BARETJE *

QUELQUES années après la fin de la seconde guerre mondiale, de nombreux pays, essentiellement d'Europe occidentale, ont joué à fond la carte du tourisme. La théorie du *foreign exchange gain* étant toujours présente à l'esprit des décideurs, ces derniers ont considéré tout naturellement le tourisme comme l'un des pourvoyeurs essentiels en devises. Des moyens financiers importants ont dès lors été consacrés à la réalisation d'aménagements et d'installations destinés à attirer en priorité la clientèle internationale. Devant le succès rencontré par certains pays occidentaux, cette idée a été relayée et amplifiée par des instances internationales : Nations unies, CNUCED, OCDE, UNESCO, Banque mondiale, etc. Il s'est ensuivi une course effrénée entre les pays des différents continents.

Malheureusement, cette promotion trop hâtive reposait sur une connaissance insuffisante de l'industrie touristique. Les effets économiques ont été plus lents que prévu, ou franchement négatifs, et des perturbations ont été constatées sur le plan social, culturel, écologique ou politique.

La doctrine des instances internationales s'est ainsi progressivement renversée (1), ce changement de cap coïncidant avec la crise énergétique de 1973 et 1974. La déclaration finale de la Conférence internationale de Manille de 1980 privilégie le tourisme national par rapport au tourisme international. Constatant les liens de dépendance accrue créés entre « pays développés émetteurs » et « pays en voie de développement récepteurs », cette déclaration accordait la priorité aux aspects sociaux, culturels et éducatifs au détriment de l'économique.

Les organisations internationales recommandent une approche réaliste qui consiste à évaluer d'une manière objective l'apport net en devises. Elles préconisent l'établissement d'une véritable comptabilité du tourisme international, elles indiquent quelles opérations il faut prendre en considération sans proposer pour autant un véritable outil de gestion opérationnel permettant de dégager l'apport net en devises. On en reste encore, dans les institutions publiques chargées de dresser le bilan monétaire du tourisme international, à ne recenser que les dépenses des touristes rendus à l'étranger.

Deux méthodes existent, utilisées séparément ou conjointement, pour évaluer le montant des devises laissées par les touristes dans un pays :

– La méthode directe, ou méthode des flux financiers – celle de la Banque centrale, – basée sur les informations fournies par les touristes auprès des établissements bancaires et regroupées par les banques centrales et leurs offices de change ou organismes similaires.

– La méthode indirecte, ou méthode des flux physiques – celle du ministère du tourisme, – qui consiste à établir la somme globale des dépenses en multipliant le nombre des étrangers par un montant moyen des dépenses journalières.

Tous les pays sont contraints de pratiquer alternativement ou conjointement l'une ou l'autre de ces méthodes, et il faut bien convenir qu'elles sont loin d'être suffisantes pour dégager le solde brut de la balance touristique (2).

Sur la base de ces informations, les pays utilisent des traitements traditionnels pour tenter de situer le tourisme par rapport à d'autres éléments de la balance des paiements courants et pour déterminer son influence sur le solde de la balance des marchandises et services (3).

Mais la balance touristique traditionnelle ne fournit qu'une vue fragmentaire des transactions monétaires engendrées par le déplacement des personnes. Il faut donc prendre en compte un certain nombre d'autres éléments comptabilisés dans les autres rubriques de la balance des paiements : mouvements de capitaux, coût des transports, services divers, exportation et importation de marchandises et de biens d'équipement, etc.

La véritable nature du solde ne pourrait être dégagée que par un compte d'exploitation touristique regroupant *toutes les charges* et *tous les produits*. Et il serait bien loin d'être identique à celui qui apparaît dans la balance des paiements du Fonds monétaire international (FMI). Des renversements de situation seraient même prévisibles : tel pays connaîtrait un changement de signe algébrique de sa balance touristique ; un solde positif s'améliorerait, un solde négatif s'aggraverait, etc.

Peut-on, en fait, concevoir et réaliser un compte extérieur du tourisme ? Oui, sous réserve de procéder au préalable à une analyse approfondie du système économique du tourisme international. Ainsi, après avoir pris en compte toutes les opérations de planification, d'aménagement, de construction, d'exploitation, de gestion, de commercialisation, de promotion, de financements, de transports, de formation, il faut alors passer du théorique au pratique, et évaluer chacun des éléments débiteurs et créditeurs du compte extérieur (4).

Une illustration chiffrée peut être proposée pour la Tunisie en 1977 et en 1980 (5). Le compte extérieur du tourisme, selon la méthode mise au point par le Centre des hautes études touristiques d'Aix-en-Provence, avance des chiffres qui révèlent un solde net supérieur de 10,99 %, pour 1977, et de 12,52 %, pour 1980, au solde brut proclamé par l'Office national du tourisme tunisien, amélioration expliquée par les recettes induites par le transport aérien et la vente des produits artisanaux.

La trilogie société-économie-environnement

CETTE nouvelle conception globale est certes appelée à être perfectionnée et affinée, mais d'ores et déjà, elle constitue une méthode qui permet de progresser considérablement dans la voie d'une meilleure connaissance comptable de l'apport du tourisme international à l'économie d'un pays.

Le compte extérieur du tourisme constitue la pierre angulaire sans laquelle on ne peut, désormais, se prononcer sérieusement sur l'incidence du tourisme dans les rouages économiques nationaux. Si des pays se décident à l'adopter, ils verront sans aucun doute le solde *stricto sensu* de la balance touristique subir de profondes modifications positives ou négatives.

Qu'elles soient négatives ne signifiera pas automatiquement la condamnation de cette activité ; car chaque poste du compte extérieur constituera un clignotant ou une série de clignotants qui permettront de modifier les composantes du marché touristique et de réduire, à terme, la dépendance à l'égard de l'étranger. L'Etat concerné pourra alors en toute connaissance de cause peser d'un poids différent sur telle ou telle rubrique. D'aucuns ne manqueront pas de souligner que ramener la problématique économique du tourisme à un débat sur le *foreign exchange gain* procède d'une approche réductrice du phénomène, et que l'on peut payer cet objectif – améliorer le solde de la balance touristique – d'un prix excessif. Il est en effet fréquent que la guérison d'un affection particulière se paie par une dégradation partielle ou totale du système.

On a donc essayé de mettre au point une démarche qui, sans modifier l'objectif en quelque sorte « historique » du tourisme – l'acquisition de devises, – permet de prendre en compte également l'articulation optimale des mesures indispensables concernant toutes les incidences du tourisme dans les domaines économique, social, culturel, éducatif, écologique.

Outil comptable, le compte extérieur du tourisme peut et doit surtout devenir un outil de gestion, mais au prix de recherches complémentaires sur l'impact du tourisme et des loisirs de plein air. Alors, et alors seulement, on pourrait savoir quelles modifications doivent être introduites en amont et en aval du système pour atteindre les objectifs visés.

Face à de profondes mutations quantitatives et qualitatives, toutes les nations doivent se préparer à affronter les problèmes de la « civilisation des loisirs », conciliant impérativement les intérêts de la société, de l'économie et de l'environnement, sans négliger les besoins à la fois des autochtones et des étrangers. Le débat « tourisme international ou tourisme national » est un faux problème, ainsi que la priorité accordée à l'un ou à l'autre, car ils sont tous deux étroitement imbriqués et interdépendants.

Encore faut-il se doter d'une politique adéquate, assortie d'objectifs hiérarchisés, de stratégies adaptées et de moyens appropriés pour rechercher l'équilibre harmonieux de la trilogie société-économie-environnement.

* Directeur du Centre des hautes études touristiques, Fondation Vasarely, Aix-en-Provence.

(1) Cf. R. Baretje, *Contribution nette du tourisme international à la balance des paiements*, OCDE, comité du tourisme, Paris, mai 1984.

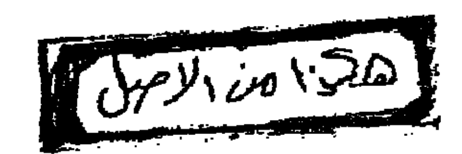
(2) Cf. R. Baretje « Le compte extérieur du tourisme », *les Cahiers du tourisme*, CHET, Aix-en-Provence, série C, nº 46, juin 1978, et « Les devises : enjeu du tourisme international », série C, nº 113, octobre 1987.

(3) Pour l'illustration de ces traitements, cf. R. Baretje, « Tourisme et balance des paiements. Europe 1970/80. Données OCDE », *les Cahiers du tourisme*, CHET, Aix-en-Provence, série D, nº 5, novembre 1981. « Tourisme et balance des paiements. Europe 1970/79. Données FMI », *les Cahiers du tourisme*, CHET, Aix-en-Provence, série D, Nº 6, novembre 1981.

(4) Pour la description et l'articulation des 222 paramètres pris en considération, cf. R. Baretje, « Le compte extérieur du tourisme », *op. cit.*

(5) Pour la présentation de tous les calculs intermédiaires sur l'estimation des recettes et des dépenses, cf. C. Richter, *le Compte extérieur du tourisme de la Tunisie. Tourisme et échanges internationaux dans les pays en voie de développement*, thèse, CHET, Aix-en-Provence, 1981, et *le Compte extérieur du tourisme de la Tunisie 1980*, Office national du tourisme tunisien, Tunis, décembre 1982. Le Maroc, l'Algérie et le Mexique font actuellement l'objet de recherches similaires au CHET.





…idental à la conquête du Sud

Les efforts déployés récemment par ces deux derniers Etats en faveur d'une relance vigoureuse du tourisme illustrent une attitude désormais assez répandue dans les pays en voie de développement. La montée du protectionnisme, l'incertitude des revenus tirés de la vente des matières premières et la réduction des recettes d'exportation les incitent à reconsidérer les potentialités du secteur touristique comme source de devises étrangères, d'emplois et de ressources complémentaires.

Le fait nouveau, cependant, par rapport aux analyses euphorisantes des années 60, est que les responsables de cette relance ne peuvent en ignorer les coûts et les risques sur les plans politique, économique ou socio-culturel. Mais peut-on se montrer très exigeant face à un choix qui généralement se présente – ce fut le cas, aussi, pour beaucoup de régions françaises économiquement déprimées – comme un ultime recours ?

La grande période de dénonciation passionnelle des nuisances entraînées par une croissance touristique incontrôlée dans les pays du Sud – surtout dans la deuxième moitié des années 70 – cède depuis peu la place à une phase de réflexion à la fois plus nuancée et plus approfondie, plus réaliste et empreinte du scepticisme ambiant.

Il ne semble pourtant pas – malgré les exhortations de l'Organisation mondiale du tourisme lors de ses congrès de Manille (1980) et d'Acapulco (1982) et celles de l'UNESCO en faveur d'un *« code de bonne conduite des firmes multinationales »* – que la situation de dépendance des pays du Sud à l'égard des décideurs touristiques internationaux ait fondamentalement changé. Sans disparaître ni même s'atténuer significativement, elle s'est simplement déplacée et affinée. Plusieurs faits récents viennent illustrer cette discrète évolution : renégociation de certains contrats léonins entre pays récepteurs et chaînes hôtelières multinationales ; développement accéléré des mégaréseaux informatiques gérés par des pools de transporteurs aériens, d'agents de voyage ou d'hôteliers ; insertion croissante des grandes firmes dans les secteurs parallèles des études, de la formation et de la communication, etc. Autrefois spectaculaires, les opérations d'investissement étranger font place depuis plusieurs années à des montages juridico-financiers complexes associant l'aide étrangère et les crédits internationaux, le financement national public et privé, la technologie importée. C'est par l'entremise de divers types de contrat (de gestion, de management, de franchise) que les prestigieuses sociétés mondiales sont partie prenante à ces réalisations et à ces projets : leur participation financière directe – bien que fortement encouragée par les autorités du pays d'installation – reste le plus souvent symbolique et, de toute manière, proportionnée aux risques pressentis...

De ce fait, le « paysage touristique », tant fonctionnel que géographique, des pays du Sud présente toujours des caractères pervers, déjà critiqués depuis longtemps. Malgré diverses tentatives (en Tunisie et en Côte-d'Ivoire, notamment), les pays récepteurs du tiers-monde n'ont pu donner naissance à un producteur de voyages *(tour-operator)* d'envergure internationale : la fonction pivot d'élaboration et de commercialisation de l'image et des produits touristiques continue donc à leur échapper, au profit des pays émetteurs développés qui retirent d'innombrables avantages de cette position de monopole.

Sur un autre plan, les aménagements touristiques récents reproduisent des modèles spatiaux pourtant largement dénoncés : hôtellerie urbaine monumentale et formidablement coûteuse, stations balnéaires standardisées, hôtels-villages et hôtels-clubs de toute sorte, obéissant à de discutables principes d'enclavement.

La diversification des goûts et pratiques touristiques – moins importante qu'on ne l'affirme souvent, mais tout de même indiscutable – ne peut trouver sa place que dans les minces interstices de cette trop puissante logique d'uniformisation des équipements et des aménagements. C'est aussi dans ces marges du système commercial multinational que les pays du Sud expérimentent, dans des conditions difficiles, d'autres formes de développement touristique, susceptibles de valoriser au mieux les ressources nationales et de retenir sur place l'essentiel des bénéfices produits. Mais l'expérience bien connue du « tourisme communautaire intégré » de Casamance *(voir ci-contre l'article de Dora Valayer)*, vieille déjà de près de quinze années, est restée quasiment sans héritage, à l'exception de quelques réalisations ponctuelles d'envergure plus réduite, disséminées sans cohérence en divers pays en voie de développement. C'est bien la preuve – une fois encore – que croissance statistique ne rime pas forcément avec innovation ou progrès, qui supposeraient une réduction appréciable de la situation de dépendance. Sans une révision drastique des choix techniques et des conditions de financement – qui continuent à privilégier unilatéralement les initiatives des grandes firmes multinationales, – il paraît bien illusoire de prévoir un développement touristique authentique de la moitié sud de ce monde inégal.

GEORGES CAZES.



Thomas Höpker-Magnum

L'IRRUPTION DU VISITEUR EUROPÉEN
Pourra-t-on un jour apprivoiser l'« homo touristicus » ?

Quelques ouvrages essentiels

- P. AISNER et C. PLUSS, *la Ruée vers le soleil : le tourisme à destination du tiers-monde*, L'Harmattan, Paris, 1983.
- GEORGES CAZES, *le Tourisme international dans le tiers-monde : la problématique géographique*, thèse de doctorat d'Etat de géographe, université de Bordeaux, 1983 (à paraître dans la collection « Tourisme et sociétés », L'Harmattan, Paris).
- P. ROSSEL, *Tourisme et tiers-monde : un mariage blanc ?*, P.-M. Favre, Lausanne, 1984.
- F. VELLAS, *Economie et politique du tourisme international*, Economica, Paris, 1984.
- Leisure-Tourism. Threat and *Promise*, Conseil œcuménique, Genève, 1969.
- RON O'GRADY, *Tourism, the Asian Dilemma*, Christian Conference of Asia, 1975.
- JOST KRIPPENDORF, *les Vacances, et après ?*, coll. « Logiques sociales », L'Harmattan, Paris, 1987.
- *Third World People and Tourism. Approaches to a Dialogue*, Horlemann Publizistik Unkel/Rh, RFA, 1986 (rapport de la conférence mondiale de Bad Boll).

Lente émergence d'une nouvelle éthique

Par DORA VALAYER

PROGRESSIVEMENT les mœurs touristiques se sont banalisées, et ont envahi toutes les classes sociales, toutes les classes d'âge. Rares sont ceux qui doivent encore apprendre à être à l'aise dans les halls des aéroports. L'apprentissage est fait, on cherche maintenant autre chose, renouvelant sans cesse cet appel au pèlerinage venu du fond des âges.

Sur les boulevards des grands hôtels du Sud, ce sont désormais les voyageurs envoyés par les comités d'entreprise ou appartenant au troisième âge que l'on rencontre. Au même moment, le chef d'entreprise s'essouffle, sac au dos, sur les chemins non encore explorés des sommets himalayens ou d'un désert inconnu. Ils seront banalisés à leur tour, jusqu'au jour où il faudra des équipes spécialisées pour évacuer des pistes les détritus abandonnés par des hordes indifférentes à l'intégrité de l'environnement.

L'homme moderne a besoin de l'« autrement » pour survivre le reste de l'année. Une frange du tourisme, toujours en mouvance et jamais à court d'invention, expérimente des formes nouvelles d'évasion destinées à être intégrées suivant les lois de la publicité. La plus grande partie de ce tourisme reste élitaire, donc coûteux.

Mais l'« alternatif » a pris un autre sens, plus éthique, lorsque s'est développée la critique des effets désastreux du tourisme sur les pays fragilisés par le sous-développement, les plus beaux, les plus séduisants, les plus doués pour le *Sun, Sand, Sex*.

Il a fallu apprendre qu'il ne pouvait être seulement apprécié en termes d'apport de devises, que la survie n'est pas seulement économique. La boulimie des consommateurs a pour effet que l'autochtone sédentaire – par force, par misère et par nécessité – devient lui-même, avec son histoire, sa culture, ses expériences, objet de consommation. Et quand il en prendra conscience, le mal sera depuis longtemps irréversible. Le tourisme est un tel mirage que les yeux de ceux-là mêmes qui devraient être en éveil restent souvent fermés.

Les œuvres humanitaires savent bien que la vue d'un enfant mourant de faim fait déferler la charité publique. Facilement, si la cause de la faim est une catastrophe naturelle ou réputée telle. Moins, si le père a été spolié par un riche propriétaire. Plus du tout si le riche propriétaire est une multinationale dont les hôtels déstabilisent toute une région, polluant l'environnement architectural, social ou écologique, privant d'eau le paysan et son champ. On se hâte alors de rappeler que *« le tourisme peut être la chance du développement »*. Le Blanc peut sangloter pour un instant ou pour toute une vie militante, ses larmes n'iront pac aisément aux victimes du tourisme.

Sans doute parce que l'*homo humanitarius* a bien du mal à reconnaître que, mué quelques semaines par an en *homo touristicus*, il pourrait avoir quelque complicité avec l'exploiteur. En vacances, on met sa conscience en sommeil, et la vigilance s'amenuise. Le tourisme, la plus formidable industrie de cette fin de siècle, sait bien profiter de cette absence.

Dès les années 50, des militants impénitents ont tenté de concilier les attraits du tourisme et leurs convictions humanistes. Les « voyages d'études » se sont multipliés, soucieux du pays d'accueil. On en a *découvert tardivement le leurre*. Débarqués en groupe dans la brousse africaine ou la jungle indienne, ces voyageurs de bonne volonté harcelaient de questions la jeune infirmière d'un dispensaire démuni, notant les chiffres de la misère médicale, et laissant derrière eux le carton de médicaments sophistiqués, leurs surplus, dans le fatras duquel le médecin aux pieds nus chercherait en vain l'indispensable tube d'aspirine. On osait parler de « rencontre » à l'occasion de ce face-à-face où le questionné ne pouvait témoigner que de son propre manque, *n'ayant pu dire* – le percevait-il ? – de quoi il était riche.

Une minorité assure une *« suite »* au voyage : dons pour le développement local, parrainage, ou accueil en retour de l'hôte africain. Et ce dernier, hébété, vient contempler pour quelques jours les splendeurs qui lui restent à jamais interdites, et souffre en silence de la rudesse des coutumes occidentales. Combien, parmi ces touristes redevenus citoyens militants sont prêts à accepter que le balayeur du métro ou l'étudiant noir dans son grenier puissent être justement les cousins germains des hôtes exotiques qui les ont reçus sous les palmiers ? Et que l'accueil en retour pourrait commencer par là, à moindres frais ? Mais le cœur du touriste est infidèle. L'an prochain, il aura oublié ses amours pour l'Afrique, et il « fera » l'Asie ou l'Amérique latine.

On a donc imaginé un tourisme dont la finalité serait déterminée par l'aide au développement. On s'attendait à retrouver sur le terrain les très fidèles organisations non gouvernementales (ONG) de développement, inlassablement présentes. Celles-ci, que leurs expériences et leurs convictions avaient pu alerter sur les dégâts du tourisme, sont restées singulièrement lentes à accepter qu'un investissement puisse être fait pour un tourisme moins destructeur. Les ONG n'ignorent pas qu'un projet d'adduction d'eau, même ambigu, a plus de chances de convaincre leurs donateurs qu'un programme de développement touristique. Peut-être ont-elles peur d'y voir plus crûment les limites de ce développement, sur lequel elles sont les premières à s'interroger. Et ne sont-elles pas trop souvent de ceux qui, par souci d'efficacité, utilisent sans se poser de questions les grands hôtels du tiers-monde pour leurs conférences internationales ?

Un exemple unique : la Casamance

RESTE l'exemple à peu près unique, si vanté, des campements de Casamance au Sénégal, qui figurent déjà sur les catalogues de quelques grandes agences. Tourisme *« intégré »*, *« localement maîtrisé »*, *créé par les agriculteurs locaux sous* la forme d'un accueil dans leur environnement traditionnel, et dont les bénéfices échappent aux intermédiaires... et au gouvernement qui, lui, a ses grands projets de prestige ailleurs. Débordés par leur succès même, les campements de Casamance suscitent des critiques. Les premiers touristes motivés ont vu s'en succéder d'autres, moins discrets, moins disponibles. Dans leurs cases, ils ne font que « jouer à l'Africain ». La rencontre n'est pas authentique. Ces campements ont sur place mauvaise réputation et serviraient à cacher les amours africaines illégitimes. De son côté, l'association française le Point de Mulhouse, en butte à des attaques incessantes partout où elle proposait une alternative aux monopoles existants, invitait ses adhérents à une aide originale au développement du Burkina-Faso, tentant de concilier l'attrait du tourisme avec les besoins locaux criants.

Déstabilisée par le poids écrasant des grandes compagnies, mise en difficulté vis-à-vis de sa propre clientèle, l'association le Point a dû cesser ses activités.

Plus que les ONG, les Eglises qui s'y superposent souvent sont réservées à l'égard du tourisme. Elles connaissent bien le terrain, l'ayant parcouru en missions, pour le meilleur et pour le pire, parfois avant même les conquérants de la colonisation. Puis se sont retirées, de façon exemplaire, ou moins innocemment. Catholiques comme protestants – et bien que le Conseil œcuménique des Eglises, dès 1969, ait été parmi les tout premiers à tirer la sonnette d'alarme à l'occasion de sa conférence internationale de Tutzing – ne sont décidément pas à l'aise dans un domaine qui touche de trop près au plaisir et à la gratuité. Elles préfèrent privilégier les actions d'« accueil » caritatif à l'intérieur de leurs propres frontières.

Toujours plus promptes à donner qu'à recevoir, sachant mieux affirmer que questionner, écouter ou se remettre en question, elles ont su créer de nouveaux marchés non négligeables de « pèlerinages » renouvelés, vers la Terre sainte, dans les Cévennes pour les européens nostalgiques de leurs racines huguenotes, ou ailleurs.

Toutefois ce sont les Eglises, qui, dans le Sud, ont commencé à dire : *« Le tourisme dans le tiers-monde, c'est notre affaire. »* Un petit organisme né à Bangkok (Ecumenical Coalition on Third World Tourism), l'ECTWT, s'est élargi aux pays d'Afrique, du Proche-Orient, des Caraïbes, d'Asie. Soutenu par le conseil œcuménique de Genève, il a été rejoint par des conférences épiscopales catholiques. Il draine des informations, organise des conférences par thèmes, affine les analyses, et sa petite revue trimestrielle *Contours* (en anglais) voit se bousculer des projets, des idées, des invitations : ici, une proposition d'accueil touristique par un petit groupe de pêcheurs ou de paysans. Là, un continent plus loin, un appel à la solidarité en faveur de paysans menacés de spoliation par un grand projet hôtelier. Ailleurs, du matériel audiovisuel, ou encore l'interpellation angoissée de groupes de femmes préoccupées par la montée du tourisme de prostitution. On y parle aussi du SIDA. Surgit enfin une nouvelle poésie, tour à tour tendre, acide ou véhémente. *Contours* réussit ainsi à faire de ses lecteurs une communauté grandissante et complice à l'échelon planétaire. Des éditions se préparent dans d'autres langues.

Conjointement à l'ECTWT, au Nord comme au Sud, se multiplient les organismes animés par la même préoccupation. En Inde, à Bangalore, Equations. Au Sri-Lanka, Inter Cultural Travel Services. En Californie, le Center for Responsible Tourism. En Allemagne, le Zentrum für Entwicklungsbesogene Bildung. Dans la vieille Europe, le mouvement se sécularise. A Berne, c'est l'Arbeitkreis Tourismus und Entwicklung, et à Lausanne, le Groupe tourisme et développement (GTD). Aux Pays-Bas, le Tourisme & Derde Wereld. Les organismes communiquent entre eux. Le Tourism European Network (TEN) regroupe chaque année les partenaires européens. Ils sont maintenant seize. Nord et Sud se rencontrent. A Bad Boll, en RFA, s'est déroulée en 1986 la première grande consultation mondiale à l'initiative de la Coalition de Bangkok et du TEN. Déjà, de petits groupes locaux naissent dans les villes universitaires, où se côtoient Européens et étudiants du tiers-monde. La plupart des organismes ont renoncé à proposer eux-mêmes des voyages alternatifs. Leur préoccupation est d'agir en amont (1).

Sur leur incitation, des compagnies d'aviation acceptent de remplacer, pendant leurs vols vers le tiers-monde, la projection de l'inévitable western par des films d'introduction au pays concerné, ou par le portrait humoristique et dissuasif du touriste moyen. Une nouvelle filmographie naît. Les livres se multiplient. On mène des études comparatives sur les services offerts par les grandes agences, en fonction de certains critères : celles qui savent utiliser le personnel local, sans pour autant le sous-payer ; celles qui savent s'approvisionner sur les marchés locaux ; celles qui s'efforcent de moins polluer l'environnement ; celles qui interviennent de façon moins destructrice sur le redoutable marché de l'artisanat, où peut se perpétuer ou se détruire à jamais la sagesse et l'habileté séculaires. A la façon des organismes de consommateurs, on tente de démontrer que le touriste, comme l'agence, a intérêt à se comporter de façon moins dangereuse à l'égard du pays hôte.

Cette action est encore réduite, mais elle s'organise rapidement. Elle devient pluridisciplinaire, ne pouvant se dispenser ni de la lucidité économique ni d'une réflexion permanente exigeante, attentive aux pièges, et traquant les naïvetés.

Une nouvelle éthique est en train de naître, enrichissant à son tour l'*interculturalité*. Les « *codes éthiques* » se multiplient, suggérant une interrogation sur les comportements. Le professeur Krippendorf, de l'université de Berne, propose la création d'une « école du tourisme humain » et lance une campagne « Apprendre à voyager ». Non pas, comme cela se fait, pour le voyage du prochain trimestre, mais de façon permanente, pour toutes les migrations au-devant de l'étranger, au loin ou dans nos murs. L'*homo touristicus* pourra-t-il un jour être apprivoisé, et devenir moins dangereux ?

(1) Les organismes se multiplient dans le monde (seize en Europe), parmi lesquels : Center for Responsible Tourism, 2, Kinsington Road-San Anselmo Californie CA 94 960. USA. – ECTWT, POBox 9/25 Banghken, Bangkok, 10900, Thaïlande. Equations, 10, Heerachand Layout Jeevanagalli, Cox Town, Bangalore, 560 005 Inde. – Zentrum für Entwicklungsbezogene, (ZEB), D 7000 Stuttgart 1, Gerokstrasse 17, RFA. – GTD (Groupe tourisme et développement), Le Devent, 1350 Orbe, Suisse.

L'ENSEIGNEMENT DU FRANÇAIS A L'ÉTRANGER

Pour appuyer leur politique de relations culturelles extérieures, les pays francophones, et en particulier la France, disposent du relais de quelque trois cent mille professeurs de français du monde entier. Ces enseignants et leurs associations, ils en ont pourtant jusqu'ici largement méconnu l'importance en les limitant aux tâches pédagogiques alors qu'ils pourraient également être les partenaires d'autres types de coopération.

Pourquoi confiner professeurs et élèves de français dans la classe, alors qu'ils ne demandent qu'à en sortir pour déclencher des actions conjointes – culturelles, mais aussi, pourquoi pas, économiques et technologiques – associant leur pays et les Etats francophones ?

Quand professeurs et élèves

LES deux premiers sommets des chefs d'Etat et de gouvernement *« ayant en commun l'usage du français »*, respectivement tenus à Paris en février 1986 et à Québec en septembre 1987, ont en quelque sorte accrédité la francophonie auprès des médias et des administrations comme un thème méritant autre chose que le sourire (1). Même si le cœur n'y est pas, membres de cabinets et hauts fonctionnaires ne peuvent *pas faire moins* que de reprendre à leur compte les discours ministériels ou présidentiels. Quitte à se rattraper lors des arbitrages budgétaires, en sabrant dans les crédits de la politique linguistique... (2).

S'il est en effet facilement admis que, par exemple, des productions éditoriales ou audiovisuelles francophones puissent bénéficier de gros soutiens financiers – puisqu'elles sont censées toucher un grand public, – l'action que mènent, chacun dans sa classe, les quelque trois cent mille professeurs de français du monde entier a du mal à se faire reconnaître de certains bureaux parisiens et parfois même, sur le terrain, de certains ambassadeurs. Un modeste professeur de collège ou d'Alliance française au fin fond de l'Argentine ou de l'Australie est évidemment moins médiatique qu'un réalisateur de télévision ou un directeur de collection. Mais, à terme, son action et celle de ses collègues n'ont-elles pas un effet plus profond, surtout *dans des pays – la majorité du monde –* où les images et les écrits francophones pénètrent très peu ? Ces enseignants se retrouvent ainsi intermédiaires obligés (et parfois presque uniques) entre des centaines de milliers, voire des millions d'adolescents, et la culture française.

A l'heure où, à Paris, on s'interroge gravement sur l'impact d'une image subliminale du générique d'une chaîne de télévision, ne serait-il pas tout aussi opportun pour les entreprises et les pouvoirs publics, en particulier ceux concernés par l'exportation de biens ou de services, de réfléchir à l'idée que, chacun à sa manière, les étrangers se font de la France ? Une idée formée, elle, au grand jour, le plus souvent dans la salle de classe, à partir des manuels ou de la documentation pédagogique disponibles, et qui, globalement, demeure singulièrement réductrice.

Car si les Français dans leur ensemble, et les enseignants en particulier, sont les héritiers d'une tradition culturelle qui sépare arbitrairement arts et lettres d'un côté, sciences et techniques de l'autre, ce cloisonnement est sans doute encore plus marqué – et comment pourrait-il en être autrement ? – dans l'enseignement du français à l'étranger. Peut-être la caricature du ressortissant de l'Hexagone arborant un béret basque et tenant sa baguette de pain à la main n'a-t-elle plus cours, mais le décalage reste malgré tout considérable entre le prestige reconnu à la littérature et aux valeurs des moments forts de l'histoire de la France – Révolution, Commune, Résistance – et l'image d'une science et d'une technologie pourtant fertiles en apports à la connaissance et au développement.

CETTE question d'« image » à l'étranger préoccupe les industriels qui dépensent parfois des sommes considérables pour tenter de l'améliorer au moyen de coûteuses campagnes de communication. Mais les stéréotypes ont la vie dure, et seule une action de longue haleine pourrait les faire graduellement disparaître. Qui mieux que les enseignants de français (à condition qu'eux-mêmes en soient convaincus et disposent des éléments d'information nécessaires) pourrait donner à des publics immenses et jeunes un visage pluriel de la France et, au-delà, des pays francophones ?

Déjà des efforts ont été entrepris dans ce sens par le ministère

Mieux lire le journal

POUR un grand nombre d'enseignants, la presse est un support pédagogique à part entière. Le phénomène est net en sciences humaines (histoire, géographie, économie) où les journaux sont d'indispensables outils d'actualisation des connaissances, mais les avis sont plus partagés chez les enseignants de français. Certains, campant souvent sur la défense des seuls textes consacrés, ne voient dans cette innovation *qu'une fuite en avant*, cependant que d'autres restent perplexes sur le mode d'emploi.

Les premiers, au nom d'un purisme qui ne s'avoue pas, oublient que la presse est aussi le *véhicule d'une langue en mouvement* qu'il serait vain d'ignorer. Quant aux seconds, leurs interrogations posent un réel problème : si les travaux effectués sur des textes de presse se sont multipliés ces dernières années, beaucoup d'entre eux sont entachés d'un esprit formaliste. Examiner un article hors de son contexte de communication, l'isoler de ceux qui le complètent ou de la page dans laquelle il s'insère sont autant de source de contresens ou d'interprétations hasardeuses.

Un séjour dans un journal, une expérience pratique de son écriture, permettent de tirer au *moins deux leçons. D'abord c'est* seulement en rattachant les « papiers » à leurs conditions de production et de réception qu'on peut appréhender leurs effets de sens. Ensuite une connaissance de la démarche d'écriture propre à chaque genre journalistique est indispensable pour saisir les stratégies qui y sont mises en œuvre. L'étude des textes de presse peut servir à faire acquérir des techniques d'écriture informative ; par exemple sur les formes de résumés ou notes de synthèse : la maîtrise des opérations de sélection, de traitement et d'organisation de l'information est la base commune du travail du rédacteur de presse... et de *l'élève devant sa copie. Dans* l'expérience journalistique, il existe incontestablement un potentiel méthodologique qui, adapté, peut être mis à la disposition du public scolaire et étudiant.

Les milieux enseignants et ceux de la presse ont longtemps entretenu des rapports distants. Des mesures institutionnelles (créations de l'APE (1), de l'ARPEJ (2), du CLEM (3), Journée de la presse) ont facilité un rapprochement auxquel les journalistes du *Monde* se proposent aujourd'hui de contribuer en témoignant, dans un numéro spécial de *Dossiers et documents*, sur leurs pratiques et les valeurs qui les sous-tendent (4).

GUY LOCHARD,
Professeur de lettres au lycée professionnel de Conflans-Sainte-Honorine.

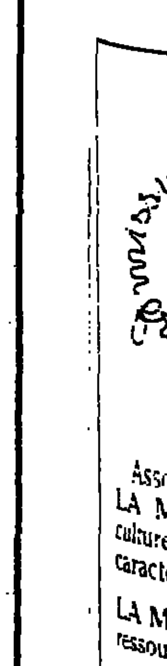
(1) Association presse-enseignement, 100, rue Réaumur, 75002 Paris.

(2) Association région-presse-enseignement-jeunesse, 17, place des Etats-Unis, 75016 Paris.

(3) Centre de liaison de l'enseignement et des moyens d'information, 391, rue de Vaugirard, 75015 Paris.

(4) « Lire le Monde », numéro spécial de *Dossiers et documents*, juillet 1988, 16 pages, 14 F.

Conditions spéciales pour étudiants et enseignants hors de France. Prendre contact avec le service diffusion étranger, *le Monde*, 7, rue des Italiens, 75009 Paris – Tél. : (1) 42-47-96-70. Télex 650-572.





sortent de la classe

des affaires étrangères, où la direction du français, bravant les sarcasmes ou le scepticisme désabusé de quelques hauts responsables, a mis en route, dans le cadre d'une opération intitulée « L'air du temps », une sensibilisation des professeurs latino-américains à la science et aux techniques (3). Une autre action, « Français 2001 » *(voir l'encadré ci-contre)*, s'appuie sur les dynamiques régionales et sur les nouveaux « médecins aux pieds nus » que sont les élèves afin de nouer des liens de tous ordres avec des partenaires européens. Décliné par la Maison de l'Amérique latine et l'association Triade, le concept de Bus français *(voir ci-dessous, « Sur les routes du monde »)* est une autre manière de faire avancer les mêmes idées. Des idées auxquelles croit la Fédération internationale des professeurs de français (FIPF) qui, de manière révélatrice, a choisi comme thème de son septième congrès mondial « Le français pour demain ». Cette démarche sera appuyée par une « agora » franco-hellénique présentant plusieurs expositions, films, vidéos et débats de vulgarisation scientifique *(voir l'encadré « Rencontres à Salonique »)*.

En fait, les professeurs étrangers pâtissent, aux yeux des « décideurs », de la même absence de considération que leurs collègues français. Si l'on peut, face aux problèmes de recrutement d'enseignants que va connaître la France de l'an 2000 et à l'urgence d'adapter les formations aux nécessités changeantes des emplois de demain, crier *« SOS école »* (4), il serait judicieux que ce signal d'alarme englobe aussi les enseignants de français à l'étranger.

C'EST, bien entendu, affaire de moyens mais surtout de capacité d'analyse : si le corps enseignant porte, en France, la *responsabilité* de préparer un avenir dont nul ne connaît les contours, hors des frontières c'est sur les professeurs de français que reposent, dans une large mesure, les médiations avec leur société civile, avec la place que la France et la langue française occuperont dans leur imaginaire. Cela mérite sans aucun doute plus qu'un coup de chapeau occasionnel. Pourquoi pas un grand projet à soumettre au prochain sommet francophone qui aura lieu à Dakar en 1989 ?

BERNARD CASSEN.

(1) Voir le dossier « Vaste chantier, chiches moyens : la francophonie », *le Monde diplomatique*, août 1987.

(2) Ainsi, au cours du dernier septennat, les crédits de la sous-direction de la politique linguistique du ministère des affaires étrangères ont été amputés, en francs constants, d'environ 50 %...

(3) Cette direction a fait éditer et diffuser, sous la responsabilité de André-Yves Portnoff, une version destinée aux adolescents, de « La révolution de l'intelligence », numéro spécial de *Sciences et techniques*, publié en 1985.

(4) Voir *Politis-Le Citoyen*, nº 21, 9 juin 1988.

Echanges sur le terrain : « Français 2001 »

POURQUOI confiner à la salle de classe l'utilisation du français par les professeurs et élèves étrangers ? Pourquoi ne pas « désenclaver » la langue et la mettre à l'épreuve du terrain des réalités culturelles, économiques, sociales ? Tel était le pari tenté par la direction du français du ministère des affaires étrangères, appuyée par le directeur général de l'époque, M. Thierry de Beaucé, lorsqu'elle lança, en 1986, l'opération « Français 2001 ». L'idée centrale était de transformer des milliers d'élèves en autant de promoteurs d'échanges en tous genres entre leur pays et une région ou un département français.

Mise en œuvre par les associations locales de professeurs de français, cette opération surprit quelques diplomates en poste habitués à agir dans leur pays d'accueil en respectant religieusement les découpages – et parfois les conflits – des administrations centrales parisiennes. Mais, faisant fi des organigrammes, enseignants et élèves suscitèrent de multiples actions, mobilisant, du côté des collectivités territoriales françaises, conseils ou préfectures de région, maires, inspecteurs, directeurs d'école ou de lycée, offices du tourisme, directeurs de stations régionales de FR 3, etc.

L'une des réalisations les plus spectaculaires a été l'organisation de six mois de manifestations sur la Bretagne à Vienne, où le bureau d'action linguistique de l'ambassade de France a également assuré l'accueil de cinq cents jeunes Périgourdins venus faire la promotion de leur département en Autriche. De leur côté, le département du Var et la chambre locale de commerce et d'industrie ont élaboré une stratégie de développement touristique en direction de l'Italie, de la RFA et de la Suède en s'appuyant sur les protagonistes de « Français 2001 » et en accueillant, comme prescripteurs potentiels, des responsables du secteur éducatif et des régions de ces pays. Le bureau d'action linguistique de Rome a produit une « valise pédagogique » sur l'Auvergne avec la double finalité de mettre en valeur une région française peu connue hors des frontières et d'enrichir la panoplie des moyens didactiques des enseignants. La Franche-Comté, le Var, la Ville de Nice vont en faire autant. La région Champagne-Ardenne a fait connaître le minitel à une quinzaine de lycées allemands en organisant à leur intention un concours télématique. Des opérations de réhabilitation du travail manuel et de promotion de l'artisanat font l'objet d'échanges actifs entre les « cinq îles » : l'Ile-de-France, l'Irlande, la Réunion, Maurice et Madagascar.

On peut mesurer le succès de l'opération « Français 2001 » au fait que, une fois mises en route, les actions ont tendance à s'autonomiser, les partenaires n'ayant plus besoin d'intermédiaires. Elle aura aussi eu des vertus pédagogiques inattendues : certains des responsables du ministère des affaires étrangères, parfois sceptiques à l'égard de la politique linguistique, auront pu constater que professeurs et élèves de français sont des agents privilégiés de rapprochement – notamment économique – entre leur pays et la France.

B. C.

Sur les routes du monde...

SI, dans les capitales étrangères, les enseignants de français peuvent généralement avoir accès aux ressources documentaires et pédagogiques du bureau d'action linguistique de l'ambassade de France, la chose est infiniment plus malaisée pour leurs collègues de province, surtout dans des pays immenses comme les Etats-Unis, l'Inde ou le Brésil. Le concept de Bus français est né de ce constat et de la volonté de donner de la culture française une image complète, incorporant les dimensions scientifiques, technologiques et industrielles, aux côtés des aspects – plus familiers – littéraires et artistiques.

Bus français

DANS un gros véhicule, deux professeurs venus de France transportent une grosse quantité de documents authentiques : revues, vidéos, diapositives, cartes, échantillons, documents produits par les entreprises et organismes de recherche, etc. Le Bus passe de quelques jours à deux semaines dans les lycées, les universités, les centres culturels, les Alliances françaises d'une ville ou d'une région : ateliers de travail avec les enseignants locaux pour la mise en orbite pédagogique de documents qui sont laissés sur place pour être utilisés avec les élèves, interventions dans les classes, animations, concours sur la France et la francophonie, etc.

Cette action, soutenue par plusieurs administrations parisiennes, mobilise les ressources des postes diplomatiques, des industriels, des chambres de commerce, des associations de professeurs de français, et donne aux médias locaux l'occasion de parler d'une France qu'ils peuvent toucher du doigt parce qu'elle vient jusqu'à eux. Lancé avec succès aux Etats-Unis par la MICEFA (1), le Bus français va rouler sur les routes de l'Argentine, de l'Uruguay, du Brésil, du Venezuela et de Porto-Rico sous l'égide de la Maison de l'Amérique latine (2) et aux Etats-Unis, en Europe (Grèce, Portugal), en Afrique (Maroc, Côte-d'Ivoire, Sénégal), à Madagascar, en Asie (Inde, Japon, Corée) sous la responsabilité de l'association Triade (3).

B. C.

(1) Mission interuniversitaire de coordination des échanges franco-américains Paris-Ile-de-France (MICEFA), 101, bd Raspail, 75270 Paris Cedex 06. Tél. : (1) 45-49-20-38 et 45-48-08-95. Télex : ALLFRAN 204941 F.

(2) Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain, 75007 Paris. Tél : (1) 42-22-97-60. Télex : 206192 F.

(3) Même adresse que la MICEFA.

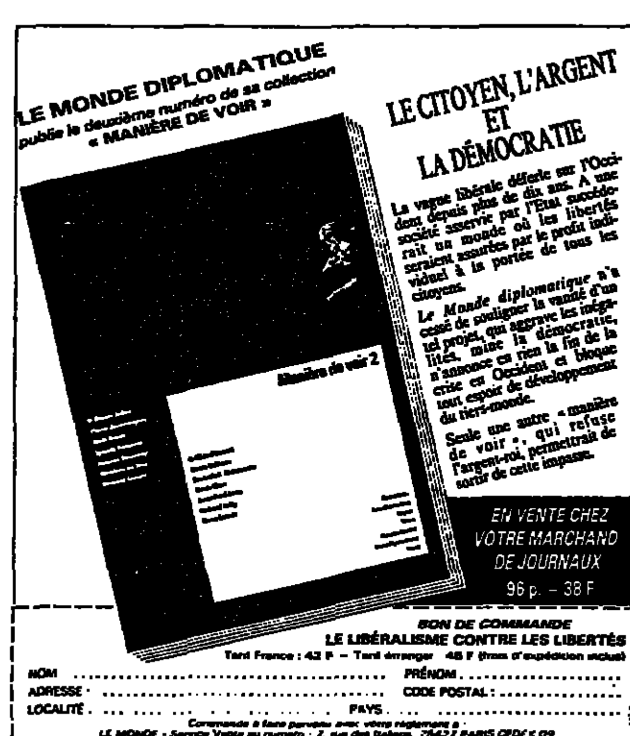
Rencontres à Salonique

DU 10 au 17 juillet 1988, la Fédération internationale des professeurs de français (FIPF), qui regroupe une centaine d'associations nationales (1), tiendra son septième congrès mondial à Salonique (les Grecs disent Thessalonique) sur le thème « Le français pour demain ». Près de mille cinq cents enseignants et personnalités du monde entier y débattront notamment de l'enseignement et de l'apprentissage du français comme langue de développement économique, scientifique, technologique et culturel.

En marge du congrès, le ministère des affaires étrangères présentera quatre expositions : « Portrait d'une planète », sur la télédétection, réalisée par le CNRS ; les ressources de l'imagerie satellitaire et les projets spatiaux, à la charge du Centre national d'études spatiales (CNES) ; les réalisations de la télématique française de France Télécom ; « Parlez-vous français ? », qui a connu un grand succès au Centre Pompidou ; et « La danse de l'Univers » ou l'art et la science réconciliés, réalisé par le groupe de liaison pour l'action culturelle scientifique. Des films scientifiques et plusieurs vidéodisques seront présentés aux congressistes.

Plusieurs radios et journaux, dont *le Monde* et *le Monde diplomatique*, participeront également à l'animation de cette agora franco-hellénique réalisée en étroite collaboration avec l'université Aristote de Salonique, et en particulier avec son département de français, dirigé par Mme Vasso Tocatlidou.

(1) Secrétariat général de la FIPF : 1, avenue Léon-Journault, F, 92311 Sèvres. Tél. : 46-26-53-16 ou 45-34-75-27.



MAI 68 ET LES FILMS POLITIQUES

Mille idées pour militer

le cinéma s'insurge

Par IGNACIO RAMONET

LES fièvres électorales, ce printemps en France, ont estompé la célébration du vingtième anniversaire des événements de mai 1968. Les commentaires autour du livre d'Hamon et Rotman, *Génération* (1), et de la série télévisée qui en a été tirée, ont tenu lieu, semble-t-il, d'hommage officiel. Et unique.

Mais ces événements ne furent pas propres à la France ; ailleurs dans le monde de nombreuses manifestations de rupture se produisirent cette année-là (2). C'est pourquoi, ces mois derniers, on s'est penché dans plusieurs pays sur les circonstances politiques et sociologiques ayant favorisé l'éclosion de tant de révoltes et la naissance d'une génération d'« enragés ».

En Italie, par exemple, en juin dernier, dans le cadre du Festival international du téléfilm – Téléconfronto (3) – qui se tient chaque année à Chianciano-Terme (province de Sienne), une rétrospective des meilleurs documentaires de mai 1968 et un colloque international (4) ont permis, au cours de débats fort animés, de mieux comprendre, vingt ans après, les spécificités rhétoriques et esthétiques des films militants tournés dans le feu des événements.

En France, on le sait, la révolte étudiante eut une sorte de prologue dans les milieux du cinéma : l'affaire de la Cinémathèque, qui devint vite une affaire d'Etat. Les manifestations organisées par les cinéastes et les cinéphiles en faveur d'Henri Langlois pour lui rendre la direction de la Cinémathèque firent, pour la première fois, reculer l'administration. « *Ce gouvernement s'est vite aperçu*, racontera plus tard François Truffaut, *de la gaffe monumentale qui avait été faite à propos de Langlois, et il a reculé. On peut dire que cela nous a prouvé qu'il faut demander dans la rue ce qu'on n'obtient pas dans les bureaux* (5). » C'était en mars. Et à ces « manifs » participaient déjà, on le sait peu, certains de ceux qui allaient devenir les principaux animateurs de la révolte étudiante, comme Daniel Cohn-Bendit.

Les cinéastes qui avaient pris la tête de ce mouvement – Malle, Truffaut, Godard, Berri, Lelouch, Resnais, Kast, Chabrol, etc. – allaient ensuite, le 18 mai, interrompre pour la première fois de son histoire le Festival de Cannes avec le soutien de nombreux cinéastes et artistes étrangers comme Roman Polanski, Carlos Saura, Monica Vitti, Richard Lester... « *L'idée*, poursuit François Truffaut, *était qu'il fallait être solidaire de tout ce qui se passait, au même moment, dans le pays. Cannes est un lieu clos, pendant le Festival on ne parle que de cinéma. Personne n'écoute les transistors, personne ne lit un journal. On fait des affaires, c'est tout. Alors les gens étaient très peu concernés. A peine comprenaient-ils ce qui se passait dans le reste de la France... personne ne semblait vouloir comprendre que le pays était paralysé et que c'était vraiment, simplement logique qu'on arrête cette festivité.* »

Une semaine après, à Suresnes, naissaient les états généraux du cinéma. *Plus de mille six cents techniciens*, metteurs en scène et acteurs se prononçaient, au cours d'une assemblée houleuse, pour une réforme radicale : « *Le cinéma en France*, disaient-ils, *est produit, diffusé et consommé dans des conditions d'esclavage engendrées par le système capitaliste, lui-même protégé par des organismes contrôlés par l'Etat. Toute libération du cinéma, toute création de structures nouvelles, doit commencer par une destruction des structures anciennes. La caractéristique du système est la recherche du profit. Les films, qui sont des œuvres, sont traités comme des denrées. La fabrication, la diffusion et la consommation de cette marchandise ne prennent qu'accessoirement en considération sa valeur artistique, critique et culturelle.* » Enfin, ils réclamaient pour les spectateurs, la « *gratuité totale* », le cinéma étant considéré comme « *un besoin fondamental de la nature des citoyens* ». Pas moins.



OSER LUTTER
OSER VAINCRE

FILM LONG METRAGE N. et BLANC

AFFICHE D'UN « FILM D'INTERVENTION »
Un instrument de contre-propagande

Cette critique au vitriol et le pays en ébullition encouragent de nombreux jeunes cinéastes à filmer la rue, les barricades, les occupations d'usines, les grèves, les affrontements avec les CRS. Ils conçoivent leurs films comme des instruments de contre-information pour les opposer à « *la propagande du pouvoir* » (il n'y a alors, en France, que deux chaînes de télévision et un seul journal télévisé). Comme le dit le professeur Pepino Ortoleva : « *Ces films permettaient de critiquer la manière dont les communications de masse dominantes conditionnaient, non seulement l'opinion publique, mais également les structures profondes de la personnalité.* »

Ce qui favorise la puissante floraison de tant de films militants, c'est non seulement la motivation politique des cinéastes mais aussi l'accès relativement facile à des techniques modernes et légères de tournage : 16 mm, super 8, prise de son synchrone, vidéo. Mais filmer ne suffit pas, il faut que les films soient vus et que leur effet de contre-propagande touche le public. Aussi d'importants réseaux de diffusion sont mis sur pied par des partis ou des organisations militantes. Les projections ne sont souvent que le prétexte à des débats politiques : les cinéastes élaborent des films courts, sur des sujets précis et récents – les « *ciné-tracts* » – qui mobilisent vite, encouragent les spectateurs à débattre, et leur fournissent mille idées pour militer.

Beaucoup de cinéastes se réfèrent à d'autres périodes politiques où le septième art joua un rôle important ; ils pensent à la révolution soviétique et aux films de Dziga Vertov ou de Medvedkine ; ils citent les grands documentaires de Joris Ivens et d'Henri Storck. Certains réalisateurs de renom – Chris Marker, Jean-Luc Godard, Ugo Gregoretti – filment à la base, au sein de collectifs, mettant en pratique les recommandations des états généraux du cinéma (6).

Nombre de films présentés à Chianciano-Terme – *A bientôt j'espère, Classe de lutte, Mikono, Oser lutter, oser vaincre, la Reprise du travail aux usines Wonder* – faisaient preuve, par ailleurs, d'un réel souci esthétique. Car, au-delà de la guerre politique, il s'agissait aussi d'une bataille pour l'« *art prolétarien* », opposé à l'« *académisme bourgeois* », au « *conformisme hollywoodien* ». Plus tard, malheureusement, le succès de certaines thèses démagogiques – « *les caméras aux ouvriers !* » – conduira le cinéma militant à multiplier les brouillons (7). Et le meilleur de sa créativité et de son invention filmiques sera finalement repris, sans état d'âme, par la grande machine adversaire : la télévision.

(1) Cf. *le Monde diplomatique*, février 1988.

(2) Cf. David Caute, *1968 dans le monde*, Robert-Laffont, Paris, 1988, 135 F.

(3) Lire l'article de Catherine Humblot, « La difficile avancée du feuilleton américain », *le Monde*, supplément radio-télévision, 12 juin 1988.

(4) Participaient à ce colloque, entre autres, Ivano Cipriani, Peppino Ortoleva, Paola Scarnatti, Pat Holland, Harun Farocki, Franco Casetti et Giovanni Cesareo.

(5) François Truffaut *in* « Ce n'est qu'un début », numéro extraordinaire d'*Edition spéciale*, Paris, juillet 1968.

(6) On lira le bilan le plus complet de ce cinéma militant dans : Guy Hennebelle, *Cinéma et politique*, Papyrus, Paris, 1980.

(7) Cf. Ignacio Ramonet, « Le cinéma militant, crise d'un discours de pouvoir », *in le Chewing-gum des yeux*, Alain Moreau, Paris, 1981.

CINÉMA DU RÉEL. – Claire Devarrieux et Marie-Christine de Navacelle

★ Autrement, Paris, 1988, 128 pages, 69 F.

Cinéma du réel, c'est une autre façon de dire documentaire. Ce genre mal-aimé, pratiquement disparu des écrans mais qui revient aujourd'hui en force dans les meilleurs programmes de télévision : les magazines d'information.

Claire Devarrieux et Marie-Christine de Navacelle ont une connaissance profonde de ce cinéma et de ses meilleurs réalisateurs. Ceux-ci (Ivens, Rouch, Storck, Wiseman, Van der Keuken, etc.) s'expriment directement, expliquent leur méthode, leur manière d'appréhender « *les splendeurs et les misères du monde tel qu'il est* ». Le tiers de l'ouvrage est consacré à Raymond Depardon – auteur de *Faits divers* et *Urgences* – qui donne son élégante recette : « *Ne pas trop construire, rester modeste par rapport à l'image.* »

I.R.

UNE VIE DE RAINER WERNER FASSBINDER. – Robert Katz (traduit de l'américain par Gérard Piloquet)

★ Presses de la Renaissance, Paris, 1987, 317 pages, 140 F.

Rainer Werner Fassbinder souffrit toute sa vie de l'histoire de l'Allemagne comme d'une blessure. Et tous ses films sont une tentative désespérée de s'expliquer avec son identité. Robert Katz a écrit beaucoup plus qu'une biographie de l'un des plus importants cinéastes contemporains. A travers ses souvenirs personnels, les films et les interviews, il tente de tracer un portrait complexe et nuancé de Fassbinder et de sa génération. Au-delà du portrait de l'homme, avec ses contradictions, il s'efforce de faire revivre son rêve, en montrant comment sa vie est inséparable de toute l'histoire de l'Allemagne contemporaine, de ses mouvements politiques, de sa sensibilité. Aussi, l'ouvrage transcende-t-il l'histoire du cinéma pour éclairer l'histoire tout court.

J.-M. P.

Dans les revues...

■ **THE PACIFIC REVIEW.** Une nouvelle revue consacrée au Pacifique, avec notamment des études sur la Thaïlande, Taïwan et le Japon. Lire aussi une très dense analyse de la puissance et de la stratégie des multinationales de la région Asie-Pacifique, qui donne une idée précise de l'explosion économique et financière que vit cette zone. (Vol. 1, nº 1, 1988, trimestriel, 17 livres. – Oxford University Press, Walton Street, Oxford OX2 6DP, Grande-Bretagne.)

■ **FOREIGN POLICY.** Une analyse du rôle de la politique étrangère dans la campagne présidentielle américaine et des grands problèmes extérieurs que le futur chef de l'exécutif devra affronter. (Nº 71, été 1988, trimestriel, 5,25 dollars. – PO Box 984, Farmingdale, N.Y. 11737, Etats-Unis.)

■ **L'ÉVÉNEMENT EUROPÉEN.** Ce second numéro de la revue dirigée par Edgard Pisani est consacré à la question méditerranéenne. Lire aussi l'article de Claude Julien : « L'Europe, victime de l'économisme ? » (Juin, trimestriel, 75 F – 62, boulevard Garibaldi, 75015 Paris.)

■ **DOSSIER « NOTES ET DOCUMENTS ».** Le périodique du groupe de recherche et d'information sur la paix reproduit dans son intégralité le texte du traité de Washington sur les INF et ses documents annexes. (Nº 117-118, janvier-février, mensuel, 300 francs belges. – 33, rue Van-Hoorde, B-1030 Bruxelles.)

■ **ÉCHANGES.** Un dossier sur le désarmement et le prix des armes réalisé notamment par A. Sanguinetti, B. Lacombe, P.-M. de La Gorce. (Nº 223, juin, mensuel, 20 F. – 49, rue du Faubourg-Poissonnière, 75009 Paris.)

■ **CRITIQUE COMMUNISTE.** Un dossier sur « l'industrie des armes : désarmement et reconversion ». (Nº 75, juin, mensuel, 20 F. – 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil-sous-Bois.)

■ **MÉDECINE ET GUERRE NUCLÉAIRE.** Un dossier bâti autour de cette idée : « Cesser le feu nucléaire ! » et qui pose le problème de la poursuite des essais français. (Mai, trimestriel, 20 F. – 5, rue Las-Cases, 75007 Paris.)

■ **VIRAGES.** Une pertinente analyse critique des effets du krach boursier d'octobre 1987 et du type de société développée par le capitalisme financier. (Nº 13, printemps, bimestriel, 100 F belges. – 18, rue de la Sablonnière, 1000 Bruxelles.)

■ **SILENCE.** La revue s'interroge sur l'utilité du revenu minimum garanti « tel qu'il est proposé, une étape vers le revenu de base ». (Juin, mensuel, 12 F. – 4, rue Bodin, 69001 Lyon.)

■ **INTERVENTIONS ÉCONOMIQUES.** La plus grande partie de cette livraison est consacrée à la flexibilité du travail, sous ses différentes formes (coûts salariaux, salaires, statut de l'emploi, précarité, adaptation technologique, etc. (Nº 19, printemps, trois numéros par an, abonnement annuel : 28 dollars canadiens. – CP 206, Succ. C., Montréal, H2I 4K1.)

■ **MARXISM TODAY.** L'excellent et très ouvert mensuel du Parti communiste britannique se demande pourquoi la gauche flirte tant avec le marché. Egalement : une étude sur l'échec de la contre-révolution thatchérienne en Ecosse (Juin, mensuel, 1,10 livre sterling. 16 St-John Street, Londres EC 1M 4AY.)

■ **LE COURRIER DES PAYS DE L'EST.** Une étude d'Anita Tiraspolsky sur « la nouvelle stratégie du commerce extérieur de l'URSS vis-à-vis des pays occidentaux ». (Nº 329, mai, mensuel, 43 F. – La Documentation française, Paris.)

■ **PROBLÈMES POLITIQUES ET SOCIAUX.** « *La jeunesse soviétique et la perestroïka* » : à l'aide d'extraits de la presse soviétique, Roberte Berton-Hogge dresse une synthèse des besoins et aspirations des jeunes en URSS et des moyens dont ils disposent pour s'exprimer. (Nº 586, 24 juin, deux numéros par mois, 24 F. – La Documentation française, Paris.)

■ **L'ACTUALITÉ RELIGIEUSE.** Numéro spécial consacré au christianisme en URSS et à « sa vie foisonnante au présent ». (Nº 57, juin, mensuel, 28 F. – 163, boulevard Malesherbes, 75859 Paris Cedex 17.)

■ **PERSPECTIVES POLONAISES.** Plusieurs articles sur la réforme politique en cours, en Pologne, et un extrait du rapport de la Banque mondiale sur la conjoncture économique. (1/1988, juin, trimestriel, 30,75 F. – Krakowskie Przedmescie 7, 00-068 Varsovie.)

■ **CADMOS.** La Yougoslavie est-elle victime de ses « antagonismes ancestraux » ? La revue tente de répondre à cette question, à l'aide d'études sur les institutions politiques et économiques, les problèmes de religion et de nationalité. (Nº 41, été, trimestriel, 18 F. – Villa Moynier, 122, rue de Lausanne, CH-1211 Genève 21.)

■ **DÉFENSE NATIONALE.** La première partie d'un dossier sur l'espace ; une étude sur « la Mongolie dans la stratégie soviétique » ; une analyse du système politique et des tensions sociales au Sénégal. (Juillet, mensuel, 38 F. – 1, place Joffre, 75007 Paris.)

■ **REVUE TIERS-MONDE.** Des thèmes d'une brûlante actualité : la désétatisation en Afrique subsaharienne, la conversion de créances dans les pays débiteurs, les échanges économiques euro-arabes, etc. Guy Caire s'essaie à cerner le rapport entre relations industrielles et industrialisation du tiers-monde. (Tome XXIV-Nº 114, avril-juin, trimestriel, 100 F. – PUF, Paris.)

■ **NICARAGUA AUJOURD'HUI.** Un dossier sur la question agraire en Amérique centrale. (Nº 46-47, été, trimestriel, 20 F. – 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris.)

■ **EL NUEVO PERIODISTA.** Nouvelle maquette, plus moderne, pour ce magazine politique argentin. A lire : une analyse de « ce qui reste du plan Austral » par Carlos Abalo et un article de Carlos Gabetta sur la situation politique en Argentine. (Nº 194, 16 juin, hebdomadaire, 15 australes. – Venezuela 842, 1095 Buenos-Aires.)

■ **AFRIQUE CONTEMPORAINE.** « Les Afriques en l'an 2000 : perspectives économiques », sous la direction de Philippe Hugon. (Nº 146, deuxième trimestre, trimestriel, 45 F. – La Documentation française, Paris.)

■ **POLITIQUE AFRICAINE.** L'histoire tourmentée des rapports entre Noirs et Arabes. (Nº 30, juin, trimestriel, 70 F. – Karthala, Paris.)

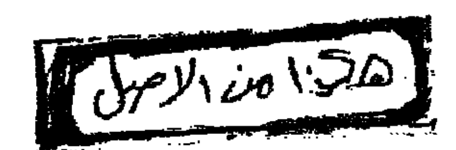
Colloques et rencontres

● **L'IMAGE CULTURELLE DE LA FRANCE A L'ÉTRANGER.** Colloque organisé par l'Institut de recherche sur l'économie culturelle internationale et par la chartreuse de Villeneuve-lez-Avignon, les 25 et 26 juillet, à Villeneuve-lez-Avignon, avec la participation de notre collaborateur Bernard Cassen. *(IRECI, 11, rue Navarin, 75009 Paris.)*

● **CINÉMA DES MINORITÉS NATIONALES.** Onzième festival consacré aux peuples basque et breton, du 27 août au 3 septembre, à Douarnenez. *(MJC et Daoulagad Breizh, 11, boulevard Camille-Réaud, BP 121, 29174 Douarnenez Cedex. Tél. : 98-92-97-23.)*

● **DETTE, DROITS DE L'HOMME, DÉMOCRATIE.** Session internationale de l'Université de paix, à Bruxelles, du 29 août au 3 septembre. *(4, boulevard du Nord, 5000 Namur, Belgique. Tél. : (081) 22-61-02.)*

● **ÊTRE GAGNANTS AVEC LES PERDANTS : STRATÉGIES COLLECTIVES ET NOUVELLES SOLIDARITÉS EN EUROPE.** Séminaire de l'Institut européen interuniversitaire de l'action sociale, du 19 au 23 septembre, à Clairvivre (Limousin). *(IEIAS, 179, rue du Débarcadère, 6001 Marcinelle, Belgique. Tél. : (071) 36-62-73.)*



LES MINORITÉS, L'ÉTAT ET LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

La brûlante question des nationalités

Par JEAN-MICHEL PALMIER

C'EST peu dire que l'ouvrage d'Otto Bauer *la Question des nationalités et la Social-Démocratie* (1) représente aujourd'hui encore l'un des rares grands ouvrages classiques consacrés à l'étude de la question nationale d'un point de vue marxiste. Qu'il ait fallu attendre quatre-vingts ans pour voir paraître sa traduction en français laisse songeur. D'autant plus que les questions qu'il pose sont toujours étonnamment actuelles, même si elles ne se présentent plus sous le même éclairage.

Rien d'étonnant à ce qu'un théoricien comme Otto Bauer se soit attaché à une telle problématique. Citoyen de cet empire austro-hongrois, véritable mosaïque de peuples, dont l'unité fantomatique reposait sur la personne de l'empereur, la langue allemande, l'armée comme force de police intérieure et la bureaucratie, il semblait pressentir que ces conflits de nationalités entraîneraient tôt ou tard l'effondrement de la vieille monarchie danubienne. Et les théoriciens marxistes qui s'attacheront après lui à cette question nationale sauront tous aussi peu la résoudre, alors qu'ils ne cessèrent de s'y heurter.

Rappelons seulement les textes de Marx et d'Engels sur l'Irlande ou la Pologne ; ceux que Lénine consacrera au Bund, le grand syndicat d'ouvriers juifs, et aux problèmes des minorités de Russie ; la brutalité avec laquelle Staline tentera de résoudre ces problèmes en déportant les populations ; l'importance de la notion de « culture nationale » dans la Yougoslavie d'aujourd'hui ; les revendications contemporaines des minorités au sein de l'URSS. Enfin, avec les réflexions modernes sur l'« identité nationale », l'« impérialisme culturel », jamais les thèmes débattus par Bauer n'ont peut-être été aussi évidents, même s'ils naquirent autant d'une réflexion sur le marxisme que sur l'état de cette étrange Cacanie qu'évoque Robert Musil dans *l'Homme sans qualités*.

Regrettons seulement que la traduction d'un ouvrage d'une telle importance n'ait pas été précédée d'une introduction un peu plus détaillée, qui en retrace l'origine, en éclaire la complexité, au lieu de supposer de tout lecteur une immense culture politique et historique.

Otto Bauer, né en 1881 à Vienne, mort en exil à Paris en 1938, fut sans aucun doute le représentant le plus éminent de l'austromarxisme. Militant, journaliste, essayiste, théoricien d'une réelle envergure qui éveilla très tôt l'intérêt de Karl Kautsky, il demeure une figure de proue du socialisme international qui ne cessa de remettre en question ses propres théories. Au moment où il rédigea cette étude, en 1906, il n'avait que vingt-cinq ans, et c'est de l'issue de la révolution russe de 1905 qu'il *espérait tirer* un enseignement pour l'empire austro-hongrois. Sensible à toute l'histoire des relations entre l'Autriche et la Hongrie, il se passionna pour les événements qui déchirèrent son époque : antagonismes slaves, annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine, crise entre la Serbie et la Russie, tensions dans la péninsule balkanique, qui marquèrent profondément la politique de la monarchie austro-hongroise au début du siècle.

Conscient de l'incapacité de cette monarchie à résoudre par le haut cette question des nationalités – les Habsbourg non seulement brimèrent systématiquement les cultures nationales mais exploitèrent les antagonismes entre nationalités, – il acquit la conviction que cette question trouverait sa solution dans le socialisme. Alors qu'Engels misait sur la disparition des luttes nationales, Bauer a admirablement compris que le vingtième siècle serait celui de leur réveil. Et son livre tente d'apporter une réponse pour son temps, avec des solutions politiques concrètes (détermination des nations en personnes juridiques extra-territoriales, dissociation de l'auto-administration locale de l'autonomie nationale culturelle, réflexion sur la langue, la culture, le territoire) qui sont encore aujourd'hui riches d'enseignement.

Marqué par Durkheim et Tönnies, Otto Bauer fait autant œuvre d'analyste politique, de théoricien marxiste, de sociologue que d'historien. Tout un volume de son livre est consacré à une définition complexe du *« caractère national »*, de la *« nation »*, de son émergence depuis le féodalisme en saisissant aussi bien le processus historico-économique qui la constitue que les sentiments qui l'accompagnent. Loin de figer les peuples en entités éternelles, il les montre entraînés dans un perpétuel devenir. C'est ce qui l'amène à comparer l'Etat-nation moderne aux Etats multinationaux, produits d'une histoire infiniment complexe, dont la Russie et l'Autriche offraient d'étonnants exemples. Aucune des questions, brûlantes à son époque, n'est omise : il s'efforce de donner une réponse aux revendications nationales qui ne cessent d'éclater dans l'empire, observe l'évolution des relations de l'Autriche et de la Hongrie, les revendications des minorités, s'interroge sur la possibilité d'une autonomie nationale pour les juifs et surtout essaye de formuler une position claire de la classe ouvrière à cet égard, mettant en garde contre les collaborations de classes qui se dissimulent derrière les luttes nationales.

LA préface qu'il écrivit à la seconde édition de l'ouvrage (1924) montre qu'il ne cessa de s'attacher à ces questions, qu'il revint sur ses positions initiales, à la lumière de la révolution d'Octobre, du bolchevisme et de l'effondrement de l'empire. Nous sommes aujourd'hui bien loin des réponses qu'il apporta, mais encore au cœur des questions qu'il pose. Et comment nier que ses intuitions fondamentales – l'importance pour le XXe siècle du réveil des *« nations sans histoire »*, la certitude que toute nation est une communauté en devenir, que ce qui la fonde à travers l'histoire est une communauté de destin – nous interpellent toujours ? Plus qu'une contribution passionnante au marxisme, c'est toute la formation de l'Europe moderne qui resurgit, avec ses ombres et ses lumières.

(1) Otto Bauer, *la Question des nationalités et la Social-Démocratie* (traduit de l'allemand par Nicole Prune-Perrin et Johannès Brune), EDI, Paris, 1988, 2 vol., 110 F.

« ATLAS GÉOSTRATÉGIQUE », de Jean Touscoz

Le vade-mecum du politique

Par le général GEORGES BUIS

« LA *géographie*, a dit Napoléon, *commande la politique des Etats.* » De nos jours, c'est la géostratégie qui s'est fondée en politique. La Terre est une boule qui roule sous l'œil du satellite, une sphère sur laquelle le projectile lancé de n'importe quel point peut atteindre tel autre de son choix ; où les transmissions audiovisuelles permettent de voir l'événement où qu'il se déroule ; où le chef a retrouvé le redoutable privilège du commandement en temps réel.

De l'implacable démarche de cette immense révolution, il a fallu les vingt-cinq dernières années pour s'en convaincre. Il y a bien peu encore, parler « stratégie » était quasiment interdit, taxé de prétention irréaliste, comme si Tsun-Tseu, Machiavel, Napoléon, Mahan, Castex, n'avaient pas existé et ne s'étaient pas consacrés à en traiter noir sur blanc. La stratégie ne s'est pas moins imposée, et voici que les hommes de cette fin de siècle : voyeurs, auditeurs, décideurs, ne peuvent plus se contenter, pour apprécier les dangers et bercer les espoirs du temps qu'ils vivent, de la simple géographie agrémentée de quelques chiffres et signes cependant que les percées technologiques les ont portés au niveau planétaire.

Ces citoyens du globe constatent qu'à moyen terme leur sort est conditionné par des invariants (des *« constantes lourdes »*, dirait Lucien Poirier), entre lesquels jouent des variables ; que les invariants eux-mêmes peuvent projeter – et projettent – des môles d'accrochage où s'ancrent d'autres variations.

Les invariants ne sont pas l'Est et l'Ouest – *« contresens géographiques »*, nous dit Jean Touscoz (1) – mais, à moyen terme, les Deux Supergrands : l'URSS et les Etats-Unis d'Amérique. Deux mondes. On ne peut donc plus visualiser les antagonismes sur la sphère terrestre par la simplicité des contours apparents et le coloriage. La mise en situation des composantes qui font le monde doit être effectuée pour la compréhension du lecteur. La stratégie, au-delà de son domaine classique, aborde en cette fin de siècle l'espace et les fonds marins. Elle est la combinaison de toutes les données qualifiables, quantifiables, computables offertes à l'art du stratège (de nos jours, le chef de l'Etat) pour briser la volonté de l'adversaire potentiel et lui imposer la sienne.

Il était donc indispensable que notre bon vieil atlas géographique se mue en atlas stratégique qui affiche les antagonismes, les déséquilibres et aussi, c'est un espoir, les convergences, même modestes et aléatoires.

Course aux armements, guerres directes et indirectes, désordre économique, fragilité sinon inexistence du droit international sans cesse bafoué par le droit interétatique protecteur des « intérêts essentiels » de chacun, règlent, au coup par coup, les affrontements. Le tout, sans l'effacer pour autant, rend la vision géographique de papa aussi surréaliste que la carte des départements de l'Hexagone.

C'est pourquoi il faut *« faire parler les cartes muettes »* par des jeux de miroirs, par le grossissement de loupes qui révèlent et spécifient les réalités cachées sous la simple figuration.

Tout cela est parfaitement réalisé en un atlas et ses annexes. Cent et une cartes photographient le monde apparent, figurent et préfigurent les affrontements de tous ordres et leur pourquoi. Cette représentation indispensable domine et quadrille une jungle, fait leur place aux droits de l'homme et ne néglige pas les grandes houles de la transcendance. Information de tout un chacun, *vade-mecum* du politique et du stratège.

(1) Jean Touscoz, *Atlas géostratégique, crises, tensions et conséquences*, Larousse, Paris, 1987, 101 cartes couleur, 320 pages, 145 F.

■ CONSTRUIRE ENSEMBLE. Ce bulletin du Centre d'études économiques et sociales d'Afrique occidentale relate une expérience réussie de coopérative d'épargne et de crédit au Burkina-Faso, grâce à laquelle des paysans ont pu se procurer eux-mêmes les moyens de développer l'agriculture de leurs villages. (1/2, 1988, six numéros par an, 500 francs CFA. – BP 305, Bobo-Dioulasso, Burkina-Faso.)

■ ARAB STUDIES QUARTERLY. Un numéro spécial sur l'impact des fluctuations des prix du pétrole sur l'autonomie des Etats au Proche-Orient. (Vol. 10, n° 2, printemps 88, trimestriel, 6 dollars. – AAUG 556, Trapelo Road, Belmont, MA 02178, Etats-Unis.)

■ LES CAHIERS DE L'ORIENT. Un dossier sur le soulèvement des territoires occupés et la troisième génération palestinienne. (N° 10, deuxième trimestre 1988, trimestriel, 80 F. – 80, rue Saint-Dominique, 75007 Paris.)

■ INTERPEUPLES. Une intéressante revue destinée aux jeunes des milieux populaires. Dans ce numéro : comprendre les événements du Proche-Orient. (N° 40, mai-juin 1988, 5 numéros par an, 11 F. – CFEI, 264, boulevard Saint-Denis, BP 36, 92400 Courbevoie.)

■ PERSPECTIVES JUDÉO-ARABES. Désormais diffusée en librairie, dans une nouvelle présentation, cette revue, sensible aux problèmes des juifs orientaux en Israël, consacre un numéro au thème : *« Identité sans frontières »*. Musulmans et juifs d'origine arabe mêlent leurs voix. (N° 8, deuxième trimestre, 40 F. – 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris.)

■ LES NOUVEAUX CAHIERS. Un beau texte sur Jérusalem de l'écrivain israélien A. B. Yehoshua qui plaide pour l'administration de la ville par deux autorités civiles, juive et arabe. (N° 92, printemps, trimestriel, 45 F. – 45, rue La Bruyère, 75009 Paris.)

■ MAGHREB-MACHREK. Le rôle de l'opposition officielle en Egypte ; le haut barrage d'Assouan à l'épreuve de la sécheresse. (N° 119, janvier-mars, trimestriel, 35 F. – La Documentation française, Paris.)

■ SINDBAD. Une analyse d'Abdallah Saaf sur « la pensée militaire marocaine ». (N° 67, juin, mensuel, 6 DH. – 10, place des Alaouites, Rabat.)

■ ÉCONOMIE ET SOCIALISME. A lire : un article de Nejib Akesbi, « Fiscalité et crise du logement au Maroc ». (N° 8, juin, trimestriel, 10 DH. – BP 6330, Rabat.)

■ ACTUALITÉ DE L'ÉMIGRATION. Un numéro consacré pour l'essentiel au sommet arabe extraordinaire d'Alger. Des extraits des discours du président Chadli et du leader de l'OLP, M. Yasser Arafat. (N° 139, juin, hebdomadaire, 7 F. – 3, rue Joseph-Sansboeuf, 75008 Paris.)

■ HISTOIRES DE DÉVELOPPEMENT. « Heurs et malheurs des transferts de technologie », et plusieurs interrogations sur les relations entre développement et cultures asiatiques. (N° 2, juin, trimestriel, 50 F. – Institut d'études sociales de Lyon, 30, rue Sainte-Hélène, 69002 Lyon.)

■ FUTURIBLES. – Un bilan de la coopération Nord-Sud et des stratégies internationales de développement, et trois scénarios pour l'avenir. Egalement, une étude sur la situation de l'alimentation dans le monde. (N° 121, mai, mensuel, 50 F, 55, rue de Varenne, 75341 Paris Cedex 07.)

■ INFORMATIONS ET COMMENTAIRES. A l'occasion du premier anniversaire de la disparition de François Perroux, qui plaça les hommes au centre de ses recherches, une livraison consacrée pour une grande part à l'économie de la santé dans le tiers-monde. (N° 63, avril-juin, trimestriel, 30 F. – 31, place Bellecour, 69002 Lyon.)

■ CPE BULLETIN. Une étude sur la recherche scientifique chinoise et, en particulier, sur la faiblesse de son organistion et de sa gestion. (N° 47, mai, dix numéros par an, abonnement un an : 936 F. ADITECH, 96, bd Blanqui, 75013 Paris.)

Les dossiers de la CEE « Objectif 92 »

Dans la perspective du grand marché unique, la Commission des Communautés européennes a élaboré une série de dossiers sur les grands enjeux de la suppression des frontières. Voici une première liste de ces études publiées sous le label « Objectif 92 » :

– Création d'un espace financier européen, libération des mouvements de capitaux et intégration financière dans la Communauté, coll. « Perspectives européennes », 323 pages, prix indiqué hors TVA au Luxembourg : 16 ECU.

– Télécommunications en Europe, par *Herbert Ungerer*, coll. « Perspectives européennes », 254 pages, 10,50 ECU.

– La dimension sociale du marché intérieur, numéro spécial d'*Europe sociale*, 115 pages, 5,10 ECU.

– Guide des professions dans l'optique du grand marché, par *Jean-Claude Séché*, préface de *Jacques Delors*, 255 pages, 18,50 ECU.

– Droit de choisir et impulsion économique ; l'objectif de la politique européenne des consommateurs, par *Eamonn Lawlor*, 64 pages, 6 ECU.

– Des normes communes pour les entreprises, par *Florence Nicolas*, 79 pages, 9 ECU.

(Ouvrages disponibles en France à l'adresse suivante : Service des publications des Communautés européennes, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, ou à la Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07.)

■ TERMINAL. Un dossier sur l'automation, ce nouveau mode de production ; une interrogation sur « l'usine de demain » et sur « la fin du travail ». (N° 38, juin-juillet, bimestriel, 28 F. – 18, rue de Châtillon, 75014 Paris.)

■ ANNALES DES MINES. – Un numéro entièrement consacré aux nouvelles formes d'organisation des systèmes de production, avec des contributions de Philippe Lorino, Hervé Sérieyx et Pierre Dommergues. (N° 4, avril, mensuel, 75 F, 120, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris.)

■ REVUE INTERNATIONALE DU TRAVAIL. Deux études à signaler : l'une sur le travail des enfants dans le tiers-monde, l'autre sur la politique des prix en tant que politique des revenus (également dans le tiers-monde). (Vol. 127, 1988/2, six numéros par an, abonnement annuel : 60 francs suisses. – BIT, CH-1211 Genève 22.)

■ NOTES ET ÉTUDES DOCUMENTAIRES. Un numéro consacré au vieillissement et à la crise du système des Nations unies. (N° 4584, 50 F. – La Documentation française, Paris.)

■ NOTES ET ÉTUDES DOCUMENTAIRES. Le rapport du Conseil d'Etat intitulé : « Sciences de la vie. De l'éthique au droit ». (N° 4855, 50 F. – La Documentation française, Paris.)

■ AGORA. Une enquête effectuée auprès des jeunes médecins sur la vocation médicale aujourd'hui, ses rapports avec l'éthique et la société. (N° 6, mai, trimestriel, 50 F. – 3, rue de Sévigné, 75004 Paris.)

■ ESPACES TEMPS. L'individualisme, mise en scène d'un monde mythique. La question est abordée à travers les différentes sciences sociales, les idéologies et le phénomène des « réseaux d'activité ». (N° 37, mars, trimestriel, 70 F. – BP 117, 75463, Paris Cedex 10.)

■ CULTURES ET FOI. Un dossier : « Enfants exploités, enfants battus » ; une étude : « Le vote Le Pen en milieu ouvrier ». Un appel pour que s'affine la réflexion autour de la notion de « théologie européenne de la libération ». (N° 124-125, été 1988, trimestriel, 40 F. – 5, rue Sainte-Hélène, 69002 Lyon.)

■ L'ARCHE. Faut-il avoir peur de Le Pen ? Pierre Birnbaum, Annie Kriegel, Ivan Levai... répondent. (N° 374, juin, mensuel, 22 F. – 14, rue Georges-Berger, 75017 Paris.)

■ CAHIERS JACQUES-MARITAIN. Cette livraison s'attache à rappeler l'œuvre du philosophe durant les années de guerre (1939-1945). Outre des études et témoignages, des lettres du philosophe ; en particulier, sa correspondance avec le général de Gaulle en 1941-1942. (N° 16-17, deux numéros par an, abonnement annuel : 130 F. – 21, rue de la Division-Leclerc, Kolbsheim, 67120 Molsheim.)

■ LA CHRONIQUE D'AMNESTY INTERNATIONAL. Un dossier sur le rôle de la presse et des journalistes dans la défense des droits de l'homme à travers le monde. (N° 20, juin, mensuel, 12 F. – 4, rue de la Pierre-Levée, 75011 Paris.)

■ ARTICLE 31. Une présentation de l'Association professionnelle des magistrats, proche de l'extrême droite, ainsi qu'une analyse de la diffusion actuelle des idées de Julius Evola, théoricien du fascisme italien, dans un réseau de revues et de cercles culturels. (N° 40, juin, mensuel, 20 F. – BP 423, 75527 Paris Cedex 11.)

■ CELSIUS. Des informations précises sur les rapports des services secrets et de l'extrémisme, l'activisme de l'extrême droite en Belgique et la montée du Parti du progrès au Danemark. (N° 9, juin, mensuel, 25 F. – BP 284, 75228 Paris Cedex 05.)

■ DÉVIANCE ET SOCIÉTÉ. Une étude sur la technique et la doctrine du maintien de l'ordre dans le corps des CRS, ainsi qu'un débat sur la privatisation et le désinvestissement de l'Etat dans la justice pénale. (N° 2, volume XII, juin, trimestriel, 30 francs suisses. – Editions Médecine et Hygiène, CP 456, CH-1211 Genève 4.)

■ DIALOGUE. Un remarquable numéro de la revue du Groupe français d'éducation nouvelle, consacré à une réflexion historique sur les valeurs d'égalité et de liberté et leur actualité. (N° 63, bimestriel, 35 F. – 6, avenue Spinoza, 94200 Ivry.)

■ ANALYSES ET DOCUMENTS ÉCONOMIQUES. Un dossier documenté sur la question de l'immigration et ses rapports avec le syndicalisme. (N° 30, avril, prix non indiqué. – 263, rue de Paris, 93516 Montreuil Cedex.)

■ EL FAC-KISARD. Dans ce premier numéro de la publication de l'Association des étudiants issus de l'immigration algérienne, on lira l'article de Claude Liauzu « Antiracisme et gauche française : lignes de faille ». (N° 1, mai-juin, bimestriel, 5 F. – 115, boulevard Saint-Michel, BP 106, 75223 Paris 05.)

■ LA SOURIS VERTE. Pourquoi et comment les projets d'autoroutes et de lignes à très haute tension menacent l'environnement et l'écologie dans les Alpes-de-Haute-Provence. (N° 6, mars, trimestriel, 15 F. – 268, avenue Jean-Moulin, 04200 Sisteron.)

■ LES ANNALES DE LA RECHERCHE URBAINE. Sous le titre « Plans et projets », un numéro très riche sur l'évolution actuelle de l'urbanisme aux Etats-Unis, en Allemagne, en Pologne, à Alep en Syrie, etc. (N° 37, décembre 1987-février 1988, trimestriel, 90 F. – Dunod, Paris.)

■ TERRAIN. Se vouant à l'exploration du patrimoine ethnologique français, la revue consacre ce numéro aux relations entre les hommes et les bêtes (le précédent traitait d'un thème passionnant, la maison, où l'on voyait le mode d'habitat évoluer en même temps que la société). (N° 10, semestriel, 50 F. – Direction du patrimoine, diffusion CID, 131, boulevard Saint-Michel, 75005 Paris.)

■ CORPS ÉCRIT, réunit sous le titre « Vues de Chine » des études et des témoignages qui permettent de comprendre quelle image l'Occident s'est faite et se fait aujourd'hui encore de la Chine, quelle représentation aussi la Chine a élaborée au cours des siècles de tout ce qui n'est pas chinois. Une nouvelle inédite de l'écrivain chinois Ya Dong : « les Lunettes », dont le titre et le thème correspondent bien au sujet central de ce cahier : comment voir l'autre. (N° 25, troisième trimestre, 70 F. – PUF, Paris.)

■ POSITIF. Deux études : sur le jeune cinéma français et sur celui de Cuba. (N° 328, mensuel, juin, 35 F. – 1, quai Conti, 75006 Paris.)

BIBLIOGRAPHIE

Les problèmes d'actualite vus par les organisations internationales

Banque asiatique de développement.

● ANNUAL REPORT *(Rapport annuel)* 1987 : outre le bilan des opérations de la banque, ses statistiques et commentaires sur l'évolution économique de la région. *(Banque asiatique, 2330 Roxas Boulevard, 1300 Metropolitan, Manille, 1988, 187 pages.)*

Bureau international du travail.

● TRENDS IN EMPLOYMENT AND LABOUR INCOMES *(Tendances dans le domaine de l'emploi et des revenus du travail)* : quelques études de cas en Colombie, en Tanzanie, au Sri-Lanka et en Chine. *(BIT, Genève, 1988, 162 pages, 20 francs suisses.)*

● LA CONCILIATION DANS LES CONFLITS DU TRAVAIL : guide pratique plus particulièrement destiné aux pays en voie de développement. *(BIT, Genève, 1988, 148 pages, 22,50 francs suisses. Disponible à Paris, 205, boulevard Saint-Germain, au prix de 90 francs.)*

● LA GESTION STRATÉGIQUE DES PROGRAMMES DE DÉVELOPPEMENT : destiné aux responsables des programmes, cet ouvrage rassemble en neuf chapitres les principes essentiels qui doivent guider leur gestion. *(BIT, Genève, 1988, 135 pages, 20 francs suisses. Disponible à Paris, 205, boulevard Saint-Germain, au prix de 80 francs.)*

● *ÉLEVAGE ET DÉVELOPPEMENT AU NIGER*, par *Brigitte Thébaud* : les conclusions d'une recherche menée en milieu pastoral, afin de s'interroger sur les origines de la crise de l'élevage au Sahel, au-delà des effets de la sécheresse. *(BIT, Genève, 1988, 147 pages, 15 francs suisses.)*

Organisation de coopération et de développement économiques.

● PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE, n° 43 : tendances actuelles et projections pour les dix-huit prochains mois. Avec un chapitre consacré plus particulièrement aux progrès dans la voie de l'ajustement structurel. *(OCDE, Paris, 1988, 207 pages, 100 F.)*

Programme des Nations unies pour l'environnement.

● RADIATION-RAYONNEMENT, IRRADIATION – LES DOSES, LES EFFETS, LES RISQUES : le point des connaissances actuelles, dans un style accessible à tous. *(PNUE, Nairobi, 65 pages. Diffusion en France : ADECO, BP 126, 74102 Annemasse, 72 francs.)*

les livres

LE REPROCHE D'ANTISÉMITISME

Une essentielle fragilité

★ *L'HITLÉRIEN*, de René-Victor Pilhes, Albin Michel, Paris, 1988, 198 pages, 79 F.

QUI n'a pas connu les transes traversées par le héros du dernier roman de René-Victor Pilhes ? *« L'écrivain antifasciste Urbain Gorenfan »* (c'est ainsi que se définit à longueur de pages ce personnage coruscant qui parle volontiers de lui-même à la troisième personne), fils d'une farouche résistante, vétéran du combat anticolonialiste et des bagarres de rue contre les néofascistes français, subit la disgrâce de s'entendre taxer d'antisémitisme parce qu'il affirme sa solidarité avec les Palestiniens contraints depuis bientôt un demi-siècle à l'exil, comme avec ceux qui subissent un joug israélien sans cesse plus rigoureux dans les territoires occupés. Il s'estime victime de ce qu'il nomme la « loi de Lévy », raccourci évoquant une phrase frivole de Bernard-Henri Lévy selon laquelle désormais *« l'antisémitisme sera antisioniste ou ne sera pas »*. Je me souviens d'Ania Francos, si proche des Palestiniens, auxquels elle consacra un beau livre, et dont le cercueil, au funeste mois de janvier dernier, était ponctué d'une gerbe envoyée par M. Yasser Arafat : l'été de l'intervention israélienne au Liban, nous décidâmes de n'en pas parler. Déchirée par un événement qu'elle réprouvait, elle refusait néanmoins de l'entendre condamner par un non-juif. Tout un été, elle m'appela *« l'Aryen »*. Ces choses-là sont rudes. Mais comment ne pas comprendre qu'elles l'étaient davantage pour elle que pour moi ?

Un tel sujet semblait fait pour l'essai. Il eût été d'une banalité affligeante. Poser que la condamnation d'une certaine politique de l'Etat d'Israël ne signifie en aucun cas oubli de la Shoah, cela ne vaut même pas les lignes qu'il faut pour l'écrire. Rappeler que le massacre des innocents de jadis ne peut d'aucune manière cautionner la tuerie des enfants palestiniens d'aujourd'hui relève de la même évidence. Expliquer que, contrairement à la « loi de Lévy », un « sionisme » aveugle, inconditionnel, est le plus sûr levain d'un nouvel antisémitisme ne mérite assurément pas d'amples développements.

Un roman ne risquait-il pas d'être sec, manichéen, avec des personnages portant leur thèse comme une bannière à slogan ? Ecrit par un autre, il l'eût été sans doute. Mais dans le jardin bien peigné et soigneusement ratissé du roman français, Pilhes est à peu près le seul à s'inventer un coin de jungle. Il mettrait vie et passion dans l'annuaire téléphonique. *L'Hitlérien* raconte un hitlérien, *« l'écrivain antifasciste Urbain Gorenfan »*, sa mère merveilleusement expéditive, quoique nonagénaire, mais aussi un festival de musique à Tonombres, la préparation d'un cochon de lait selon une ancestrale recette, un ami qui meurt d'un cancer...

TOUILLEUR d'idées comme de personnages, ce vif et subtil roman nous donne à penser sur bien autre chose que les évidences rappelées plus haut. Car Urbain Gorenfan, malgré sa dialectique impeccable, n'est point à l'abri du reproche d'antisémitisme. Victime sans doute d'un injuste ostracisme, il dérape, se laisse entamer. Pilhes nous dit à travers lui l'essentielle fragilité des écrivains, écorchés vifs atteints d'une hypertrophie chronique de l'ego, qui, à la première méchante critique, crient au complot international. La *Propagandastaffel*, naguère, sut à merveille jouer de cette maladie professionnelle.

Sur Israël et les territoires occupés, laissons Urbain Gorenfan et Elie Wiesel, et relisons la fameuse lettre de Woody Allen au *New York Times* : le saltimbanque est ici meilleur que les écrivains, fussent-ils prix Nobel de la paix ou enfant de la légendaire Tonombres...

GILLES PERRAULT.

EUROPE

L'ESPAGNE A LA CROISÉE DES CHEMINS. – Jean-François Deguzan

★ *Publisud, Toulouse, 1988, 208 pages, 45 F.*

Ce titre bien banal introduit à un ouvrage tout à fait passionnant. L'auteur, spécialiste des questions de défense de l'Europe du Sud, expose la nouvelle politique de l'Espagne en matière de haute technologie et de stratégie militaire. Les gouvernements démocratiques, depuis la mort de Franco – explique l'auteur – ont défini une politique industrielle volontariste afin de développer les moyens de défense et de favoriser la modernisation technologique.

Alors que les socialistes au pouvoir depuis 1982 ont soumis l'économie du pays à un véritable traitement de choc (réduction du déficit budgétaire, baisse de l'inflation, restructuration industrielle, essor de l'industrie électronique et informatique), l'auteur montre comment les industries liées à la défense (l'Espagne est le onzième exportateur d'armes du monde) sont devenues les instruments privilégiés pour mener à bien l'expansion générale des secteurs de pointe.

IGNACIO RAMONET.

CULTURE

L'OISEAU CHANTE D'APRÈS LE BEC QU'IL A. – *Textes rassemblés par Ghislain Ripault et Jean-Michel Morel*

★ *Souffles-ville de Montreuil, Paris, 1988, 132 pages, 80 F.*

Chaque année, la direction des affaires culturelles de la ville de Montreuil organise de passionnantes « Rencontres » entre écrivains français et étrangers ainsi que des débats avec le public autour d'un thème précis. Cette année par exemple, le 9 juin, une quarantaine de poètes et de romanciers d'une dizaine de pays ont longuement discuté sur un sujet fort actuel : littérature et audiovisuel. Cet ouvrage rassemble les communications et les textes des rencontres de l'an dernier sur les thèmes : « langues et identités culturelles » et « la fonction sociale de l'écrivain ». Dans son avant-propos, l'auteur sud-africain Breyten Breytenbach constate que *« malgré une vie littéraire intense, on ne peut plus parler de Paris comme d'un « pôle de référence littéraire international »*.

Les Rencontres de Montreuil voudraient être ce *« pôle »*. Tchicaya U Tam'si, Abdellatif Laâbi, Viviane Forrester et Edouard Limonov, entre autres, définissent leurs conceptions des langues dominantes et des langues dominées. Quant à la fonction sociale de l'écrivain, Jean-Michel Palmier, Michel Deguy, Ana Vasquez, Mongo Betti, Nedim Gürsel, entre autres, estiment que pour mieux affirmer la responsabilité politique et la défense des droits de la personne, l'écrivain doit faire preuve, aussi, d'autocritique et d'humilité.

I. R.

VILLES

ATLANTE STORICO DI MILANO, CITTA DI LOMBARDIA. – Virgilio Vercelloni

★ *Officina d'arte grafica, Milan, 1988, 200 pages, format 34,5 x 42 cm, 300 000 lires.*

Dans cet atlas sont reproduites des cartes où se lit l'histoire de la ville la plus importante de la vallée du Pô : d'avant les Romains aux photos par satellite, en passant par la cité médiévale, la Renaissance, la Contre-Réforme et la domination espagnole, l'Europe de la Révolution et de Napoléon, l'essor industriel. A côté des plans de la ville et des quartiers, des cartes de la Lombardie et de l'Italie du Nord, figurent les illustrations qui donnent à l'espace milanais sa troisième dimension : vues de la ville, véhicules, monuments.

A l'intérieur du matériel iconographique est insérée une série d'articles ayant pour thèmes les édifices, les canaux, les chevaux ou les fromages, la cartographie. Chaque fois, ce qui est visé, c'est une donnée historique à l'échelle de l'Europe, telle qu'elle est vécue concrètement en Lombardie. Au travers des macro et des micro-objets, des statistiques, apparaît la volonté des hommes de Lombardie de faire une ville : hier Milan dans l'espace lombard, aujourd'hui l'espace lombard comme unique ville polycentrique. Ce très beau livre est un acte politique : il fait des gens de Lombardie les protagonistes d'une histoire qu'on saisit mieux en Europe qu'en Italie.

CLAUDE AMBROISE.

ISTANBUL. Gloires et dérives. – *Recueil dirigé par Semih Vaner*

★ *Autrement, Paris, 1988, 228 pages, 85 F.*

Dirigé par le professeur Semih Vaner, cet ensemble de textes plonge le lecteur dans une profonde nostalgie. Byzance, Constantinople et aujourd'hui Istanbul, rien n'y manque.

En prenant soin d'éviter les trop nombreux clichés, les auteurs retracent les charmes passés de cette ville phare. De la cathédrale Sainte-Sophie aux quartiers européens de Péra, en passant par les villages du Bosphore et les quartiers des minorités, l'attrait désuet de cette capitale déchue n'en finit pas de survivre malgré les assauts répétés d'une modernité fille de l'Anatolie et des bidonvilles.

CHRISTOPHE CHICLET.

LISBONNE. La nostalgie du futur. – Sous la direction de Michel Chandeigne

★ *Autrement, Paris, 1988, 213 pages, 95 F.*

Cette juxtaposition de presque quarante « impressions » de Lisbonne peut justement agacer avant un séjour dans la capitale portugaise. Elle prend tout son sens sur place, dans cette capitale plurielle à l'infini, dont la topographie est un défi à la synthèse, à la formule globalisante, « ville-labyrinthe-alambic », ville ésotérique dont l'incohérence apparente signe la rationalité. Ce *Lisbonne* reflète brillamment quelques-unes des mille facettes de la capitale ; d'autres auraient pu être évoquées, concernant notamment l'art de la muséographie. La métropole portugaise est sans doute la seule en Europe à être encore habitée par son peuple, avec ce que cela suppose, dans ce pays-là, de pauvreté, voire de détresse. Mais 1993 pourrait, pour Lisbonne, être un symbole plus bouleversant encore que le terrible séisme de 1755 : la « modernité » de l'argent, sans effacer pour autant les stratifications sociales, est à l'œuvre, qui va sans doute « normaliser » Lisbonne, où l'on ne se perdra plus...

JACQUES DECORNOY.

CAYENNE, VILLE CRÉOLE ET POLYETHNIQUE. – Bernard Cherubini

★ *Editions Karthala/CENADOM, Paris, 1988, 260 pages, 120 F.*

Cayenne, ville et port mythique, abrite une population qui groupe plus de la moitié de la Guyane tout entière. Amérindiens, descendants d'esclaves, Chinois, Européens, Antillais de la Guadeloupe et de la Martinique, Saint-Luciens, Brésiliens, Haïtiens, Hmong, composent un paysage ethnique très varié et qui est aujourd'hui en accroissement rapide. C'est à travers un essai d'anthropologie urbaine que nous sont présentés la réalité quotidienne de la société guyanaise et le difficile équilibre entre les communautés. Une passionnante étude, très fouillée, de la constitution des différents quartiers, et notamment de l'évolution des classes moyennes dans le tissu urbain. Un aperçu de la culture contemporaine guyanaise, souvent méconnue, à travers la vie et l'expansion de Cayenne.

C.D.

UNE LITTÉRATURE SANS FRONTIÈRE

La culture contre le cadastre

HISTOIRE DE TONLE, par Mario Rigoni Stern (traduit de l'italien par Claude Ambroise et Sabina Zanon Dal Bo. Préface de Claude Ambroise). – Verdier, Lagrasse, 1988, 124 pages, 75 F.

DANS l'Europe en gésine – l'Europe des Douze, mais aussi cette *Mitteleuropa* que n'a pas assassinée l'histoire contemporaine et, plus loin, l'Europe à la marge de l'Asie – le thème de la frontière a resurgi, qui n'est pas près de disparaître. Et déjà, alors que gabelous et policiers demeurent en fonction, la grande question se dresse de savoir si cette aire culturelle, à la fois unique et plurielle, sera l'*« Europe sans frontière »* qu'esquissait François Perroux, ou une forteresse ayant ses souvenirs pour destin.

Thème qui resurgit, donc thème ancien et qui eut bien sûr pour foyer privilégié, dans la vie quotidienne comme dans la littérature, l'empire austro-hongrois. La frontière austro-russe, lieu d'exil, d'échanges marchands, d'espionnage, a inspiré quelques-unes des plus belles pages de *la Marche de Radetzky*, de Joseph Roth. A l'autre extrémité, Stefan Zweig a décrit son passage en 1917 de la frontière austro-suisse, *« cette étroite juxtaposition dans l'espace »* d'un monde où l'on raflait les hommes pour la guerre et d'un autre où les paysans fumaient leur pipe au soleil. C'est à la frontière aussi – et quelle frontière : Trieste ! – qu'un génie du lieu, Umberto Saba, allait discuter avec un autre géant du verbe, Italo Svevo, qui s'appelait Ettore Schmitz. Non loin de là, dans ce nord des confins en sang, en 1916, un certain Robert Musil sortait de l'enfer des canonnades porteur d'une œuvre cardinale du siècle (1).

Tout avait donc été écrit, pouvait-on penser. Et voici une des plus belles histoires de la frontière narrée par un auteur au double nom symbolique, mariant l'italien – Rigoni – et l'allemand – Stern – et qui, de plus, vit là où fut la ligne de partage entre empire et royaume, sur le plateau d'Asiago où, nous dit le préfacier, il a été employé du cadastre.

OR, dans ce livre, tout est affaire de cadastre, de délimitation, mais aussi de franchissement de la ligne, de violation du tracé par l'homme – le Tönle du roman – qui de contrebandier devient citoyen (illégal) de l'Europe autrichienne avant l'annihilation du plateau frontalier par la guerre. Autre symbole : cette guerre moderne nie la frontière, grâce à ses tirs de canons à longue portée et à l'avion, qui apparaît.

Tönle faisait donc de la contrebande en la dernière partie du XIXe siècle, là où se côtoyaient *« les douaniers royaux »* italiens et les gendarmes gardant *« le territoire de François-Joseph »*. La grande politique avait fixé son destin depuis qu'en 1866 le rattachement de la Vénétie (auparavant autrichienne) fit passer la frontière par son village. Mais Tönle ne se contente pas d'abolir les limites nationales : il y a en lui de l'internationaliste, du socialiste. Et son histoire est celle d'une extraordinaire errance. Pour avoir blessé un douanier, il fuit du côté austro-hongrois et le voici mineur, puis colporteur, autre métier sans frontière. Il ira jusqu'aux Carpates vendre ces images, ces chromos dont les pauvres ornent leurs murs. Il sera aussi jardinier à Prague, gardien de chevaux en Hongrie...

AMNISTIÉ, bien plus tard, il peut rentrer chez lui légalement – après plusieurs séjours clandestins – alors que claquent les coups de pistolet de Sarajevo. Bientôt l'alpage, pour la première fois depuis des siècles, est hors de portée, la frontière du berger Tönle est devenue ligne de feu. Tönle erre dans une campagne disloquée, avant d'être emmené dans un camp, de revenir une fois encore chez lui, de voir de loin détruire sa maison et de mourir, adossé à un olivier.

Cette superbe histoire s'incarne dans un petit livre qui a toutes les qualités des grands ouvrages, de ceux où tout est dit en peu de mots, mais où chaque mot prend valeur de symbole car produit pur d'une culture de l'essentiel qui rejoint la poésie la plus exigeante. Au pied de l'olivier, Tönle remporte sa dernière victoire sur les frontières : celles qui bornent les cultures, les nations, les époques.

JACQUES DECORNOY.

(1) Joseph Roth, *la Marche de Radetzky*, Le Seuil, Paris, 1982. Stefan Zweig, *le Monde d'hier. Souvenirs d'un Européen*, Albin Michel, Paris, 1948. Italo Svevo, *le Destin des souvenirs*, Rivages, Marseille, 1985. Umberto Saba, *Comme un vieillard qui rêve*, Villa Médicis-l'Alphée, Paris, 1983. Marie-Louise Roth, *Robert Musil, biographie et écritures*, Encres, Paris, 1980. Il est significatif que Roland Clément titre *la Frontière invisible* son très bel essai sur la société contemporaine, Publisud, Paris, 1988.

ÉCONOMIE

LES DÉSORDRES FINANCIERS. De la crise boursière à la crise financière. – Denis Clerc

★ *Syros, coll. « Alternatives économiques », Paris, 1988, 192 pages, 59 F.*

Quelques mois après le séisme boursier d'octobre 1987, Denis Clerc présente, sous une forme remarquablement accessible, un panorama éclairant des multiples déséquilibres financiers mondiaux. Partant de la finalité théorique des circuits financiers, l'orientation de l'épargne vers l'investissement, il dépeint les problèmes contemporains (la crise boursière, l'endettement du tiers-monde, les déficits américains...) en les rapprochant de précédents connus de l'histoire du capitalisme occidental.

Ce tableau le conduit à n'envisager une résorption des désordres actuels qu'à trois conditions paraissant aujourd'hui bien loin d'être remplies : la mise en œuvre de politiques économiques complémentaires aux Etats-Unis, au Japon et en RFA ; une réduction des flux internationaux de capitaux ; un allégement du fardeau de la dette du tiers-monde. De nombreux encadrés permettent, par ailleurs, de comprendre aisément la mécanique complexe des techniques financières récentes telles que le SME, le MATIF ou les options.

DOMINIQUE GARABIOL.

L'ENDETTEMENT DU TIERS MONDE. – Philippe Norel et Eric Saint-Alary

★ *Syros, coll. « Alternatives Economiques », Paris, 1988, 157 pages, 49 F.*

L'ambition de ce petit livre clair et réaliste est de proposer, sur un sujet des plus complexes, une synthèse accessible au plus grand nombre. Trois grands chapitres qui cernent de façon méthodique les faits, les prises de position et les enjeux qui font de la dette du tiers-monde – plus de 1000 milliards de dollars – la grande faille de l'édifice économique mondial. Une démonstration que les auteurs ont voulue pédagogique mais pas schématique. Une initiation de qualité au feuilleton de la dette, des stratégies du Fonds monétaire international à la détermination des pays débiteurs.

CAROLE DANY.

LES DROITS DE L'HOMME. – Une responsabilité commune

★ *Bureau international du travail, Genève, 1988, 76 pages, en vente à Paris, 205 boulevard Saint-Germain, au prix de 60 F.*

Fort opportunément, dans son rapport à la Conférence internationale du travail, le directeur général du BIT rappelle la philosophie des principes guidant l'action de son organisation. En particulier, celui du dialogue avec les forces productives, alors que la crise économique mondiale produit ses effets destructeurs.

PACIFIQUE

LÉGENDES ET CHANTS DE GESTE CANAQUES. – Louise Michel, textes présentés par Gérard Oberlé

★ *Les Editions 1900, Paris, 1988, 164 pages, 79 F.*

Qui, au dix-neuvième siècle, s'intéresse aux « barbares » de la Nouvelle-Calédonie, ces Canaques entêtés qui ne cessent d'affirmer leur propre civilisation ? Cette folle de Louise Michel, bien sûr. Et quel fou, amoureux de ce paysage, va faire rééditer ces *Chants de geste* ? Gérard Oberlé, qui nous invite à trouver, en ce recueil, *« un témoignage respectueux et très moderne en faveur d'un groupe ethnique méconnu, méprisé par l'administration de l'époque, témoignage qui peut aider, en ce temps où le peuple canaque est plus menacé que jamais, à comprendre sa culture et son âme »*. A la différence des autres déportés de la Commune de Paris, Louise se lia d'amitié avec les Canaques ; et Oberlé de remarquer : *« Elle dit « nous » en parlant d'eux, et lorsqu'elle s'adresse aux Français, elle dit « votre pays ».*

L'ouvrage relate une vingtaine de légendes, précédées de quelques notations de Louise Michel et suivies de vocabulaires. Livre bref, poétique et précis, il donne à comprendre l'esprit des légendes toujours vivantes en ce pays de beauté que traversent de brusques cyclones destructeurs. Mais qu'avons-nous fait de ce pays ? Qu'allons-nous faire ? Saurons-nous marcher sur les traces de Louise, mettre fin à l'orgueil dominateur, destructeur ? Ecoutons la chanson d'Indira (la bruyère) et regardons le tragique dessin de Louise qui y fait suite (pp. 57-61). (...) *« Quand les Blancs sont venus dans leurs grandes pirogues, nous les avons reçus en tayos frères, ils ont coupé les grands arbres pour attacher les ailes de leurs pirogues, cela ne nous faisait rien.*

» Ils ont mangé l'igname dans la keulé (marmite) *de la tribu, nous en étions contents. Mais les Blancs se sont mis à prendre la bonne terre (...) ils ont emmené les jeunes gens et les popinées pour les servir, ils ont pris tout ce que nous avions.*

» Ils ont pris les échancrures du rivage où nous mettions nos pirogues (...). Ils marchent dans nos cultures avec mépris (...), et pourtant ils avaient besoin de ce que nous avons et ils devaient être malheureux chez eux, pour venir d'aussi loin, de l'autre côté de l'eau, dans le pays des tribus.

» Qui donc vous mène, hommes blancs ? Quels souffles vous poussent ?

» Les Blancs nous promettaient le ciel et la terre, mais ils n'ont rien donné, rien que la tristesse. »

ROSELÈNE DOUSSET-LEENHARDT.

HISTOIRE

LA GUERRE DANS L'HISTOIRE DE L'OCCIDENT. – Michael Howard

★ *Fayard, Paris, 1988, 157 pages, 88 F.*

Entre la chevalerie et l'arme nucléaire, la guerre en Europe n'a cessé de passer à la vitesse supérieure : aux Etats de suivre. Désordonnée pendant des siècles, elle s'organise tactiquement sur le terrain, par étapes, quand, par exemple, elle constate que la pique doit protéger le mousquet, et non l'inverse, *ou que l'artillerie doit tirer « avant »* (Machiavel). D'où la nécessité de la manœuvre, donc de la discipline. D'où celle, aussi, d'un cadre administratif complet. Carnot expliquera que *« la guerre est une affaire violente »*, pas un conflit entre les trésors des rois. Jomini, Clausewitz, gloseront. Interviennent alors la vapeur, le chemin de fer, le télégraphe, les branches scientifiques et même le correspondant de guerre, ce gêneur. Avec une assurance justifiée, talent, humour, Michael Howard nous propose un maître livre. Rien de plus normal qu'une réédition.

GEORGES BUIS.

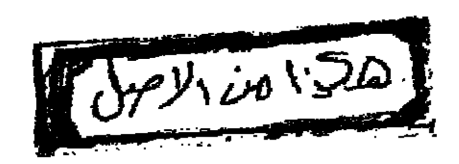
LA RÉVOLUTION EN QUESTIONS. – Jacques Solé

★ *Seuil, coll. « Points-Histoire », Paris, 1988, 418 pages, 44 F.*

Le premier souci de l'auteur est « pédagogique » : permettre au lecteur de suivre la « révision historiographique » – qui n'a rien à voir avec le révisionnisme réactionnaire de quelques-uns – à laquelle est soumise, depuis une vingtaine d'années, cette période de l'histoire de France, de la part de nombreux historiens, notamment anglo-saxons. Leur point de vue décentre et transforme notre compréhension des événements de la décennie 1789-1799. D'abord, en se dégageant du centralisme parisien pour s'intéresser davantage à la diversité des provinces. En faisant mieux apparaître, ensuite, au-delà des fluctuations politiques de minorités urbaines, la pluralité des formes économiques, sociales et idéologiques qu'a revêtue la Révolution, au jour le jour, pour l'ensemble des Français, restituant à la fois sa complexité et ses contradictions.

Sans éluder les controverses, ce travail exigeant, qui suppose connue l'histoire événementielle, *« refuse les affrontements stériles »* pour mieux les éclairer. Ainsi, présenté sous forme d'état des différentes questions posées à la Révolution par les historiens, l'ouvrage de Jacques Solé constitue un vade-mecum décapant pour qui veut que cet événement ne se fige pas dans le drapé de sa future célébration, mais demeure véritablement *« vivant parmi nous »*.

RENÉ BAYSSIÈRE.



livres du mois

SOCIÉTÉ

LA FORCE DU PRÉJUGÉ. Essai sur le racisme et ses doubles. – Pierre-André Taguieff

★ La Découverte, Paris, 1982, 648 pages, 250 F.

En ce sens qu'il refuse les facilités de l'antiracisme et en dénonce la misère intellectuelle, le livre de Pierre-André Taguieff est un livre difficile. Mais un livre qui mérite attention parce qu'il est la recherche rigoureuse d'une cohérence face à la contre-offensive idéologique de la nouvelle droite (le GRECE) et politique du national-populisme (banalisation du phénomène Le Pen). Ce qu'il propose, c'est le pari de faire de l'antiracisme autre chose que le double du racisme, de prendre en charge, comme une tâche à *résoudre*, les tensions entre la *« barbarie universaliste »* et la *« barbarie différentialiste »*, de *« repenser l'universalisme fondateur de la philosophie républicaine »*. En cela, P.A. Taguieff ne se complaît pas dans la répudiation simpliste de l'utopie, qui a tenu lieu de pensée, ici, depuis une décennie.

Son ouvrage impose le débat, et c'est un grand mérite. Mais il ignore à peu près totalement la longue page coloniale de l'histoire occidentale, qui est une couche géologique de notre racisme. La guerre d'Algérie dont le travail de deuil, lui, reste à faire, cette obsession islamique de la conscience occidentale, montrent les contradictions d'une propension à l'universalisme abstrait.

D'autre part, le culte de la différence, dont l'auteur fait sa cible (parce que le racisme le « retourne » à son profit) en s'appuyant sur quelques citations d'anthropologues, a-t-il été le sentiment dominant ? Que diable ! Le vrai problème demeure entier : l'Occident, qui a construit un monde à sa démesure ne parvient pas à le penser. Il n'a guère qu'oscillé entre l'assimilationnisme et un traitement ethnographique de l'Autre (méprisant ou complaisant). A cet égard, les années 1950-1975 ont été une fausse sortie de l'européocentrisme structurel.

Les voies d'accès à l'universel, fragiles, passent par la capacité d'innovation des sociétés des tiers-mondes à partir de leurs héritages. *« Quand je choisis d'être arabe, je choisis aussi ma part d'Occident »*, dit Michel Khleifi (auteur du film *Noces en Galilée*). Toutes les réciproques devraient être aussi vraies. Encore faudrait-il que la domination de l'Occident n'impose pas la définition de l'universalité à construire, ni un échange inégal et destructeur entre cultures.

CLAUDE LIAUZU.

RÉFUGIÉS. La dynamique du déplacement. – Rapport à la Commission indépendante sur les questions humanitaires internationales

★ Berger-Levrault, Paris, 1988, 179 pages, 75 F.

Cette étude sur les déplacements massifs de population – il y a plus de treize millions de réfugiés dans le monde – ne se contente pas de présenter une photographie d'un des drames de l'époque. Les chercheurs de la Commission indépendante sur les questions humanitaires internationales font une analyse détaillée des politiques d'immigration, ainsi que des phénomènes d'urbanisation, et de la *« quête de l'asile »* vécue par des millions d'êtres. Ils estiment que *« les droits des personnes déplacées ne sont pas pleinement reconnus par le droit international »*.

Ce livre est aussi un guide pour l'action, proposant la mise en place de *« systèmes de pré-alerte »* assortis d'une *« planification préalable de l'intervention »*. Reproche est fait aux pays les plus prospères de ne pas assumer leurs responsabilités à l'égard des demandeurs d'asile et, plus généralement, de ne pas procéder à une approche nouvelle des relations internationales ; *« Par leurs ventes d'armes et leur politique d'assainissement des prix des matières premières, ils ont perpétué ou provoqué indirectement des circonstances génératrices de réfugiés. »*

J. D.

LE SPORT EN OTAGE. – Jean-François Bourg

★ La Table Ronde, Paris, 1988, 228 pages, 89 F.

Eurofoot 88, Wimbledon, Tour de France, Jeux olympiques... les grands événements sportifs, relayés massivement par la télévision, sont désormais suivis par des millions, voire des milliards de téléspectateurs. Les athlètes, les vedettes du sport, font rêver le monde, leurs prouesses suscitent l'admiration, leurs performances fascinent. Pourtant, explique Jean-François Bourg, le sport est pris aujourd'hui en otage. Il est l'otage de l'argent, de la télévision, des firmes multinationales, du dopage, de la triche et de la politique.

L'auteur – à l'aide de tableaux précis, de chiffres éloquents et d'informations inédites – passe en revue chacune des grandes maladies du sport moderne. Truffé d'exemples concrets, ce livre se lit d'un trait et permet de mieux mesurer tout ce qui, hors stades, se joue dans les prochains Jeux de Séoul.

I. R.

Un Israélien témoigne : « Le Vent jaune »

Par YVES FLORENNE

IL avait treize ans lors de la guerre de Six Jours, et il baigna dans l'exaltation que connut soudain un Israël menacé, investi de toutes parts, en remportant cette victoire foudroyante. Aujourd'hui, il découvre, sans aucun plaisir, ce que fut l'ivresse *« d'entrer chez l'ennemi »*, *« l'émotion érotique du premier contact entre l'occupant et l'occupé »*. C'est qu'à vingt ans de distance, un sage de ces territoires occupés lui apprend ce qu'il aurait peut-être préféré ignorer : combien le rôle d'occupant, dans la jouissance qu'il y trouve, *« convient à l'homme »*.

Car pendant une douzaine d'années, David Grossman s'épargna ce qu'il pressentait comme une douleur : voir et savoir. Puis il se sentit invinciblement poussé à écrire sur l'occupation : *« Je ne pouvais comprendre comment un peuple entier, le mien, consentait à se conduire en occupant sans sombrer dans l'amertume. »* Ce fut un roman qu'il écrivit.

La réalité dépassait l'imaginaire. Maintenant, il a vu et il sait. Vous ne le croiriez pas, ni son livre (1), de tout autre qu'un Israélien. Et un Israélien qui ne divorce pas de son peuple, et souffre d'autant plus de le voir faire ce qu'il fait.

Il y eut pourtant, en notre temps, des occupations à peu près humaines. Les deux que connut l'Allemagne se firent généralement sans brutalité odieuse, ni humiliation systématique à l'égard des personnes ; et pis qu'inutiles – si ce n'est précisément comme jouissance. Or, c'est tout cela que le visiteur trouve, à peine entré dans ce vaste camp que sont les territoires occupés. Cette jouissance consisterait-elle aussi à provoquer chez l'autre, et jusque dans un enfant de deux ans, une haine incurable ? – un petit fait que Grossman note en passant. Des sociologues ont recueilli les rêves – un millier – d'enfants tant israéliens qu'arabes : pas un seul ne manifeste quelque chose comme un désir de paix.

D'UNE réalité non pas rêvée mais cruellement vécue, le livre n'est que trop riche ; et de ces dialogues étonnamment libres, où la confiance s'abandonne sans prudence pour crier l'injustice. On se bornera à un seul cas, parce que la violence n'y est pas brutalement physique ni passionnelle, d'autant plus inhumaine. Ils sont une centaine de mille des territoires à aller travailler en Israël. Ignorés de toute autorité, abandonnés de l'organisation syndicale sans doute impuissante, ceux-là sont de simples esclaves livrés sans défense à une exploitation sans limite, sans aucun droit ni recours. Introduit clandestinement dans leurs gîtes, Grossman les a écoutés : *« Je travaille de six heures du matin à minuit. Il m'arrive de ne pas voir le soleil de la semaine. Sauf quand je vide les ordures. – Je n'ai même plus la force de penser... – Nous sommes des morts vivants. »* A ce mot-là une femme avait, d'avance, fait timidement écho : *« La vie des camps est rude. Toujours baisser la tête, et se préparer au coup suivant... Après quelques années, on ressemble à un mort. »* En somme, des travaux forcés qui ont cette particularité d'être étrangers à toute condamnation prononcée, illégaux, clandestins. Qu'on ne nous parle pas trop exclusivement du goulag.

C'est vrai aussi : nous ne sommes pas à Auschwitz. Il ne s'agit certes pas d'anéantir un peuple, ni *« seulement* (c'est un écrivain arabe chrétien qui parle) *d'occuper des territoires, mais de s'imposer à l'âme »*. Au nom de l'évidente supériorité, culturelle et naturelle, de l'homme « occidental ». Nous ne sommes pas à Auschwitz. Pourtant, outre l'humiliation, la vexation quotidiennes, ce qui se passerait ici à l'occasion – une occasion pas trop rare – ressemblerait de trop près à ce qui se passait jadis chez tous les Klaus Barbie. C'est vrai encore ; ce que connurent, ce que souffrirent et dont moururent les juifs est au-delà de tout. Le mal absolu. Alors, d'Israël, on pouvait peut-être espérer autre chose que ce « moindre » mal.

Faut-il rappeler pourtant de ces vérités très simples, et d'abord que les juifs sont eux-mêmes des *Palestiniens* ; que la Palestine fut leur terre commune. Mais qu'Israël existait près de trois mille ans avant l'Islam ; et Jésus de Nazareth, né à Bethléem, six siècles avant Mahomet. Et que ces noms-là appartiennent aux chrétiens (n'oublions pas non plus que Hébron, berceau des Hébreux, est en territoire occupé, donc fut retiré à Israël). Soit dit en passant, on peut se demander ce que ressentiraient les musulmans si La Mecque était à Cordoue. Il se trouve que cette terre élue, donnée, promise, contient les lieux saints de trois grandes religions. Aussi, leur seul statut convenable, et pacifiant, serait non pas l'internationalisation, mais l'extraterritorialité. Des lieux simplement spirituels, déliés de tout pouvoir temporel, de toute tyrannie d'Etat ; situés au-dessus, au-delà, ailleurs. Pour le reste, la question est de savoir à qui appartient *exclusivement*, c'est-à-dire par exclusion des autres, leur patrie : au plus ancien ou au dernier occupant ? – Et que ce mot-là tombe mal ! Alors, il reste à se souvenir qu'il n'est pas de haine plus inexpiable qu'une haine de frères. Etéocle et Polynice, deux fois d'un même sang – maternel et grec – ont réussi cet exploit légendaire et symbolique de s'entre-tuer ensemble, du même coup, dans le même instant.

EST-CE le destin qui attend ces deux nations fratricides ? Telle est bien la vision prophétique du sage Palestinien de grande culture, pacifique, et sans illusion, que nous évoquions en commençant : *« Il y aura un immense massacre... Tous ceux qui auront une arme s'égorgeront les uns les autres... »* Pour lui, l'accord évoqué par David Grossman est un rêve. Mais devant l'Israélien, il ose penser tout haut, cela qui le ferait tenir pour traître par les siens : *« Si vous nous quittez maintenant, nous aurons beaucoup de mal. Restez encore un peu avec nous. Mais essayez de nous respecter. »*

Pour finir, David Grossman se souvient de Camus : passer de la parole à l'acte moral, cela s'appelle *« devenir homme »*. A ce compte, combien chez ces frères ennemis auront franchi le passage ? Mais dans le monde entier, sur les cinq milliards d'êtres à qui on donne ce nom, combien sont « devenus *hommes* » ?

1) David Grossman, *le Vent jaune*, Seuil, Paris, 1988, 254 pages, 99 F.

AFRIQUE

LA CRISE AFRICAINE. Quelle politique de coopération pour la France ? – Franck Magnard et Nicolas Tenzer

★ PUF, coll. « Politique d'aujourd'hui », Paris, 1988, 250 pages, 140 F.

Les auteurs, maîtres de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris, font le point sur les principales questions économiques qui assaillent l'Afrique noire d'expression française.

Ils dressent d'abord en détail le constat de l'appauvrissement continu de l'Afrique, plaident pour le rééchelonnement de la dette et pour l'apport additionnel net de ressources recommandé par la Banque mondiale. Mais les politiques sectorielles de développement exposées dans la deuxième partie préconisent une rupture radicale avec les pratiques antérieures des projets coûteux et inefficaces, qualifiés d'« éléphants blancs ». Enfin, la troisième partie s'adresse aux dirigeants français : *« Quel rôle pour la France en Afrique ? »*. Disposant de moyens limités, ce pays devrait *« jouer un rôle moteur au sein des instances multilatérales »* (vœu pieux quand on sait que la Caisse centrale de coopération économique intervient désormais largement sur les traces et selon les normes du FMI).

GEORGES BENSAID.

LE TOGO. Des origines à nos jours. – Robert Cornevin

★ Académie des sciences d'outre-mer, Paris, 1988, 559 pages, 120 F.

Robert Cornevin, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences d'outre-mer, commence par une belle et touchante déclaration d'amour : *« J'ai passé au Togo huit des plus belles années de ma vie. »* C'est donc en parfait connaisseur que cet africaniste de grand renom nous livre un bilan global du Togo d'hier et d'aujourd'hui. En se fondant sur une documentation qu'il a longuement dépouillée, il décrit *« le temps des Allemands »*. Il aborde ensuite la période française jusqu'à la proclamation de l'indépendance.

Nous voici alors au Togo d'aujourd'hui. L'auteur passe en revue sa démographie, ses religions, sa politique sociale, sa vie culturelle, ses perspectives économiques, avant de retracer, dans un dernier chapitre, les années de gouvernement du général Eyadéma.

Il s'agit d'un maître livre que nous donne l'un des meilleurs connaisseurs de l'Afrique au sud du Sahara.

EDMOND JOUVE.

CONSTITUTIONES AFRICAE. – Sous la direction de Filip Reyntjens

★ Bruylant-Pedone, Bruxelles-Paris, 1988, 1 200 F.

Réalisé sur feuilles mobiles remplaçables, permettant des mises à jour, ce volume – qui couvre les Etats de l'Algérie à l'Egypte – comble une sérieuse lacune. Il met à la disposition du lecteur – en français et en anglais – les textes des Constitutions africaines, souvent mal connues. Il comporte aussi, pour chaque pays, des données de base, une brève histoire de l'évolution politique, une analyse de la Constitution ainsi qu'une riche bibliographie.

A. G.

- SOURCES D'INFORMATION SUR L'AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE ET MADAGASCAR. – Laurence Porges *(ORSTOM, Paris, 1988, 389 pages, 150 F)* : liste des centres de recherche, d'archives et de documentation en France et dans les pays concernés.
- LA DETTE DU TIERS-MONDE *(Coopération internationale pour le développement et la solidarité, Bruxelles, 1988, 44 pages)* : propositions de quatorze organisations non gouvernementales catholiques d'Europe et d'Amérique du Nord.
- PROSPECTS FOR AFRICA *(Hodder and Stoughton, Londres, 1988, 97 pages)* : un rapport spécial de Save the Children Fund et Overseas Development Institute.
- LES ECONOMISTES CLASSIQUES. – Marie-Martine Salort, Yvette Katan *(Hatier, Paris, 1988, 266 pages, 64 F)* : d'Adam Smith à Ricardo et de Stuart Mill à Karl Marx.
- GUIDE PRATIQUE DU COMMERCE INTERNATIONAL. – Sylvie Braumann *(Librairie de la Cour de cassation, Paris, 1988, 238 pages, 160 F)* : pour préparer les entreprises au marché unique européen.
- THE FIRST 100 DAYS *(International Coordination Committee for Non Governemental Organizations on the Question of Palestine, PO Box 127, 5, rue des Morillons, 1211 Genève 20, 1988, 213 pages)* : chroniques de l'insurrection palestinienne en Cisjordanie et à Gaza.

PROCHE-ORIENT

MYTHES ET POLITIQUE AU LIBAN. – Nawaf Salam

★ Editions des Fiches du monde arabe, Beyrouth, 1987, 104 pages.

Réunissant trois essais qui ont en commun d'analyser les représentations et les perceptions des événements, ce petit ouvrage en dit probablement plus long sur la guerre du Liban que bien des volumes. Le premier texte, inédit, se propose de cerner la fonctionnalité idéologique de la « thèse du complot », formulée de la manière la plus diverse et la plus contradictoire par les différents acteurs de la scène libanaise. Nawaf Salam montre comment le mythe du complot, tout en se référant à des éléments de la réalité, travestit cette dernière pour jouer un rôle sécurisant, en dernière instance.

Dans le deuxième essai, au travers d'une lecture des mémoires de trois protagonistes principaux de la guerre : Camille Chamoun, Kamal Joumblatt et Abou Iyad, l'auteur montre comment leurs témoignages constituent un corpus de croyances mobilisatrices. Enfin, le troisième apporte un éclairage utile sur les débats idéologiques ayant précédé cette guerre, dans la mesure où il analyse les interprétations, marxistes et modernistes, de l'insurrection de 1958.

SAMIR KASSIR

THE BIRTH OF THE PALESTINIAN REFUGEE PROBLEM, 1947-1949. – Benny Morris

★ Cambridge University Press, Cambridge, 1987, 380 pages, 30 livres.

La littérature sur le conflit israélo-arabe, innombrable, s'enrichit tous les jours. Rares sont pourtant les ouvrages qui apportent éclaircissements, informations, nouveaux documents sur ce sujet mille fois rabâché. Le livre de Benny Morris, un chercheur israélien, correspondant diplomatique du *Jerusalem Post*, est de ceux-là. Il représente une contribution décisive à la connaissance de l'origine du problème des réfugiés palestiniens, à partir, principalement, du dépouillement des archives sionistes. Si l'auteur récuse toute tentative de simplification excessive du « départ » de 750 000 Palestiniens en 1948-1949 – la stratégie sioniste a varié en fonction des lieux et des périodes, – il démontre que, surtout après mai 1948, l'expulsion des Arabes est devenue une politique systématique : contrairement aux dispositions du plan de partage des Nations unies, un Etat juif homogène était devenu une « possibilité réaliste ». Benny Morris étudie aussi le refus de Ben Gourion et de ses ministres d'accepter tout retour des « réfugiés », malgré les nombreuses pressions internationales. Peu de dirigeants juifs imaginaient que, quarante années plus tard, ce problème continuerait à hanter les gouvernants de Jérusalem.

ALAIN GRESH.

ASIE

THE REAL WAR. – Jonhattan Schell

★ Pantheon Books, New-York, 1988, 400 pages, 7,95 dollars.

Pendant la guerre du Vietnam, parurent aux Etats-Unis, sous la plume de Jonhattan Schell, deux très brillants et profonds reportages : *The Village of Ben Suc* (1967) et *The Military Half* (1968). Deux « classiques » réédités vingt ans après et dont la lecture rafraîchira la mémoire de ceux qui, aujourd'hui, en Amérique et en France, réécrivent l'histoire à leur façon et regrettent ouvertement que le débat démocratique – le grand responsable, selon eux, de la défaite – n'ait pas été muselé afin que l'« Occident » l'emporte. L'auteur a, à cette occasion, écrit un nouveau texte qui donne son titre au livre – *« la véritable guerre »* – dans lequel il souligne l'importance capitale du facteur temps dans la conduite du conflit. Il rappelle aussi – ce que les « révisionnistes » des années 80 n'ont toujours pas compris – que le Vietnam du Sud n'existait pas en tant que nation, qu'il ne subsistait que grâce à l'argent et à l'armée de l'étranger, et que sa société n'avait ni cohésion, ni volonté politique, ni assise économique.

J. D.

BIOGRAPHIE

L'IMAGE PUBLIQUE D'UN HOMME SECRET. Michel Jobert et la diplomatie française. – Mary Kathleen Weed

★ Editions Fernand Lanore, Paris, 1988, 288 pages, 90 F.

De même que Pierre Mendès France, qui fut seulement sept mois chef du gouvernement, laissa un souvenir qui l'enveloppa toute sa vie, le passage de Michel Jobert à la tête de la diplomatie française n'est pas oublié.

Michel Jobert s'essaya, lors de la crise du Proche-Orient en 1973, à dégager une attitude européenne commune émanant d'une volonté spécifique de la France qui considérait ne pouvoir accepter, dans une partie du monde qui la touche de près, un rôle subordonné aux intérêts à très court terme des Américains : *« Initiateur du dialogue euro-arabe, Jobert a donné la priorité à la politique dans ses rapports avec les pays arabes, que ce soit le Maghreb ou le Machrek »*, explique Mary Kathleen Weed. La biographie de Michel Jobert souligne que pendant cette période de réelles divergences auraient existé entre le président Pompidou, sceptique et malade, et un ministre dont les manières et le langage tranchaient avec les méthodes en usage. Issu d'une thèse universitaire, son ouvrage est un très précieux document.

PHILIPPE DE SAINT-ROBERT.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Homme présent

Par MARIO LUZI

Mario Luzi, dans son dernier recueil *Pour le baptême de nos fragments*, présente, dans des vers éclatés, un monde et un homme pulvérisés, en proie à toutes les tensions qui s'accumulent dans notre fin de siècle. C'est en poète qu'il essaie de nommer ce monde innommable, de le baptiser, ne fût-ce que par morceaux. Il était tentant de demander à l'homme de réflexion une méditation plus systématique sur les causes de la crise anthropologique que nous vivons. Il nous la livre, resserrée en un style fait de retenue et de tension qui appelle la participation active du lecteur et sa réponse.

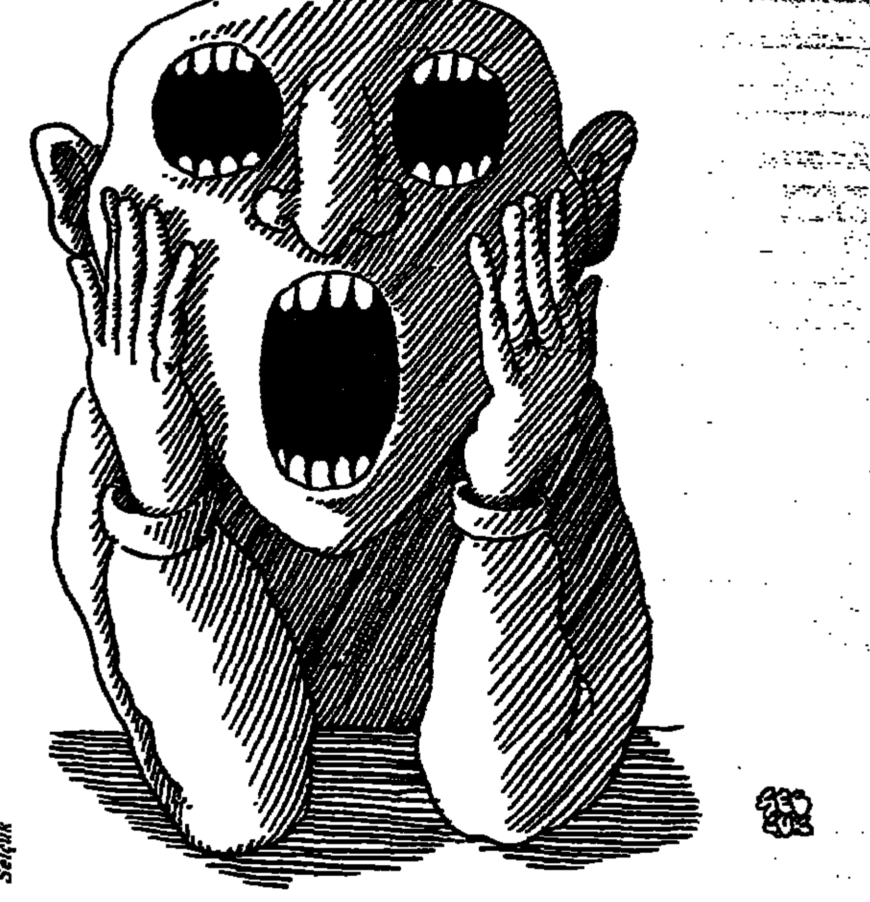
Ph. R.

LA vision paradoxale de Jean-Jacques Rousseau a anticipé de deux siècles l'état effectif dans lequel se trouve, ou mieux se débat, l'homme de notre époque. Ayant eu l'intuition que la « progression » des temps n'est pas accompagnée automatiquement par la « progression » de l'univers biologique et éthique et que, en admettant qu'une telle corrélation existe, il n'est pas sûr que son évolution soit linéaire ni concordante, Rousseau se trouva affranchi du schéma logique courant et opérant dans la pensée occidentale sans pour autant cesser d'appartenir dans son essence à cette dernière. Situation privilégiée pour observer l'absurdité et les incongruités de l'histoire humaine que le pur et uniforme critère rationaliste d'*amélioration* (1) n'aurait pas permis d'enregistrer.

Rousseau, pour la première fois, fait intervenir la potentialité dialectique de la pensée pour laquelle pertes et involutions apparaissent comme complémentaires des conquêtes et des avancées. C'est pourquoi l'idée de perfectionner la « progression » en y réintégrant ressources et qualités humaines qu'elle avait sacrifiées en route fut parfaitement cohérente avec la substance des observations que la logique originelle de Rousseau avait permis d'accomplir.

Cette idée, comme l'on sait, fut mal comprise et même déformée et raillée : et, pourtant, elle coïncide pleinement avec ce qui s'agite sous les comportements quelque peu pittoresques des défenseurs du milieu, des écologistes, des Verts, en somme de tous ceux qui, sous des étiquettes variées, posent de nouveau le problème de l'homme en rapport avec la nature et avec son propre agir. C'est justement de Rousseau que peut venir l'aiguillon à ne pas régresser le long de la route parcourue, mais à la poursuivre en perfectionnant notre idée de progrès encore rudimentaire et pour cela déséquilibrée. C'est là, en définitive, que réside la partie la plus substantielle de sa « philosophie ».

Aujourd'hui, il est sans doute plus évident pour tous que la raison, qui l'a emporté après une longue bataille sur l'autorité, a payé très cher cette victoire, ce qui en a réduit la portée. En effet, l'empire de la raison (entendue dans toute l'amplitude humaniste de son sens) fut progressivement réduit à la seule fonctionnalité rationnelle, et sur cette dernière est construite notre civilisation occidentale moderne, puissante et contraignante, donc implicitement violente et génératrice de violence. Les indéniables conquêtes qu'elle a obtenues dans l'organisation du travail et de la production sont à l'origine de la vertigineuse avancée de la technologie ; mais elles sont aussi à la racine d'un état d'infériorité de l'homme par rapport à son propre travail et à ses capacités propres : car les choses à produire le sont sans égard à la demande réelle ni au plaisir réel. La productibilité devient automatiquement production et ce procès est plus important que l'homme qui en est l'agent ou que l'homme qui devrait en être le destinataire. Le manager qui s'illusionne de pouvoir influencer ce procès ou même, au niveau le plus haut de son autorité, le diriger est en réalité, lui-même, agi de l'extérieur comme l'un quelconque de ses subordonnés.



Les hommes ou leur masque
quand à un signal incompréhensible
là dans la comédie grouillante
l'action s'interrompt
et que s'arrête, d'un coup, le jeu
[des rôles
les voici
qui impitoyablement
surpris par ce vide
et en lui par un caillot foudroyant
un à un de leur vérité incertaine
[émergent
encore plus gauches,
se détachent encore plus fats
dans cette fosse neutre désolée, tous,
ceux qui s'assoupissent
dans leur grandeur présumée ou feinte
et les autres qui vocifèrent
et rossent des nullités excitées, tous,
tous pareillement...
mais ce n'est pas
là l'enfer
qui soudain transparaît,
ce n'est pas la mort, cela, ce sont
[les semailles,
ce n'est qu'ainsi qu'ils germent
[à nouveau
et sont reconquis par le mouvement,
le feu, l'éternelle métamorphose.

(Poème extrait de Pour le baptême de nos fragments, *Flammarion, Paris, 1987.)*

Cette aliénation générale domine souverainement notre destin. En attendant : violence sur la nature universelle, violence sur la nature humaine, asservies par la technologie à des fins de production. Où se situe le point à partir duquel s'est manifestée sur notre route la première déviance ? Il est difficile de le préciser, mais il n'est certes pas éloigné de ce moment où bourgeois et intellectuels européens, à la sortie de la civilisation féodale, s'infatuèrent de l'économie. La fascination fut prête alors à renier la sagesse : certains équilibres admirables que l'esprit humain, de Platon à Léonard et à Montaigne, avait atteints et célébrés semblaient désormais irrécupérables.

A partir de ce moment, la poésie, comme toute autre expression profonde de l'homme, se trouva confinée dans la marginalité. Exclusion et auto-exclusion de la *res publica* devinrent la même chose. Au moyen des arts, de la poésie, de la libre spéculation philosophique, la nature humaine et le profond désir qui en règle la continuité et la croissance s'opposent, en la combattant, à la force dénaturante du système créé par avidité de pouvoir et qui, toutefois, n'a donné de pouvoir réel à personne. Car c'est un pouvoir abstrait – bien différent de la toute-puissance seigneuriale du prince – que le système confère, et qui transcende dans la sphère de l'abstraction la personne qui en est investie.

Oui, c'est vraiment une inversion de priorité ou, en tout cas, une correction de la hiérarchie qui peut apporter à l'aveuglement de la « progression » automatique cette lumière dont elle a besoin. La poésie, la spéculation philosophique et morale, l'art, aujourd'hui simples diversions de la raison politique ou bien ses antagonistes tolérés ou scandaleux, doivent récupérer tout l'espace nécessaire à leur action civile. Demander les décisions à la seule loi économique, comme l'a pratiquement fait la *polis* moderne, s'est révélé fatal : car la loi économique est obtuse et impersonnelle et se développe sur elle-même comme une série incontrôlable d'effets en chaîne sans plus aucun rapport avec la cause première qui est le bonheur humain.

On entrevoit quelques éléments de nouveauté : les mouvements pacifistes, vastes et répandus ; le refus croissant, en ce qui concerne certaines déductions obligées, de la « progression » technologique ; le doute et la résipiscence de nombreux scientifiques jusque-là trop fidèles au déterminisme instauré par l'irresponsabilité, ou prisonniers de l'entropie du procès de recherche. Je crois qu'on peut faire beaucoup pour que ces signes se dilatent et, grâce à la force de l'opinion et du sentiment collectifs, s'infiltrent dans la citadelle du pouvoir politique si malléable et multiforme en apparence, mais si tenace dans sa volonté de se perpétuer en tant que pouvoir pur. Appuyons-nous donc sur les facultés réprimées et déchirées du langage. C'est justement dans cette rencontre avec le désir de paix et de vie qui se fait jour dans l'humanité que le langage peut retrouver foi en lui-même et possibilité d'action. Action transformatrice, salutaire.

(Traduit de l'italien par Philippe Renard.)

(1) En français dans le texte.

Dans ce numéro :

Le Monde diplomatique du mois de juin 1988 a été tiré à 160 000 exemplaires. Le numéro de mai 1988 avait été tiré à 170 000 exemplaires (et non 162 000).

